Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE – Nº 16072 – 7 F | SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1996 | FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La chute de Kaboul

La capitale afghane est tombée aux *mains des islamistes qui ont nommé un* gouvernement intérimaire. p. 4

et notre éditorial page 18

« Banzaï ! »

Les députés japonais ont crié *« Banzaï ! »* après l'annonce de la dissolution de la Chambre basse. p. 4

RPR : le message de Jacques Chirac

Le président de la République a enjoint aux députés RPR réunis au Havre de soutenir Alain Juppé. p. 8

Les policiers en congrès

La principale organisation de policiers *en tenue, la FASP, a élu Jean-Louis* Arajol secrétaire général. p. 11

Un sous-préfet en garde à vue

Un ancien collaborateur d'Alain Carignon, Xavier Péneau, sous-préfet, a été arrêté dans le cadre de plusieurs enquêtes concernant des élus de l'Isère. p. 13

Les mousquetaires de Charroux



Retour chez les éleveurs de la Vienne après le triomphe de leur marche sur Paris. p. 15

Violence et télévision

Un point de vue d'Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel. p. 17

La mort d'Yves Heller

De l'AFP au *Monde*, il est peu de guerres que ce seigneur du reportage n'ait couvertes. p. 34

Une offre pour Valeo

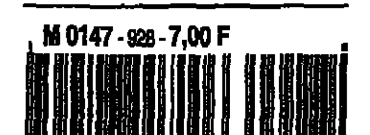
La CGIP, *holding de la famille* Wendel, souhaite racheter l'équipementier *automobile Valeo.* p. 20

Le grand écart des musées

La Reunion des musées nationaux (RMN) traverse une crise financière due *à la baisse de la fréquentation des musées.* p. 29

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 928 - 7,00 F



Le blocage du processus de paix par Israël crée un climat de guerre dans les territoires

M. Nétanyahou ferme « provisoirement » le tunnel qui est à l'origine des affrontements

L'ARMÉE ISRAÉLIENNE a *imposé* un couvre-feu total, vendredi 27 septembre, sur Hébron, la seule grande ville de Cisjordanie encore sous occupation israélienne, pour prévenir une nouvelle vague de violences après la *prière du vendredi. Pour tenter* d'apaiser le conflit, le gouvernement a décidé la fermeture « provisoire » du tunnel sous la vieille ville de Jérusalem qui a déclenché, mercredi, la colère des Palestiniens.

Comme les autres grandes villes de Cisjordanie, Hébron a été le *théâtre de violents affrontements* entre manifestants palestiniens et soldats israéliens, mais aucune force de police palestinienne n'étant encore déployée dans la ville, la violence y a été moindre. Les combats ont fait, jeudi, 55 tués (44 Palestiniens et 11 militaires israéliens, qui s'ajoutent *aux 5 morts de la veille), lors de* la journée la plus sanglante dans les territoires depuis le début de l'occupation en 1967. Tsahal, qui a déployé des chars à Naplouse, à l'entrée de la ville de Ramallah et à *Gaza, a fait usage, jeudi, de ses* hélicoptères. Le gouvernement a décrété l'état d'urgence sur les territoires palestiniens qui ne sont pas encore placés sous la responsabilité de l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat, c'est-à-dire les *zones rurales de Cisjordanie.*



Une rencontre tripartite au Caire entre le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, et le dirigeant palestinien, Yasser Arafat, en présence du président égyptien, Hosni Moubarak, pourrait avoir lieu dimanche, selon une source proche de la présidence de la République égyptienne citée par l'AFP. Cette rencontre est souhaitée par les Etats-Unis et la France à condition qu'elle ne se réduise pas à une poignée de main. Réuni en urgence au retour d'Europe, jeudi soir, de M. Nétanyahou, le cabinet restreint israélien, dit *« de sécurité »*, *a rejeté sur l'Autorité* palestinienne la responsabilité des violences.

Lire pages 2 et 3
et les points de vue page 16

Le nombre de chômeurs a augmenté de 5,3 % en une année

LE NOMBRE des demandeurs d'emploi a brutalement augmenté *en août. Selon les statistiques* publiées, vendredi 27 septembre, par le ministère du travail, le nombre des chômeurs a progressé de 39 500 (1,3 %) au mois d'août. La France compte désormais 3 085 100 chômeurs, soit 5,3 % de plus qu'il y a un an. A quelques jours du vote de confiance demandé par le premier *ministre à l'Assemblée nationale*, il s'agit d'une très mauvaise nouvelle pour le gouvernement. Cette progression est sans précédent depuis 1993. Jacques Chirac est intervenu vendredi auprès des parlementaires du RPR pour leur enjoindre de soutenir Alain Juppé et leur interdire de se réclamer de lui pour critiquer le gouvernement. Par ailleurs, le commerce extérieur a dégagé un solde mensuel positif de 11 milliards de francs en juillet.

Lire page 8

Les pasionarias argentines en lutte pour leurs terres

BUENOS AIRES
de notre correspondante

Monté sur une vieille caisse en bois en guise d'estrade, le commissaire-priseur est resté sans voix. A chaque fois qu'il voulait abattre son marteau sur le pupitre, il suspendait son geste. Car 250 paysannes entonnaient alors l'hymne *national, à pleins poumons. Ce jour-là, à Santa* Rosa, la capitale de la province de La Pampa, en Argentine, les militantes du Mouvement des femmes d'agriculteurs en lutte (MML) ont fait échouer la vente aux enchères de la propriété des Cornelis, en banqueroute comme beaucoup d'autres petits paysans appauvris.

Lucy Cornelis, 49 ans, présidente du MML, a ainsi pu sauver les terres que sa famille cultive *depuis trois générations. C'est l'héritage d'un* grand-père venu de France qui, comme *d'autres immmigrés au début du siècle, avait* découvert la terre promise : 900 hectares dans la campagne argentine, ce *« vertige horizontal »* dont parlait l'écrivain Drieu La Rochelle. Au fil du temps et des partages de la succession, l'exploitation s'est réduite à 150 hectares de plus de plus en plus difficiles à gérer. A la sécheresse de ces quatre dernières années s'ajoutent l'absence de toute réforme agraire et les aléas économiques qui expliquent la crise du *« campo »*. *« En 1970, un éleveur avait une entreprise rentable avec 237 vaches. Aujourd'hui, il lui en faut 1 000 »*, explique un économiste de la région. Le recours aux prêts *est périlleux car les banques appliquent des* taux d'intérêt excessifs : 15 % l'an et jusqu'à 60 % en cas de découverts sur un compte courant. En dix ans, la dette des Cornelis s'est ainsi multipliée par sept.

Selon des chiffres de la Société rurale, qui regroupe les principaux propriétaires terriens, l'endettement global des agriculteurs – près de 400 000 dans tout le pays – auprès des banques provinciales atteint cette année 8 milliards de dollars (environ 40 milliards de francs), soit *une augmentation de 470 % par rapport à 1991. « Les grands propriétaires terriens obtiennent des crédits internationaux bien meilleur marché que les petits exploitants. Mais c'est comme cela, c'est la réalité de l'Argentine »*, estime le gouverneur de la province.

Défiant la résignation, mais aussi le pouvoir essentiellement masculin du *« campo »*, les femmes d'agriculteurs ont commencé leur lutte il y a un an. Elles sont aujourd'hui des milliers à se battre pour éviter les mises aux enchères et revendiquer un plan permettant de restructurer les dettes sur trente ans. Les militantes ont déjà obtenu que la banque de la *province de Buenos Aires révise les conditions* de crédits octroyés entre 1989 et 1993. Ce mouvement *témoigne aussi de la combativité historique* des femmes dans un pays traditionnellement « machiste ».

Au volant de tracteurs, plus de cinq cents femmes d'agriculteurs étaient venues manifester à Buenos Aires le 8 mars 1996, date de la journée internationale de la femme, sur la *place de Mai, en face du palais présidentiel. Le* lieu même où, il y a cinquante ans, la légen*daire Evita Peron défendait les pauvres et les* opprimés et où, depuis vingt ans, mères et grands-mères réclament justice pour les 30 000 disparus de la dernière dictature militaire.

Christine Legrand

Les ordinateurs ont des boutons

LES DERNIERS MODÈLES d'ordinateurs destinés à l'usage familial qui apparaissent sur le marché sont dotés des bons *vieux boutons des débuts de la* magie électrique. Il *s'agit d'aider* des utilisateurs peu familiers de l'informatique à circuler sans peine dans les programmes.

Pour faciliter le maniement des appareils, les constructeurs proposent donc d'appuyer sur une touche pour revenir au menu principal, *lancer des* opérations plus élaborées ou, tout simplement, monter le son. Cette nouvelle esthétique « électroménagère » s'accompagne d'une augmentation des prix et d'une réduction de volume des appareils.

Lire page 25

La « pandémie » des mines

LES MINES tuent à l'aveuglette. Femmes aux champs, enfants sur le chemin de l'école, elles *n'épargnent rien ni personne*, au Cambodge et en Angola, en Afghanistan et au Salvador. Plus de soixante pays du tiers-monde en sont infestés. Mais les mines antipersonnel prolifèrent aussi en Bosnie, au cœur de l'Europe dite *civilisée. Illustration des dérèglements* de la planète, elles tuent ou mutilent deux mille personnes par mois.

A la mémoire des morts et des amputés, victimes de cette calamité universelle, les Parisiens et les *Lyonnais sont invités, samedi 28* septembre, à élever des pyramides de chaussures sur le parvis du Trocadéro et place Antonin-Poncet.

Cette manifestation, la deuxième du genre, est destinée à *frapper les imaginations. Elle témoigne* aussi de l'écho rencontré par les organisations non gouvernementales qui militent contre cette nouvelle « pandémie » : Handicap international (France), qui est à l'origine de cette démonstration, Mines Advisory Group (Grande-Bretagne), Medico International (Allemagne), Vietnam Veterans of American Foundation (Etats-Unis), etc.

Pour les organisations humanitaires, l'année écoulée a été marquée de défaites et de demi-victoires. Le mal n'a pas reculé. Il a même empiré. Mais les partisans d'un bannissement définitif des *mines antipersonnel ont gagné du* terrain.

On estime à 84 millions le nombre d'engins terrestres dispersés partout dans le monde. Chaque année, ce chiffre augmente de deux à cinq millions, au *hasard des guérillas qui ravagent* la planète, du Kurdistan au Liberia.

Conçues à l'origine pour retarder la progression des forces ennemies lors de conflits conventionnels, les mines sont *aujourd'hui l'une des armes les* plus prisées des fauteurs de guerres civiles.

Bouclier du pauvre, elles servent à protéger les territoires conquis sur l'adversaire en terrorisant les populations. Si, par chance, tel ou tel conflit vient à s'éteindre comme en Angola ou au Cambodge, les mines antipersonnel restent, enfouies dans le sol, impossibles à localiser. Les Khmers rouges en ont infesté leur pays, aux abords des villages et dans les champs. Les dégâts sont quotidiens. La population cambodgienne compte un amputé pour 236 habitants.

Bertrand Le Gendre

Lire la suite page 18

Habiter sur les ponts



ANTOINE GRUMBACH

PHILOSOPHE de l'urbanité devenu architecte et Grand Prix national d'urbanisme en 1992, Antoine Grumbach, âgé de *cinquante-quatre* ans, a été élu colauréat d'un concours pour la réalisation d'un « pont-jardin » enjambant la Tamise. Son projet est présenté à Londres où, jusqu'au 18 décembre, se tient une exposition remarquable consacrée *aux « ponts habités »*.

Lire page 28

International	2	Jeux	26
France	8	Agenda	27
Société	11	Abonnements	27
Carnet	14	Météorologie	27
Horizons	15	Culture	28
Entreprises	20	Guide culturel	31
Finances/marchés	22	Communication	32
Aujourd'hui	24	Radio-Télévision	33

PROCHE-ORIENT Au terme d'une réunion convoquée d'urgence par le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, jeudi soir 26 septembre à Jérusalem, le cabinet dit *« de sécurité »* a rejeté sur l'Autorité palestinienne la responsabilité des violences dont les territoires palestiniens ont été le théâtre au cours des dernières quarante-huit heures. ● LES AFFRONTEMENTS, qui s'étaient étendus, jeudi, à Gaza, ont fait, selon les derniers bilans, cinquante-cinq morts, quarante-quatre Palestiniens et onze Israéliens. ● LES ETATS-UNIS s'emploient à organiser une rencontre entre M. Nétanyahou et le chef de l'Autorité palestinienne, M. Arafat. Avec les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, ils ont, en outre, indirectement invité l'Etat juif à fermer l'accès au tunnel qui longe l'esplanade des Mosquées, et dont l'ouverture a mis le feu aux poudres.

Washington tente de renouer le dialogue entre Israéliens et Palestiniens

Alors que Benyamin Nétanyahou rejette toute responsabilité dans les sanglants affrontements qui ont fait, jeudi 26 septembre, cinquante-cinq morts, dans les territoires palestiniens, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies invitent les deux parties à la « retenue »

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Et maintenant que fait-on ? Comment recoller les morceaux du processus de paix ? Est-ce même possible ? Comment va-t-on s'y prendre pour remettre le mauvais génie dans sa bouteille ? Sur le ton entendu de ceux qui savent la réponse si on la leur demande, ou sur celui de l'angoisse la plus sincère, telles sont bien les questions dont la classe politique israélienne tout entière débat avec passion depuis quarante-huit heures.

Retourné, jeudi 26 septembre, dans la soirée, à Tel Aviv, après n'avoir écourté sa première tournée européenne que de quelques heures, puisqu'il devait rentrer dans la nuit, Benyamin Nétanyahou a réuni son cabinet restreint, dit *« de sécurité »*. A 3 heures, vendredi, *« après avoir entendu* [pendant quatre heures]*, les évaluations des chefs de l'armée, de la police et du Shin Beth* [service de sécurité intérieure] », les ministres les plus importants et leur chef ont publié un communiqué *« concernant la situation dans les régions de Judée-Samarie* [Cisjordanie], *de Gaza et de Jérusalem. » « Le gouvernement d'Israël exige que l'Autorité palestinienne restreigne et stoppe les activités violentes et la création de l'agitation de l'intérieur de son territoire contre les citoyens et les soldats d'Israël. (...) Les tirs de la police palestinienne et les incitations à la violence constituent une sévère violation des accords intérimaires* [d'Oslo] *qui, si elle continue, mettra le processus de paix en péril. »* Après avoir rappelé l'article 15 des accords, selon lequel *« chaque partie prendra toutes les mesures nécessaires pour prévenir les actes de terrorisme et d'hostilités contre l'une d'elle »*, le gouvernement *« appelle à la reprise des négociations politiques de paix (...) sans condition préalable »*.

TROIS DEMANDES

Cette dernière précision vise à rejeter par avance les trois demandes posées, jeudi, au nom de l'Autorité palestinienne, par Fayçal Husseini, chef de l'OLP à Jérusalem-Est – blessé au cours des affrontements – et soutenues aussi bien par l'Egypte que par la Ligue arabe et par plusieurs pays européens : *« Fermeture du tunnel »* de la Vieille Ville, c'est son ouverture qui a mis le feu aux poudres, *« application immédiate des accords déjà conclus et signés par le précédent gouvernement, ouverture réelle des négociations concernant le statut définitif des territoires occupés, y compris Jérusalem-Est »*. Ces discussions, formellement ouvertes, le 5 mai, entre l'OLP et le gouvernement travailliste, ont été depuis l'élection de M. Nétanyahou renvoyées aux calendes grecques.

Invité, jeudi, à deux reprises par téléphone, à rencontrer le premier ministre *« aussi tôt que possible »*, c'est-à-dire dans la nuit de jeudi à vendredi, Yasser Arafat s'est semble-t-il montré évasif. Fort de sa relative victoire politico-diplomatique après quarante-huit heures d'affrontements – il a montré qu'il avait le pouvoir de créer beaucoup de problèmes à Israël si celui-ci se contentait de promesses médiatiques à son égard sans respecter ce qui a été conclu et il a reçu le soutien de la quasi-totalité des puissances du monde –, le chef de l'OLP n'a apparemment pas voulu prendre le risque de se montrer avec « Bibi » à la veille de la grande prière musulmane du vendredi. D'autant que cette journée, à très hauts risques, devait être aussi consacrée aux funérailles des trente-sept victimes palestiniennes. Une rencontre Nétanyahou-Arafat, vendredi, au Caire, paraissait, elle aussi, incertaine.

LES COLONS COMME SUPPLÉTIFS

En l'absence de son chef, qui a pris tout son temps pour revenir au pays, le gouvernement avait paré au plus pressé. Depuis jeudi après-midi, l'état d'urgence a été décrété dans les territoires palestiniens occupés et autonomes. Outre que Tsahal a ouvert ses stocks d'armes aux colons juifs adultes pour servir éventuellement de supplétifs, la mesure signifie essentiellement deux choses. D'abord, l'armée est en état d'*« alerte rouge »* et des renforts, ainsi que du matériel lourd (chars d'assaut), ont été acheminés dans tous les territoires occupés, y compris à Jérusalem-Est, où le nombre de policiers a été multiplié par trois en prévision de la journée de prières à la mosquée El Aqsa.

Deuxièmement, le bouclage des territoires, imposé depuis six mois, ne s'arrête plus à la « ligne verte » qui séparait jadis Israël proprement dit des régions palestiniennes. On ne passe plus entre les zones A, B et C délimitées par les accords d'Oslo. La mesure, qui avait été appliquée après les attentats-suicides de février-mars, signifie que, sauf exception pour les personnalités importantes, plus personne n'entre ou ne sort des sept enclaves autonomes contrôlées par l'OLP (6 % des territoires), même pour se rendre dans le reste de la Cisjordanie occupée.

Ces mesures ont-elles une chance de ramener le calme alors que, comme dit Ouri Savir, l'ancien directeur du ministère des affaires étrangères, architecte israélien des accords d'Oslo, *« il y a grave danger si l'on n'applique pas immédiatement les accords signés ? »* Mais à supposer qu'il en ait le projet, comment M. Nétanyahou « le dur » pourrait-il maintenant annoncer qu'il va, par exemple, redéployer son armée hors d'Hébron sans paraître céder à la pression de M. Arafat ?

« Ce qui s'est passé ces dernières quarante-huit heures, disait, jeudi, Tsahi Hanegbi, ministre de la santé, très proche de « Bibi », est *conforme à ce que nous prédisions lorsque nous étions dans l'opposition : il ne fallait surtout pas laisser les Palestiniens autonomes s'armer, car au premier différend avec nous, ils utiliseraient leurs armes contre nos soldats. C'est fait. »*

Ce qui est sûr, selon Ephraïm Sneh, ancien ministre d'Itzhak Rabin, *« c'est que grâce à votre politique, il n'y a plus de processus de paix. Nous avons à la place un conflit militaire israélo-palestinien comme nous n'en avions plus connu depuis 1967 »*. Alors, un gouvernement d'union nationale peut-il sauver ce qui peut encore l'être ? *« Avant d'évoquer ce genre de sujet*, a rétorqué Shimon Pérès, *encore faudrait-il, si l'on veut que le Parti travailliste s'identifie à ce gouvernement, que nous soyons associés à la prise de décision. »* Quand on pense, regrettait encore Ouri Savir que *« nous étions au seuil de la paix et* [que] *nous voici à l'orée d'une nouvelle Intifada. Et tout cela en quatre mois... »*

Patrice Claude

De l'« Intifada » à la « Mouwajaha »

LES AFFRONTEMENTS israélo-palestiniens dans les territoires palestiniens rappellent l'Intifada (soulèvement) contre l'occupation israélienne, qui a embrasé les territoires palestiniens de 1987 à 1993, à la différence près que la police palestinienne est, aujourd'hui, mêlée à ces affrontements.

Le 9 décembre 1987, au lendemain d'un grave accident au cours duquel quatre Palestiniens du camp de Jabalia meurent écrasés par un camion israélien, les huit camps de réfugiés de la bande de Gaza entrent en ébullition. C'est le début de l'Intifada, la « guerre des pierres », qui s'étend comme une traînée de poudre dans tous les territoires occupés.

DE DIX À VINGT-CINQ ANS

Pour la première fois en quarante ans de conflit israélo-arabe, le peuple palestinien de Cisjordanie et de Gaza – un million et demi d'habitants – est en guerre contre Israël. Les rues des villes et des bourgades, les ruelles des camps de réfugiés, les terrasses, les minarets des mosquées servent de champ de bataille aux milliers de *shabab* – jeunes gens de dix à vingt-cinq ans – qui se battent à coups de pierres.

En six ans, 1 258 Palestiniens ont été tués par des militaires ou des colons israéliens, selon un bilan établi par l'Agence France-Presse à partir de sources palestiniennes. La majorité des victimes, dont près du quart étaient âgées de moins de seize ans, ont été tuées lors de la dispersion de manifestations. En 1994, le procureur général de l'armée, le général Ilan Schiff, indiquait que 97 000 dossiers d'accusation avaient été instruits contre des Palestiniens accusés d'avoir pris part à l'Intifada par les tribunaux militaires israéliens dans les territoires occupés. *« Entre 120 000 et 140 000 Palestiniens sont passés par nos prisons »* pendant l'Intifada, indiquait, à la même époque, le premier ministre israélien assassiné, Itzhak Rabin.

Le 13 septembre 1993, les accords d'Oslo, qui lancent l'autonomie palestinienne à Gaza et à Jéricho, sont signés à Washington. Le 24, les activistes armés de l'OLP reçoivent l'ordre du chef de la centrale palestinienne, Yasser Arafat, de cesser toutes les opérations militaires contre Tsahal. C'est la fin de l'Intifada. Les Palestiniens désignent les événements actuels par le terme *al Mouwajaha* : l'affrontement. – *(AFP.)*

« La terre de Palestine transformée en champ de guerre »

NAPLOUSE
de notre envoyé spécial

« Vous faites quoi, là ? Zone militaire fermée. Allez, demi-tour, illico. » Derrière ses Ray-Ban, l'officier israélien de la police des frontières ne plaisante pas. Pistolet-mitrailleur Uzi en bandoulière sur un très seyant gilet pare-balles bleuté, poings sur les hanches et coup de menton agressif, le militaire est visiblement un cinéphile. Version Rambo. Derrière lui, deux chars d'assaut Merkava sont stationnés au milieu d'une centaine de soldats casqués et armés jusqu'aux dents.

Sombres indices des furieux combats qui ont eu lieu, ici, entre soldats israéliens et policiers palestiniens, deux colonnes de fumée noire s'élèvent au-dessus de la ville. Il est 16 h 30, jeudi 26 septembre, à l'entrée de Naplouse, et la grande cité arabe autonome, cernée et bouclée, paraît enfin calmée. Le colonel Jibril Rajoub, chef de la sécurité préventive palestinienne, vient d'y entrer avec ses dix gardes du corps.

La mission du cerbère moustachu le moins avenant et le plus craint des Palestiniens – en raison des tortures et brutalités dont son service s'est rendu coupable – est la même que celle qui l'avait conduit à Ramallah une heure plus tôt, laissant derrière lui un brasier encore fumant mais éteint. Le colonel Rajoub est directement chargé par Yasser Arafat de faire cesser le feu, et de négocier l'évacuation en douceur des quarante-deux Israéliens, soldats et colons juifs religieux, assiégés, depuis des heures, à l'intérieur de Naplouse.

Une opération de sauvetage a bien été tentée, en début d'après-midi, par des unités spéciales, mais elle a lamentablement échoué. Deux transports de troupes blindés *hérissés de soldats et de mitrailleuses* ont foncé dans la ville, tirant sur tout ce qui bougeait. Mais les policiers palestiniens ont répliqué, puissamment, et les rafales de leurs kalachnikovs ont fait reculer l'unité spéciale surarmée. *« C'est une vraie bataille qui s'est déroulée là »*, commentera plus tard le général Ouzi Dayan, commandant en chef de la région Centre en Cisjordanie occupée.

Certains généraux israéliens ont affirmé que Yasser Arafat avait partiellement perdu le contrôle de ses trente mille à quarante mille hommes en armes. Ce n'est pas faux. Mais si l'opération de sauvetage à Naplouse a bien eu lieu, ce fut grâce à lui, par la négociation et à la faveur d'un couvre-feu général sur la ville que le chef de l'OLP a ordonné. Si les fameuses patrouilles conjointes israélo-palestiniennes dans les zones autonomes ont cessé depuis trois jours, la coopération n'a pas pour autant totalement cessé entre les deux parties.

Deux heures plus tôt, devant le camp retranché des Israéliens autour d'un site religieux dénommé *« la tombe de Youssef »* (Joseph) – personnage biblique révéré par l'islam et le judaïsme, mais dont la tombe présumée est contrôlée par Israël à l'intérieur d'une ville autonome de cent quarante mille habitants arabes –, n'a-t-on pas assisté à l'évacuation, par les soins d'un célèbre chef local du Fatah de M. Arafat, de deux soldats israéliens blessés ? Est-ce le signe que tout n'est pas perdu pour le processus de paix ?

Car cette journée de feu et de sang du 26 septembre en Palestine *laissera dans les consciences tant d'autres images*... Par exemple, ce gamin de quinze ans tombé à Ramallah, sa dérisoire fronde en caoutchouc à la main. Ou ce cameraman palestinien tué d'une balle dans la poitrine tirée par un franc-tireur embusqué dans les collines et qui, deux secondes avant de sombrer dans le coma, nous assurait : *« Ça va, ça va... »*

Fini l'Intifada de papa, le soulèvement de la jeunesse avec ses pierres. Mercredi, un nouveau concept est apparu dans le vocabulaire des médias et des dirigeants palestiniens : c'est la Mouwajaha, l'affrontement. Chars d'assaut, hélicoptères de guerre, mitrailleuses lourdes. Au deuxième jour des combats, sans précédent depuis la guerre de 1967, qui ont eu lieu, pendant une dizaine d'heures, dans l'ensemble des territoires palestiniens, Tsahal a sorti les grands moyens.

Face aux jets de pierres et aux armes automatiques légères, Tsahal a sorti les grands moyens : mitrailleuses lourdes, chars d'assaut et hélicoptères Cobra

Ou encore ce jeune policier palestinien qui avait cru bon de se poster sur le toit d'un immeuble pour être à la hauteur des soldats israéliens qui avançaient dans les collines d'oliviers en tirant sur les jeteurs de pierres, et qui mourut haché menu sous le déluge de mitraille lâchée sans discontinuer, pendant dix minutes, d'un hélicoptère Cobra. Ou cette jeune fille aux cheveux soigneusement camouflés par le voile blanc islamique et qui ne pouvait pas arrêter de pleurer dans le fracas des détonations. Quelle image retenir et transmettre de l'embrasement en cours ?

Le bilan des combats, si lourd soit-il, ne rend compte qu'imparfaitement de la déchirure des dernières quarante-huit heures entre Israël et les Palestiniens. Trente-sept Palestiniens tués parmi lesquels de nombreux civils, et onze *soldats israéliens. Plus de quatre* cents blessés côté arabe, dont plusieurs dizaines dans un état grave. Une cinquantaine côté israélien, dont quatre étaient, jeudi soir, entre la vie et la mort. Et puis les journalistes blessés, trois Palestiniens et un Français, Manousher Deghati, photographe de l'Agence France-Presse.

Face aux dérisoires jets de pierres, des milliers de jeunes émeutiers civils et aux armes automatiques légères employées à foison à Gaza, à Naplouse, à Ramallah, à Bethléem et ailleurs par plusieurs centaines de Palestiniens en uniforme, Tsahal a frappé dur. Elle n'a pas utilisé toute sa force, mais elle l'a montrée. Déployés *pour la première fois dans les territoires occupés* – à Naplouse, à l'entrée de Ramallah et à Gaza – depuis leur conquête militaire par Israël en 1967, les chars d'assaut n'ont pas tiré. Les hélicoptères Cobra, oui. Un peu partout.

Les combats les plus durs, le plus grand nombre de morts (24) et de blessés (140) ont été relevés dans la bande de Gaza. Même scénario que la veille et le jour même à Ramallah, Naplouse et ailleurs. Des milliers de jeunes munis de pierres se jettent sur les barrages israéliens. Il y a des morts, il y a la foule qui hurle sa rage et son impuissance et puis un, deux, vingt policiers palestiniens laissent éclater la leur et ouvrent le feu. M. Arafat, paraissant suivre plutôt que précéder le mouvement, a ordonné à sa police armée de *« protéger le peuple, la nation et les acquis des Palestiniens »*. Mais, pour autant que l'on sache, cet ordre est tombé tard en fin de matinée, bien après que les tirs de riposte de ses hommes eurent commencé.

A Gaza, outre les barrages militaires, les gamins, puis les hommes en uniforme qui étaient jusqu'alors – tragique et inhumaine exigence des accords d'Oslo – chargés de les protéger, s'en sont pris aux colonies juives. Goush Katif, Netzarim, Kfar Dorom, Nitzanit. Noms qui sonnent aux oreilles palestiniennes comme autant de provocations, des îlots de luxe fortifiés, où vivent quelques centaines d'ultras – cinq mille au total avec les femmes et les enfants – et qui occupent encore, avec les routes et les plages qui leur sont réservées, 40 % d'un territoire grand comme un mouchoir de poche (350 kilomètres carrés). Territoire partiellement autonome et qui, sur les 60 % de sa superficie restante, doit héberger un million d'Arabes, entassés pour moitié dans des camps de réfugiés sans eau potable, sans égout, sans travail et, surtout, sans la liberté de sortir de ce qu'ils appellent *« la cage »*, depuis plus de six mois.

Le gouvernement israélien a transformé *« la terre de Palestine en champ de guerre »*, a commenté jeudi Mohamad Sobei, le représentant de l'OLP à la Ligue arabe. Ce qui est sûr, c'est que la politique menée depuis cent jours par M. Nétanyahou a brisé ce qui fut le plus ardu à établir entre Israéliens et Palestiniens : la confiance minimale sans laquelle le processus de paix ne peut être conduit à son terme.

P. C.

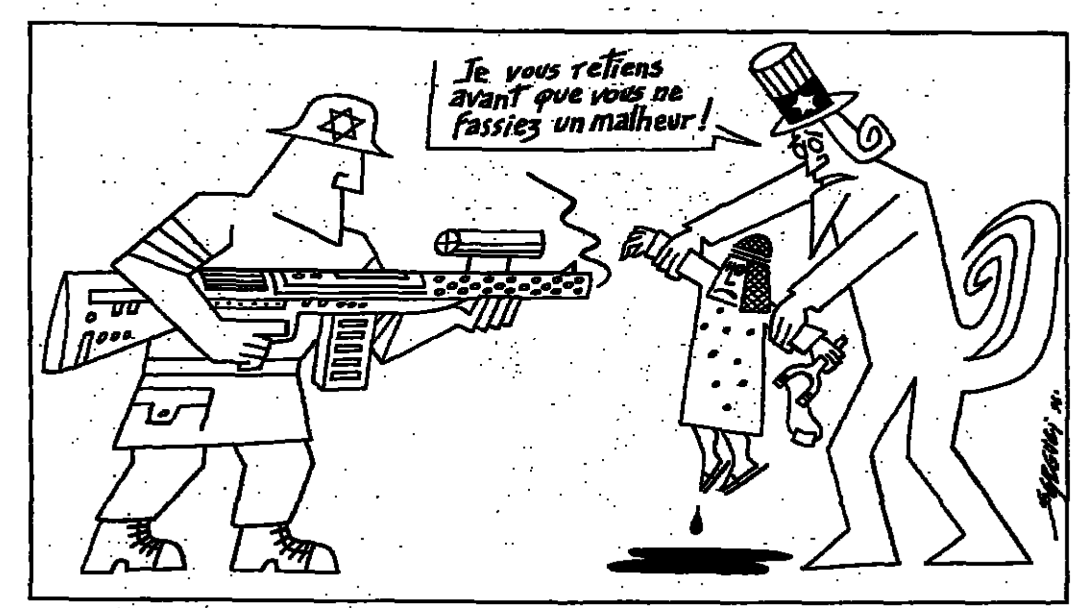
Cent jours sans paix

Depuis son accession au pouvoir, il y a environ cent jours, le premier ministre nationaliste, Benyamin Nétanyahou, a rencontré une fois Yasser Arafat et, à deux reprises, Bill Clinton. Au cœur de ces discussions, le processus de paix, que les affrontements de ces derniers jours en Cisjordanie et à Gaza risquent de remettre en cause.

● **29 mai 1996** : Benyamin Nétanyahou, président du Likoud, est élu premier ministre. Il remplace le travailliste Shimon Pérès.
● **7 juin** : les présidents égyptien et syrien, ainsi que le prince Abdallah d'Arabie saoudite, annoncent la convocation d'un sommet arabe au Caire, du 21 au 23 juin, pour appeler M. Nétanyahou au respect du processus de paix.
● **8 juin** : David Lévy est nommé chef de la diplomatie, et Itzahk Mordechaï ministre de la défense.
● **7 juillet** : le chef de file des « faucons » israéliens, Ariel Sharon, se voit confier au sein du gouvernement la charge des colonies.
● **8 juillet** : M. Nétanyahou se rend pour la première fois aux Etats-Unis depuis son élection. Bill Clinton le presse de relancer le processus de paix.
● **18 juillet** : le premier ministre israélien se rend en Egypte.
● **25 juillet** : première rencontre entre Yasser Arafat et David Lévy.
● **27 juillet** : M. Nétanyahou rencontre secrètement, à Londres, le roi Hussein de Jordanie.
● **2 août** : le gouvernement israélien décide de favoriser le développement des colonies juives dans les territoires occupés.
● **5 août** : M. Nétanyahou se rend à Amman.
● **27 août** : les forces israéliennes détruisent un immeuble palestinien à Jérusalem-Est et annoncent la construction d'une nouvelle colonie juive de 1 800 logements en Cisjordanie.
● **28 août** : l'Egypte envisage de reporter la Conférence économique sur le Proche-Orient et l'Afrique du Nord.
● **4 septembre** : M. Nétanyahou et M. Arafat se rencontrent pour la première fois depuis l'élection du premier ministre israélien, au point de passage d'Erez. Les deux hommes s'engagent à continuer le processus de paix, sans réussir à aplanir leurs divergences.
● **9 septembre** : M. Nétanyahou se rend pour la deuxième fois aux Etats-Unis.
● **18 septembre** : M. Arafat rencontre M. Mordechaï pour évoquer avec lui l'évacuation partielle de Hébron.
● **23-24 septembre** : Israël perce un nouvel accès dans le tunnel archéologique sous l'esplanade des Mosquées, à Jérusalem-Est.
● **24 septembre** : plusieurs centaines de Palestiniens manifestent dans le secteur oriental de Jérusalem, annexé par Israël.
● **25 septembre** : l'armée israélienne tue cinq Palestiniens et en blesse trois cents lors d'une manifestation près de Ramallah. Le Hamas appelle à la reprise de l'Intifada.
● **26 septembre** : les affrontements entre Israéliens et Palestiniens, en Cisjordanie et à Gaza, font plus de cinquante morts.

هكذا من الإصل





Les pays arabes continuent à affirmer que le processus de paix est « irréversible »

AMMAN
de notre correspondante au Proche-Orient

« Une nouvelle Intifada. » L'appréciation revient chez tous les éditorialistes arabes, dont plusieurs saluent le soulèvement palestinien des dernières quarante-huit heures. En touchant au troisième lieu saint de l'Islam, la mosquée El Aqsa, Israël a exacerbé les réactions arabes, et même les pays les plus modérés à son égard ont durci leur attitude.

Liée depuis deux ans à Israël par un traité de paix, la Jordanie a nettement haussé le ton contre le gouvernement de Benyamin Nétanyahou, dont elle avait pourtant été le seul pays arabe à saluer positivement la formation. Dans un communiqué commun avec l'émir du Qatar, chez qui il se trouvait, le roi Hussein a estimé que l'ouverture d'un nouvel accès au tunnel, à l'origine des émeutes, était un acte de *« provocation envers les Arabes et les Musulmans et une action en contradiction avec les accords de paix »*. Les deux parties ont, en outre, *« rendu le gouvernement israélien responsable de l'escalade »*, l'appelant à *« appliquer ses engagements »*.

Le prince héritier Hassan avait, dès mercredi, sévèrement condamné cette action, alors que le gouvernement jordanien se déclarait *« engagé à faire ce que son devoir lui dicte afin de préserver les droits arabes et musulmans sur Jérusalem »*. Cette affaire est d'autant plus grave pour la Jordanie que, comme l'a rappelé le roi, Amman *« a un rôle* (dans la gestion des lieux saints de Jérusalem) *que lui reconnaît le traité de paix avec Israël, jusqu'au règlement du statut final de la ville sainte »*. En outre, les autorités craignent *« les répercussions inévitables de ces graves incidents »* au sein de la population, dont la majorité est d'origine palestinienne.

Sollicité par le premier ministre israélien pour tenter de mettre un terme à la violence, le président égyptien, Hosni Moubarak, a demandé à M. Nétanyahou de *« fermer »* le tunnel contesté et de *« commencer à prendre des mesures concrètes pour mettre en application les accords signés avec l'Autorité palestinienne, notamment le redéploiement des forces israéliennes à Hébron »*, qui a six mois de retard sur le calendrier prévu.

APPELS AU « MARTYRE »

Personnalité pourtant modérée et tolérante, le cheikh d'El Azhar, la plus haute instance de l'islam sunnite, a, pour sa part, appelé les musulmans à défendre, *« jusqu'au martyr »*, la mosquée El Aqsa. L'éditorialiste du quotidien officieux *Al Ahram* écrit, quant à lui, que *« seule la force du droit et le sang des martyrs pourront arrêter la violence israélienne »*. Cet appel au martyre, seul capable d'arrêter les actions israéliennes, revient dans de nombreux commentaires de la presse arabe.

Réunie en urgence au Caire, à la demande du délégué palestinien, la Ligue arabe a vivement dénoncé *« un complot sioniste israélien pour détruire la mosquée El Aqsa et bâtir à sa place le temple de Salomon »*. Elle a appelé la communauté internationale et les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU à *« intervenir d'urgence pour obliger Israël à cesser toute action susceptible de porter atteinte aux lieux saints »* de l'islam.

Les ministres arabes des affaires étrangères, qui se trouvent à New York pour l'Assemblée générale des Nations unies, devraient se réunir, lundi, pour étudier les moyens d'agir auprès du Conseil de sécurité de l'ONU et surtout des Etats-Unis. Les délégués arabes à la Ligue n'ont toutefois pas suivi le représentant palestinien, qui leur a demandé de *« punir »* Israël.

Malgré la sévérité de leurs réactions, la plupart des pays arabes demeurent engagés dans le processus de paix. Ils ne veulent pas être les fossoyeurs d'une paix qui, selon le communiqué de la Ligue arabe, est un *« choix stratégique irréversible »*. Seules les organisations palestiniennes radicales, comme le Front populaire et le Front démocratique de libération de la Palestine – FPLP et FDLP – et le Djihad islamique en Palestine, ont appelé l'Autorité palestinienne à rompre les négociations avec Israël et ont demandé à leurs militants *« d'accroître la lutte armée contre l'ennemi sioniste »*.

Françoise Chipaux

Les critiques voilées des Etats-Unis à l'encontre de l'Etat juif

WASHINGTON
de notre correspondant

La diplomatie américaine est intervenue en force, ces dernières quarante-huit heures, pour tenter de favoriser un retour au calme dans les territoires palestiniens et relancer le processus de paix que les Etats-Unis parrainent.

Ces efforts ont notamment porté sur l'organisation d'une rencontre entre Yasser Arafat et Benyamin Nétanyahou, qui pourrait avoir lieu au Caire, sous l'égide du président Hosni Moubarak. Bill Clinton a lancé un appel solennel aux deux parties pour qu'elles prennent des initiatives de nature à mettre fin à la violence. Il a toutefois rejeté implicitement la responsabilité de celle-ci sur les autorités israéliennes *qui ont décidé* d'ouvrir un nouvel accès à un tunnel sous l'esplanade des mosquées, à Jérusalem-Est.

C'est manifestement à cette initiative que M. Clinton a fait référence en soulignant qu'Israéliens et Palestiniens doivent *« éviter toute action de nature à compromettre les progrès de la paix »*. Refusant de se prononcer explicitement sur l'opportunité de fermer ce tunnel, dont l'ouverture a mis le feu aux poudres, M. Clinton a cependant souligné qu'il fallait *« éviter des actions provocatrices sans nécessité »*. Cette critique voilée, répétée à deux reprises par le président, a été relayée par le département d'Etat : son porte-parole, Nicholas Burns, a insisté sur le fait que Washington n'avait pas été averti d'un projet dont chacun pouvait mesurer à l'avance le caractère provocant.

Le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, qui s'est entretenu à deux reprises, jeudi, avec le premier ministre israélien, a demandé à celui-ci d'ordonner la fermeture du tunnel, ce que M. Nétanyahou a refusé. La Maison Blanche a enfoncé le clou en soulignant qu'Israéliens et Palestiniens ne devaient pas *« soulever de nouveaux problèmes »*, comme celui que pose *« de toute évidence »* le percement du tunnel. L'administration américaine estime que la fin de la violence est prioritaire, sans être suffisante : les deux parties doivent *« reprendre les négociations et appliquer les accords qu'elles ont conclus »*, a insisté M. Clinton.

Les diplomates redoutent que des années d'efforts et de négociations soient réduites à néant

Les Etats-Unis sont préoccupés, depuis plusieurs semaines, par l'apparente mauvaise volonté avec laquelle le gouvernement Nétanyahou remplit ses obligations qui découlent des accords de 1995 sur l'extension de l'autonomie à la Cisjordanie, notamment à Hébron. Les relations entre Washington et Tel Aviv sont devenues nettement plus difficiles depuis que M. Nétanyahou a succédé à Shimon Pérès, pour lequel M. Clinton avait nettement pris position lors des élections israéliennes du 29 mai. En pratique, cela signifie que l'administration américaine a moins de moyens de pression, mais aussi qu'elle est moins disposée à en faire usage.

Certains diplomates soulignent que la Maison Blanche n'a pas, ces derniers mois, accordé au processus de paix au Proche-Orient, et en particulier à l'évolution des relations entre Palestiniens et Israéliens, toute l'attention nécessaire, en raison de la campagne présidentielle américaine. *La rapide détérioration de* la situation dans les territoires palestiniens a manifestement surpris l'administration démocrate : *« Je ne pense pas*, a déclaré M. Burns, *que quiconque aurait pu prévoir les évènements de ces derniers jours. »*

Les Etats-Unis craignent que M. Nétanyahou cède aux « faucons » de son cabinet, et que Yasser Arafat se laisse déborder par les « ultras » de son mouvement, et par la surenchère des jeunes Palestiniens. Ils peuvent proposer leurs bons offices, mais ils n'ont aucune prise sur la spirale de la violence. Ils redoutent donc que des années d'efforts diplomatiques soient réduits à néant par quelques jours d'affrontements sanglants.

Pour M. Clinton, qui présente son rôle dans le processus de paix *au Proche-Orient comme l'un des* principaux succès diplomatiques de son mandat, ces évènements tombent plutôt mal, à moins de six semaines de l'élection présidentielle.

Les Etats-Unis veulent cependant espérer qu'un mal pourra déboucher sur un bien : tel sera le cas si les émeutes provoquent *une nouvelle rencontre entre* M. Arafat et M. Nétanyahou, qui permettrait de relancer le dialogue israélo-palestinien.

M. Christopher, ainsi que Dennis Ross, le coordonnateur du processus de paix, sont disposés à faire une nouvelle mission dans la région, du moins si c'est un moyen de débloquer la situation : *pour d'évidentes raisons électorales*, M. Clinton ne prendra pas le risque d'un échec diplomatique.

Laurent Zecchini

La France demande à M. Nétanyahou de revenir sur sa décision à propos du tunnel sous Jérusalem-Est

LES ETATS-UNIS, la Grande-Bretagne, la Russie, la France et la Chine ont demandé, jeudi 26 septembre, *« l'arrêt immédiat de toutes les actions ayant entraîné l'aggravation de la situation* [entre Israël et les Palestiniens] *et l'annulation de telles actions »*. Cet appel des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU est contenu dans une déclaration commune, après une rencontre à New York de leurs ministres des affaires étrangères avec le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali. Il équivaut à une demande implicite de fermeture de l'accès, récemment ouvert par Israël, à un tunnel sous l'esplanade des Mosquées à Jérusalem-Est. Les Cinq ont aussi appelé *« toutes les parties à exercer de la retenue, à reprendre le processus de paix sans tarder »*.

RASSEMBLEMENT À PARIS

Dans un communiqué plus explicite à propos du tunnel, le ministère français des affaires étrangères a demandé *« à chacun, sur le terrain, de garder sang-froid et raison, et à faire les gestes d'apaisement nécessaires, notamment en remettant le tunnel sous la ville sainte dans son état initial »*. La France souhaite aussi *« une rencontre immédiate entre Benyamin Nétanyahou et Yasser Arafat, afin de reprendre au plus haut niveau les négociations »* de paix.

En l'absence du ministre, une délégation du Conseil des ambassadeurs arabes en France a été reçue jeudi, à sa demande, par le secrétaire général du Quai d'Orsay, Bertrand Dufourcq. Les ambassadeurs d'Egypte, d'Arabie saoudite, du Maroc, de Jordanie, le directeur du Bureau de la Ligue arabe et la déléguée générale de Palestine en France ont exprimé l'espoir de *« voir la France et l'Europe jouer un rôle »* pour amener les autorités israéliennes à appliquer les accords conclus.

Ils ont été informés des résultats de la récente visite à Paris de M. Nétanyahou et des efforts conjugués du président Jacques Chirac et de son homologue américain, Bill Clinton, pour parvenir à un arrêt des violences et mettre en œuvre les accords israélo-palestiniens, notamment le redéploiement à Hébron. Les ambassadeurs arabes ont aussi expliqué à leur interlocuteur que la question de Jérusalem ne concernait pas uniquement les Palestiniens, mais l'ensemble des Arabes et des musulmans.

Un rassemblement *« pour la paix et la justice en Palestine »* est prévu, vendredi 27 septembre, à 18 heures, place du Trocadéro, à Paris, à l'initiative de diverses forces de gauche, notamment le PS, le PCF, les Verts, la CGT et le Mouvement des citoyens.

■ **Le Parti socialiste**, lors d'une conférence de presse, par la voix de son premier secrétaire, Lionel Jospin, a déploré que *« de façon désormais brutale et même sanglante, c'est le processus de paix qui est mis en cause. Je pense que le gouvernement de M. Benyamin Nétanyahu porte véritablement la responsabilité de ce qui se passe aujourd'hui »*, a ajouté M. Jospin, pour qui toute autre approche que *« la démarche de paix »* des accords d'Oslo conduira à l'impasse.

■ **Les Verts** ont dénoncé *« l'attitude irresponsable et provocatrice »* de M. Nétanyahou, qui a *« délibérément pris le risque d'enflammer une situation déjà tendue en faisant creuser à Jérusalem un tunnel le long de l'esplanade des Mosquées »*.

■ **La Ligue communiste révolutionnaire (LCR)** juge qu'*« il n y aura pas de paix au Moyen-Orient sans le respect des droits légitimes des populations palestiniennes »*. Elle demande *« la levée de l'état d'urgence et du bouclage des territoires, le respect des accords conclus (...)et la reconnaissance du droit à l'existence d'un Etat palestinien indépendant »*.

■ **La CFDT** a appelé le gouvernement à *« saisir sans délai le Conseil de sécurité de l'ONU pour marquer la réprobation de la communauté internationale »* et à *« solliciter de ses partenaires européens une condamnation ferme de cette répression »*

■ **La CGT** dénonce *« le double langage du premier ministre israélien (...) qui s'affirmait pour la paix lors de sa visite »* à Paris *« alors que dans le même temps il faisait tirer sur le peuple palestinien »*. Elle réclame le reprise d'une *« véritable négociation »* entre Palestiniens et Israéliens.

■ **Le Front national** se dit *« obligé de constater que le gouvernement Nétanyahou tourne le dos à un accord de paix »*. *« Tant qu'on ne respectera pas un partage juste de la Palestine, tant qu'on n'aura pas laissé une patrie aux juifs et une vraie patrie aux Palestiniens*, a indiqué Jean-Marie Le Pen sur Radio-Monte-Carlo, *(...) on ira vers une guerre continue et une aggravation de la situation. »*

هكذا من الإهمال

Les talibans nomment un gouvernement intérimaire après s'être emparés de Kaboul

Les forces du régime déchu se sont repliées dans le nord du pays

L'organisation politico-militaire des talibans (« étudiants en religion ») s'est emparé de Kaboul, dans la nuit de jeudi 26 à vendredi 27 septembre. Les forces du régime déchu se sont enfuies vers le nord du pays pour organiser une résistance. Dès leur arrivée dans la capitale, les talibans ont nommé un gouvernement intérimaire et suspendu tous les diplomates en poste à l'étranger. *(Lire aussi notre éditorial page 18.)*

KABOUL est tombé aux mains des talibans, dans la nuit de jeudi 26 au vendredi 27 septembre. *« La milice des talibans contrôle complètement Kaboul »*, a annoncé un porte-parole du mouvement à l'Agence islamique afghane. La capitale a été enlevée par les « étudiants en religion », militants musulmans ultra-orthodoxes, aussi facilement que l'avaient été avant elle les villes de Kandahar (sud), Herat (ouest) puis Djalalabad (est).

Kaboul, dont les lignes de défense se sont effondrées, n'a pas connu la réédition du scénario du printemps 1995, quand les forces de Massoud, le chef militaire du régime présidé par Burhanuddin Rabbani, avaient repoussé un premier assaut des talibans aux portes sud de la capitale.

Après avoir enfoncé les quartiers est, occupé la prison de Pul-e-Charki – célèbre centre de torture de l'ancien régime communiste – puis l'académie militaire, les « étudiants en religion » ont pénétré, vers 1 heure du matin (heure locale), dans un centre-ville désert. Ils ont pris possession sans difficulté du palais présidentiel. Selon le correspondant local de la BBC, ils se sont ensuite dirigés vers le quartier diplomatique de Wazir Akhbar Khan, où était reclus, sous la protection des Nations unies, le dernier président du régime communiste tombé en avril 1992, Najibullah, qui a été aussitôt assassiné. Son corps a été apercu pendu à un réverbère.

Les troupes gouvernementales n'ont opposé qu'une très faible résistance, a pu noter le correspondant de l'AFP. A New York, le vice-ministre afghan des affaires étrangères, Abdul Rahim Ghafoorzai, a indiqué que le gouvernement *« avait décidé temporairement de replier son siège au Nord »*, afin d'éviter *« une catastrophe et un bain de sang »*. Dans leur retraite, les forces du régime déchu ont détruit les stocks de munitions qu'elles ne pouvaient emporter dans leur débâcle.

COMBATS MEURTRIERS

Les combats de mercredi et de jeudi avaient été toutefois très meurtriers. Selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), les hôpitaux de la capitale étaient saturés devant l'afflux des victimes, estimés à plusieurs centaines. Parmi les tués figurerait un des chefs militaires des talibans, le mollah Borjan, qui commandait l'offensive sur Pul-e-Charkhi, selon la télévision pakistanaise, citant des sources afghanes. Le CICR a évacué par avion une cinquantaine de personnes, dont des membres d'organisations humanitaires et des diplomates. Parmi les représentations diplomatiques officielle ou officieuses à Kaboul – Iran, Inde, France, Indonésie et Turquie –, seuls les Iraniens seraient encore présents.

L'arrivée des talibans a été annoncée à la population par les haut-parleurs des mosquées. Leur présence n'était pas visible dans l'ancien quartier diplomatique de Wazir Akbar Khan mais plus sensible dans le reste de la ville. Vendredi en début de matinée, la capitale était calme, même si les passants et les voitures étaient plutôt moins nombreux qu'à l'accoutumée.

Dès leur installation dans la capitale, le mouvement des « étudiants en religion » a commencé à mettre en place ses nouvelles structures de pouvoir. Leur chef, Mohamed Omar, un mollah borgne âgé de trente-huit ans, basé dans l'ancienne capitale royale Kandahar, a nommé un gouvernement intérimaire composé de six membres. Le mollah Mohamed Rabbani – à ne pas confondre avec le président déchu M. Burhanuddin Rabbani – a été nommé chef de ce gouvernement, qui comprend aussi Mohamed Hassan, ancien chef de la province de Kandahar, le mollah Abdul Razzaq, en charge des questions militaires au sein de la milice, Maulvi Ghyasuddin, un Ouzbek originaire de la province de Faryab (nord), le mollah Mohamed Fazil, en charge des affaires de sécurité du mouvement et le mollah Mohamed Ghaus, en charge des affaires étrangères.

Le chef de cette nouvelle équipe a aussitôt annoncé que le pays était désormais régi par un *« système totalement islamique »* et décrété la suspension de tous les ambassadeurs en poste à l'étranger. Il a aussi invité les habitants qui fuyaient les combats dans la capitale à rentrer chez eux, le nouveau pouvoir leur garantissant *« la sécurité complète et la protection des vies et des biens »*.

Il est pour l'heure difficile de supputer les chances de survie de ce nouveau pouvoir. Dénués de toute expérience politique, tenants d'un islam ultra-orthodoxe qui les a conduits à prendre des mesures souvent impopulaires dans les régions qu'ils contrôlent – fermeture des écoles de filles pour des raisons de *« sécurité »* et port de la barbe obligatoire pour les hommes –, les talibans vont devoir faire preuve de souplesse à Kaboul, où a toujours prévalu un minimum de libéralisme. Des méthodes brutales de pouvoir contribueraient immanquablement à miner la légitimité du nouveau régime taliban.

Une des explications de la percée des talibans tient incontestablement à la foncière impopularité des factions moudjahiddines qui ont ensanglanté la paix après l'effondrement du régime communiste en avril 1992. Lasse d'un conflit qui n'en finit pas, la population de Kaboul n'a apparemment pas cherché à attiser une résistance anti-taliban, même si ces citadins sont inquiets de la réputation d'archaïsme et d'intolérance qui entoure les nouveaux venus.

L'autre incertitude tient à l'avenir des forces en fuite du président Rabbani et du premier ministre Gulbuddine Hekmatyar. Sauront-elles se reconstituer afin d'organiser un front anti-taliban ? Des informations contradictoires circulaient, vendredi matin, sur le sort de l'aéroport militaire stratégique de Bagram, situé à une cinquantaine de kilomètres de Kaboul. Chacun des camps affirme le contrôler. Quoi qu'il en soit, le régime déchu n'a d'autre choix maintenant que de se replier vers le Nord. Le chef militaire Ahmed Shah Massoud aurait déjà gagné son quartier général de Jaboul al-Saraj, qui commande l'accès à la vallée tadjike du Panshir, endroit mythique de la résistance antisoviétique où il avait bâti sa légende.

Frédéric Bobin

Six ans au pouvoir

M. Najibullah, l'ancien chef de la sécurité, qui a été assassiné, vendredi, par les Talibans dès leur entrée dans Kaboul, avait gouverné le pays jusqu'en 1992. Il était arrivé au pouvoir en 1986 après avoir renversé le régime de Babrak Karmal, installé par l'Union soviétique. M. Najibullah était plus modéré que M. Karmal, qui avait déclenché le mouvement de résistance islamique, mais il avait dû faire face à une résistance non moins forte des rebelles musulmans, qui cherchaient à chasser les communistes de la capitale.

Après le retrait des troupes soviétiques en 1989, M. Najibullah avait continué de défendre, seul, Kaboul et l'est de l'Afghanistan. Il avait dû capituler, le 16 avril 1992, lors de la prise de la ville par les forces d'opposition. Bloqué à l'aéroport de Kaboul, il s'était alors placé sous la protection de l'ONU, et, du coup, le gouvernement de M. Rabanni avait hésité, jusqu'à aujourd'hui, à l'arrêter. – *(AP.)*

Une myriade de partis et de groupes armés

Si leur volonté est de pacifier l'Afghanistan, les talibans vont néanmoins se trouver confrontés à la myriade de groupes et groupuscules armés – lourdement armés – qui composent la mosaïque afghane.

● **Les talibans** eux-mêmes sont divisés entre « durs » et « modérés ». Miliciens islamistes, apparus sur l'échiquier de la guerre en 1994, formés dans les écoles coraniques du Pakistan, ils disposent d'une direction composite à la structure quelque peu mystérieuse.
Ils seraient dirigés par des chouras, assemblées à la tête desquelles se trouverait un conseil formé de mollahs.
Un borgne, le mollah Omar, âgé de trente-huit ans, est officiellement le chef du mouvement. Ancien de la résistance contre les Soviétiques, il refuse de recevoir les étrangers. Selon des sources diplomatiques, les talibans disposent de l'appui du Pakistan, et notamment du ministre de l'intérieur de ce pays, Nasrullah Babar. Les talibans disposent d'une armée comprenant une centaine de chars, des transports de troupes blindés, de l'artillerie lourde et des avions de combat et de transport.

– Les autres partis islamiques :

● **Le Hezb-e-Islami** (Parti *islamique) de Gulbuddin* Hekmatyar. Extrémiste radical, sunnite, il a reçu une bonne part de l'aide américaine lors de la guerre contre les Soviétiques. Il passe pour être le mieux structuré et le plus « politique » des mouvements afghans.

● Plus modéré est le ***Jamiat-e-Islami*** *(Société de* l'islam) de Burhanuddin Rabbani, peut-être une des formations les mieux implantées dans le pays. C'est dans ses rangs que l'on trouve les plus prestigieux des chefs militaires de ce qui fut la résistance afghane, notamment les commandants Ahmed Shah Massoud et Ismaël Khan. *C'était* la formation de l'ancien président Najibullah. Le Jamiat est le plus influent dans les populations tadjiques, ouzbèques et turkmènes du nord du pays.

● **Le Majaz-e-Islami** (Front national islamique) de Pir Sayyed Ahmad Gaylani. Royaliste militant, conservateur, soutenu financièrement par l'Arabie saoudite, le Majaz représente l'aristocratie pachtoune.

Le premier ministre japonais prononce la dissolution de la Chambre basse

Des élections prévues pour le 20 octobre

TOKYO
correspondance

Le premier ministre Ryutaro Hashimoto a prononcé, vendredi 27 septembre, la dissolution de la Chambre basse, réunie en session extraordinaire, comme il avait prévu de le faire, après s'être entretenu avec les dirigeants des deux autres partis de la coalition au pouvoir, le Parti socialiste-démocrate (PSD) de Tomiichi Murayama et le Parti pionnier (PP) de Shoichi Ide. En chœur, les députés ont levé les bras et crié : *« Banzaï ! »*

La date du 20 octobre, prévue pour de nouvelles élections législatives, devra être officiellement confirmée le 8 octobre, mais ne *devrait pas être modifiée* en raison d'un calendrier diplomatique serré, cet automne, et de l'état de mobilisation avancé des forces politiques.

REPRISE STABLE

Le règlement du problème des bases américaines d'Okinawa (le gouvernement s'est assuré de la coopération des autorités locales après une longue période d'affrontement), et la stabilité de la reprise économique, ont contribué à la décision du premier ministre. L'organisation d'un scrutin anticipé empêche le vote, dans l'immédiat, d'un nouveau collectif budgétaire de relance, comme l'an dernier.

M. Hashimoto peut donc procéder à une dissolution dont il garde le contrôle : la confrontation attendue avec la principale formation d'opposition, le Nouveau Parti du progrès (NPP-Shinshinto), sur le relèvement de la taxe à la consommation, aurait pu l'en priver. En outre, le nouveau rassemblement autour de Yukio Hatoyama, ancien secrétaire général du PP, et de Naoto Kan, l'actuel ministre de la santé, qui s'est illustré par sa détermination dans l'affaire du sang contaminé, menace de faire éclater la coalition actuelle : le Minshuto (Parti démocrate), dont la constitution officielle devait avoir lieu samedi, a été rejoint par une partie des membres du PSD et du PP.

Les élections législatives du 20 octobre seront les premières depuis celles de juillet 1993, qui avaient vu le Parti libéral-démocrate (PLD) perdre momentanément le pouvoir après trente-sept ans ans de règne, au profit d'une coalition issue en partie de ses propres rangs. Quatre premiers ministres se sont succédé depuis. Ce sont aussi les premières à être organisées selon le nouveau système électoral, né de la réforme de 1994 et basé sur un mode de représentation semi-proportionnel.

Sur les cinq cents sièges de la Diète (qui en comptait 511 auparavant), trois cents seront dorénavant pourvus au scrutin majoritaire uninominal à un tour, et deux cents suivant la représentation proportionnelle au niveau régional.

Le nouveau découpage électoral devrait permettre de rééquilibrer la pondération des votes en faveur des zones urbaines, et limiter les dérives clientélistes du système précédent. A la merci des groupes d'intérêts, les politiciens japonais étaient réputés piètres réformateurs.

C'est principalement la réforme administrative, et l'une de ses modalités, le relèvement de 3 à 5 % de la taxe à la consommation – initialement prévu pour avril prochain –, qui vont dominer les débats à venir.

La préoccupation affichée par l'ensemble des partis pour une refonte de l'administration est motivée en partie par le discrédit qui frappe les bureaucrates depuis les récents scandales (débâcle des *jusen* et affaire du sang contaminé) et le gonflement alarmant de la dette publique, que le prochain budget devrait faire passer au-dessus de la barre des 60 % du PIB. Déjà, le PLD a annoncé son projet de réduire de moitié le nombre des ministères.

NOUVELLE COALITION ?

La réforme du tout-puissant ministère des finances, symbole du règne de la bureaucratie, est au centre des débats. Les programmes électoraux du NPP et du Minshuto promettent de rivaliser d'ardeur réformatrice. Si les partis sont en faveur du relèvement de la taxe à la consommation, ils divergent sur le calendrier de mise en œuvre d'une mesure particulièrement impopulaire : le NPP, les communistes et le Minshuto souhaitent qu'elle soit repoussée après la réforme administrative.

La bataille électorale s'annonce rude, mais aucune formation, selon les analystes, ne serait capable de dominer la Chambre avec ses propres élus, ce qui laisse la porte ouverte à une nouvelle coalition. Aussi les partis devraient-ils se ménager en perspective d'éventuelles alliances.

Au PLD, Seiroku Kajiyama, secrétaire général et porte-parole du gouvernement, a même émis l'hypothèse d'un *« gouvernement de salut national »* formé avec des membres du NPP. Ichiro Ozawa, secrétaire général du NPP, a réitéré son ambition de voir le Shinshinto dépasser les 250 sièges. Le Minshuto, devenu virtuellement le troisième parti de la Diète (il comptait jeudi 40 députés, devançant le PSD, qui n'en avait plus que 37), risque de jouer un rôle de pivot dans toute coalition future. Au bord de l'éclatement, le PSD place ses espoirs dans Takako Doi, ancienne présidente du PSD et actuelle présidente de l'Assemblée, à qui M. Murayama a fait solennellement appel.

Un sondage du quotidien *Nikkei*, réalisé récemment auprès de 3 000 personnes, montre que 49 % des électeurs sont encore indécis. Près de 57 % se prononceraient toutefois pour une alliance nouvelle. Le PLD recueille 22,4 % des intentions de vote, suivi par le Minshuto (6,7 %), devant le NPP. 31,6 % des personnes interrogées souhaitent que M. Hashimoto soit premier ministre. Très populaire chez les jeunes, Naoto Kan arrive en deuxième position, avec 16,3 % d'opinions favorables, suivi par Takako Doi (7,5 %).

Brice Pedroletti



هكذا من الأصل

Le premier ministre japonais ... la dissolution de la chambre basse

BEATLES

6 68 25 11

Un nouveau plan de réduction de la dette des pays les plus pauvres devrait être bientôt lancé

Le Fonds monétaire international écarte toute vente d'or à court terme

A quelques jours de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, le directeur général du Fonds, Michel Camdessus, a exclu la cession à court terme d'une partie du stock d'or de l'organisation multilatérale pour alléger le fardeau des pays les plus endettés. Les discussions progressent *parallèlement sur la réduction de la* dette.

POUR VENIR en aide aux pays les plus endettés, les experts savent depuis longtemps qu'il convient d'alléger leurs remboursements, mais aussi de leur apporter des fonds susceptibles d'appuyer la restructuration de leurs économies.

Sur ce second objectif, le FMI dispose depuis dix ans d'une arme financière, appelée techniquement *la facilité d'ajustement structurel* renforcée (ESAF). Une quarantaine de pays bénéficient de ses concours sous forme de prêts à long terme pratiquement sans intérêt, mais le Fonds redoute que le programme ne se tarisse, faute de ressources suffisantes. C'est pourquoi la cession d'une petite partie des sommes d'or versées par quelque 180 pays membres au capital de l'organisation avait été envisagée. La vente de 5 % des réserves permettrait d'engranger 2 milliards de dollars (10 milliards de francs) environ. Le placement sur les marchés financiers du produit de la vente permettrait de constituer un fonds de roulement, utilisable par exemple pour alléger les dettes des pays éligibles. Certains des actionnaires, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en premier lieu, approuvaient chaudement ce schéma, tandis que l'Allemagne, par *exemple, refusait radicalement* de céder les « bijoux de famille ».

Pour le congrès américain, il est facile de choisir entre une vente d'or du FMI, neutre pour les finances publiques de Washington, et une contribution importante du premier actionnaire du Fonds en faveur des pays lourdement endettés. Tout naturellement, le secrétaire au Trésor, Robert Rubin, milite en faveur de la cession d'une partie des stocks d'or du Fonds. Il est allé jusqu'à organiser, jeudi 26 septembre, une conférence de presse sur le sujet, le jour même où le directeur général du FMI, Michel Camdessus, s'exprimait lui aussi.

Les deux hommes ont tenté de concilier leurs positions, pourtant fort différentes. M. Rubin a reconnu qu'un renforcement de l'ESAF pourrait être envisagé, mais *seulement en complément* de la cession de métal précieux. M. Camdessus, lui, a déclaré que la cession d'or n'était pas nécessaire pour l'instant, car l'ESAF serait renflouée par des contributions bilatérales, et pourrait être utilisée pour la réduction de la dette.

Quant à savoir si les principaux actionnaires avaient accepté de verser des fonds, le directeur général s'est contenté d'affirmer que des restrictions budgétaires existent partout, mais que *« la réponse de nos pays membres est extrêmement encourageante »*.

A court terme, c'est-à-dire probablement d'ici à la fin du siècle, l'ESAF devrait donc continuer ses opérations, avant que, s'ils le jugent encore nécessaire, les actionnaires du FMI décident de réaliser des ventes d'or. En attendant, Etats *créanciers et organisations* multilatérales tentent de concevoir un nouveau plan de réduction de la dette. Au fil des ans, les banques commerciales et les Etats réunis dans le Club de Paris ont consenti des allègements de créances, mais la Banque mondiale, le FMI ou les autres organisations multilatérales ont toujours refusé d'en faire autant, estimant qu'il en allait de leur réputation. Courant 1996, un mécanisme fut imaginé selon lequel un fonds multilatéral serait créé et gérerait les remises de dettes, tandis que le Club de Paris ferait un geste supplémentaire.

« STRESSÉS »

Depuis 1994, les *« termes de Naples »* autorisent déjà des annulations allant jusqu'à 67 % des *dettes officielles, mais la* Banque mondiale souhaite porter ce montant à 90 %. Jeudi 26 septembre, le ministre français de l'économie, Jean Arthuis, a répété qu'il était, pour sa part, favorable à une annulation allant jusqu'à 80 %, conformément aux discussions de la récente réunion des sept principaux pays industriels de Lyon. A Washington, Robert Rubin a an*noncé que « le lancement d'une initiative multilatérale sur la dette est proche »*.

Au cours des prochains jours, un nouveau plan de réduction de la dette pourrait donc être lancé à Washington. Il allierait de nouveaux efforts de la part des pays créanciers et, bien qu'indirectement, des remises de dette de la part des institutions multilatérales. Une vingtaine de pays *« potentiellement stressés »*, selon le jargon financier multilatéral, devraient en bénéficier, dont la majorité se trouvent en Afrique subsaharienne.

Françoise Lazare

La Banque mondiale veut devenir « plus efficace »

La Banque mondiale est, de loin, le premier prêteur au monde en développement. Au cours de son exercice 1996, elle a engagé 21,5 milliards de dollars (110 milliards de francs), contre 22,5 milliards au cours de l'exercice précédent, et a dégagé un bénéfice net de 1,2 milliard. Globalement, la Chine reste le premier pays bénéficiaire des concours, devant la Russie et l'Argentine : Pékin reçoit à la fois des crédits ordinaires et ceux alloués aux Etats les plus pauvres par l'Agence internationale de développement (AID). L'avenir de l'agence, alimentée par les apports de pays industriels, est toujours menacé par les arriérés de certains pays, avant tout les Etats-Unis. *Le budget administratif ayant diminué pour le troisième exercice* consécutif, les programmes d'urgence s'étant multipliés (en Bosnie, en Cisjordanie et à Gaza), le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, a affirmé sa détermination à faire de la Banque une institution *« plus agile et plus efficace »*.

La polémique sur l'euro rebondit à Londres avant le congrès des conservateurs

LONDRES
correspondance

La création d'une monnaie unique européenne, confirmée le week-end dernier en Irlande par le conseil des ministres des finances de l'Union, déchaîne à nouveau les passions au sein du Parti conservateur britannique. Ces divisions profitent au Parti travailliste, dont le congrès s'ouvre la semaine prochaine pour préparer les prochaines élections. Un sondage publié jeudi 26 septembre crédite le Labour de 52 % des intentions de vote contre 29 % aux tories.

La polémique au sein de la formation au pouvoir a été relancée à l'issue du conseil Ecofin par le chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke, qui a publiquement déclaré que la Grande-Bretagne devait à tout prix garder la possibilité d'une participation à l'Union monétaire. En qualifiant de *« pathétique »* l'attitude de ceux qui préconisent une adhésion éventuelle à l'euro, mais à une date ultérieure, le ministre des finances, qui préconise d'agir *« après le scrutin* [britannique], *quand les négociations seront terminées »*, n'y est pas allé de main-morte. *Les eurosceptiques* ont immédiatement exigé la démission du plus proeuropéen des membres du cabinet, exigeant que le gouvernement s'engage par avance à écarter toute participation pour la durée du prochain Parlement. Dans cette croisade anti-Clarke, les ultras peuvent compter sur le soutien de la presse conservatrice à grand tirage et des députés dont le siège paraît vulnérable.

Alors que le congrès conservateur doit se tenir du 8 au 11 octobre, la marge de manœuvre du *premier ministre, qui a tenté jeudi de calmer* les choses, est réduite. Sur sa droite, le Referendum Party de Sir James Goldsmith, farouchement europhobe, et qui entend présenter des candidats contre les tories lors du scrutin, taille des croupières à John Major. Mais se séparer de celui qui passe pour l'artisan de la reprise économique, principal cheval de bataille de la majorité, équivaudrait à un suicide politique. M. Clarke est en pleine préparation d'un budget « électoral » qui devrait comprendre des largesses fiscales pour combler des classes moyennes actuellement dubitatives. *Il dispose du soutien d'un bon tiers du* groupe parlementaire, soit une centaine de députés favorables à Maastricht, inquiets du risque pour le pays d'être laissé au bord de la route par ses partenaires.

L'allié le plus résolu du chancelier de l'Echiquier reste la City, qui craint d'être un jour supplantée par Francfort, siège de l'Institut monétaire européen. D'après une étude récente du EMU City Working Groupe, les effets négatifs d'une non-participation immédiate de la *Grande-Bretagne sur les marchés des changes* ou des bons du Trésor, la gestion des capitaux et le secteur de l'assurance seraient limités. En revanche, le marché monétaire, le négoce d'actions et les produits dérivés, considérés comme une source d'importants revenus pour la première place financière européenne, subiraient un grave préjudice en cas de refus de se joindre à l'UEM.

Marc Roche

L'Allemagne suggère des mesures modestes mais concrètes pour relancer la politique extérieure commune en Europe

À QUELQUES JOURS du séminaire franco-allemand du 2 octobre et du sommet européen informel de Dulin, le 5 octobre, les réflexions sur la relance de la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) vont bon train. A Bonn, dans les milieux proches de la chancellerie, on a repris le problème à l'origine, c'est-à-dire à l'initiative Kohl-Mitterrand de décembre 1991, disparue dans le compromis de Maastricht avec les Britanniques. A partir de là, on avance quelques idées qui ne sont pas des propositions formelles, mais des suggestions se caractérisant par un grand pragmatisme, *une approche évolutive et le refus* des débats théologiques sur l'intergouvernemental ou la « communautarisation », l'unanimité ou la majorité qualifiée...

Ces réflexions s'articulent autour de cinq points. Pour faciliter l'analyse commune de la situation internationale, le projet suggère d'abord la création à Bruxelles d'un groupe permanent auprès du secrétariat général du Conseil, composé de représentants des Etats membres, de la Commission et de l'Union de l'Europe occidentale (UEO, chargée des questions de défense). Ce groupe alimenterait une coordination hebdomadaire des représentants permanents. La présidence de ces institutions serait assurée à tous les niveaux par le secrétariat général du Conseil.

SENS DE LA SYNTHÈSE

Deuxièmement, le groupe serait chargé de formuler les intérêts communs aux membres de l'Union européenne, qui ne se confondent pas avec la résultante de leurs intérêts particuliers, et de proposer des actions concrètes. Sur le modèle du droit d'initiative de la Commission pour la coopération *économique*, mais sans qu'il en ait le monopole, il soumettrait aux représentants *permanents, aux ministres*, voire aux chefs de l'exécutif, un seul texte reflétant l'opinion commune, et non la synthèse de quinze positions – c'est-à-dire le plus petit commun dénominateur –, voire seize textes différents comme c'est le cas actuellement (quinze des Etats plus un *du secrétariat général*). L'activité de ce groupe concernerait dans un premier temps des secteurs prioritaires déjà mentionnés dans l'initiative franco-allemande de 1991 (Europe centrale et orientale, Méditerranée, désarmement, ONU, relations transatlantiques).

La continuité et la « visibilité » de la PESC seraient assurées par un secrétaire général politique, qui ne serait ni un exécutant ni un « M. PESC » comme le propose la France. Il ne serait pas là pour remplacer les ministres des affaires étrangères, mais pour représenter les intérêts communs à l'Union sur les sujets où des positions ont été arrêtées. Il devrait par sa personnalité, sa connaissance des dossiers, son sens de la synthèse – ce qui ne veut pas dire du compromis paresseux – favoriser l'expression d'une volonté commune.

La représentation extérieure de l'Union européenne reviendrait à une troïka renouvelée (*Le Monde* du 21 septembre). A la place du ministre des affaires étrangères du pays assurant la présidence, de son prédécesseur et de son successeur, la troïka comprendrait le président, le secrétaire général de la PESC et le commissaire chargé des relations extérieures (actuellement cinq *commissaires* ont de près ou de loin à voir avec la politique extérieure ; dans cette hypothèse leur nombre devrait être ramené à un).

Pour le processus de décision, le vote à la majorité n'est plus une revendication prioritaire, dans les milieux proches du chancelier. Si c'est possible tant mieux ; si ça ne l'est pas, il est tout à fait pensable, dit-on, de passer par une étape où les décisions de principe seront prises à l'unanimité – avec peut-être un système d'abstention constructive – tandis que la mise en œuvre dépendra d'un vote majoritaire. C'est la formule contenue dans la proposition franco-allemande.

Cette formule est prématurée, admet-on enfin à Bonn, pour la *politique* commune de défense. En ce domaine, il faut tenir compte des *statuts divers des Etats membres*, dont certains appartiennent aussi à l'OTAN, d'autres non, d'autres encore ayant une tradition de neutralité. Le rapprochement entre l'UEO et l'UE doit donc être progressif. Le Conseil européen devrait donner des directives à l'UEO, tandis que les missions humanitaires, de maintien et de rétablissement de la paix seraient intégrées dans le trai*té de Maastricht*, en même *temps* qu'une clause de solidarité politique.

Ces petits pas paraissent modestes par rapport aux ambitions affichées à Bonn, il y a quelques mois encore, mais ils devraient permettre, estime-t-on, de créer des habitudes, *« une culture diplomatique européenne »*, promesse de progrès ultérieurs.

Daniel Vernet

Prochaine levée des sanctions contre les Serbes

NEW YORK. Les ministres des affaires étrangères des cinq pays du « groupe de contact » (Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie), réunis *jeudi 26 septembre aux Nations unies en présence* de Carl Bildt, ont décidé de lever prochainement les sanctions contre la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro), qui n'étaient jusqu'à présent que *« suspendues »*. Le secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind, a indiqué que cette levée de *sanctions* était une question *« de jours et non de semaines »*. Le président de Bosnie-Herzégovine, Alija Izetbegovic, qui s'est opposé à une telle décision tant que les conditions *« n'étaient pas remplies »*, devait s'entretenir, vendredi à Zagreb, avec le président croate Franjo Tudjman. M. Izetbegovic a aussi annoncé qu'une première réunion de la présidence collégiale aura lieu lundi à Sarajevo, avec ses homologues croate et serbe. – *(AFP, Reuter.)*

Le général Lebed dénonce le vide du pouvoir en Russie

MOSCOU. Evoquant une Russie *« au bord de l'abîme »*, le général Alexandre Lebed, secrétaire du Conseil de sécurité, a dénoncé, jeudi 26 septembre, le vide du pouvoir à Moscou. *« Les problèmes de santé* (du président Eltsine, hospitalisé en attendant une opération du cœur) *repoussent les décisions sur certaines questions cruciales. L'Etat n'a plus de volonté »*, a estimé Alexandre Lebed lors d'une conférence de presse à Moscou, à l'occasion du centième jour de sa nomination. – *(Corresp.)*

Le Conseil de l'OTAN a reçu le ministre russe de la défense

BERGEN. Les ministres de la défense de l'OTAN, réunis à Bergen (Norvège), ont tenu, jeudi 26 septembre, une séance de travail avec leur homologue russe, Igor Rodionov, auquel ils ont confirmé leur offre d'un partenariat approfondi entre une Organisation atlantique renouvelée, ouverte à de nouveaux membres, et Moscou. Publiquement, M. Rodionov a maintenu une position intransigeante contre tout élargissement de l'OTAN. Mais il a réaffirmé la volonté de coopération de la Russie. Le secrétaire américain à la défense, William Perry, a par ailleurs maintenu le refus de Washington de laisser à un Européen le commandement du flanc sud de l'Alliance. Il a indiqué qu'il avait eu avec Charles Millon, le ministre français, un échange *« amical »* mais *« vigoureux »*. – *(AFP, Reuter.)*

Sept députés arrêtés en Arménie pour « tentative de coup d'Etat »

EREVAN. Après la violente manifestation de l'opposition nationaliste (48 blessés dont 23 hospitalisés), mercredi 25 septembre à Erevan, huit députés, accusés d'être les meneurs de l'émeute, ont été privés de leur immunité parlementaire, jeudi, par un vote du Parlement à une écrasante majorité. Tous, sauf le chef nationaliste, Vazguen Manoukian, le candidat de *l'opposition unie et principal* adversaire du président sortant lors du scrutin de dimanche, ont été arrêtés pour *« tentative de coup d'Etat »*. Dénonçant la falsification des résultats, les partisans de M. Manoukian contestent la victoire de Levon Ter-Petrossian. La capitale était toujours sous haute surveillance militaire, vendredi matin, soldats en armes et blindés bloquant les principales artères du centre-ville, l'accès aux grandes places et les bâtiments administratifs. M. Ter-Petrossian a interdit toute manifestation. – *(AFP.)*

Felipe Gonzalez nie « tout terrorisme d'Etat » dans l'affaire des GAL

MADRID. *« Les incidents qui se sont produits en Espagne ont existé dans tous les pays où une activité terroriste a frappé la démocratie »*, a expliqué, jeudi 26 septembre, à une station de radio, l'ancien président du gouvernement, Felipe Gonzalez, en affirmant qu'il sera candidat au poste de chef de l'exécutif lors des prochaines législatives *« si Dieu ne l'empêche pas »*. Dans l'affaire des GAL (groupes antiterroristes de libération), l'ancien président dit avoir *« la conscience absolument tranquille »* et a nié l'existence de *« tout terrorisme d'Etat »* lorsqu'il était au pouvoir. Le Tribunal suprême doit prochainement se prononcer sur son éventuelle responsabilité. – *(Corresp)*

Les ministres algériens des finances et de l'industrie limogés

ALGER. Le président Liamine Zéroual a écarté, jeudi 26 septembre, le ministre des finances, Ahmed Benbitour, et celui de l'industrie et de la restructuration, Mourad Benachenhou. *Si aucune explication* à leur limogeage n'a été fournie, celui-ci intervient quelques jours après l'annonce officielle de résultats économiques médiocres (*baisse de 7,4 % de la production industrielle* au cours du premier semestre). *« Appelé à d'autres fonctions »*, M. Benbitour a été remplacé par le ministre du commerce, Abdelkrim Harchaoui, dont le portefeuille a été attribué à un haut fonctionnaire, Belaïd Bahkti. Le président du Conseil national économique et social (CNES), Abdesselam Bouchouareb, s'est vu confier le ministère de l'industrie et de la restructuration. Ces changements interviennent à la veille d'une conférence baptisée « Débat national sur le développement économique et la politique sociale ». – *(AFP.)*

La croissance est revenue dans les pays de la zone franc

PARIS. Trois ans après la dévaluation de moitié du franc CFA, le bilan économique des quatorze pays de la zone franc est *« largement positif »* avec un retour de la croissance, une inflation maîtrisée, un développement des exportations et un assainissement des finances publiques, ont estimé les ministres de l'économie de ces pays réunis jeudi 26 septembre à Paris. Dans leur communiqué final, ils se sont *félicités du « retour de la croissance* [économique] » qui sera égale à 4,6 % *« ou plus »* en 1996, soit davantage que la croissance démographique (3 %). La hausse des prix devrait être de *« moins de 5 % en 1996 »*, précise le communiqué. – *(AFP.)*

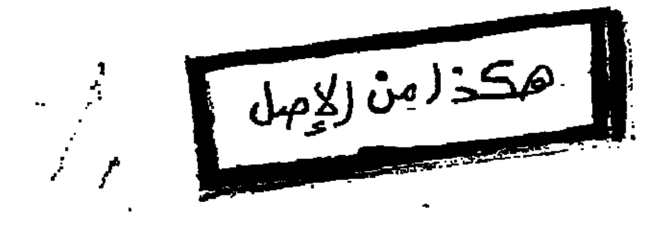


هكذا من الأصل

"Je n'envisage pas l'hypothèse d'un gouvernement à majorité noire."

Le Président PW Botha, 1988.

The Economist. Parce que les erreurs peuvent coûter très cher.



GOUVERNEMENT Les statistiques du ministère du travail sur le chômage au mois d'août, publiées vendredi 27 septembre, font apparaître une augmentation de 39 500 du nombre des demandeurs d'emploi, qui porte à 3 085 100 le nombre des chômeurs, soit 5,3 % de plus par rapport à 1995. Ce chiffre doit être apprécié en tenant compte de la baisse de juillet, mais il confirme néanmoins que l'économie est en panne. ● FACE AUX DIFFICULTÉS rencontrées par le gouvernement et aux critiques qui s'expriment dans la majorité, Jacques Chirac a apporté son soutien à Alain Juppé en exigeant des députés du RPR qu'ils se montrent solidaires du premier ministre. ● LES ANNONCES faites par le gouvernement depuis celle de la baisse de l'impôt sur le revenu, le 5 septembre, ont révélé un manque d'efficacité, tant dans la décision que dans la communication, qui inquiète plus d'un ministre.

Le chômage a retrouvé en août son niveau d'augmentation de 1993

Avec près de 40 000 demandeurs d'emploi en plus, selon les nouveaux critères statistiques, l'augmentation aura été de 5,3 % sur un an. Cette mauvaise nouvelle vient confirmer la stagnation de l'économie et compliquer encore la tâche du premier ministre

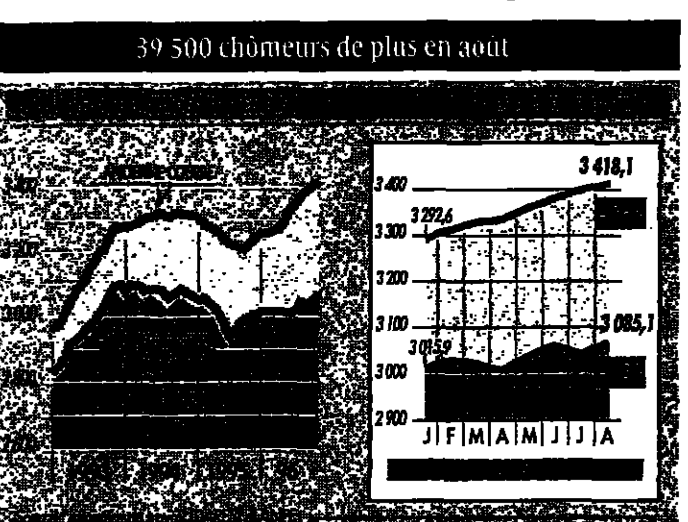
CETTE NOUVELLE-LÀ ne pouvait pas plus mal tomber pour le gouvernement : alors que le climat social se détériore de nouveau, avec l'annonce de plusieurs mouvements de grèves dans la fonction publique et les transports, et que la majorité affiche son scepticisme, le chômage repart brutalement à la hausse.

Selon les statistiques publiées vendredi 27 septembre par le ministère du travail, le nombre des demandeurs d'emplois (catégorie 1, en données corrigées des variations saisonnières) a progressé de 39 500 en août (1,3 %). Au total, la France compte donc désormais 3 085 100 chômeurs, soit 5,3 % de plus qu'il y a un an.

Si l'on ajoute à ce chiffre les personnes qui ont eu une activité de plus de soixante-dix-huit heures dans le mois (catégorie 6) mais qui, depuis un an, ne sont plus pris en compte dans le « baromètre » officiel, le nombre des demandeurs d'emploi atteint même 3 418 100, en hausse de 0,6 % sur un mois et de 6,8 % sur un an. De son côté, le taux de chômage s'élève à 12,6 %, en progression de 0,1 point sur le mois et de 1 point sur un an.

Quel que soit le chiffre de référence, le constat est donc le même : l'économie française est visiblement en panne, et les statistiques du chômage en font les frais. Certes, il faut interpréter celles-ci avec prudence, pour au moins deux raisons. D'abord, les chiffres de juillet avaient été exceptionnellement bons, avec une baisse de 20 000, ce qui explique sans doute que ceux d'août soient exceptionnellement mauvais, la tendance moyenne se situant vraisemblablement entre ces deux extrêmes. De plus, en cette période de l'année, de nombreux jeunes arrivent traditionnellement sur le marché du travail, et la tendance est toujours mal orientée. Cependant, à ce point-là, c'est rarissime. Le nombre des demandeurs d'emploi avait ainsi progressé, si l'on peut dire, de « seulement » 27 000 en août 1995.

39 500 chômeurs de plus en août



Depuis un an, la progression du nombre de demandeurs d'emplois a atteint 5,3 %.

ATONIE DE L'ÉCONOMIE

Pour mesurer la gravité de ce chiffre, un seul rappel, d'ailleurs, suffit : il faut remonter à 1993, l'année de la récession, pour trouver des statistiques encore plus calamiteuses. En juin et en octobre de cette année-là, le nombre des demandeurs d'emplois avait ainsi accusé des hausses de 44 600 et de 40 300.

Il ne faut pas pousser la comparaison trop loin, bien sûr, car l'activité s'est effondrée de 1,5 % en 1993, ce qui était sans précédent depuis la guerre, alors qu'en 1996 elle devrait progresser de près de 1 %. Et, pour importants qu'ils soient, les plans sociaux qui ont été annoncés ces derniers mois sont sans commune mesure avec la cascade de « charrettes » que l'on avait connues voilà trois ans. Il reste qu'actuellement la croissance de l'économie française est singulièrement faible (elle a même été négative de 0,4 % au deuxième trimestre) et que cette atonie se lit dans le détail des statistiques.

PLANS SOCIAUX

Si le chômage progresse de manière aussi spectaculaire, ce n'est pas, en effet, parce que le nombre des personnes qui sont allées s'inscrire à l'ANPE progresse. C'est même l'inverse. Malgré 25 111 licenciements économiques en août (plus 3,4 % depuis un an), le nombre global des inscriptions a reculé de 0,4 %. En revanche, les sorties de l'ANPE ont chuté de 4,3 % en août, parce que l'économie française est en quasi-léthargie et qu'elle ne crée pas d'emplois, ou presque pas. Le dernier bilan disponible, arrêté à la fin du mois de juin, fait ainsi apparaître qu'au deuxième trimestre, l'emploi salarié a connu une croissance zéro. Sur les douze derniers mois s'achevant à la fin de ce même mois de juin, la progression a été infime : 0,1 %.

Plus grave encore, il est vraisemblable que de nombreuses entreprises et, singulièrement, les plus grandes, soient en passe de modifier leur politique de l'emploi, de même qu'elles révisent à la baisse leurs décisions d'investissement. Durant tout le début de l'année, une majorité d'experts tendaient, en effet, à considérer qu'une reprise économique pourrait intervenir au tout début du second semestre. Logiquement, les entreprises n'ont donc pas pris de mesures précipitées et hormis dans les cas de Moulinex, du Crédit lyonnais, ou encore des arsenaux, il n'y a pas eu pléthore de plans sociaux.

La reprise n'étant toujours pas au rendez-vous, il risque d'en aller différemment à l'automne. Rien qu'au cours de ces derniers jours, on a appris, ainsi, que DMC va supprimer 1 500 emplois (dont une partie en Allemagne), et Pechiney 2 700. Dans le bâtiment et les travaux publics, où l'on escompte près de 20 000 suppressions d'emplois en 1996, la situation ne vaut guère mieux : Eiffage vient d'annoncer un peu plus de 2 000 suppressions, et l'on attend un plan social important chez Bouygues. De son côté, Renault annoncera, lui aussi, d'ici la fin de l'année, un nouveau plan social, qui pourrait concerner quelque 2 000 salariés. Enfin, Alcatel Télécom prépare des mesures sociales qui devraient être spectaculaires.

Sur moyenne période, tous les experts font donc la même prévision : même si des raisons saisonnières expliquent partiellement le résultat exécrable d'août, la tendance restera très mal orientée, au moins d'ici la fin de l'année. Pour le gouvernement, qui a décidé de revoir à la baisse sa politique de l'emploi, notamment en faisant de fortes économies en 1997 sur les crédits consacrés aux aides à l'embauche, c'est pour le moins embarrassant. Toute sa politique économique repose sur un pari : le retour de la croissance. Pour l'heure, il est en passe de le perdre...

L. M.

COMMENTAIRE

DES ARMES ÉMOUSSÉES

A quelques jours du vote de confiance de la majorité parlementaire en faveur du premier ministre, la hausse spectaculaire du nombre des demandeurs d'emploi risque de faire débat. Jacques Chirac avait en effet promis d'accorder la priorité à la lutte contre la « fracture sociale ». On s'attendait donc à ce qu'Alain Juppé arrête une stratégie offensive pour faire refluer le chômage. Las !... La priorité ayant finalement été donnée à la lutte contre les déficits, le gouvernement en est revenu aux deux vieilles stratégies défensives expérimentées depuis des lustres et qui jouent tantôt sur des mesures d'aménagement du temps de travail, tantôt sur des mesures d'aide à l'emploi.

Il y est revenu, mais avec des armes émoussées. D'abord, même si le chef de l'Etat se montre moins opposé que par le passé à la réduction du temps de travail, ce projet n'est assurément pas au cœur de l'action du gouvernement. Ensuite, *rigueur budgétaire oblige, les aides* à l'emploi sont les premières touchées par les économies prévues pour 1997. Faut-il donc, même, parler de stratégie ? Devant l'inexorable montée du chômage, le gouvernement donne plutôt le sentiment de battre en retraite et, hormis la maîtrise des dépenses, de ne pas avoir de véritable plan de bataille.

Laurent Mauduit

Jacques Chirac enjoint aux députés RPR de soutenir Alain Juppé

LE HAVRE

de nos envoyés spéciaux

Plus que jamais, la confiance est une figure imposée. Alors que, chacun à sa façon, les principaux responsables de la majorité ne cessent de vanter les mérites de la « diversité », le président de la République a pris le soin, jeudi 26 septembre, de câbler lui-même, au Havre, un message de soutien à son premier ministre. Au terme de la première des deux journées parlementaires du mouvement néogaulliste, Michel Péricard, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, est en effet monté à la tribune pour adresser, après plusieurs rappels à l'ordre d'inspiration personnelle, cette ultime mise en garde présidentielle : *« J'ai eu Jacques Chirac tout à l'heure au téléphone. Il m'a dit, d'abord, de vous rappeler son affection. Il m'a dit, aussi, qu'on ne peut pas à la fois se réclamer de lui et dire qu'on ne soutient pas la politique du gouvernement. »*

C'est peu dire que cette intervention a surpris. Non pas tellement par sa teneur : peu auparavant, à 16 h 43, une dépêche de l'AFP avait déjà appris aux parlementaires du RPR *« l'indignation »* du chef de l'Etat devant *« les écarts de langage de certains »*. M. Chirac a été ulcéré par les propos tenus, la veille, par l'un de ses amis de Loire-Atlantique, le député Etienne Garnier, mais surtout par les critiques adressées aussi à Alain Juppé, jeudi matin, par Pierre Mazeaud, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, accompagnées d'une manifestation de *« soutien indéfectible »* au chef de l'Etat (*Le Monde* du 27 septembre).

SAVOUREUX LAPSUS

Il a même pu s'interroger sur le sens exact de cette phrase de M. Péricard, selon lequel il faut *« soutenir le gouvernement, même si c'est difficile »*, et s'inquiéter d'une possible multiplication de mouvements d'humeur dirigés contre son premier ministre. M. Chirac n'admet pas que l'on se serve de lui pour se démarquer de M. Juppé. Cette soudaine colère vaut aussi, bien sûr, pour tous ceux qui, comme Charles Pasqua, parlent *« un peu fort »* pour être entendus du seul président de la République.

Les députés et les sénateurs néogaullistes ont été interloqués par le caractère soudain et public de la réaction présidentielle. *« C'est sans doute que Chirac veut reprendre la présidence du mouvement »*, plaisante Alain Marsaud, député de la Haute-Vienne, tandis qu'un balladurien s'interroge, plus gravement, sur la conformité à la Constitution de cette intrusion du chef de l'Etat dans le débat parlementaire. D'autres, parmi les responsables du RPR, reprochent à M. Péricard d'avoir rendu publique une *consigne qui, selon eux, aurait dû rester* confidentielle, ce dont le président du groupe RPR se défend. De fait, l'Elysée n'a pas démenti.

D'un côté, un rappel au règlement, un rien cavalier, de l'autre, un assaut de civilités. Peu auparavant, en effet, Edouard Balladur avait mené une subtile opération de rassemblement. Accueilli poliment en fin de matinée, l'ancien premier ministre a été très vite invité à siéger à la tribune aux côtés de M. Péricard, de Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, et du secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel. *« Le président de la République élu en 1993... »*, a-t-il commencé, dans un savoureux lapsus, avant de se reprendre : *« ... en 1995, est celui de tous les Français »*. Il a ensuite fait écho à l'hostilité de ses collègues contre les projets de réforme du mode de scrutin et de législation antiraciste. Sûr d'être entendu, le député de Paris a déclaré : *« N'ayons pas peur de la diversité, même quand elle conduit à un certain bouillonnement ! »*, avant d'ajouter, en homme d'expérience, cette ultime leçon : *« Soutenir le gouvernement, ne pas hésiter à prendre notre part d'impopularité (...), mais aussi* [le] *stimuler et, quand besoin est, le mettre en garde. »*

La nouvelle tactique des balladuriens consiste, en effet, à l'approche des échéances de 1998, à préférer le poids des arguments au choc des « petites piques du dimanche ». M. Chirac et M. Balladur se retrouvent sur un point : les francs-tireurs d'aujourd'hui ont un temps de retard.

Jean-Baptiste de Montvalon et Jean-Louis Saux

Les trois semaines infernales de l'entreprise Matignon-Bercy et Associés

SEPTEMBRE devait jeter la colère dans les rues, arrêter les trains et fermer les portes des écoles. Rien, ou si peu, n'est venu. Il y a bien eu pourtant un mouvement social, mais pas celui que l'on attendait : manifestations de députés, menaces de grève de ministres, paralysie de la transmission gouvernementale, panne des émetteurs politiques ont mis sens dessus dessous l'entreprise Juppé. En quatre semaines, tout a échoué : du lancement d'un nouveau produit destiné à *conquérir* de nouveaux clients – la baisse des impôts –, à la mobilisation des forces de vente – les députés – en passant par la motivation de l'encadrement – les ministres.



RÉCIT

● **Campagne de promotion désastreuse.** Dès le début, l'affaire est mal engagée. De la réforme fiscale, Alain Juppé a pourtant fait l'axe essentiel de sa rentrée politique. Il faut la vendre. Les slogans sont prêts : cette réforme est un message d'optimisme, le signe que le gouvernement agit, que la majorité tient ses promesses et qu'elle mérite donc la confiance de ses électeurs. Le premier ministre a fait l'effort de « consulter » les personnalités de la majorité et de parler « simple » aux Français réunis devant leur poste de télévision. Le dispositif est en place. Pourtant, rien ne fonctionne.

Le calendrier choisi est mauvais : deux jours après l'annonce de la baisse des impôts tombent les chiffres de la fiscalité locale qui viennent totalement brouiller le message gouvernemental. Et surtout, un grain de sable inattendu fait dérailler le système. Devant des responsables de la majorité, Alain Juppé soulève la question d'une réforme du mode de scrutin pour les élections législatives. Dans les états-majors des partis et au sein des groupes parlementaires, c'est la consternation. Réunie à La Baule, l'UDF ne comprend plus rien et le dit. Le président du groupe RPR, Michel Péricard, aussi. En quelques heures, la réforme fiscale est oubliée. *La campagne de promotion* est fichue et le message est inversé : baisser les impôts était un symbole de reconquête ; modifier le mode de scrutin est un signe de défaite.

● **Protestations de la force de vente.** *Les députés, eux, ont parfaitement* compris le message. De leurs circonscriptions, ils reviennent porteurs de la confusion de leurs électeurs. Réunis à Deauville pour l'UDF, au Havre pour le RPR, ils manifestent leur rage : la communication gouvernementale, la politique de l'immigration, le projet de loi antiraciste de Jacques Toubon, la réforme du mode de scrutin, rien ne trouve grâce à leurs yeux. *Ils ne se* sentent pas écoutés et voilà qu'en plus, on leur demande de donner un blanc-seing à l'équipe de direction : Alain Juppé annonce qu'il posera aux députés la question de confiance dès l'ouverture de la session parlementaire.

● **Rébellion au service comptabilité.** Depuis l'été, Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, n'a pas le moral. Début septembre, lors d'un tête-à-tête avec Alain Juppé pour mettre la dernière main à la réforme fiscale, il s'est opposé pied à pied à une baisse trop forte des impôts, face à un premier ministre soucieux, lui, d'un affichage politique fort. Entre les deux hommes, le ton est monté une fois de plus, et le ministre de l'économie a demandé sèchement au chef du gouvernement de le laisser travailler en paix.

Un autre dossier les a opposés, celui des fonds de pensions. Jean Arthuis, croyant respecter à la fois une promesse de campagne du candidat Jacques Chirac et un engagement personnel pris publiquement à l'Assemblée nationale, à l'automne dernier, adresse un avant-projet de loi aux partenaires sociaux. Intervention de Matignon : le texte préparé par Bercy ne fait pas foi, Alain Juppé lui préfère la proposition rédigée par les *députés UDF* qu'il a dans ses tiroirs.

> Manifestations de députés, menaces de grève de ministres, paralysie de la transmission gouvernementale, panne des émetteurs politiques...

Désavoué, Jean Arthuis se bat, puis doit céder. Il ne peut même pas espérer de réconfort présidentiel. Au contraire. Les conseils des ministres sont régulièrement pour lui des moments difficiles, où le chef de l'Etat lui reproche de ne pas savoir s'imposer à son administration. *« Le système ne peut pas continuer comme ça. Il faudra que ça craque et ce n'est pas moi qui lâcherai »*, déclare Jacques Chirac, dans une menace à peine voilée.

● **Courts-circuits ministériels.** L'appareil gouvernemental a des ratés. *Franck Borotra, ministre* de l'industrie, en sait quelque chose. Le voilà contraint de gérer une situation ubuesque à EDF sur laquelle il n'a pas même été consulté. Début septembre, Edmond Alphandéry, président d'EDF rencontre Alain Juppé à Matignon et évoque avec lui le futur contrat de plan d'EDF. L'entretien est très bref, et le patron d'EDF obtient l'aval de Matignon sur ses projets de réforme. Sûr de son fait, il annonce le remaniement de son entreprise à son état-major. Le ministère de l'industrie apprend la nouvelle quelques heures plus tard, et découvre que cette réorganisation est illégale. A l'intérieur de l'entreprise, les syndicats dénoncent un coup d'État. Dans l'état-major évincé, le directeur financier Emmanuel Hau porte plainte pour excès de pouvoir. La contestation menace de gagner. Edmond Alphandéry téléphone à Matignon, où il lui est conseillé sèchement de se retourner vers son ministère de tutelle, l'industrie. Quelques jours plus tard, il est contraint de faire machine arrière et de renoncer à sa réforme. *« Edmond Alphandéry est passé au-dessus du ministère de l'industrie comme il l'a déjà fait à plusieurs occasions avec l'aval de Matignon*, explique un expert du dossier. *Ce fut une fois de trop. »*

● **Coup de sang de la direction générale.** Trois semaines de critiques ininterrompues dans la majorité, c'est trop. Jeudi 26 septembre, Alain Juppé explose. Il en a assez des petites phrases des matins radiophoniques qui *succèdent aux petites* piques des banquets du dimanche. Le premier ministre menace le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, Michel Péricard, de ne pas assister, comme prévu, aux journées parlementaires organisées au Havre. Pendant que Michel Péricard soupèse la réalité de la menace avec Roger Romani, ministre chargé des relations avec le Parlement, le premier ministre appelle l'Elysée pour se plaindre de sa majorité. Le chef de l'Etat est contraint d'intervenir lui-même pour calmer les ardeurs protestataires des députés. *« On ne peut se réclamer de moi si on ne soutient pas le gouvernement »*, fait-il savoir. L'entreprise peut tanguer, il n'est pas question de changer de directeur général.

Récit du service France



هكذا من الإمل

d'augmentation de 1993

هكذا من الإصل

Alain Bocquet donne un gage aux « durs » du PCF

QUELQUES HEURES avant la clôture, jeudi 26 septembre, des journées d'étude communistes d'Aubagne (Bouches-du-Rhône), où les parlementaires avaient réservé un accueil courtois au discours d'ouverture de Robert Hue (*Le Monde* du 27 septembre), l'affrontement entre les orthodoxes et les refondateurs a finalement eu lieu. Alors que les députés communistes s'apprêtaient à remplacer Muguette Jacquaint, député de Seine-Saint-Denis, au poste de vice-président de l'Assemblée nationale, dévolu, depuis 1993, au groupe communiste, le président du groupe, Alain Bocquet (Nord), a imposé sans débat, avec le soutien de Georges Marchais (Val-de-Marne), la désignation de Daniel Colliard (Seine-Maritime). *Les refondateurs* (Guy Hermier, Jean Tardito, François Asensi), mais aussi Jacques Brunhes, se sont élevés contre ce *« coup de force », « avatar de méthodes staliniennes »* et ont rappelé le pacte d'alternance entre les *« sensibilités »* que le groupe s'était fixé. Daniel Colliard a finalement été élu, mais les refondateurs n'ont pas pris part au vote.

DÉPÊCHES

■ **SONDAGE : Jacques Chirac et Alain Juppé** enregistrent une nette baisse de leur cote de confiance, selon la dernière enquête d'Ipsos, réalisée les 20 et 21 septembre auprès de 950 personnes et publiée par *Le Point* (daté 28 septembre). Avec 36 % d'opinions favorables, le président de la République perd 5 point et recueille 58 % d'opinions défavorables. Le premier ministre enregistre 31 % d'opinions favorables (en baisse de 7 points), contre 63 % d'opinions négatives.

■ **CLIMAT SOCIAL : près de neuf Français sur dix** s'attendent à un automne social « chaud », selon un sondage réalisé par la Sofres les 13 et 14 septembre, auprès de 1 000 personnes et publié par *Le Figaro magazine* (daté 28 septembre). 86 % des personnes interrogées (contre 12 % d'avis contraire) estiment qu'il y a un grand risque de grèves dans les services publics, dans les semaines et les mois à venir.

■ **PERTURBATIONS : les liaisons ferroviaires régionales sont encore perturbées,** vendredi 27 septembre, dans le Sud-Est, sur les axes de banlieues et régionaux, où seul un TER sur cinq circule. En Basse et Haute-Normandie, à la suite d'un préavis de grève de l'intersyndicale des agents de train, le trafic est perturbé, même si le syndicat CGT des agents de conduite SNCF du dépôt de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime) a levé son préavis. Jeudi, dans les arsenaux, près de 1 500 salariés ont manifesté à Brest et près de 1 200 à Lorient. A Cherbourg, plusieurs centaines de salariés ont participé à un pique-nique, dans l'enceinte de l'arsenal.

■ **UNEDIC : la CFTC a proposé aux autres confédérations** (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC), dans un courrier en date du 26 septembre, une rencontre intersyndicale, lundi 30 septembre, pour *« voir s'il existe une possibilité de dégager une proposition à faire au CNPF »* pour la présidence de l'UNEDIC, alors que la CFDT, FO et la CFE-CGC présentent chacune un candidat. La CFTC *« ne peut pas se résoudre à laisser le CNPF arbitrer entre nos organisations le choix du président »* qui doit être désigné, mardi 1er octobre.

■ **CONVOCATION : Philippe Schmit, maire (PS) de Longjumeau** (Essonne), a été entendu par la police judiciaire de Versailles, mercredi 25 septembre, dans le cadre d'une enquête sur le fonctionnement financier d'une société d'économie mixte de la ville. Un conseiller municipal est mis en examen dans cette affaire pour avoir perçu un salaire mensuel de plus de 50 000 francs, et l'ancien directeur est soupçonné d'avoir détourné des fonds. M. Schmit a annoncé que l'ensemble des documents relatifs à la SEM seront accessibles aux habitants de Longjumeau du mercredi 2 au vendredi 4 octobre.

Les partis de gauche donnent la priorité au combat politique contre le Front national

Ils annoncent la création d'un comité national de vigilance contre l'extrême droite

Le Parti socialiste, le Parti communiste le Parti radical-socialiste, le Mouvement des citoyens et les Verts ont décidé, jeudi 26 septembre, de créer un comité national de vigilance contre l'extrême droite *« chargé de conduire tout type d'action de nature à faire régresser le racisme et la xénophobie »*. Ils veulent *« assécher le terreau »* dans lequel l'extrême droite *« prospère »* et, pour cela, *« réduire le chômage »*.

LES DIRIGEANTS de la gauche – Parti socialiste, Parti communiste, Parti radical-socialiste, Mouvement des citoyens, Verts – affichaient presque tous une mine réjouie, jeudi 26 septembre, même si près de deux heures et demie ont été nécessaires pour créer un « comité national de vigilance contre l'extrême droite » (*Le Monde* du 27 septembre). A la sortie, Lionel Jospin a parlé d'un *« échange dans l'harmonie »*, soulagé de voir que les cinq partis avaient donné la priorité au *« combat politique »* contre l'extrême droite, de préférence au combat judiciaire. Robert Hue et Jean-Pierre Chevènement avaient la *mine plus sombre. Mais le maître* des lieux, Jean-Michel Baylet, président du PRS, ne cachait pas sa satisfaction, notant qu'il était normal que les radicaux aient pris l'initiative de ces premières retrouvailles depuis dix-neuf ans puisque, en septembre 1977, c'étaient eux qui avaient rompu les négociations sur l'actualisation du programme commun.

D'emblée, chaque dirigeant s'est exprimé pendant une vingtaine de minutes, M. Hue, un peu tendu, se référant à un texte écrit. M. Baylet a dégagé la valeur symbolique d'une réunion qui, a-t-il dit, n'est pas un sommet de la gauche mais a pour but d'adopter une stratégie commune face à la montée du racisme. S'il a souligné que, pour ce faire, il fallait changer de politique et donc de majorité, il a ajouté aussitôt que ce n'était pas à l'ordre du *jour... M. Hue a affirmé qu'il s'agissait* essentiellement de relever le défi du Front national et du racisme, voyant dans la crise et les attentes déçues les causes de la montée de l'extrême droite. Le secrétaire national du PCF s'est étonné de l'insuccès de sa proposition d'action commune en justice des partis de gauche contre Jean-Marie Le Pen dès lors qu'ils aspiraient à gouverner ensemble... Il a maintenu son idée d'organiser, le moment venu, une manifestation contre le FN.

UNION AFFICHÉE

M. Jospin a mis l'accent sur la nécessité de trouver une réponse adaptée face aux risques de corruption du corps électoral par le Front national. Pour le premier secrétaire du PS, la bataille est essentiellement politique. Il a jugé intéressant le signal donné à l'électorat par ce sommet, positive l'union ainsi affichée face à la division de la majorité, mais négative toute polarisation sur le Front national. M. Jospin a accepté, comme M. Hue, l'idée, avancée par le président du PRS, de créer un comité de vigilance contre l'extrême droite, ouvert ensuite à d'autres organisations de gauche.

Dominique Voynet a mis notamment en cause la perte de sens civique des politiques et a préconisé une stratégie cohérente de riposte. Jean-Pierre Chevènement a évoqué l'abandon de la notion républicaine, le chômage, la mondialisation, le peuple en déshérence, la logique de Maastricht, en soulignant qu'il ne fallait pas se contenter de déclarations vertueuses. Il a approuvé l'idée d'un comité de vigilance tout en invitant ses partenaires à se méfier des martyrs *« au sens grec du terme »* qui, hier, affrontaient les lions et qui, aujourd'hui, n'affrontent que les médias... Il a proposé de présenter, dès le premier tour, des candidats uniques de la gauche aux élections législatives, dans quarante-neuf *circonscriptions*. Au même moment, la Gauche socialiste se prononçait aussi pour *« des candidatures communes là où il y a le danger d'un second tour avec le FN et sans la gauche »*.

M. Jospin a relevé des convergences d'analyse, mais s'est montré plus réservé sur l'idée de candidatures uniques au premier tour, jugeant qu'il fallait étudier les circonscriptions et savoir qui représenterait la gauche. M. Hue s'est déclaré en désaccord complet avec cette proposition.

M. Baylet a présenté un texte de deux pages prévoyant donc la création d'un comité national de vigilance contre le racisme, avec à la clef une dizaine de propositions d'actions, incriminant la politique du gouvernement et évoquant l'attente d'une autre politique. M. Hue a plaidé pour un texte plus concis – il a été réduit de moitié – et a obtenu de *M. Jospin une référence* à la nécessité de *« tirer les leçons du passé »*. Le comité de vigilance contre le racisme est devenu un comité de vigilance contre l'extrême droite.

M. Baylet a précisé que d'autres organisations, comme, par exemple, la Ligue communiste révolutionnaire, pourront rejoindre ce comité. Durant la réunion, Alain Krivine, non invité, avait tenté de forcer la porte mais avait été éconduit par Jean-Marc Sabathé, secrétaire général du PRS. L'encre de la déclaration commune était à peine sèche que M. Chevènement regrettait que ses partenaires ne lui paraissent guère prêts à *« remettre en cause la politique de rigueur à perpétuité qui résulte du choix de la monnaie unique »*. Un autre débat en perspective.

Michel Noblecourt

Des scientifiques et des historiens s'engagent

Plus de cinq cents scientifiques et historiens ont signé le texte suivant, rédigé par le professeur Albert Jacquard à la demande du MRAP : *« Le président du Front national vient de révéler le fond de sa pensée en déclarant comme une évidence que les diverses races humaines sont inégales et que certaines sont meilleures que d'autres. Au nom de la rigueur scientifique, nous nous élevons contre de telles affirmations. Certes, tous les humains (à la seule exception des vrais jumeaux) reçoivent des dotations génétiques différentes. Ils sont donc génétiquement "non égaux", mais cette non-égalité n'est nullement synonyme de hiérarchie.*

» Le concept de race ne peut être défini qu'au sein d'espèces dont divers groupes ont été isolés les uns des autres suffisamment longtemps pour que leurs patrimoines génétiques se différencient. Il se trouve que, dans l'espèce humaine, cette différenciation est si peu marquée que le "concept de races humaines est non opérationnel" (François Jacob). Enfin, la supériorité attribuée à tel ou tel groupe humain n'est que le reflet des fantasmes de personnages qui ne trouvent leur confort intellectuel que dans le mépris de ceux qui ne leur ressemblent pas. Toutes les cultures ont contribué, chacune avec son génie propre, à la construction de notre humanité. »

Bruno Mégret : « Ces gens-là n'ont plus rien à dire »

JEAN-MARIE LE PEN n'apprécie pas la décision de la gauche de créer un comité de vigilance contre l'extrême droite. Invité, jeudi 26 septembre, du « Forum RMC-*Le Figaro* », le président du Front national a comparé ce comité aux *« comités de vigilance sous la Révolution »*. Il a invité la gauche à *« combattre le gouvernement »* plutôt que son parti. Au même moment, Bruno Mégret, venu soutenir le candidat du FN au second tour de l'élection cantonale de Nice, affirmait que cette initiative de la gauche est *« la démonstration emblématique que ces gens-là n'ont plus rien à dire aux Français »* et que, n'ayant *« plus de programme, plus de projet »*, ils *« ne peuvent plus exister qu'en s'opposant au parti qui monte »*.

« ANTINATIONAL ET CRIMINEL CONTRE L'HUMANITÉ »

Les commentaires de M. Le Pen sur l'avant-projet de loi contre le racisme *(lire page 13)* ont été encore plus violents. *« Beaucoup de gens feraient bien de faire attention aux responsabilités qu'ils vont prendre »* s'ils soutiennent le texte, a-t-il dit. Le président du Front national en a profité pour livrer sa conception de la liberté d'expression, qui consiste à dire *« tout ce* [qu'il] *pense, même quand ça déplaît »*. *« C'est mon devoir d'homme politique mandaté par les électeurs »*, a-t-il affirmé.

L'initiateur du projet, le premier ministre lui-même, n'a pas été épargné et a été doté par le représentant du parti d'extrême droite de nombreux qualificatifs dont ceux d'*« affairiste, antinational et criminel contre l'humanité »*. *« Criminel contre l'humanité »* pour n'avoir pas usé de son droit de veto à l'ONU au moment du vote du blocus économique contre l'Irak, a précisé M. Le Pen.

Rappelant sa préférence pour un scrutin proportionnel intégral aux élections législatives, M. Le Pen a annoncé que le Front national *« traitera ses adversaires comme ils le traitent eux-mêmes »*. *« Mon intention est de faire battre tous les sortants de droite et de gauche en laissant, peut-être, une espèce d'avantage à ceux qui n'ont pas encore l'occasion de mettre les mains dans la gadoue »*, a-t-il expliqué. Il exposera cette stratégie lors de la fête des Bleu-Blanc-Rouge, samedi 28 et dimanche 29 septembre à Paris.

Cette année encore, l'association Ras l'front organisera une « contre-fête », celle des Black-Blanc-Beur, samedi, à 18 h 30, à La Cigale, à Paris. Après les interventions politiques, viendra un concert, donné notamment par les Rita Mitsuko et Les Garçons Bouchers. Les bénéfices iront en partie aux « sans-papiers » de Saint-Bernard.

Christiane Chombeau

Le PCF, rival de Bernard Kouchner à Gardanne

MARSEILLE
de notre correspondant

Quatorze candidats sont en lice, dans la dixième circonscription des Bouches-du-Rhône, pour succéder à Bernard Tapie, déchu le 5 septembre de son mandat de député par le Conseil constitutionnel. Depuis sa création, en 1986, cette circonscription, située entre Marseille et Aix-en-Provence, a toujours voté socialiste. En 1993, elle a accueilli M. Tapie, précédemment élu dans les quartiers sud de Marseille.

L'annonce de la candidature de Bernard Kouchner, porte-parole du Parti radical-socialiste (PRS), le 22 septembre, a donné le coup d'envoi d'une campagne électorale qui sera relativement courte, le scrutin étant fixé aux 13 et 20 octobre. Malgré la bonne implantation de la gauche et l'investiture que lui a accordée la fédération du PS, M. Kouchner a beaucoup hésité à se lancer dans la bataille. L'ancien secrétaire d'Etat à l'action humanitaire pourrait faire jeu égal avec le maire de Gardanne, Roger Meï (PCF), qui, en 1993, avait obtenu plus de 19 % des voix, soit seulement 6 points de moins que M. Tapie.

Les premiers sondages le plaçant devant le communiste, M. Kouchner s'est engagé dans une élection qu'il présente comme un *« banc d'essai pour 1998 »*, avec l'ambition de *« battre le candidat d'un gouvernement qui mène au désastre »*.

« CHOIX D'APPAREIL »

De son côté, M. Meï, déplorant ce *« choix d'appareil »*, a réagi vivement. *« Ce n'était pas facile*, a-t-il dit, *avec Bernard Tapie, que l'on a vu quinze jours et qui a été absent de la circonscription pendant trois ans. Ce sera plus facile avec Kouchner, car les électeurs ont déjà donné. »*

Le Front national, représenté par Damien Bariller, conseiller régional et membre du bureau politique, ne devrait pas brouiller les cartes de ce scrutin, qui s'annonce comme un traditionnel affrontement droite-gauche. Avec 18,97 % des voix au premier tour, en 1993, M. Bariller s'était maintenu au second tour dans une triangulaire qui avait vu la victoire de M. Tapie (44,48 %) sur le candidat de la droite, Hervé Fabre-Aubrespy (41,05 %).

Les fédérations départementales de l'UDF et du RPR, qui n'avaient pas de candidat commun à présenter, se sont rangées aux recommandations de leurs instances nationales pour accorder leur soutien à M. Fabre-Aubrespy, transfuge du RPR élu député européen sur la liste de Philippe de Villiers. C'est donc à Paris, et non à Marseille, que ce proche de Charles Pasqua a obtenu son « ticket » pour l'élection partielle. Renaud Muselier, secrétaire départemental du RPR, plaint *« les pauvres électeurs devant choisir entre des "parachutés" »*.

Annoncée en 1994, la fermeture, d'ici à 2005, des Houillères des bassins du Centre et du Midi, qui emploient mille trois cents mineurs à Gardanne, sera au cœur de la campagne. Avec l'usine de fabrication d'alumine Pechiney, M. Meï fait de la sauvegarde de l'extraction charbonnière un cheval de bataille dans sa commune, où le taux de chômage avoisine 17 %.

Luc Leroux

POLICE Lors du congrès du Bourget, qui s'est tenu mercredi 25 et jeudi 26 septembre, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) a finalement évité l'implosion. Les tensions entre les principales composantes de la fédération restent cependant très vives. ● JEAN-LOUIS ARAJOL, qui avait été porté en juin à la tête de la fédération, à la suite de la démission de Jacky Viallet, a été élu secrétaire général. Marqué à gauche, cet ancien militant des Jeunesses communistes et de l'UNEF, membre du PS jusqu'en 1982, veut imposer une ligne d'*« autonomie syndicale »*. ● LA CRISE FINANCIÈRE dans laquelle se débat la FASP depuis des années atteint de graves proportions. Selon le dernier trésorier, Pascal Miche, un ancien OPJ en brigade financière, la fédération est quasiment en état de cessation de paiements. Le passif s'élèverait à 25 millions de francs.

La Fédération autonome des syndicats de police évite l'implosion

Le congrès du Bourget, qui a élu Jean-Louis Arajol à la tête de la FASP, a mis en évidence l'importance des divergences entre ses composantes. Selon le dernier trésorier, démissionnaire, l'organisation serait « en état de cessation de paiements »

UN CONGRÈS houleux a finalement élu Jean-Louis Arajol à la tête de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), jeudi soir 26 septembre au Bourget. Arrachée au forceps et au prix de compromis incertains, cette élection constitue, pour M. Arajol, un succès d'étape. Le patron de la FASP, confirmé à ce poste où il a été porté en juin par une majorité des syndicats membres de la fédération après la démission de son prédécesseur, Jacky Viallet, aura cependant beaucoup à faire pour imposer la stratégie de rénovation syndicale qu'il veut appliquer à marche forcée.

« La FASP est-elle viable sur un plan financier et politique dans ses structures actuelles ? », a interrogé M. Arajol, en répondant par la négative. Fort du succès de la manifestation de milliers de policiers dans les rues de Paris, le 29 mai, il aurait voulu que le congrès se prononce pour la dissolution de la FASP au sein d'une Centrale unitaire de la police, la CUP, avant le 1er janvier 1997 (*Le Monde* du 26 septembre). *« La FASP a vécu, et tout le monde en convient. Les gamelles, les scandales, les audits financiers… la FASP en a pris un sérieux coup sur le museau. Elle brûlait de ses mille feux dans les années 80. Elle a aujourd'hui allumé ses signaux de détresse »*, a commenté, mercredi 25 septembre, Yvon Castel, le responsable du Syndicat national des policiers en tenue (SNPT), qui avait travaillé ces derniers mois aux côtés de Jean-Louis Arajol afin d'élaborer les nouveaux statuts fédéraux proposés aux congressistes. Mais, jeudi 26 septembre, le même Yvon Castel a claqué la porte du congrès, déçu par le *« revirement à 180 degrés »* d'un homme qu'il découvre partisan *« de statuts taillés pour un homme »*.

CRISE PERMANENTE

Une fois encore, malgré la crise permanente vécue par la FASP depuis 1990, les principales composantes fédérales – le SGP (les gradés et gardiens parisiens), dirigé par Jean-Louis Arajol, le SNPT (leurs collègues de province), emmené par André Lenfant, le SNIP-CRS (les policiers des compagnies républicaines de sécurité), de Joaquin Masanet – se sont néanmoins accordées pour empêcher l'implosion de la fédération. Perceptibles tout au long du congrès, les malentendus et les divergences demeurent pourtant grandes. *« Permettez-moi de vous remercier pour la confiance que vous m'avez accordée en m'élisant secrétaire général de cette fédération rénovée, laquelle prendra le nom de Centrale unitaire de la police aux prochaines élections professionnelles de 1998 »*, a ainsi indiqué M. Arajol à l'issue de son élection.

Sur cette question de la rénovation syndicale, thème dominant du congrès, aucun accord de fond n'est acquis. Le SNPT, qui soutient M. Arajol, a répété qu'il voulait conserver le sigle FASP jusqu'aux élections de décembre 1998. Se plaçant dans l'opposition, le SNIP-CRS s'est affirmé *« prêt à batailler fermement à l'intérieur de la FASP pour éviter sa dissolution avant les élections »*. Candidat unique, Jean-Louis Arajol a néanmoins été élu par la majorité des syndicats affiliés, contre une coalition formée par le SNIP, les personnels administratifs et techniques du Snupat, ainsi que les inspecteurs du Snuip.



« Fédération archaïque et vérolée », *« diktat »*, *« bolchevisme »*, *« national-syndicalisme »*, *« escroquerie »*, *« malversations »*… Les accusations et les formules ont fleuri à la tribune, le 25 septembre, dans l'extrême tension qui a caractérisé la première journée de congrès, sous le coup d'une motion musclée concoctée par le SGP de Jean-Louis Arajol (*lire ci-contre*). Les autres syndicats y ont vu un *« coup de force »*, et M. Arajol a dû réviser à la baisse des projets de statuts qui, au final, reconnaissent toujours le pouvoir décisif des différentes organisations affiliées dans la conduite de la fédération.

Les problèmes juridico-financiers dans lesquels se débat la FASP depuis des années – *« une pétaudière dont nous ne sommes pas responsables »*, a déclaré M. Arajol, semblant rejeter la responsabilité de la gestion fédérale vers l'époque de Bernard Deleplace – ont lourdement pesé sur le climat du congrès. Mais leur contenu a été quasiment occulté. La commission de contrôle financier a seulement indiqué qu'elle *« n'était pas en mesure, par manque de documents comptables essentiels, de dresser une analyse objective de la situation »*. L'audit financier a été retiré de l'ordre du jour, au prétexte d'un retard pris dans l'avancée des travaux.

AVENIR INCERTAIN

Le dernier trésorier, qui a démissionné début juillet, Pascal Miche, ancien OPJ en brigade financière, note qu'*« il est difficile d'évoquer ce que tout le monde sait, à savoir que la FASP est quasiment en état de cessation de paiement »*. Il attribue à la construction de l'immeuble fédéral – l'acquisition du siège de la FASP, rue du Département, à Paris, par un bail emphytéotique signé avec la Ville de Paris en 1989, moyennant un loyer annuel de 890 000 francs – un *« passif du bilan aujourd'hui de 25 millions de francs »*. Alors que la plupart des syndicats membres ont quitté le siège fédéral – le SNIP des CRS l'a fait début septembre –, la gestion de l'immeuble reste *« un gouffre »* financier qui place la FASP en situation de faiblesse par rapport à la Mairie de Paris, propriétaire des murs jusqu'au terme du bail, et du ministère de l'intérieur.

Au final, la confusion continue à dominer. Jean-Louis Arajol a certes été élu, mais il a fait des concessions sur la question des statuts : le congrès a maintenu le principe des décisions prises à la majorité des mandats possédés par chacun des syndicats affiliés à la FASP. Cette dernière est maintenue, le sigle CUP a disparu des statuts. Chacun des chefs syndicaux de la fédération se dit d'accord sur la nécessité d'une rénovation syndicale, tout en s'opposant sur son rythme et sur son contenu. L'avenir de la FASP reste, on le voit, bien incertain.

Erich Inciyan

« Une direction de fer »

Adressée à la veille du congrès du Bourget par Jean-Louis Arajol aux syndicats membres de la FASP, une motion a jeté un froid sur les débats. *« Seul un pouvoir fort pourra tenir tête aux liquidateurs de la police nationale »*, peut-on lire dans ce texte, dont les objectifs affichés sont de *« faire face »* au Front national et de *« défendre les policiers »* en remplaçant la FASP par une Centrale unitaire de la police (CUP).

La direction de la CUP sera *« investie de tous les pouvoirs »*, stipule la motion. Elle *« ne sera pas la réunion des chefs de tribus* [les syndicats affiliés à la FASP] *qui se paralysent l'un et l'autre, mais une direction de fer dotée d'une capacité de réaction rapide »*. Malgré l'émoi qu'elle a provoqué – *« diktat »*, *« bolchevisme »*, ont protesté les « chefs des tribus » concernées –, M. Arajol a finalement sa motion, permettant au congrès de poursuivre ses travaux.

Le parcours politique d'un « vrai républicain »

NOUVEL HOMME FORT de la FASP, incarnant une génération remuante de militants syndicaux convaincus du rôle social des policiers, Jean-Louis Arajol a suivi le parcours politique d'un *« vrai républicain »*, selon la définition qu'il donne de ses convictions. Son passé l'a nettement ancré à gauche par une filiation forte : un grand-père anarchiste espagnol condamné à mort par le régime franquiste et un père boulanger et communiste. Par des débuts politiques également : ancien militant des Jeunesses communistes et de l'UNEF, il a ensuite été inscrit au Parti socialiste dans les années 1980, membre de la commission exécutive du PS dans l'Essonne.

PORTRAIT

Jean-Louis Arajol a cependant démissionné du PS en 1992, quand il a pris la tête du SGP-FASP. Les *« transgressions »* d'un socialisme gouvernemental ayant renié ses idéaux – il cite, en vrac, le décret sur les polices municipales signé par le ministre de l'intérieur Paul Quilès, le financement de la cathédrale d'Evry par Jack Lang, la montée du Front national sous l'influence de gouvernements trompant les attentes du peuple de gauche – ont alors déçu ses convictions de laïc et de républicain.

LUTTER CONTRE L'EXTRÊME DROITE

A cette époque, il est donc devenu l'un des cinq membres fondateurs d'Initiative républicaine, présidée par Bernard Teper, ancien porte-parole du Grand Orient de France. Aujourd'hui, Jean-Louis Arajol ne nie pas être membre de cette organisation, mais il dit avoir démissionné de ses instances dirigeantes. *« Mes appartenances politiques et philosophiques, je les oublie dès que je mets mon habit de dirigeant syndical, car il ne faut pas mélanger les rôles »*, a-t-il souligné devant le congrès du Bourget. Sa démarche est inspirée par *« une ligne authentiquement républicaine, autonome des partis. C'est une ligne politique, qui passe par la défense du service public policier, de la laïcité et, surtout, du métier policier. »*

Faisant de la lutte contre l'extrême droite, qu'il a toujours fortement combattue dans les commissariats, et contre son antenne dans les rangs policiers, le Front national-Police, l'une de ses priorités, le discours de M. Arajol décline plusieurs thèmes : les ravages du *« turbo-capitalisme »* français et de sa *« traduction européenne »* – le traité de Maastricht –, ainsi que la lutte contre la privatisation du service public, qui sont, il est vrai, aussi développés par Initiative républicaine. *« On me prête périodiquement des arrière-pensées politiques*, indique encore le dirigeant syndical. *Sortir la FASP de l'UNSA pour rejoindre le Groupe des dix, tenant d'un syndicalisme plus dur, par exemple. »* Mais il nie fermement toutes ces allégations.

Faute d'un autre dirigeant d'envergure, la FASP l'a placé sur un siège jusqu'alors éjectable – cinq secrétaires généraux en cinq ans –, pour conduire *« un syndicalisme de revendication qui allie le rapport de forces et la négociation avec les pouvoirs publics »*.

E. In.

هكذا من الإهمل

Réquisitions sévères contre les quatre accusés de l'affaire Madrénas

D'énormes

Un proche d'Alain

Réquisitions sévères contre les quatre accusés de l'« affaire » Madrénas

Des peines de quinze à vingt ans demandées

PERPIGNAN
de notre envoyé spécial

Au terme de quatre jours de débats, l'avocat général Robert Chelle a *demandé, jeudi* 26 septembre, à la cour d'assises des Pyrénées-Orientales de condamner Jean Xatard et Fouad Maaref à *vingt ans de* réclusion criminelle pour avoir, selon l'accusation, commandité un attentat à la bombe commis contre Jean-Claude Madrénas. Le maire CDS de Barges avait perdu une jambe dans l'explosion de sa voiture, survenue le 5 *février* 1993 à Elbe. Le magistrat a fait une différence entre les deux auteurs de l'attentat, qui ont reconnu les faits : il a *demandé* quinze ans de réclusion criminelle pour Michel Paul et dix-sept à dix-huit ans pour François Turlais.



PROCÈS

« L'intime conviction. » En faisant appel à cette formule magique, l'avocat général entendait balayer le meilleur argument d'une partie de la défense, qui plaidait vendredi 27 septembre. Celle-ci ne manquera pas de rappeler aux jurés des Pyrénées-Orientales l'absence d'éléments matériels permettant de retenir sans le moindre doute – et malgré leurs dénégations – la culpabilité de Jean Xatard et de Fouad Maaref dans l'organisation de l'attentat commis contre Jean-Claude Madrénas. Clair, apparemment logique et volontiers pédagogue, le magistrat a déroulé le fil de son raisonnement avec aisance, mais sans vraiment parvenir à cacher les faiblesses du dossier.

« Le mobile, c'est le contexte politique », a affirmé M. Chelle, en rappelant que l'attentat avait pour but d'écarter Jean-Claude Madrénas, alors candidat de l'UPF aux élections législatives de 1993, de la scène politique. Mais il était moins facile de démontrer que le retrait forcé de M. Madrénas permettait à Jean Xatard de bénéficier à son tour de l'investiture du PR et du RPR. *« Ce n'est pas clair »*, a admis le magistrat.

« Ce n'est pas une affaire politique, mais une affaire criminelle dans un décor politique »

Malgré la langue de bois chère aux hommes politiques, le défilé des témoins qui ont participé de près ou de loin aux sombres tractations qui précèdent les déclarations d'investiture a confirmé que Jean Xatard ne pouvait compter sur aucun soutien, ni local ni national. *Le plus clair d'entre eux*, Louis Puig, directeur du cabinet du président du conseil général, avait d'ailleurs déclaré à la barre qu'il n'aurait *« pas parié un kopeck »* sur l'investiture de Xatard. Ce dernier aurait-il donc été le seul à s'installer dans une *« illusion »*, selon le mot du président Daniel Duchemin ? L'avocat général a pris la balle au bond : *« Xatard avait peu, voire aucune chance d'être élu, nous en sommes tous convaincus (...). Mais Xatard et Maaref s'illusionnaient (...). On prend visiblement le risque de s'illusionner en politique. »*

Pour qu'un homme comme Xatard puisse atteindre un tel degré dans l'illusion, faut-il attribuer son aveuglement à l'importante dépression que provoqua la mort de son père, en octobre 1992. Ni les experts ni l'avocat général n'ont franchi ce pas, ce que le magistrat reconnaissait avec franchise : *« Il reste un mystère. Je ne comprends pas encore très bien ce qui a pris à Jean Xatard pendant cette période. »* Au début de son réquisitoire, M. Chelle avait d'ailleurs dit : *« Ce n'est pas une affaire politique, mais une affaire criminelle dans un décor politique. »* Face au flou d'un tel mobile, ne résidant que sur un *« contexte »* ou un *« décor »*, on comprend mieux pourquoi l'avocat général a fait appel à l'« intime conviction ».

Certes, François Turlais et Michel Paul ont reconnu être les auteurs de l'attentat et d'une agression contre M. Madrénas, en *désignant* Jean Xatard et Fouad Maaref – son « conseiller politique » – comme les commanditaires. L'argument serait presque *incontournable si les débats* n'avaient fait apparaître de troublantes nuances.

Parmi celles-ci, le fait que François Turlais ait désigné les deux hommes comme les instigateurs de l'agression commise le 19 décembre au domicile de M. Madrénas, qui fut roué de coups. *Mais*, pour l'attentat à la bombe, il avait d'abord déclaré que c'était Jean Xatard qui lui avait donné des ordres en lui précisant que Fouad Maaref était *« derrière tout ça »*. Plus tard, il a ajouté, afin d'être plus clair : *« Pour Maaref, sa mise en cause est en quelque sorte indirecte, car c'est Xatard qui me l'a dit. Maaref ne m'a jamais demandé directement de faire péter la voiture. »*

L'avocat général n'est pas entré dans ce débat. En estimant, à l'issue de son réquisitoire, que, *« par ambition ou par autre chose, ils ont cru que M. Madrénas se dressait sur leur chemin, ils ont lâché leurs sbires »*, le magistrat a réuni les deux hommes dans une même culpabilité, tout en laissant planer une interrogation sur leur mobile.

Maurice Peyrot

La commission consultative veut une réécriture du projet Toubon

Elle en approuve le principe, estimant la législation antiraciste inadaptée

Par trente voix contre trois et six abstentions, la *Commission nationale consultative des droits de l'homme* a approuvé, jeudi 26 septembre, le principe d'une nouvelle loi contre le racisme. Elle a en revanche estimé nécessaire *une définition du délit de racisme différente de celle qui* figure dans l'avant-projet de M. Toubon.

OUI à une nouvelle loi contre le racisme *mais non au projet trop* imprécis présenté par Jacques Toubon. Tel est, en substance le sens de l'avis rendu, jeudi 26 septembre, par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) présidée par Jean Kahn. S'il approuve le principe d'une nouvelle intervention législative, l'avis de compromis, adopté par trente voix contre trois et six abstentions, propose de modifier profondément le texte du garde des sceaux.

« Le racisme atteint aujourd'hui une gravité inquiétante caractérisée en particulier par des passages à l'acte violent », indique la Commission pour justifier la nécessité de légiférer, soulignant que les dispositions en vigueur *« constituent aujourd'hui un arsenal devenu complexe dans sa mise en œuvre »* et qui *« s'avère inadapté dans nombre de cas »*.

Sur le principe central du projet, qui vise à faire du racisme un délit de droit commun et non plus une expression réprimée dans le cadre dérogatoire de la loi sur la presse de 1881, la CNCDH approuve le texte de la chancellerie. Au passage, la Commission contredit sur ce point précis l'avis qu'elle avait rendu en 1994 sous la présidence de Paul Bouchet et qui prônait le *maintien des dispositions antiracistes* dans le giron contraignant de la loi de 1881.

Si le racisme devient un délit de droit commun, comme le souhaite le ministre de la justice et, à présent, la CNCDH, la saisie de livres et les perquisitions chez les éditeurs deviendront possibles. De plus, le très court délai de prescription actuel (trois mois), qui rend inopérantes nombre de poursuites, sera allongé. A ce sujet, la Commission *souhaite l'adoption du délai* de droit commun (trois ans) et non la demi-mesure proposé par le texte gouvernemental (un an).

L'essentiel de l'avis *tient dans* sa proposition de modifier la définition même du délit de racisme contenue dans l'article 2 du projet de loi. Jacques Toubon souhaite réprimer *« le fait de diffuser (...) un message portant atteinte à la dignité, l'honneur ou la considération d'une personne ou d'un ou plusieurs groupes de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion qu'elle soit ou non déterminée »*.

DÉFINITION PLUS LARGE

Très large, cette définition basée sur le simple *« fait de diffuser »* suscite les critiques de juristes et de professionnels de la presse, qui craignent qu'elle entrave la liberté d'expression. Un effet boomerang est aussi à craindre, avec l'utilisation perverse, par l'extrême droite, de la notion de « racisme anti-français ». Le garde des sceaux avait lui-même défendu son projet en soulignant qu'il permettrait aussi de poursuivre des messages « anti français » ou « anti-européens » *« tels que ceux que diffusent les islamistes (...) »* (*Le Monde* du 27 septembre).

La Commission contourne ces critiques et ces craintes en proposant une définition totalement différente. Si son avis était suivi, le code pénal punirait *« le fait de proférer publiquement ou de diffuser par quelque moyen que ce soit un propos ou un message à caractère raciste »*. Les peines seraient aggravées *« lorsque le propos ou le message visé ont pour objet de provoquer à la discrimination à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un ou plusieurs groupes de personnes »*. La nouvelle rédaction aboutirait donc à une simplification des textes actuels, qui maintiennent une distinction complexe entre *« injure »*, *« diffamation »* et *« provocation »* à la haine ou à la discrimination. *« Nous faisons confiance aux magistrats en estimant qu'ils sont en mesure de définir ce qui est raciste et ce qui ne l'est pas »*, nous a déclaré Jean Kahn.

Alors que la rédaction de M. Toubon visait presque explicitement les récents propos de Jean-Marie Le Pen sur l'*« inégalité des races »*, l'avis de la CNCDH apparaît moins dicté par les circonstances. Il se réfère à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de l'ONU ratifiée par la France en 1969 et qui incite les Etats à incriminer un délit de racisme.

Soucieuse d'apaiser ses membres inquiets pour la liberté de la presse, la Commission souligne aussi que le législateur *« ne saurait intervenir que pour permettre la protection de l'ordre public démocratique contre les manifestations de racisme et de xénophobie qui le mettent en péril »*.

Dans l'entourage du garde des sceaux, vendredi 27 septembre, on interprétait l'avis de la CNCDH comme un *« soutien positif »* au texte défendu par M. Toubon. Il n'en reste pas moins que les critiques suscitées dans la majorité par l'initiative du garde des sceaux laissent prévoir un débat animé au parlement.

Philippe Bernard

D'énormes quantités de farines animales sont en attente de destruction

LA CRISE de la « vache folle » ne cesse de déclencher des réactions en chaîne en face desquelles les réponses des pouvoirs publics apparaissent à la fois tardives et dangereusement inadaptées. Au mois de juin dernier, Alain Juppé annonçait une série de mesures visant à améliorer la prévention vis-à-vis du risque de transmission à l'homme et à l'animal de l'agent infectieux de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). Le gouvernement décidait notamment de faire détruire une fraction importante des abats et des cadavres d'animaux qui étaient, jusqu'alors, transformés en farines, ces dernières étant ensuite incorporées aux produits industriels destinés à l'alimentation des animaux (*Le Monde* du 29 juin).

Trois mois plus tard, rien n'a, sur le terrain, permis d'avancer. Bien au contraire, au rythme hebdomadaire de 3 000 tonnes de farines animales inutilisables dans les circuits de l'alimentation des ruminants et qui devraient, depuis juin, être détruites, le système est au bord de l'implosion. Une circulaire émanant du ministère de l'agriculture et du ministère de l'environnement avait pourtant fixé, dès le 19 juin, un premier train de mesures sanitaires. *« Il importe d'incinérer sans tarder les farines de viande bovine retirées du marché en raison de l'encéphalopathie spongiforme bovine et de le faire dans les meilleures conditions possibles »*, écrivaient alors les directeurs généraux de l'alimentation (ministère de l'agriculture) et de la prévention des pollutions et des risques (ministère de l'environnement).

LA PISTE DES CIMENTIERS

Les deux ministères ont, depuis peu, pris contact avec les responsables de l'industrie cimentière. L'objectif est d'obtenir que ceux-ci acceptent, contre rémunération, de détruire par incinération ces farines dans leurs fours, les produits résiduels pouvant ensuite être incorporés dans le ciment. Aucun accord n'a toutefois encore pu être trouvé. Les pouvoirs publics ont, en liaison avec la profession, retenu quatre sites (notamment dans les Pays-de-Loire et le Poitou-Charentes), dans lesquels des tests d'incinération vont être entrepris. *« Compte tenu des volumes considérables qui sont en jeu et de la nature même du produit, nous sommes confrontés à des problèmes techniques importants*, fait-on valoir auprès du Syndicat français de l'industrie cimentière. *De plus il nous faut obtenir des garanties quant à la sécurité des travailleurs, au respect de l'environnement et à la qualité de nos produits. Notre métier consiste avant tout à produire du ciment, pas à incinérer des déchets. »*

D'ores et déjà, certains responsables s'inquiètent localement des nuisances sanitaires dues au stockage de farines potentiellement contaminées en attente de destruction. C'est le cas, par exemple, du docteur Bernard Devalois, vice-président du conseil régional du Limousin, qui dénonce la situation de l'usine d'équarrissage de Dun-le-Palestel (Creuse), où la société Soprorga (filiale du groupe allemand Rethman) a entreposé *« un gigantesque tas de farines potentiellement contaminées à l'air libre »*. *« Aucune précaution n'est prise contre la dissémination dans le cours d'eau qui longe l'usine*, a-t-il déclaré au *Monde*. *Chiens, rongeurs, oiseaux ont accès à ces farines. Des bovins pâturent à proximité immédiate et le préfet ne semble rien pouvoir mettre en œuvre pour mettre un terme à cette situation. »*

Jean-Yves Nau

Un proche d'Alain Carignon a été placé en garde à vue à Grenoble

Xavier Péneau s'est aussi vu signifier sa mise en examen pour « recel d'abus de biens sociaux »

GRENOBLE
de notre correspondant régional

Un ancien collaborateur d'Alain Carignon, Xavier Péneau, sous-préfet de Montmorency (Val-d'Oise), a été interpellé, jeudi 27 septembre, et placé en garde à vue à l'hôtel de police de Grenoble, dans le cadre de plusieurs enquêtes préliminaires concernant des élus de l'Isère. Du temps d'Alain Carignon, Xavier Péneau occupait une position centrale dans le département de l'Isère. Directeur général des services du département de 1985 à 1994, il avait, à partir de 1990, exercé parallèlement la fonction de directeur de cabinet de M. Carignon. Le 1er septembre 1994, un mois après la mise en examen du maire de Grenoble dans l'affaire du *Dauphiné News*, il était devenu sous-préfet de Montmorency.

Aujourd'hui, la justice s'intéresse notamment à l'emploi, fictif ou non, de chargé de mission occupé en 1991, au conseil général de l'Isère, par Yves Machefaux, alors conseiller municipal UDF de Grenoble. Devant le tribunal administratif, un élu écologiste, Raymond Avrillier, qui contestait l'élection de M. Machefaux au conseil général, avait produit sa feuille de salaire. Sa présence au cabinet du président du conseil général de l'Isère six mois avant le scrutin rendait en effet illégale son élection comme conseiller général. Depuis, l'enquête de la police judiciaire a fait apparaître que ce document avait été antidaté et que des faux avaient été produits.

Placé en garde à vue le 17 juillet, Yves Machefaux a reconnu qu'il y a eu *« une altération de la vérité »*, à propos des dates de sa mission et qu'un *« contrat plus présentable »* avait été établi par le conseil général après la requête en annulation de M. Avrillier. Directeur de cabinet d'Alain Carignon et directeur général des services du département, Xavier Péneau ne pouvait sans doute pas ignorer ce contrat concernant un membre du cabinet. L'enquête devra établir s'il a participé directement à sa rédaction.

MARCHÉS FICTIFS

D'autres faits pourraient être reprochés à M. Péneau, notamment la tentative de sauvetage d'une entreprise de constructions métalliques dirigée par Bernard Quercy (RPR), candidat aux élections cantonales de 1992. Sa société, qui était au bord du dépôt de bilan, avait été mise *« sous perfusion »* pendant les quatre mois précédant le scrutin afin d'éviter au candidat de licencier une centaine de personnes. Par *« nécessité politique »*, à la demande d'Alain Carignon et de Xavier Péneau, les banques et les commissaires aux comptes avaient accepté de ne pas engager de procédure devant le tribunal de commerce. Des marchés fictifs avaient été attribués à ces sociétés par l'intermédiaire, notamment, d'une société d'économie mixte départementale. Après l'élection du conseiller général, ses sociétés avaient été mises en règlement judiciaire et liquidées un an plus tard. Leur passif a été estimé à 60 millions de francs.

Xavier Péneau a, en outre, été mis en examen par courrier, au début du mois de septembre, pour *« recel d'abus de biens sociaux »*. Des voyages et des parties de chasse auraient été offertes à des élus par des entreprises du bâtiment et des travaux publics. Jeudi 27 septembre, le juge d'instruction grenoblois Christian Blaes a entendu M. Péneau pendant près de deux heures. Xavier Péneau est la troisième personne à être mise en examen pour ces voyages, après le vice-président (RPR) du conseil général de l'Isère Jean-Guy Cupillard, et un conseiller général RPR du département, Jean-Yves Poirier (RPR).

Claude Francillon (avec Nicole Cabret)

هكذا من الإهمل

Les syndicats et le Comité anti-amiante de Jussieu lancent un appel à la grève

Une manifestation est prévue le 1er octobre. La rentrée des étudiants pourrait être reportée

Au cours d'une assemblée générale, jeudi 26 septembre, l'intersyndicale des enseignants, des étudiants, des chercheurs et des personnels ainsi que le comité anti-amiante de Jussieu ont appelé à la grève à partir du lundi 30 septembre. Le conseil d'administration de Paris-VII, l'un des trois établissements du campus, devait se prononcer, vendredi, en faveur du report de la rentrée étudiante, au moins jusqu'au 7 octobre.

LE TON s'est durci sur le campus parisien de Jussieu. Au cours d'une assemblée générale convoquée, jeudi 26 septembre, par l'intersyndicale des enseignants, des étudiants, des chercheurs et des personnels, avec le comité anti-amiante, près de cinq cents personnes ont voté un appel à la grève à partir du lundi 30 septembre. La motion, adoptée à l'unanimité, est assortie de l'organisation d'une manifestation le lendemain, date à laquelle sera réunie au ministère la « mission Jussieu », et du blocage général du site, le 3 octobre, date de l'annonce du plan de désamiantage des 220 000 mètres carrés de locaux floqués.

De son côté, le conseil d'administration de l'université Paris-VII, l'un des trois établissements du campus, devait se prononcer, vendredi en début d'après-midi, en faveur du report de la rentrée des étudiants, au moins jusqu'au 7 octobre. « *A l'évidence, nous n'avons pas obtenu de réponses suffisantes* », nous a précisé Jean-Pierre Dedonder, son président. Il envisage de réunir un nouveau conseil d'administration, le 4 octobre, pour examiner les propositions de François Bayrou.

Ce changement d'attitude traduit l'exaspération des « usagers » de Jussieu face au gouvernement. Les déclarations du président de la République, le 14 juillet – « *avant la fin de l'année, il n'y aura plus aucun étudiant parce qu'il y a un risque* » lié à l'amiante –, avaient pu faire croire que ce dossier complexe avait bénéficié d'un « coup d'accélérateur » et que l'impératif de santé publique avait enfin prévalu. Selon eux, il n'en est rien. La motion adoptée par les personnels reprend des revendications formulées dès le printemps : un engagement ferme et écrit en faveur du désamiantage, l'adoption d'un plan de financement pluriannuel doté d'une ligne budgétaire précise, le lancement d'une première tranche de 30 000 mètres carrés dès 1997, la mise en place de locaux provisoires sur place et le rejet de toute restructuration des établissements.

« *On nous balade depuis trop longtemps. Il faut cesser de nous faire croire qu'il est dangereux de travailler à Jussieu et continuer comme si de rien n'était* », résumait un technicien peu convaincu par l'efficacité des travaux d'urgence réalisés durant l'été. De son côté, Michel Parigot, président du comité anti-amiante, continue de croire que « *le désamiantage de Jussieu cache des arrière-pensées* » : « *C'est devenu un prétexte pour engager une restructuration impensable en temps normal.* »

Cette restructuration reste bel et bien présente dans les esprits. Sa nécessité aurait été clairement évoquée par Vincent Courtillot, responsable de l'Institut de physique du globe. De son côté, les responsables de Paris-VII poursuivent leurs réunions d'information sur le projet de transfert de l'université vers la ZAC Paris-Rive gauche. Revue et corrigée avec l'aval de la société d'aménagement Semapa, cette hypothèse présente toutes les apparences de la faisabilité avec, notamment, la transformation en treize mois du bâtiment des Grands Moulins de Paris, soit 20 000 mètres carrés utilisables, en locaux provisoires durant les opérations de déflocage. La seule incertitude, et elle est de taille, concerne le financement de ce programmme prévoyant 100 000 mètres carrés de constructions neuves, qui est évalué à 1 milliard et demi de francs.

Michel Delberghe

Condamnations pour avoir facilité l'assassinat d'opposants iraniens

LA 12e CHAMBRE CORRECTIONNELLE *de Paris* a condamné Mojtaba Mashhady, un Français d'origine iranienne de trente-neuf ans, naturalisé en 1993, à sept ans de prison, en le maintenant en détention, *jeudi 26 septembre*. Il était accusé d'avoir « *surveillé, contrôlé, repéré et fourni des renseignements* » sur des opposants iraniens en France en vue de faciliter leur assassinat. Hossein Yadzenseta, un Iranien de trente-six ans, a été condamné à trois ans de prison pour les mêmes motifs.

Le représentant du ministère public avait requis dix ans de prison contre M. Mashhady, contre qui pesait un faisceau d'« *éléments concordants à charge* ». Selon lui, M. Mashhady a bien fourni des renseignements à l'Iran sur les adresses, les habitudes, les modes de vie, les occupations d'opposants iraniens, dont Mme Parikokh Sekandary, proche collaboratrice de Manoushehr Ganji, ancien ministre de l'éducation du shah, et Ghadiri Skroun, interprète dans le procès des assassins de Chapour Bakhtiar. L'avocat de SOS-Attentats, Me Jean-Paul Lévy, a rappelé que 82 opposants iraniens ont été assassinés dans le monde depuis 1979, dont 8 sur le territoire français.

DÉPÊCHES

■ **AFFAIRE ELF : le parquet de Paris a délivré un nouveau réquisitoire supplétif** pour des faits d'« *abus de biens sociaux et recel* » au juge d'instruction Eva Joly, à la suite d'une dénonciation fiscale. En 1992 et 1993, sous la présidence de M. Le Floch-Prigent, le groupe Elf aurait versé 15,5 millions de francs d'avances sur commissions à la société civile Cabinet Matignon. L'argent aurait ensuite été retiré, au profit de destinataires inconnus.

■ ***FN PÉNITENTIAIRE : le ministère de la justice a indiqué***, jeudi 26 septembre, que « *le garde des sceaux, Jacques Toubon, prendra toutes ses responsabilités quant à la création du FN pénitentiaire* », une fois qu'il aura pris connaissance de l'avis du Conseil d'Etat à ce sujet. Le 11 septembre, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, avait demandé à cette instance de se prononcer sur l'attitude à tenir face à la création de divers syndicats, émanations du Front national, parmi lesquels un Front national pénitentiaire (FNP). Le Conseil d'Etat doit rendre son avis de manière imminente.

CARNET

DISPARITIONS

Nicu Ceausescu

Le fils honni de la dictature

AVEC NICU CEAUSESCU, décédé jeudi 26 septembre à l'hôpital central de Vienne (*Le Monde* du 27 septembre), c'est un témoin important des événements, confus, de décembre 1989 et de la dictature qui disparaît avant d'avoir révélé ses secrets.

Né le 1er septembre 1951 à Bucarest, Nicolae, pour l'état civil, était le plus jeune des enfants du couple Ceausescu et le seul à s'être engagé politiquement : son frère Valentin est spécialiste en physique atomique et sa sœur Zoïa docteur en mathématiques. Officiellement docteur en physique, Nicu devient rapidement secrétaire général du comité central de l'Union des jeunes communistes, puis ministre de la Jeunesse à l'âge de trente-deux ans.

« INSTIGATION AU MEURTRE »

Lors des troubles qui aboutirent au procès sommaire et à l'exécution expéditive de ses parents, il est premier secrétaire du PC à Sibiu (centre du pays). Intercepté par des « *patriotes* » en décembre 1989 à un barrage routier, il est emprisonné puis jugé pour son rôle dans la répression des manifestations à Sibiu, qui s'était soldée par la mort de 91 personnes. Condamné, en 1990, à vingt-cinq ans d'emprisonnement pour « *instigation au meurtre* », sa peine est ramenée à cinq ans. Finalement, Nicu Ceausescu sera libéré après trente mois pour raisons médicales, le prisonnier souffrant d'une cirrhose du foie. Son avocate, Me Paula Iacob, affirme alors que ce gaillard de 1,90 mètre ne pèse plus que 43 kilos. La presse avait interprété ce geste de clémence comme un acte de solidarité de la part des anciens amis de son père – dont une bonne partie hantent toujours les couloirs du pouvoir à Bucarest – et dont ont bénéficié, après 1989, la quasi-totalité des responsables compromis avec la dictature.

Mais Nicu Ceausescu restera avant tout dans les mémoires comme un impénitent coureur de jupons, amateur de voitures de sport et gros consommateur d'alcool, qui flambait des sommes astronomiques sur les tables de jeu de Las Vegas à une époque où le pays s'enfonçait dans la misère. Ce qui lui valut d'être appelé « *le fils le plus haï du génie des Carpates* » et d'apparaître comme l'un des personnages les plus controversés de cette période.

Christophe Chatelot

HORIZONS

REPORTAGE



Après le triomphe de la marche sur Paris, les éleveurs de la Vienne ont retrouvé la crise au quotidien : bêtes vendues à bas prix, échéances qui tombent, angoisse de la vache qui tremble. Explications autour des livres de comptes

Les mousquetaires de Charroux

ALBERT COHEN les aurait appelés ses « valeureux ». Alexandre Dumas ses « mousquetaires ». Comme il se doit, ils sont trois qui font quatre : Pierre, Olivier, Wilhelm, plus un jeune, Sébastien. Quatre éleveurs, quatre copains de Charroux, un petit bourg paumé au fin fond du Poitou, que rien ne prédestinait à devenir des héros. Pourtant, ils ont fait l'actualité tout l'été, en marchant jusqu'à Paris avec leurs vaches, leurs tracteurs et leur tonne à eau, acclamés par la foule et finalement reçus par Jacques Chirac, le 30 août. La marche des éleveurs est leur triomphe. Wilhelm l'a imaginée, Pierre, le battant, l'a conduite, Olivier, toujours calme, l'a organisée, Sébastien a aidé avec la fougue de ses vingt ans. Tous pour un... et l'audace pour tous. Il en fallait beaucoup : personne avant eux n'avait essayé de faire parcourir à des vaches 400 kilomètres de bitume. Le vétérinaire n'en est pas revenu. Pas une patte cassée, pas un incident. Eux-mêmes s'en étonnent encore. *« J'en rêve toutes les nuits »*, dit Pierre.

Dimanche 15 septembre, ils ont fêté par un banquet leur retour à Charroux. Dans un pré baigné de soleil, d'immenses tables étaient dressées. Le curé, le député, les gendarmes étaient conviés, comme la Confédération paysanne et tous les éleveurs qui, dans la Vienne et au-delà, s'étaient relayés pour les accompagner jusqu'à Paris. Viande saignante, gros rouge et haricots, cinq cents personnes se régalaient. L'atmosphère pourtant hésitait entre joie et déprime, ce morne abattement qui saisit l'artiste après le spectacle. Tout avait bien marché. Et après ?

Le triomphe passé, reste le quotidien. Et leur quotidien, depuis six mois, c'est la crise : les bêtes qu'on ne vend plus, les échéances qui tombent et l'angoisse de la vache qui tremble, de la terrible maladie qui pourrait d'un coup anéantir le troupeau. Ils ont fait de leur mieux. La marche sur Paris, leur a assuré le ministre de l'agriculture, a contribué à relancer la consommation, totalement bloquée depuis mars. Les cours sont remontés depuis l'été de 1 à 2 francs le kilo. Mais on est encore loin du compte.

Avant leur équipée, nos mousquetaires avaient commandé une étude au Centre d'économie rurale de la Vienne. Elle est formelle : à 16 F le kilo de jeune bovin, même avec des aides, un couple d'éleveurs moyens (60 vaches, 80 hectares) perd 70 000 F de revenu par rapport à la situation précédant immédiatement la crise. Il gagne à peine de quoi nourrir ses bêtes et entretenir sa ferme. Si on rajoute un salaire et les annuités d'emprunts, ça ne passe plus. Un éleveur bien établi, peu endetté, peut tenir à condition de se passer de salaire. Un jeune éleveur tout juste installé, donc très endetté, perd 142 000 F par an (2 300 F par vache !). Même en se privant, il ne peut pas faire face à ses échéances, sauf à s'endetter un peu plus...

Dans le canton, l'étude a donné le frisson. On savait que ça allait mal, mais à ce point-là ! Chacun a refait ses propres comptes avec plus ou moins de bonheur. Pierre a découvert qu'il ne couvrait même pas ses frais. Olivier a respiré : la crise mange ses bénéfices, mais il passe. Wilhelm s'est serré la ceinture : il lui manquera 100 000 F pour équilibrer avec les salaires, mais il pourra payer ses charges. Quant à Sébastien, il a renoncé : pour l'heure, il aide sa mère, qui parvient tout juste à vivoter. Alors s'installer ! Il faudrait racheter l'exploitation à ses soeurs. S'endetter. Une folie, même au taux le plus favorable.

Autant d'exploitations, autant de cas particuliers. Il suffit de quelques hectares de plus, d'un enfant de moins, d'un investissement judicieux ou au contraire d'une imprudence, pour faire basculer le fragile équilibre. S'il n'avait pas récemment installé son fils et construit un nouveau bâtiment, Pierre s'en serait peut-être tiré. Mais ce n'est pas son genre, la pusillanimité. Hâbleur, fonceur et généreux, il ne calcule pas, il avance : *« On est sur l'autoroute, on file »*, dit-il de sa voix éraillée. Il a choisi d'élever des vaches salers parce qu'elles lui *« avaient tapé dans l'œil »*. Elles font peut-être de la viande moyenne, mais elles ont une bonne nature. *« Et puis elles sont belles, avec leurs grandes cornes »*, ajoute-t-il, un trémolo dans la voix.

Hélas ! Elles ne paient plus. En deux ans, les cours ont chuté de plus d'un tiers : un taurillon qui valait 9 000 F n'en vaut plus que 6 000. Les comptes sont vite faits. Il vend bon an mal an *« une petite centaine de bestiaux »*. Recettes : 720 000F, avec les primes. Dépenses : 750 000F, dont un tiers pour l'alimentation du bétail, un tiers pour les taxes et les frais divers, un tiers pour le remboursement des emprunts. Incompressible. Même sans salaire, il n'y arrivera pas. Si ça dure ? Il ne sait pas. Changer de race, monter en qualité ? Trop long, trop cher : *« C'est comme vendre des 2 CV pour acheter des Laguna »*, plaisante son ami Wilhelm. Se reconvertir aux céréales ? Impossible à deux (son fils et lui) sur 90 hectares. Il faudrait que l'un des deux se retire de l'affaire. Pierre a cinquante-trois ans, un peu jeune pour prendre sa retraite. Son fils en a vingt. *« Un paysan qui fait faillite, ça ne se dit pas »*, dit-il tristement : *« Une exploitation en agrandit une autre... »* Il y a quatre ans, lorsque les importations de l'Est avaient engorgé le marché, les ventes aux enchères s'étaient multipliées dans la région. Puis tout s'est arrangé. On n'en est pas encore revenu là. Mais il ne faudrait pas que ça dure.

CERTAINS s'en tirent pourtant à moindre mal. Comme Olivier, trente-sept ans, le plus sage de nos mousquetaires. Des yeux trop bleus dans un visage d'ange, timide mais ferme. Il a fait les bons choix il y a quinze ans. Avec son frère, il a racheté des terres à céréales. Aujourd'hui, elles le sauvent, grâce aux primes : 3 700 F par hectare pour le maïs, 1 800 F pour le blé, 2 600 F pour les pois. La culture ne représente que 30 % de son chiffre d'affaires, mais désormais l'essentiel de ses bénéfices. Quant à l'élevage, il se porte moins mal que la plupart, grâce à un choix de race judicieux. La blonde d'Aquitaine est à la vache ce que le château-margaux est au vin. Reservée aux meilleures boucheries, ses cours ont beaucoup moins chuté que la moyenne : 28 F le kilo au lieu de 30 avant la crise. La perte est supportable, d'autant qu'Olivier ne vend pas seulement ses propres veaux. Il engraisse aussi des bêtes qu'il achète, maigres, dans le Lot-et-Garonne. Sur celles-là, la perte n'est que transitoire : la baisse des prix d'achat compense le manque à gagner à la vente.

Avec la crise, oubliés les bénéfices mais, malgré un endettement énorme, ils pourront se verser un salaire : 7 200 F par mois pour Olivier, dont la femme, Frida, participe à la gestion de l'exploitation ; 6 000 F pour son frère. *« C'est beaucoup d'argent brassé, beaucoup de risques, pour vivre un peu chichement »*, constate Frida. Mais elle ne se plaint pas. Fille d'ouvriers, elle sait que la qualité de vie, dans cette ferme bien tenue, qui sent le blé et la paille propre, est incomparablement meilleure que celle des cités de banlieue.

A 16 francs le kilo de jeune bovin, un couple d'éleveurs moyens (60 vaches, 80 hectares) perd 70 000 francs de revenu par rapport à ce qu'il gagnait immédiatement avant la crise

Olivier est une heureuse exception. Il a eu la chance de reprendre une exploitation déjà prospère, mise en valeur par son père, un de ces « migrants », pour la plupart venus de l'Ouest (Vendée, Deux-Sèvres, Mayenne), qui, dans les années 50, sont venus s'installer ici en masse. Profitant du bas prix des terres, ils ont complètement transformé la région. Avant eux, le bas Poitou était un pays de « brandes », de terres humides infestées d'ajoncs et de genêts, mal entretenues par des fermiers qui ne connaissaient pas encore le tracteur. Les migrants ont drainé, défriché, assaini. Aujourd'hui, il ne reste plus un hectare en friche. *« On ne pourrait plus le faire,* dit le père d'Olivier : *à l'époque on avait des prêts à 1 %. Avec l'inflation, on n'a pas vu passer les traites. Aujourd'hui, un jeune qui emprunte à 6 %, comment voulez-vous qu'il rembourse avec des prix qui baissent ? »*

Wilhelm n'a pas eu la même chance. Ses parents sont venus des Pays-Bas, en janvier 1955. Il avait huit ans. C'est de cette traversée de l'Europe, sous la neige, avec camions, vaches et enfants, que lui est venue l'idée de la marche. *« Si mes parents ont pu le faire... »* Ils étaient onze frères et soeurs. Pas question de reprendre l'exploitation familiale. Wilhelm a commencé à dix-sept ans et demi avec un fermage, puis il s'est agrandi petit à petit en rachetant des terres. Au début, il élevait des vaches laitières. *« Je suis d'origine à faire le lait »*, dit-il, l'œil pétillant. Il s'est reconverti à l'élevage il y a quatre ans. Il peine, avec son troupeau de vaches limousines, encore croisées de laitières et d'autant plus difficiles à vendre. La crise tombe mal. Il s'en tirera grâce aux à-côtés : les céréales (un peu), quelques moutons et des chevaux *« pour le plaisir »*. Heureusement, il est seul avec sa femme sur l'exploitation. Mais il a déjà pris sa décision. *« S'il n'y a pas d'aides directes, je réduirai le cheptel. Je ferai des céréales, c'est mieux défendu. Je n'aime pas ça. Je préfère les vaches, mais personne ne peut produire à perte. »*

EN attendant, Wilhelm compte ses sous, comme tout le monde à Charroux. La crise de la vache folle, ici, *« ce n'est pas un problème, c'est une catastrophe »*, explique le député Arnaud Lepercq. A l'exception d'une fabrique de matelas en difficulté et d'une laiterie qui ne l'est pas moins, le canton ne vit que de l'agriculture. De plus en plus mal. Depuis vingt ans, le bourg se dépeuple. *« J'aurais peine à citer quelque chose en expansion »*, dit le maire. Le collège comptait 380 élèves, il n'en a plus que 170. Vingt cafés jadis, cinq aujourd'hui. L'hôtel-restaurant ne survit que grâce aux Anglais, qui rachètent en masse les plus belles maisons.

Commerçants, artisans, coopératives, tous s'angoissent. Le vétérinaire *« serre les fesses »*, dit-il : *« Si un troupeau était abattu, ils arrêteraient l'élevage. »* Jusqu'ici, aucun cas de vache folle n'a été signalé sur le canton. Mais les farines animales, responsables de la maladie, étaient moins chères que les autres compléments alimentaires. Tout le monde ou presque en a utilisé. Surtout les producteurs de lait, contraints, pour assurer la régularité de la traite, de « complémenter » en permanence l'alimentation, alors que les éleveurs ne le font qu'en fin de course pour engraisser les bêtes. Les « laitiers », pour l'heure moins touchés – la viande n'est pour eux qu'un sous-produit –, font le gros dos en priant pour que le lait, à son tour, ne soit pas suspecté.

Malgré les apparences, les marchands de bestiaux ne s'y retrouvent pas non plus. Logiquement ils devraient profiter de la crise : le prix du steak n'a pas diminué... Ce n'est pas si simple, explique Franck, un petit négociant du coin. D'abord le « cinquième quartier » (cuirs, abats, carcasses), qui jadis payait le transport et les frais d'abattoir, a perdu les trois quarts de sa valeur. Ensuite, la baisse des ventes a gonflé les charges par bête vendue. Avec quatre salariés, un bureau et un camion, il ne peut guère compresser ses coûts. Enfin, la crise a exacerbé la différence entre les bas morceaux (l'avant des vaches) peu prisés du public, et les parties nobles, l'arrière, dont on fait les rôtis.

« Un boucher moyen, explique-t-il, *n'achète pas deux bêtes entières, il prend une demi-carcasse, deux arrières et un aloyau. Il me reste deux avants sur les bras. »* Ces avants, il les vendait aux groupes industriels, qui les transformaient en produits finis. Mais personne n'en veut plus. Résultat : les prix des morceaux nobles compensent tous les manques à gagner. A quelque chose malheur est bon. Franck est le moins pessimiste. Depuis quelques semaines, les choses se débloquent, dit-il. Et la crise aura servi. *« J'ai mis en place un système d'étiquetage. Sur chaque carcasse, une vignette identifie le pedigree de la bête, le nom de l'éleveur, son adresse, la date d'abattage et mes références. Ça m'occupe une demi-journée par semaine, mais ça marche : nous avons récupéré des clients qui faisaient de l'importation... »*

Autour d'une précieuse bouteille sans étiquette, les mousquetaires hochent la tête. Les labels, l'étiquetage, la vertu retrouvée du négoce et des bouchers, ils n'y croient guère. *« Il y aura une viande de riches et une viande de pauvres »*, grogne Pierre. La prime à la qualité les laisse sceptiques, sauf pour la *« très, très bonne »* viande : 3 % de la production. *« J'ai vendu cinq vaches de qualité très inégales, à 20 centimes près, c'était le même prix »*, dit Wilhelm. Olivier ne répond pas. Il rêve. *« Ce qu'il faudrait, c'est se rapprocher des consommateurs, les convaincre de manger du bourguignon. »* Sébastien soupire. *« J'y crois encore*, dit-il, songeur. *On m'a dit : c'est quand ça va mal qu'il faut se lancer... »*

Véronique Maurus
Dessin Ivan Sigg

Faut-il désespérer d'Israël ?

par Georges Kiejman

RIEN de ce qui se passe en Israël ne peut nous laisser indifférents.

Je n'ai jamais pensé qu'un juif de la diaspora, qu'un Français juif, était particulièrement qualifié pour donner des leçons aux dirigeants et aux habitants d'un pays qui fut longtemps menacé de disparaître. Mais aujourd'hui que, pour la première fois, ce pays est menacé par lui-même, pouvons-nous rester silencieux devant l'angoisse qui nous étreint ?

Dans ces mêmes colonnes, j'avais souligné il y a quatorze ans la dette de tout juif à l'égard de *l'Etat d'Israël et appelé à la* reconnaissance de l'OLP, à la réconciliation entre deux peuples martyrisés par l'Histoire.

Il fallut encore bien des années et le courage extraordinaire de trois hommes, Itzhak Rabin, Shimon Pérès et Yasser Arafat pour que l'espoir s'installe enfin au Proche-Orient.

Le premier de ces hommes, le général Rabin, celui qui avait lucidement, héroïquement, sacrifié ses préjugés initiaux, a payé de sa vie son combat le plus glorieux, un combat pour la paix. Il fut assassiné par un extrémiste, comme l'avait été Sadate en Egypte en menant ce même combat.

Lors des dernière élections et contre toute attente, une majorité d'Israéliens a rejeté le message de Rabin et a préféré à Shimon Pérès M. Nétanyahu et le Likoud. Si l'on peut regretter la médiocre cam*pagne du Parti travailliste et l'in*vasion détestable du Liban qui a conduit les électeurs arabes israéliens à s'abstenir, il n'en reste pas moins que ce vote fut acquis démocratiquement. Personne ne le conteste. Reste à examiner le résultat. Il se confirme, hélas, que loin d'assurer la sécurité d'Israël, la victoire du Likoud compromet *son avenir en l'isolant comme ja*mais il ne l'a été au cours des dernières années. Un isolement qui se renforcera chaque jour pour des raisons géopolitiques, économiques et morales, évidentes à qui veut bien s'y attarder.

Raisons géopolitiques : les liens de confiance établis par Rabin et Pérès non seulement avec la nouvelle autorité palestinienne, mais avec tous les Etats arabes de la région, à l'exception de la Syrie, sont rompus. Même la Jordanie et l'Egypte ne peuvent plus coopérer *avec Israël.*

Quant à la Syrie, l'attitude du gouvernement israélien légitime a posteriori son intransigeance et lui redonne crédit auprès de tous ceux qu'exaspéraient le front du refus animé par le président Hafez El Assad. Demain, la Syrie laissera les hezbollahs provoquer au Liban sud, voire dans la Bekaa, une nouvelle intervention israélienne qui la contraindra à intervenir et, après l'interposition des grandes puissances, elle en tirera, seule, le profit diplomatique, sinon militaire.

Faut-il encore souligner qu'en Turquie est arrivé au pouvoir un gouvernement islamiste qui vient, en quelque sorte, de remplacer par un accord avec l'Iran les liens de coopération que la République turque laïque entretenait jusque-là avec Israël ?

Il n'est pas jusqu'aux Etats-Unis *sur lesquels, désormais, Israël ne* peut plus compter vraiment. Des Etats-Unis que les pays du Golfe n'ont suivi qu'avec réticence dans leur nouveau combat contre l'Irak et qui, au lendemain de l'élection présidentielle, seront dirigés par un président moins soucieux de ménager la communauté juive américaine. Je rappelle pour mémoire qu'à l'intérieur même des frontières d'Israël c'est Arafat qui a puissamment contribué à réduire la menace terroriste et que, en discréditant Arafat, on ranime *plus que jamais cette menace.*

Raisons économiques d'isolement : l'espoir de paix au Proche-Orient, la coopération naissante des Israéliens et des Palestiniens, les vastes perspectives ouvertes dans une région où les peuples étaient enfin sur la voie d'une réconciliation sincère, tout cela avait conduit à une situation très *profitable à Israël :* chômage réduit malgré l'afflux de nouveaux immigrants russes, tourisme en expansion, exportation accrue de produits hautement technologiques. Tout cela s'est inversé aujourd'hui. Mais venons-en aux raisons les plus graves de l'isolement inévitable d'Israël : les raisons morales.

> **Comment accepter que le nouveau gouvernement d'Israël ne respecte pas l'esprit et la lettre des accords internationaux nés à Oslo, confirmés à Washington et en voie de réalisation sur le terrain ?**

Comment accepter que le nouveau gouvernement d'Israël ne respecte pas l'esprit et la lettre des accords internationaux nés à Oslo, confirmés à Washington et en *voie de réalisation sur le terrain ?* Comment accepter les nouvelles implantations de colons juifs sur des terres qui venaient d'être restitutées aux Palestiniens ? Comment accepter ces nouvelles routes ségrégationnistes que seuls les Israéliens *pourront* emprunter ? Comment accepter que l'armée israélienne ne se retire pas d'Hébron, où quelques centaines de colons juifs imposent leur volonté à cent cinquante mille Palestiniens qui avaient retrouvé l'espoir de vivre, *en toute autonomie*, sinon en toute indépendance ?

Et peut-être plus grave que tout : comment accepter cette arrogance retrouvée, ce ton de mépris utilisé à l'égard des Palestiniens ? Ne le supportant de personne, comment le supporterions-nous du gouvernement d'un pays qui nous est cher entre tous ? Le gouvernement israélien se croit-il assez puissant qu'il puisse renoncer au soutien que lui ont toujours accordé, sans réserve, dans le monde entier, tant d'hommes, *de femmes et d'Etats* qui admiraient et respectaient le fait que les Israéliens, dans les pires circonstances, avaient, tant bien que mal, toujours fait prévaloir le règne du droit ? Croit-on que, aujourd'hui, si Israël était menacé, on retrouverait cette ferveur qui l'a accompagné lors de la guerre de six jours ?

Faut-il désespérer d'Israël ? De *tout mon coeur*, je veux croire que non. Mais c'est d'abord aux Israéliens de nous en convaincre.

***Georges Kiejman** est avocat, ancien ministre.*

Rétablir le dialogue à tout prix

par Ilan Greilsammer

CE n'est pas sans une infinie tristesse, et le coeur déchiré, que nous assistons, près d'un an après l'assassinat d'Itzhak Rabin, à l'effacement rapide de son *oeuvre de paix. Dans un mois, nous* commémorerons la disparition de l'homme d'Etat, et quel spectacle ! La négociation avec les Palestiniens et avec les Syriens au point mort, la Cisjordanie à feu et à sang, l'état d'urgence, des soldats israéliens et des policiers palestiniens qui se tirent les uns sur les autres... Quel gâchis !

Amateurisme, manque d'intelligence politique, absence de vision à long terme, valses-hésitations, tels semblent être les mots propres à caractériser un gouvernement israélien qui patauge, gaspillant avec application les acquis de l'équipe Rabin-Pérès.

> **Pourquoi les Israéliens ont-ils porté au pouvoir un politicien de droite dépourvu de qualités d'homme d'Etat ? Parce qu'ils ne faisaient pas confiance aux Palestiniens et aux Syriens**

Il ne s'agit certes pas d'exonérer les Arabes de toute culpabilité dans cette détérioration brutale. Loin de là. Les Palestiniens portent une très, très lourde responsabilité dans l'échec tragique de Shimon Pérès aux dernières élections : attitude suspecte quant à la modification de la Charte palestinienne, conduite ambivalente à l'égard des organisations islamistes extrémistes, déclarations peu claires à l'égard des terribles attentats de Jérusalem et de Tel Aviv...

Il faut dire les choses comme elles sont : c'est parce qu'ils ne faisaient pas confiance aux Palestiniens et aux Syriens que les Israéliens ont, le 29 mai, donné leurs voix à un politicien de droite dépourvu de qualités d'homme d'Etat et mis Shimon Pérès à la retraite. Qui donc, *parmi les Palestiniens* ou les Arabes israéliens, pouvait croire que le Likoud serait mieux que le Parti travailliste ?

Il reste que les « cent jours » de la droite au pouvoir ont été désolants : le refus d'exécuter à la lettre les engagements d'Oslo, et en premier lieu le refus de redéployer Tsahal à Hébron, a créé une atmosphère empoisonnée.

Le processus de paix s'effrite lentement mais sûrement. Que, dans un climat détérioré, notre premier ministre ait pu trouver que c'était le meilleur moment pour améliorer la situation du tourisme à Jérusalem en ouvrant à l'air libre le tunnel hasmonéen, c'est vraiment à s'arracher les cheveux.

Bien entendu, l'Etat juif a parfaitement le droit d'ouvrir ce boyau – sans aucun danger pour les lieux saints islamiques – et de faire des fouilles archéologiques dans ce qui est sa capitale, et surtout le berceau *du peuple juif. Et Itzhak Rabin lui*-même avait encouragé ces travaux avec enthousiasme, et exprimé son émotion en parcourant les tunnels qui passent sous le mur des Lamentations et la vieille ville.

Mais Rabin et Pérès, hommes d'Etat expérimentés et subtils, connaissant tous les pièges, rompus à la politique moyen-orientale, savaient aussi quand agir et ne pas agir. Ils savaient qu'il ne suffit pas d'avoir un droit, il faut surtout savoir quand et comment l'exercer.

Il est temps que le gouvernement Nétanyahou se ressaisisse s'il en est capable. Il est temps que l'Autorité palestinienne reprenne en main ses troupes sans jouer double jeu, et que les deux parties fassent tout, vraiment tout, pour calmer les esprits et rétablir une atmosphère de bonne volonté et de dialogue. Cela commence certainement par un respect scrupuleux et immédiat de tous les engagements pris par Itzhak Rabin dans le cadre des accords d'Oslo.

***Ilan Greilsammer** est professeur de science politique à l'université Bar Ilan (Israël).*

AU COURRIER DU « MONDE »

UN POISSON NOMMÉ « MÉDIA »

Il est grand temps de dénoncer la « mécanique Le Pen » et le rôle joué par les médias. Car cela fait plusieurs années déjà que le leader du Front *national agit de la sorte pour garnir* copieusement son matelas de voix.

Et ça marche ! (...) Comment les médias peuvent-ils encore tomber, tête baissée, dans le panneau ? Le Parti socialiste aussi s'y précipite régulièrement, mais c'est à se demander s'il n'agit pas, lui, par « mécanique électorale ».

Le stratagème est pourtant désormais bien rodé. Le plus souvent, à l'occasion des Journées d'été du Front national ou de proches débats audiovisuels, le pêcheur Le Pen prépare soigneusement et méthodiquement ses appâts (« *le point de détail* » ; « *Durafour crématoire* » ; « *inégalité des races* » ; etc.), (...) quelques mots ignobles et provocateurs à l'intérieur d'un discours d'une vacuité *exemplaire par ailleurs. La ligne est* lancée. Il n'y a plus qu'à attendre.

Le poisson nommé « média » mord goulûment à l'hameçon, s'agite frénétiquement et relaie abondamment l'information. La prise est bonne et le pêcheur Le Pen *repart toujours avec sa nasse pleine.* Et voilà ! (...)

Philippe Paicas,
Paris

Violence et télévision

par Hervé Bourges

MEURTRES gratuits ou braquages pour quatre sous... Quatre faits divers tragiques, dont les auteurs – et la plupart des victimes – sont des adolescents, envoient aux oubliettes les soucis ordinaires des rentrées scolaires. La France a peur des enfants qui tuent.

D'où viennent-ils ? Des banlieues ghettos ? Des cités sans âme ? Chacun a conscience que ces adolescents sont d'abord des enfants comme les autres. Comme tous les autres. Et que Marseille, Montereau, Villejuif ou Stains ne sont pas des îlots de violence au cœur d'une France paisible.

Il *est dès lors légitime* et urgent que les responsables publics recherchent les origines de ces drames, et entreprennent de proposer des remèdes. Un enfant qui tue, un enfant qui braque, un enfant qui n'a pas le respect d'autrui, c'est un échec. *Un échec des pa*rents. Un échec des éducateurs. Un échec de la *société*.

Peut-on les corriger en édulcorant les programmes de télévision ? La question est posée. Une fois de plus. Parce qu'il occupe une place considérable dans tous les foyers modernes, le petit écran cristallise immédiatement les soupçons.

Ne suffit-il pas d'appuyer sur la télécommande pour le prendre en flagrant délit de massacre ? On tue, on bousille, on casse, on explose, on désintègre. c'est l'Apocalypse à jet continu, à longueur de matins et de mercredis, aussi bien dans les dessins animés américano-japonais que dans les films, séries et téléfilms *made in Hollywood*. Bons contre méchants. Profils de *justiciers contre sales gueules* de travers. Uzis contre kalachnikovs.

A l'heure du dîner, le journal télévisé met à sa « une » toutes les misères, les horreurs du monde et de ses banlieues. Guerres civiles, guerres de religion, guerres ethniques, guerres des *gangs*. Arrive le prime time. Et le fracas continue...

Impuissants devant ce déluge de feu, comme des chefs sioux face aux winchesters des conquérants de l'Ouest, les parents lèvent les yeux au ciel. Beaucoup baissent les bras. Bien sûr, au passage, ils oublient – un peu vite peut-être ? – les exploits pétaradants de Buck *Danny, Kit Carson ou autres* Fu Man Chu, qui ont peuplé leur univers d'adolescents.

Les uns demandent l'interdiction des programmes violents. D'autres, plus confiants dans les technologies, imaginent que des *puces électroniques seront en me*sure de séparer le bon grain de l'ivraie audiovisuelle et zapperont automatiquement pour le plus grand bien des têtes blondes.

La fin des années 80 a été marquée par un déferlement de violence au petit écran, alors que le monopole jouait jusque-là un rôle régulateur ; c'est le développement rapide de la télévision privée qui a conduit à une surenchère dans le domaine des programmes d'action.

Dès 1989, le CSA publiait une di*rective jeunesse, fixant* les horaires de programmation des films interdits aux moins de douze ans et aux moins de dix-huit ans.

La télévision n'est ni la seule cause des maux de la société moderne ni le seul antidote. Elle en est d'abord le reflet

De nombreuses sanctions – et l'arrêt de la Cinq – devaient permettre de figer la tendance, à défaut de la renverser. *Sans doute ce*la n'était-il pas suffisant, puisque, aujourd'hui encore, plus de huit téléspectateurs sur dix considèrent que les programmes sont trop violents.

Existe-t-il des moyens plus efficaces ? *L'opinion ne comprend* pas toujours qu'une autorité publique doit être la première à respecter la légalité. Pourtant, tel est le cas : dans ce domaine, le CSA n'a pas le droit d'interdire. Son action de prévention est d'autant plus limitée qu'en exerçant un contrôle a priori sur les programmations des chaînes françaises, le CSA violerait la loi. Il restaurerait la censure, d'une certaine mainère.

Il nous appartient donc – faute *de disposer d'un pouvoir de régle*mentation – de faire évoluer les *politiques* des programmes par la concertation et par la négociation.

Au terme d'une réflexion engagée dès l'automne 1995, le CSA et les chaînes de télévision sont parvenus à un résultat essentiel : ils sont convenus de mettre en place un *système de classification des* programmes, établissant cinq degrés d'acceptabilité pour le jeune public.

De telles mesures, plus fines que le carré blanc de papa, qui entreront en application le 15 novembre *prochain, présentent* aux yeux du CSA un double avantage, de caractère pédagogique essentiellement.

En premier lieu, elles sont un appel à la responsabilité des téléspectateurs : elles doivent permettre aux parents et aux éducateurs d'orienter les choix des enfants et adolescents en connaissance de cause.

Mais à plus longue échéance, elles doivent servir de garde-fous aux diffuseurs. Ceux-ci en effet seront conduits à mesurer le degré de violence réel de leurs programmes. *Le CSA sera particuliè*rement attentif à ces indicateurs et à leur véracité. En cas de non-respect, un système complet de sanctions a été inscrit dans les conventions.

D'autre initiatives sont nécessaires pour faciliter l'action des parents. Des encouragements à la *production de fictions familiales* pour les horaires de grande écoute, par exemple. Un soutien sélectif à la production de dessins animés plus conformes à notre culture et à notre vision du monde.

Dans l'immédat, une importante campagne multimédia contre la *violence pourrait contribuer* à catalyser la résistance de l'opinion. Nul doute que les diffuseurs seraient disposés à mettre de l'espace à disposition d'une telle campagne d'intérêt général.

Il conviendrait enfin que les responsables politiques et éducatifs prennent conscience du fait que la télévision n'est ni *la* seule cause des maux de la société moderne ni le seul antidote. Elle en est d'abord le reflet.

Dans l'univers des loisirs, par exemple, peut-on longtemps continuer à sous-estimer le poids d'un secteur comme celui de la vidéo, dont le chiffre d'affaires annuel global est équivalent à celui des chaînes en clair, TF 1, M 6, France 2 et France 3 réunies ? Ne trouvait-on pas *Tueurs nés* en *vente libre ? Dans les vidéoclubs*, tous les programmes à l'exception du « X » ne sont-ils pas offerts à la location sans aucun contrôle de l'âge des clients ?

Sans oublier les jeux vidéo, qui sont aussi presque tous des jeux de massacre. Et la vente en kiosque des BD violentes, tolérée par l'autorité administrative en charge des publications pour la jeunesse...

La télévision française, quelles que soient les critiques légitimes que l'on peut formuler à son encontre, est – toutes chaînes confondues – une télévision d'une qualité et d'une diversité que l'on trouve *difficilement ailleurs. Il suf*fit de parcourir le monde pour s'en convaincre. Elle ne doit pas servir de bouc émissaire. Surtout à l'heure où les médias sans frontières se joueront des réglementations nationales pour tenter de s'emparer des marchés. Par tous les moyens.

***Hervé Bourges** est président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.*

Latin : « cultiver l'authentique » ?

par Jacques Gaillard

Le dernier document ministériel soumis à la *« consultation nationale »* sur les programmes de latin en classe de cinquième prescrivait, sous forme d'assertion dogmatique, que les textes latins soumis aux *débutants* seraient *« authentiques »*. On nous annonce (*Le Monde* du 25 septembre) des prescriptions adoucies. L'usage de phrases ou de courts textes *« fabriqués »* pour rendre aisément et méthodiquement accessibles les struc*tures de la langue reste, semble-t-il*, implicitement frappé d'anathème. Toutefois, le scepticisme de la grande majorité des enseignants interdit de clore le débat.

Peut-on apprendre le latin par immersion brutale dans sa réalité, qui est de nous apparaître sous la forme d'une collection de textes littéraires *ou épigraphiques ? On compte*, depuis le début du siècle, une vingtaine de méthodes reposant sur ce postulat, qui régulièrement ont fait long feu. Car ni les fables de Phèdre ni les discours de Cicéron n'ont été écrits pour des enfants, mais pour des *connaisseurs raffinés de* la langue. Et quand l'abbé Lhomond (considéré par les auteurs d'un document ministériel comme un auteur *« authentique »* !) jugea urgent de simplifier les historiens à l'usage des classes de sixième (en 1779), c'était pour les rendre lisibles à des enfants qui déjà pratiquaient le latin depuis au moins trois ans, puisque les *cours étaient* donnés dans cette langue... C'est tout dire. *Existerait-il*, dans la littérature latine, une vertu spécifique, irradiante, pour ne pas dire magique, grâce à laquelle, par simple contemplation, l'âme de l'élève s'emplirait à la fois d'une morphologie et d'une syntaxe ? Les langues classiques n'ont aucune divine vertu, pas plus que les littératures anciennes ne sont *transcendantes. On y trouve un sys*tème linguistique, un système de pensée, une esthétique bien éloignés des nôtres. On ne voit pas pourquoi tout cela serait immédiatement intelligible.

Aucun texte de la littérature latine n'est « simple », et c'est justement ce qui fait problème : pour lire la plus *« simple »* des fables de Phèdre, *Le Loup et l'Agneau*, il faut connaître *quatre déclinaisons*, les deux classes morphologiques d'adjectifs, *soixante-quatorze mots* de vocabulaire, et des notions syntaxiques sur lesquelles un licencié moyen resterait hésitant. Or toute pédagogie va du simple au complexe ; et quand le simple n'existe pas, il faut bien le fabriquer.

En fait, *c'est* un abus de langage que de prétendre que des débutants vont *« lire »* quoi que ce soit du texte *« authentique »* qu'on leur livre, si on ne l'a pas mis à leur portée. Tombant sans cesse sur des mots, des formes, *des tours qu'ils ne connaissent pas encore, ils seront durablement dans* l'état de quelqu'un qui connaît les quatre premières lettres de l'alphabet, et pas les autres. Il est vrai que s'appuyer sur des textes originaux peut stimuler l'intérêt des élèves ; cette idée est en outre, pour reprendre les *mots d'un collègue, « intellectuellement séduisante »* ; elle peut faciliter l'accès à la civilisation. Encore faut-il faire en sorte qu'elle se révèle pédagogiquement honnête pour les élèves comme pour les professeurs, et rechercher le meilleur *parti qu'on puisse en tirer, avec sé*rieux et lucidité.

Aucun texte de cette littérature n'est « simple », c'est ce qui fait problème

En tenant compte du jeune âge des *élèves, de la minceur de l'horaire, et* de la nécessaire liberté pédagogique de l'enseignant, qui *« sent »* sa classe et doit pouvoir pondérer au mieux, s'il le juge utile, travail sur des textes et apprentissage méthodique. Un objectif raisonnable est de trouver un équilibre – ou d'imaginer des passerelles – entre une approche intuitive (le *repérage des faits* de langue dans un texte d'auteur latin) et une étude ordonnée, progressive et rendue « digeste » de la morphologie, de la syntaxe, du vocabulaire.

Il faudrait également enseigner le latin les yeux ouverts, c'est-à-dire sans se dissimuler la difficulté qu'ont ces jeunes élèves à maîtriser des notions élémentaires de la grammaire française. A l'expérience, on se rend *vite compte qu'une simple* métaphore peut dangereusement perturber la compréhension d'une phrase, pour ne point parler de son analyse grammaticale. Or tous nos auteurs latins sont rhéteurs et stylistes. On ne peut donc guère faire l'économie d'énoncés *« fabriqués »*, certes, mais fonctionnels, dans lesquels les structures apparaissent nettement. En regard du texte, ils offrent les clés de sa compréhension et permettent une étude raisonnée de la langue.

Le latin optionnel en classe de cinquième est un virage à ne pas manquer : si l'on va dans le fossé, les effectifs de latinistes au collège, après cette embellie, seront pitoyables en l'an 2000, et simplement justifiés par le souci d'être dans la « bonne » classe. Ne nous voilons pas la face, c'est déjà largement le cas.

***Jacques Gaillard** est maître de conférences de latin à l'université de Strasbourg.*

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication :
Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction :
Thomas Ferenczi, Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre,
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Médiateur : André Laurens

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance

SIÈGE SOCIAL : 21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : (1) 42-17-20-00. Télécopieur : (1) 42-17-21-21 Télex : 206 806 F

La « pandémie » des mines

Suite de la première page

Neuf cents personnes meurent chaque mois d'avoir trébuché sur ces sentinelles éternelles et aveugles. L'équivalent tous les sept ans d'une bombe nucléaire de la puissance de celle d'Hiroshima. A un coût dérisoire. Une mine antipersonnel revient à 20 francs environ. Une opération de déminage à quelque 4 000 francs par engin. Au rythme où avancent ces opérations, il faudrait plus de mille ans et 165 milliards de francs pour les neutraliser toutes.

L'enjeu n'est pas seulement humanitaire. La prolifération des mines menace aussi l'environnement. Dispersées le long des axes routiers, polluant de vastes étendues cultivables, elles sont un frein au développement pour des millions de paysans qui vivent du seul travail de la terre.

Les discussions engagées l'année dernière, sous la bannière des Nations unies, en réaction à ce désastre, ont suscité une déception compréhensible dans le tiers-monde. Ces négociations visaient à améliorer une convention qui, depuis 1980, limite l'utilisation des mines antipersonnel. Au mois de mai, à Genève, cinquante-cinq pays sont tombés d'accord pour que ces engins soient exclus à l'avenir des théâtres de guerre civile. Ce n'était pas le cas jusqu'à présent. La nouvelle mouture de la convention prévoit également l'interdiction, à terme, des mines indétectables, les plus pernicieuses. Mais en contrepartie l'accord officialise l'usage de mines « intelligentes » – qui sont loin d'être inoffensives.

DEMI-VICTOIRE

On entend par mines « intelligentes » des engins qui comportent un mécanisme d'autodestruction ou d'autoneutralisation. Dans le premier cas, l'engin saute de lui-même s'il n'a pas servi. Dans le second, il est rendu inopérant. Dans les deux hypothèses, la mine ne constitue plus un danger passé un certain délai.

Cette demi-victoire, remportée après des mois de palabres, pourrait s'avérer illusoire. Autoriser les mines intelligentes, c'est en effet favoriser leur production au détriment des engins indétectables et pousser les industriels de l'armement à mettre sur le marché des mines de plus en plus sophistiquées. Ainsi le jour approche où l'on pourra intégrer à une mine antipersonnel un allumeur à capteur sismique, capable de distinguer un animal d'un être humain de manière à frapper celui-ci à coup sûr.

Les négociations internationales ont toujours un temps de retard sur les découvertes des chercheurs. A peine une arme a-t-elle été mise hors la loi qu'une autre voit le jour. Pour sortir de ce cercle vicieux, les organisations humanitaires qui luttent contre le fléau des mines exigent aujourd'hui leur interdiction définitive plutôt qu'une réglementation passoire, sinon pousse-au-crime. Cette position est de moins en moins isolée. Une quarantaine de pays la partagent désormais, dont les représentants se retrouvent à partir du 3 octobre à Ottawa, au Canada, pour tenter une nouvelle fois de faire prévaloir leur point de vue.

La France est du nombre. Au printemps, Jacques Chirac a indiqué que l'interdiction totale des mines antipersonnel était son « *objectif* ». Jusque-là, la France s'était seulement engagée à ne plus exporter de tels engins, à ne plus en produire et à réduire ses stocks. Autrement dit, elle ne s'interdit pas, à l'heure actuelle, d'en utiliser.

Impossible de savoir si la destruction desdits stocks, annoncée solennellement il y a un an par le gouvernement français, est devenue effective. Le ministère de la défense se réfugie officiellement derrière un laconique « *pas de commentaire* ». D'autres sources, internes au même ministère et souhaitant garder l'anonymat, assurent que cette décision n'a pas encore reçu d'application. Il est clair que la détermination à combattre le fléau des mines, affichée par la France dans les forums internationaux, se heurte à de fortes réticences chez les militaires. Aujourd'hui chef d'état-major de l'armée de terre, le général Philippe Mercier était de ceux, il y a un an, qui cherchaient à convaincre le gouvernement de « *l'intérêt opérationnel* » des mines antipersonnel et plaidaient pour un statu quo.

« PAS DE COMMENTAIRE »

La corporation militaire est divisée. Le vainqueur de la guerre du Golfe, le général à la retraite Norman Schwartzkopf, estime désormais que les mines antipersonnel ne sont « *plus indispensables* » à la sécurité des forces américaines. Le chef d'état-major interarmes, le général John Shalikashvili, se dit lui aussi favorable à « *l'élimination de toutes les mines antipersonnel* ». Ces prises de position montrent que les adversaires du fléau ont marqué des points ces derniers mois aux Etats-Unis, qui, en matière de désarmement, donnent souvent le « la ». Pas au point, cependant, de convaincre de l'innocuité des mines antipersonnel les pays qui en exportent le plus, la Chine ou la Russie. Malgré tout, l'espoir luit, faiblement. Il a fallu sept ans de négociations, dans les années 20, pour parvenir à un accord interdisant l'utilisation des armes chimiques et soixante-dix ans supplémentaires pour qu'il soit enfin défendu d'en posséder.

Bertrand Le Gendre

RECTIFICATIF

VANCOUVER

La capitale de la province canadienne de Colombie-Britannique est Victoria, et non Vancouver comme nous l'avons écrit par erreur dans la rubrique « Carnet du voyageur » du 17 septembre.

Le Monde

ÉDITORIAL

Ombre obscurantiste sur Kaboul

KABOUL vient une fois encore de défrayer la chronique militaire. La capitale est tombée aux mains d'une organisation politico-militaire mystérieuse, le mouvement des talibans (« *étudiants en religion* »), dont on sait peu de chose si ce n'est qu'il ferme les écoles de filles et impose le port de la barbe aux hommes dans ses bastions. Aussi ne peut-on que s'inquiéter de voir l'Afghanistan désormais sous la coupe de ces soldats séminaristes archaïques et brutaux. Leur premier geste n'a-t-il pas été de pendre Najibullah, le dernier président de l'ancien régime communiste ?

A défaut d'être populaires, ces nouveaux venus ont incontestablement su tirer parti du discrédit général qui frappait les factions moudjahiddines de *l'ancienne résistance* antisoviétique, qui se sont cyniquement entre-déchirées après la débâcle communiste de 1992. Lasse de la guerre, la population de Kaboul n'a pas cherché à résister à leur avance. Il y a – hélas ! – fort à parier qu'une chape de plomb d'intolérance s'abattra prochainement sur une ville qui a jusqu'alors été un relatif havre de libéralisme. C'est la conception d'un islam moderne et ouvert qui est la grande victime des derniers rebondissements de la scène afghane.

Le second enseignement de la prise de Kaboul tient dans une recomposition radicale de la carte ethnique du pays. La victoire des talibans consacre en effet le retour triomphal du groupe pashtoun qui avait été dépossédé du pouvoir par les Tadjiks à la faveur de la guerre antisoviétique.

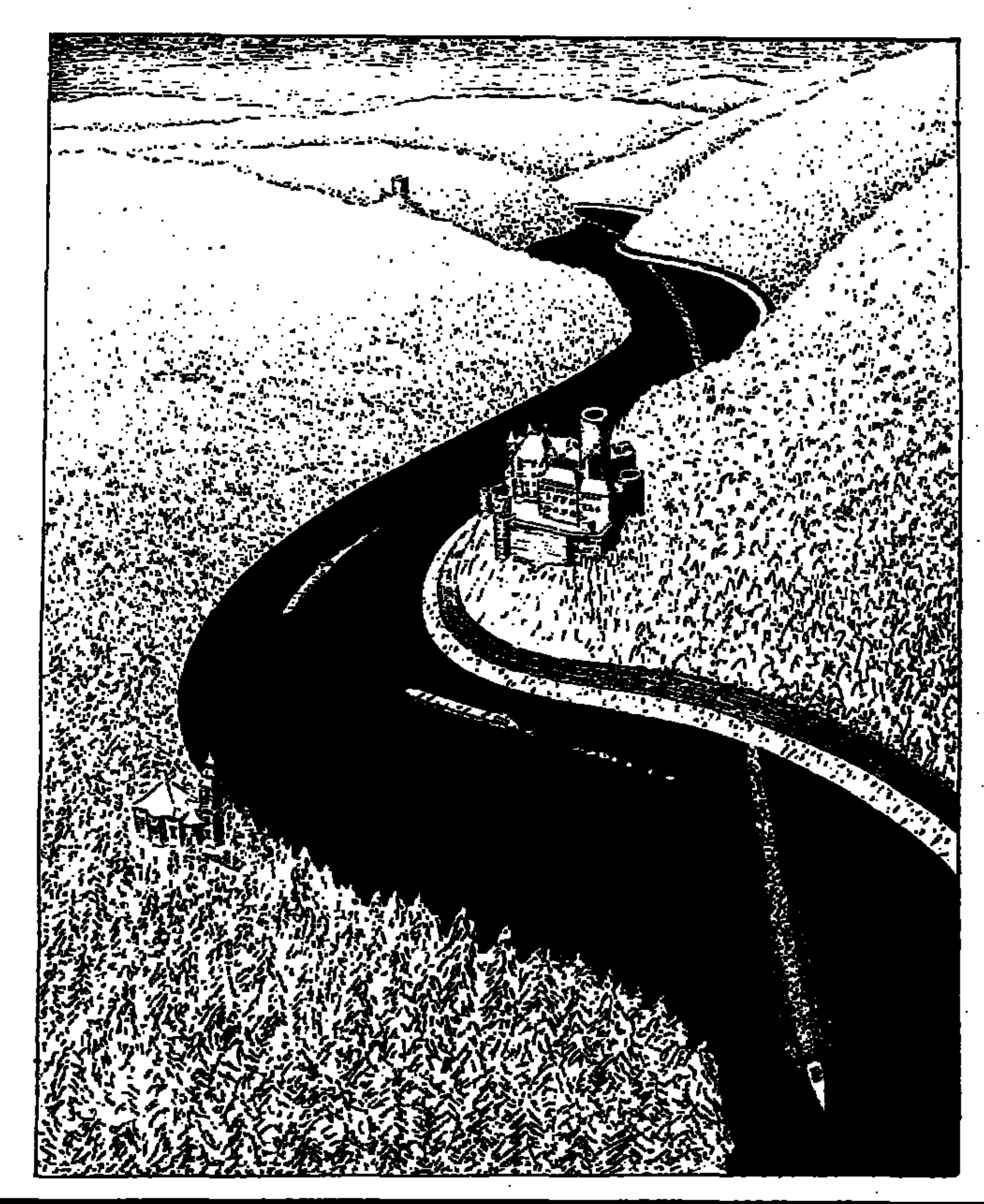
Au-delà du ras-le-bol anti-moudjahidins, la solidarité pashtoune a joué un rôle décisif dans la percée des talibans. Mais là aussi réside ses limites : le nouveau pouvoir aura les pires difficultés à s'imposer dans le Nord tadjik et ouzbek.

La troisième leçon de l'événement est diplomatique. La victoire des talibans est une divine surprise pour le Pakistan voisin qui les avait initialement encouragés. Dans cette affaire, la stratégie d'Islamabad était triple : installer à Kaboul des chefs pashtouns loyaux afin de mieux désamorcer les velléités séparatistes des Pashtouns pakistanais (appelés Pathans) ; éviter que Kaboul ne flirte avec New Dehli ; ouvrir une voie commerciale vers les marchés émergents d'Asie centrale. *A priori*, Islamabad a tout lieu de penser que le nouveau pouvoir exaucera ce triple souhait. Si tel est le cas, ce sera la première fois depuis sa fondation que le Pakistan disposera à Kaboul d'un régime allié.

Simultanément, la chute de Kaboul fait un grand perdant : Téhéran. Les Iraniens avaient en effet fait cause commune avec l'ancien régime face à la menace taliban, derrière laquelle ils croyaient déceler des manœuvres pakistanaises, saoudiennes et, surtout, américaines. L'influence à Kaboul de Téhéran était devenue telle que Washington s'en était ému.

Dans ce contexte, il ne fait guère de doute que les récents événements ont soulagé les Américains. Mais pour combien de temps, quand on *sait* l'aisance avec laquelle les Afghans se sont toujours affranchis de leurs tuteurs ? Et à quel prix pour une population qui, depuis 1979, n'en finit pas de souffrir ?

Vitesse *par Guy Billout*



REVUE DE PRESSE

THE NEW YORK TIMES

■ Le gouvernement de M. Nétanyahou est en droit de s'opposer à toute proposition visant à diviser à nouveau Jérusalem, ou à y diluer la souveraineté israélienne. Mais il ne devrait pas changer brusquement, au milieu de la nuit et sans discussion préalable, les règles de base en vigueur dans le périmètre de la mosquée *Al Aqsa*, au moment où existent déjà une vive tension et une grande méfiance entre Israéliens et Palestiniens.

Les accords de paix soigneusement élaborés entre Israël et les Palestiniens se déferont rapidement si M. M. Nétanyahou et Arafat ne calment pas la tension montante et n'empêchent pas la violence de se répandre. Ce n'est pas le moment, pour un camp ou pour l'autre, de se livrer à des actes de provocation.

FINANCIAL TIMES

■ M. Nétanyahou a raison de chercher à rencontrer immédiatement M. Arafat. Ils ont besoin de discuter la remise d'Hébron, et l'assouplissement du bouclage des territoires palestiniens. Quelle que soit la position qu'Israël compte adopter à propos de Jérusalem, il devrait renoncer à des actions susceptibles d'être considérées comme des tentatives pour anticiper la conclusion de conversations qui n'ont même pas encore commencé. Dans le cas contraire, il risque d'enflammer les passions religieuses à travers le monde arabe, dont beaucoup de leaders, comme Israël, font face au défi des islamistes.

L'Allemagne, Le Pen, la Shoah...

MARIANNE et Germania se font face, au musée Martin Gropius de Berlin, autour d'une coulée de verre symbolisant le Rhin. Depuis des siècles, la France et l'Allemagne se sont regardées ainsi, *rarement avec sympathie*, souvent avec animosité, parfois avec perplexité. C'est le cas quand les Allemands voient le Front national prospérer, ses édiles chasser des bibliothèques municipales les livres « sulfureux » et Le Pen lui-même proférer des remarques « *à la limite du racisme* », écrit l'éditorialiste de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, qui se demande « *pourquoi les médias et les hommes politiques français continuent de tomber dans le piège* ».

Ce n'est pas que l'Allemagne nouvelle serait, elle, à l'abri de toute rechute extrémiste. Des attaques contre les foyers d'immigrés menées par des bandes de jeunes se sont soldées par des morts. Mais il s'agissait d'actes individuels aux motifs idéologiques obscurs. Si la droite extrême, représentée par des groupuscules comme les Républicains ou l'Union populaire allemande, a réalisé de bons scores aux élections régionales dans le sud-ouest de l'Allemagne, elle n'a pas de leader capable de galvaniser les énergies et de la faire entrer au Bundestag.

Cinquante ans après l'effondrement du III[e] Reich, l'opinion reste très sensible à tout ce qui pourrait rappeler le passé. La violence contre les étrangers a suscité une riposte immédiate des mouvements civiques, sous des formes qui, de ce côté-ci du Rhin, peuvent prêter à sourire ; les Allemands aiment les processions nocturnes à la lumière des bougies.

Cette sensibilité au passé avait joué un grand rôle dans la révolte des soixante-huitards allemands demandant à leurs pères où ils étaient pendant le nazisme ; elle n'a pas diminué dans la jeune génération et réapparaît à cause d'un acte de violence ou de la publication d'un livre un peu provocateur. L'ouvrage de David Goldhagen, *Hitler's Willing Executors* (« Les exécutants consentants de Hitler »), dont l'édition allemande connaît un énorme succès, est de ceux-là. Ce jeune sociologue de Havard soutient que la majorité du peuple allemand a accepté la liquidation des juifs, à cause d'un antisémitisme « culturel » ancré dans la mentalité allemande depuis le XIX[e] siècle.

Des historiens peu suspects de vouloir banaliser les crimes du nazisme ont eu beau mettre en garde contre une conception qui semble ressusciter l'idée d'une culpabilité collective, au mépris des travaux scientifiques soulignant la grande complexité des sociétés et des comportements individuels, David Goldhagen a fait une tournée triomphale en Allemagne. Il attire les foules, note l'hebdomadaire *Die Zeit*, parce qu'il met le doigt sur « *la plaie toujours ouverte de notre histoire nationale : pourquoi le crime monstrueux de la Shoah a-t-il été possible justement en Allemagne et pas ailleurs ?* ».

IL Y AVAIT AUSSI LES COMPLICES.

Faut-il voir dans cette interrogation sans cesse renouvelée une preuve de maturité de la démocratie allemande ? Une tendance encore typiquement allemande à confesser ses péchés et à battre sa coulpe ? Ou considérer le succès de Goldhagen une comme une manifestation de bonne conscience, car l'auteur ne manque pas une occasion de proclamer sa sympathie pour les Allemands de l'après-guerre qui « *ont montré une grande capacité à apprendre la démocratie* » ?. A propos de ces ventes records, un critique a parlé de « *maladie allemande* » ; ce qui a donné l'occasion au responsable culturel de la Frankfurter Allgemeine Zeitung de porter un diagnostic : « *Nombre de ceux qui se sont précipités pour entendre Goldhagen*, écrit-il, *ne savaient sans doute pas grand-chose de la maladie. Mais ils savaient tous qu'ils voulaient être guéris.* »

En observant Le Pen, ses scores électoraux, l'écho que ses thèses rencontrent dans l'opinion (selon les sondages), on serait tenté de renverser la proposition : les Français ne cherchent pas à être guéris parce qu'ils ne savent même pas qu'ils sont malades.

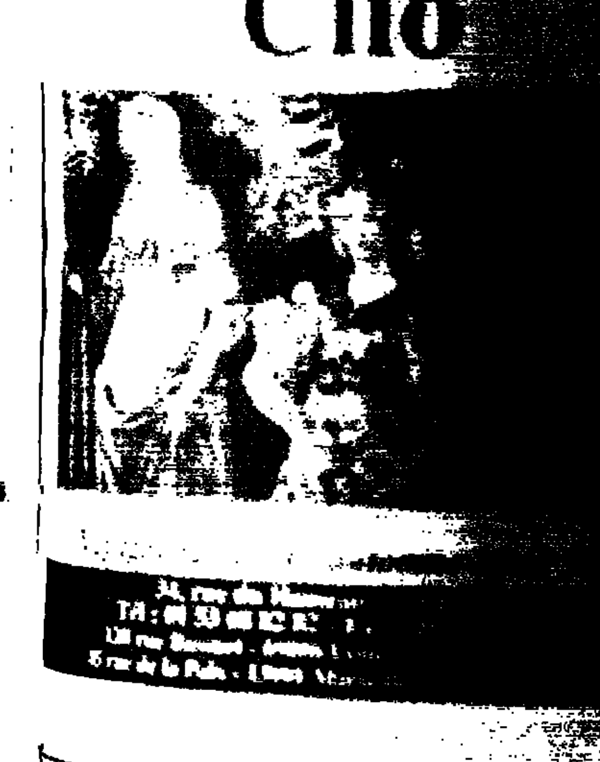
Les Allemands d'aujourd'hui ne sont pas immunisés contre les thèses racistes – on a vu au contraire dans l'ex-RDA que quarante ans d'antifascisme de commande pouvait avoir des effets désastreux –, mais ils sont vigilants, parce que l'histoire est toujours là qui sert de rappel à l'ordre. La *Vergangenheitsbewaltigung* (le travail sur le passé) est terminée et interminable. Quand on la croit finie, il y a toujours quelque chose pour montrer qu'elle est inachevée.

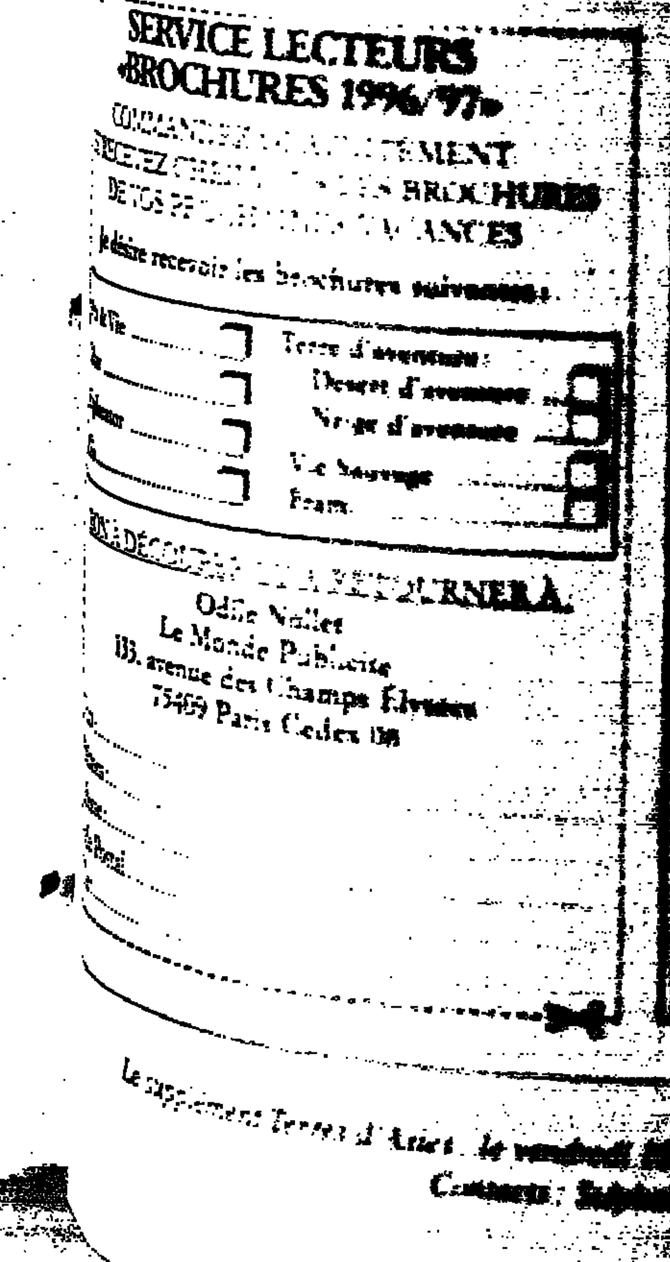
Aux yeux des Allemands, les Français apparaissent beaucoup trop tolérants, collectivement, à l'égard de Le Pen. Loin de nuire au chef du Front national, ses outrances qui donnent une expression politique aux sentiments les plus vulgaires le servent parce que les Français ne sont pas affectés par la même plaie que leurs voisins d'outre-Rhin. Ils sont sortis de la guerre et de l'Occupation sans véritable traumatisme et ressentent à l'égard de leur histoire une certaine ingénuité. Ils ont par rapport au national-socialisme cette innocence que professent les peuples victimes par rapport à l'oppresseur.

Peut-être sera-ce aussi un des mérites du procès Papon de rappeler une évidence refoulée : entre les bourreaux et les victimes, il y avait aussi les complices.

Daniel Vernet







هكذا من الأصل

(Publicité)

VOYAGES 1996-1997

Nos prochains rendez-vous «le Monde Voyages»
Le supplément Terres d'Asies : le vendredi 18 octobre daté samedi 19 - Le supplément Terre d'hiver : le vendredi 22 novembre daté samedi 23
Contacts : Stéphane Moullé-Berteaux : 44.43.76.38 - Guillaume Drouillet : 44.43.77.36

ACQUISITION La CGIP, holding des héritiers Wendel, va vendre la moitié de sa participation de 20 % dans le leader mondial de l'emballage Crown Cork and Seal. Cette opération, qui sera finalisée fin octobre, devrait lui rapporter environ 3 milliards de francs. ● LA CGIP se désengage partiellement d'un secteur moins porteur et d'une entreprise où son rôle s'amenuisait. ● LA HOLDING pourra ainsi s'offrir pour 6,4 milliards de francs les 28 % de l'équipementier automobile Valeo, détenus par l'homme d'affaires italien Carlo De Benedetti. ● CE RACHAT satisfait le gouvernement et les constructeurs français, qui ne voulaient pas que Valeo passe sous pavillon américain. ● LES PERDANTS de l'affaire sont les actionnaires de Valeo : sans intervention extérieure, Cerus aurait sans doute vendu plus cher sa participation et les minoritaires auraient pu profiter d'une OPA.

La CGIP s'apprête à prendre le contrôle de Valeo

La Compagnie générale d'industrie et de participations, holding de la famille Wendel, va se désengager partiellement du numéro un mondial de l'emballage Crown Cork and Seal pour reprendre les 28 % de Carlo De Benedetti dans l'équipementier français

HOLDING familiale des héritiers Wendel, la Compagnie générale d'industrie et de participation (CGIP), a annoncé, suite à son conseil d'administration du 26 septembre, la cession prochaine de la moitié des 20 % qu'elle détient dans le groupe américain Crown Cork and Seal, leader mondial de l'emballage. Les sommes ainsi récoltées permettront au groupe présidé par Ernest-Antoine Seillière, de racheter la participation de 28 % que Cerus, holding française de l'homme d'affaires italien Carlo De Bendetti, détient dans l'équipementier automobile français Valeo.

Une santé boursière insolente

Prévue fin octobre, la vente en bourse des actions Crown Cork and Seal devrait rapporter 580 millions de dollars (près de 3 milliards de francs). Les 28 % de Valeo coûterait à la CGIP 6,4 milliards de francs, sur la base d'un cours de bourse de 330 francs, somme que M. Seillière semble prêt à investir. Il attend d'avoir réalisé la vente de Crown Cork pour préciser le prix de son offre.

M. Seillière, qui a apporté en 1995 sa filiale CarnaudMetalbox à Crown Cork en échange d'une participation de 20 %, renonce à en *« être un actionnaire de long terme »*. L'emballage, qui croît moins que dans les années 80 et exige de lourds investissements, représente un part trop importante des actifs de la CGIP.

De plus, M. Seillière a beau être premier actionnaire de Crown Cork et président de son comité stratégique, il pèse moins qu'avant sur l'évolution du groupe, les centres de pouvoirs ayant clairement basculé outre-Altantique.

CERUS LÉSÉ ?

Le dossier Valeo est donc sur le point de connaître une *« solution française »*. *« L'opération avec la CGIP a deux chances sur trois d'aboutir »*, confient plusieurs proches du dossier. La mise en vente de Valeo par M. De Benedetti en novembre 1995, avait provoqué une levée de boucliers des constructeurs et du gouvernement français. Les seuls candidats au rachat étaient des industriels étrangers, américains pour les plus sérieux, avec lesquels Valeo aurait pu être fusionné. Les centres de décison et *de recherche risquaient de quitter la* France, l'emploi national d'être réduit. Valeo aurait été noyée dans un géant de l'équipement automobile, trop puissant au goût des constructeurs français, PSA Peugeot Citroën et Renault.

La solution CGIP, si elle satisfait constructeurs et gouvernement, risque de léser Cerus, qui aurait souhaité vendre au prix fort sa participation. L'américain TRW, numéro un mondial des coussins gonflables de sécurité (les *airbags*), était prêt à payer plus cher que la CGIP, avant de réviser ses évaluation à la baisse : les menaces des constructeurs français de couper leurs commandes à Valeo (37 % de son chiffre d'affaires) ont réduit la valeur de Valeo.

Pour dégager des synergies entre les usines Valeo et les siennes, un industriel aurait lancé une offre publique d'achat sur 100 % des titres. M. Seillière se limitera aux 28 % de Cerus. Ne franchissant pas le seuil de 33 %, il n'aura pas à réaliser d'OPA. Les actionnaires minoritaires ne pourront pas vendre leurs titres au prix offert par la CGIP. Un tel schéma va conforter l'idée que la place de Paris n'autorise pas le jeu des fusions et des acquisitions à se dérouler normalement. *« Si j'étais un petit actionnaire, je ferais un procès à Jacques Calvet »*, proteste un banquier d'affaires. Quelle sera l'attitude de la CGIP vis à vis de Valeo ? Les héritiers Wendel ont besoin de toucher chaque année des revenus, ne serait-ce que pour s'acquitter de leur impôt de solidarité sur la fortune. Lorsqu'elle est entrée au capital de Crown Cork, la CGIP l'a forcée à verser des dividendes, ce qu'elle ne faisait pas depuis les années 50. Elle devrait faire de même avec l'équipementier, qui consacrait jusqu'ici plus de 80 % de ses bénéfices à son propre développement.

TROP GROS

« L'investissement de la CGIP n'est pas de l'argent intelligent », critique un spécialiste du secteur qui craint que la holding de la famille Wendel ne soit pas un actionnaire aussi efficace que Cerus, qui a beaucoup valorisé le titre. Jusqu'à présent, le savoir-faire de la CGIP a été de faire grandir des petites entreprises pour les marier. Elle ne s'est jamais intéressée à de très grands groupes comme Valeo... dont M. Seillière confiait en privé, il y a quelques mois, qu'il était trop gros pour lui.

La mission de M. Seillière sera de ne pas faire manquer à Valeo le train des regroupements industriels qui ont lieu dans secteur des équipementiers automobiles. Valeo, fleuron industriel français, peut vivre seul au cours des prochaines années, mais il ne se situe qu'au seizième rang mondial des équipementiers. Un rachat par l'américain TRW, sixième équipementier mondial, eut obéi à une logique industrielle : produits, clients et implantations des deux groupes sont complémentaires. Mais, avec la CGIP, le fleuron industriel qu'est devenu Valeo reste français, conformément aux voeux des constructeurs Renault et Peugeot, et du gouvernement.

Arnaud Leparmentier et Virginie Malingre

Les chiffres clés

Valeo

● **Chiffre d'affaires** : 25,2 milliards de francs (1995), 23 milliards (1994), 20,2 milliards (1993).
● **Résultat d'exploitation** : 1,3 milliard de francs (1995), 1,8 milliard (1994), 1,5 milliard (1993).
● **Résultat net** : 1 milliard de francs (1995), 990 millions de francs (1994), 705 millions (1993).
● **Effectifs** : 29 600 personnes.
● **Capitalisation boursière** : 19,5 milliards de francs.
● **Actionnariat** : Cerus 28 %, Caisse des dépôts 4 %, Crédit agricole 2 %, UAP 2 %, BNP 1 %, le reste (65 %) réparti dans le public.

La prime qualité automobile ne sera pas reconduite

LA « JUPPETTE », la prime qualité automobile offerte par le gouvernement à tout acheteur d'un véhicule neuf qui abandonne en échange un véhicule de plus de huit ans (entre 5 000 et 7 000 francs selon la cylindrée), ne sera pas reconduite après le 30 septembre, a annoncé le gouvernement jeudi. Après dix-sept mois de « prime à la casse » du gouvernement Balladur et un an pour celle du gouvernement Juppé, le marché automobile va devoir vivre sans subvention.

L'abandon de cette mesure suscite la satisfaction du ministère des finances, qui, dans une note confidentielle du service de la législation fiscale, critiquait le *« subventionnement fiscal de la consommation des ménages »* (*Le Monde* du 26 avril). Le coût budgétaire de la *« juppette »* se serait ainsi élevé à 3,8 milliards de francs, après les 4,4 milliards de la *« balladurette »*. A la satisfaction aussi de Louis Schweitzer, le PDG de Renault, qui dans un entretien au *Monde* (le 12 septembre) qualifiait l'aide publique de *« dopage provisoire »* et regrettait qu'elle ait avantagé les petits modèles.

Jacques Calvet, le PDG de Peugeot, et Franck Borotra, le ministre de l'industrie, étaient, quant à eux, partisans d'un prolongement des aides. Depuis octobre 1995, plus de 600 000 véhicules vendus auraient bénéficié de la « juppette », dont un tiers auraient constitué des ventes supplémentaires. Le relatif dynamisme du marché automobile explique une grande partie du rebond de la consommation des ménages en août (3 % selon l'Insee). Pour le seul mois de septembre, dernier mois de l'aide, les ventes automobile pourraient atteindre 200 000 véhicules, soit une hausse de 75 % par rapport à l'an dernier. Le mois d'octobre devrait accuser un fort recul.

La direction de l'établissement de Peugeot-Sochaux, qui fabrique principalement la 406, a annoncé jeudi 26 septembre que les ouvriers devraient connaître cinq journées de chômage technique en octobre et autant en novembre.

M. Schweitzer estime que *« la tendance du marché est désormais meilleure »* pour pouvoir encaisser le contrecoup de la disparation du soutien étatique. Mercredi 25 septembre, Renault a révisé sa politique tarifaire en annonçant une baisse des prix sur toute sa gamme au 1er octobre. Avec ou sans prime, les consommateurs exigent des rabais.

La compagnie Air Liberté obtient six mois de sursis

AIR LIBERTÉ a déposé son bilan jeudi 26 septembre à 14 h 30. Placée sous administration judiciaire, la compagnie aérienne pourra continuer son activité pendant six mois dits *« d'observation »*, au terme desquels le tribunal de commerce de Créteil devra décider de son sort.

Après une semaine de réflexion, les actionnaires d'Air Liberté (dont le groupe Rivaud avec 32,4 % des actions, Indosuez avec 13 %, le loueur d'avions américain ILFC avec 12 %, Euralair avec 10 %, Club Méditerrannée avec 8,5 %) ont finalement décidé de ne pas remettre d'argent dans la compagnie, qui a perdu 650 millions de francs entre le 1er novembre et le 31 juillet. Lotfi Belhassine, le PDG d'Air Liberté, leur avait proposé deux plans de redressement. Le premier prévoyait une réorganisation des lignes, avec la fermeture des lignes Toulouse-Londres, Bordeaux-Londres et Paris-Montréal ainsi que la diminution en rythme des vols sur les Antilles et la Réunion, une réorganisation de la flotte et un plan social de 285 personnes (sur 1 325 titulaires), accompagné de la non-reconduction des quelque 600 contrats à durée déterminée du groupe. Le second, plus sévère, envisageait de surcroît la fermeture des lignes sur les Antilles et la Réunion ainsi qu'une augmentation des tarifs de 15 % en moyenne. Couplé à un apport d'argent frais de 250 millions de francs, ce dernier plan aurait permis, selon M. Belhassine, de revenir à l'équilibre dès 1997.

Mais seul le groupe Rivaud était prêt à « remettre au pot », à condition, toutefois, de ne pas aller au-delà de son niveau actuel de participation. ILFC et Indosuez, pour leur part, souhaitaient se désengager. Dans ces conditions, le patron d'Air Liberté n'avait plus qu'à aller déposer son bilan. La compagnie, avec des capitaux propres de 43 millions de francs, était dans une situation financière dramatique. Incapable de faire face à ses dépenses d'exploitation, elle n'honorait plus les échéances de remboursement de trois avions, financés par un pool bancaire conduit par Indosuez. Elle ne payait pas non plus ses autres créanciers, comme Aéroports de Paris, Servair (service de restauration), ou les pétroliers. Jeudi après-midi, d'ailleurs, ces derniers ont refusé pendant quelques heures de faire le plein d'un avion à Nice.

> Certains fournisseurs réfléchissent à la possibilité de se retourner contre Rivaud, l'actionnaire principal

Selon M. Belhassine, ses encours fournisseurs s'élèvent à 270 millions de francs, mais selon des proches du dossier la somme serait plus élevée. Certains de ses fournisseurs réfléchissent actuellement à la possibilité de se retourner contre Rivaud, l'actionnaire principal, pour *« gestion de fait »* et *« soutien abusif »*. Rivaud avait demandé à Lotfi Belhassine de rembourser d'ici au 18 novembre un découvert bancaire de 377 millions de francs. Sans argent frais, la compagnie aérienne n'avait aucune chance de s'en sortir.

Air Liberté paye ainsi sa recherche éperdue de parts de marché : trop d'ouvertures de lignes (*on en compte onze pour cette année*) et trop de promotions. La concurrence du groupe Air France, qui, depuis cet été, a repris l'initiative en matière de prix sur ses destinations domestiques, y compris sur *les Antilles, n'a pas arrangé les affaires* de Lotfi Belhassine. Celui-ci accuse le transporteur national d'avoir utilisé sa recapitalisation – de 20 milliards de francs – pour casser les prix. Christian Blanc, le PDG d'Air France, avait publiquement déclaré, en janvier 1996, qu'il souhaitait « sortir » Air Liberté du marché.

De surcroît, la gestion d'Air Liberté a parfois pu sembler proche de l'amateurisme. Exemple : pendant plusieurs semaines, le tour-opérateur d'Air Liberté, Nouvelle Liberté, n'a pas introduit dans son ordinateur l'existence d'un vol Air Liberté sur Paris-Toronto.

M. Belhassine, qui a été maintenu dans ses fonctions de PDG, a finalement choisi d'appliquer son premier plan de restructuration, le moins sévère. Il y a même ajouté une touche purement personnelle, sans en avoir préalablement informé ses administrateurs et le tribunal de commerce : Air Liberté va réaliser une augmentation de capital de 100 millions de francs, qui sera souscrite à hauteur de 60 millions par ses salariés et de 40 millions par lui-même et des *partenaires extérieurs. Certains de* ses actionnaires n'ont pas apprécié d'apprendre par la presse l'existence de la possibilité de ce RES à moindres frais...

Ce montage de dernière minute ne devrait toutefois pas suffire à ramener Air Liberté à l'équilibre, même si ILFC, qui louait quatre Airbus à Air Liberté, lui donne un coup de pouce en acceptant de les reprendre sans dédit. Or, à la veille de la libéralisation du ciel européen, le gouvernement français souhaite voir se rapprocher Air Liberté et AOM, filiale du Consortium de réalisation (CDR), l'organisme chargé de vendre les actifs du Crédit lyonnais. Il faudrait, dans ces conditions, qu'il trouve un repreneur pour les deux compagnies, le CDR ayant pour vocation de vendre AOM et non pas de le gérer, et encore moins de lui faire racheter une entreprise en dépôt de bilan. Une solution française semble dans ce cas plus difficile à envisager qu'une reprise par un groupe étranger.

Sera-t-il possible, dans ces conditions, de créer le second pôle aérien français que le gouvernement souhaite voir prendre place aux côtés d'Air France ? Le tribunal de *commerce de Créteil, qui doit décider* de l'avenir d'Air Liberté, aura peut-être d'autres schémas à explorer.

V. M.

Les laboratoires donnent leur accord sous condition aux génériques

LA VOLONTÉ du gouvernement de promouvoir les médicaments génériques et la parution d'un premier guide de ces produits pour le grand public (*Le Monde* du 27 septembre) suscitent de nombreuses réactions. Les génériques sont des copies de médicaments dont les molécules ne sont plus protégées par des brevets. Leurs prix sont inférieurs de 20 % à 40 % à ceux des médicaments de marque, entraînant une baisse des marges pour les pharmaciens.

Face à l'accélération voulue par les pouvoirs publics, l'Union nationale des pharmaciens de France (UNPF) estime qu'une *« introduction massive et non contrôlée des génériques représente un risque économique très important »*. De son côté, le président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), Bernard Mesuré, souhaite *« éviter tout débat polémique ou corporatiste inutile »* concernant le projet d'autoriser les pharmaciens à substituer des génériques aux médicaments de marque prescrits par les médecins. Favorable au développement de ces copies, le SNIP revendique, en contrepartie, une hausse des tarifs des médicaments innovants.

Rhône-Poulenc Rorer, numéro un français du secteur des génériques, avec 120 millions de francs de chiffre d'affaires, soit un tiers du marché national, espère réaliser 500 millions de francs de ventes dans cinq ans grâce au développement des DCI (dénomination commune internationale).

Ces copies de médicaments sont commercialisées sous le nom de leur molécule : acide acétylsalicylique au lieu d'Aspirine, par exemple. Apparus il y a un an, ils représentent 4,6 millions de francs de chiffre d'affaires. GNR Pharma, filiale de l'allemand Gehe, en est le leader, avec 45 % des parts. Pour cette jeune société, *« toute information sur le sujet est bonne, nous voulons que le patient adhère au générique »*, affirme la directrice du marketing, Caroline Duros.

D. G.

Le Trésor américain émettra en 1997 des obligations indexées sur l'inflation

M. Clinton souhaite faire de ce produit un argument électoral à la veille du scrutin présidentiel

Le Trésor américain procédera, le 15 janvier 1997, à la première émission d'obligations indexées sur l'indice des prix à la consommation observé aux Etats-Unis. Ces emprunts, qui existent déjà au Canada et au Royaume-Uni, permettront aux ménages américains qui les achèteront de se prémunir contre une éventuelle accélération de l'inflation au cours des prochaines années, en leur assurant un rendement réel fixe.

AFIN DE MIEUX marquer l'importance de l'événement, c'est le président Bill Clinton qui a lui-même tenu à présenter, mercredi 25 septembre, lors d'une intervention au Robert Morris College de Pittsburgh (Pennsylvanie), le détail du programme d'emprunts indexés sur l'inflation que le Trésor des Etats-Unis va prochainement émettre. Ce nouveau type d'obligations, dont le lancement avait été annoncé au mois de mai par le secrétaire d'Etat au Trésor, James Rubin (*Le Monde* du 18 mai), marque une date importante dans l'histoire du mode de financement de l'Etat américain.

Les *inflation indexed notes* seront émises chaque trimestre à partir du 15 janvier. Les emprunts posséderont une durée de dix ans, d'autres titres à deux et à cinq ans devant être émis ultérieurement. Leur valeur, comme celle du coupon semestriel qui leur sera attaché, sera fonction de l'indice des prix à la consommation observé aux Etats-Unis. Les flux d'intérêt versés dépendront ainsi directement de l'évolution de l'inflation, et le rendement réel des titres se trouvera de cette façon assuré.

Les obligations classiques à taux fixe ne présentent pas ce genre de protection contre l'inflation. La valeur réelle des titres diminue au fur et à mesure que le rythme des prix progresse, lésant les épargnants qui les possèdent. L'idée d'émettre des emprunts indexés sur l'inflation est chère aux économistes de l'école monétariste, qui y voient un moyen efficace de combattre l'inflation. Avec ce type de produits, en effet, un Etat ne peut plus compter sur l'inflation pour réduire son endettement. De son côté, le capital de l'épargnant se retrouve à l'abri d'une hausse des prix. *« La loyauté et l'honnêteté envers les citoyens, de la part de leur gouvernement, exigeraient l'introduction de clauses d'indexation sur l'inflation pour leurs emprunts à long terme »*, expliquait, il y a quelques années, Milton Friedman, prix Nobel d'économie. Ses vœux se trouvent aujourd'hui exaucés.

RENDEMENT INFÉRIEUR

Bill Clinton n'a pas manqué de souligner les avantages que pourront tirer les ménages américains d'un tel produit, faisant de cette réforme financière un argument électoral à deux mois du scrutin présidentiel. *« Pour les investisseurs qui choisiront ces obligations, il n'y aura pas de gains en papier mais des gains réels »*, a déclaré le candidat démocrate à la Maison Blanche. *« C'est une vraie incitation pour les familles à épargner pour l'achat de leurs maisons et pour leurs enfants »*, a-t-il ajouté. Les investisseurs institutionnels devraient également s'intéresser à ces obligations. Les fonds de pension, qui gèrent les capitaux destinés aux retraites et qui ont des engagements à long terme, pourront les utiliser pour fixer, dès l'origine, une rémunération. Certains intervenants se montrent moins enthousiastes, estimant qu'ils n'ont pas besoin de ces instruments financiers qui limitent potentiellement les rendements en éliminant le facteur risque.

Car l'assurance contre l'inflation aura un coût : les titres indexés présenteront un rendement inférieur à celui aujourd'hui proposé par des obligations classiques. Le Trésor américain pourra ainsi trouver un avantage financier à émettre des obligations indexées, à la condition, bien sûr, que les prix ne dérapent pas au cours des prochaines années. A cet égard, cette réforme témoigne de sa confiance dans le fait que l'inflation restera durablement faible au cours des prochaines années aux Etats-Unis. Il estime également que, par ce moyen, il diminuera le coût de sa dette et considère que le taux d'inflation actuellement anticipé par les investisseurs, reflété par les rendements observés sur les obligations classiques, est trop élevé.

Les Etats-Unis ne sont pas le premier pays à mettre en place ce type d'emprunts. Des obligations indexées sur l'inflation existent d'ores et déjà au Canada, en Australie, en Suède et au Royaume-Uni. Outre-Manche, le Trésor offre depuis 1981 des *index-linked gilts*. Aujourd'hui, ces derniers représentent environ 20 % du total de la dette publique britannique. L'opération financière, pour le Royaume-Uni, a été particulièrement rentable puisqu'en 1981 l'indice des prix à la consommation se situait à 11 % et qu'il est aujourd'hui revenu à environ 2 %.

Si Paris avait adopté, à cette époque, la même solution que Londres, soulignent les analystes, les finances publiques de la France seraient aujourd'hui dans un bien meilleur état qu'elles ne le sont. Le montant des intérêts à verser par l'Etat sur ses emprunts serait moins élevé (il représentera, en 1997, 232,6 milliards de francs), comme le niveau de sa dette (56 % du produit intérieur brut). *« La France n'aurait pas de difficultés à respecter les critères de Maastricht. Des obligations à rendement réel sont un moyen idéal et naturel pour stabiliser le ratio dette/produit intérieur brut »*, souligne un économiste.

EMPRUNT GISCARD

Si la direction du Trésor a étudié le dossier, divers obstacles, tant d'ordre juridique que *« philosophique »*, se sont jusqu'à présent opposés au lancement d'obligations de ce type. Depuis 1959, une loi interdit en France les clauses d'indexation pour les emprunts (une exception avait toutefois été faite pour l'emprunt Giscard, lancé en 1973, référencé sur l'or). Les milieux politiques se sont également montrés réticents à l'idée d'indexer l'épargne et le capital alors qu'on s'efforçait de désindexer les revenus du travail. De surcroît, le moment semble peu propice au lancement en France d'obligations indexées sur l'inflation dans la mesure où cette dernière se situe aujourd'hui à un niveau historiquement bas. L'Etat ne peut guère espérer, dans ces conditions, tirer d'avantages financiers importants d'un tel projet et peut craindre, au contraire, une accélération de l'inflation qui l'obligerait à verser dans le futur des coupons de plus en plus élevés.

Pierre-Antoine Delhommais

DMC va supprimer 1 500 emplois en France et en Allemagne

LE LEADER français du textile, également numéro un mondial des tissus imprimés, a annoncé jeudi 26 septembre, qu'il allait supprimer 1 500 emplois sur la période allant de janvier 1996 et juin 1997 (sur un effectif total de 9 124 personnes fin 1995), soit 1 000 de plus qu'initialement prévu. Un ou deux sites supplémentaires seront fermés en France et en Allemagne, a annoncé le groupe, qui n'a pas voulu être plus explicite mais a indiqué que la majeure partie des suppressions d'emplois toucheraient l'Allemagne. Au cours du premier semestre, le chiffre d'affaires (3,336 milliards de francs) est en baisse de 13,8 %, le résultat courant est en perte de 107 millions et le résultat net consolidé est négatif de 145 millions de francs.

DÉPÊCHES

■ **CRÉDIT FONCIER : le tribunal de commerce de Paris statuera lundi** 30 septembre sur la requête déposée par la direction du Foncier de reporter l'assemblée générale extraordinaire (AGE), prévue pour le 28 octobre. Près de 2 000 salariés du Foncier (sur 3 300 employés) ont manifesté jeudi 26 septembre à Paris pour rejeter le plan gouvernemental qui prévoit à terme la disparition de l'institution.

■ **VALUJET : la compagnie aérienne américaine** a été autorisée à reprendre ses activités, a annoncé jeudi 26 septembre le département américain des transports. Les vols reprendront dès le 30 septembre. Spécialisée dans les vols à bon marché, Valujet avait été interdite d'opérations après l'accident en Floride, le 11 mai, qui avait fait 110 morts.

■ **LORAL : le groupe américain** a annoncé le 25 septembre le rachat du service de télédiffusion satellitaire d'AT&T, SkyNet, pour 712,5 millions de dollars (plus de 3,5 milliards de francs) en liquide, se posant en concurrent direct de Hughes Electronics, qui vient d'acquérir PanAmSat.

■ **TOSHIBA : le groupe électronique japonais** a annoncé le 26 septembre que ses premiers lecteurs de vidéodisques numériques (DVD) seront disponibles le 1er novembre au Japon, comme ceux de Matsushita. Sony a repoussé au printemps 1997 le lancement de ses produits.

■ **NOMINATION : *Bernard Attali quitte la Banque Arjil, filiale du* groupe Lagardère**, pour rejoindre la structure française de la banque américaine Bankers Trust. Il y remplace Philippe Souviron, nommé président de Bankers Trust International, basée à Londres.

■ **SNECMA : le nouveau patron du motoriste français, Jean-Paul Béchat**, a déclaré aux *Echos*, le 27 septembre, que *« le groupe devrait approcher de l'équilibre cette année »*. Le groupe Snecma a perdu 1,24 milliard de francs en 1995.

■ **PEPSICO : le groupe américain** a annoncé jeudi 26 septembre une *« restructuration majeure »* de ses activités internationales, un mois après s'être vu rafler par Coca-Cola le marché du Venezuela. Le groupe va *« réduire à l'essentiel »* ses opérations, notamment dans les boissons gazeuses internationales.

■ **GÉNÉRALE DES EAUX : l'opérateur britannique BT** va investir 8,87 milliards de francs dans Cegetel, dans le cadre de l'alliance conclue le 26 septembre avec le groupe français dans les télécoms (*Le Monde* du 27 septembre). Mannesmann, qui prend 10 % de Cegetel, n'a pas souhaité révéler le montant exact de son investissement, estimé à quelque 4 milliards.

En patron modèle, Edmond Maire abaisse la durée du travail

PRÉSIDENT depuis 1989 de Villages Vacances Familles (VVF), numéro un français du tourisme associatif, l'homme qui fut secrétaire général de la CFDT de 1971 à 1988 a décidé de mettre un terme au devoir de réserve qu'il s'imposait. Vingt-quatre heures avant la conférence de presse de rentrée que doit tenir Nicole Notat, actuellement à la tête de la CFDT, Edmond Maire a décidé d'effectuer son retour sur la scène publique... en tant que patron. Et même patron modèle. Dans la matinée du jeudi 26 septembre, il a présenté à la presse un accord *« extraordinaire »*. *« Je n'ai jamais vu de ma vie un accord aussi riche, aussi novateur, ayant une telle portée*, assure-t-il. *Nous sommes devant une innovation sociale majeure, la plus importante sans doute, en ce qui concerne le temps libre et payé, depuis l'instauration des congés payés de 1936. »*

UNE LOI « GÉNIALE »

De quoi s'agit-il ? Malgré un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs et 78 équipements de vacances en Europe, VVF – *« une entreprise comme les autres »* – n'échappe pas à la morosité ambiante. *« La consommation stagne ou baisse. Les équilibres économiques s'en ressentent »*, analyse Edmond Maire. Cette année, *« le résultat sera tout juste équilibré »*. S'il avait été un chef d'entreprise comme les autres, il aurait, sans doute, licencié du personnel. Mais, grâce à la loi Robien, qui est *« géniale »* car elle permet de financer la réduction du temps de travail, la direction de VVF vient de signer avec deux syndicats (la CFDT et la CFTC, majoritaires) un accord qui annualise et réduit de 10 % le temps de travail des 1 700 salariés. En contrepartie, 10 % d'emplois supplémentaires (soit 170 équivalents temps plein) sont créés et 300 saisonniers en situation précaire se voient offrir un contrat, toujours à temps partiel mais désormais à durée indéterminée. Seule concession des employés : une baisse de salaire de 1 % en novembre prochain et un gel des rémunérations jusqu'en novembre 1997. Mais, pour le père du *« donnant-donnant »*, cela n'est rien à côté de la véritable innovation de l'accord : la création d'un capital-temps permettant une gestion très personnalisée du temps libre. La réduction du temps de travail représentant l'équivalent de 23,5 jours non travaillés mais payés, chaque salarié est libre, *« dans les limites évidemment des nécessités du service »*, d'utiliser à sa guise ces 4,7 semaines de congés supplémentaires. Sortir plus tôt le soir, travailler un peu moins chaque semaine ou chaque mois, tout regrouper pour *« réaliser son rêve de partir plus longtemps dans un pays lointain »*, tout est possible.

Edmond Maire a décidé de se mettre en avant parce qu'il est convaincu que d'autres patrons peuvent en faire autant. Jacques Chirac, à qui l'accord fut présenté début septembre, a estimé, selon Edmond Maire, que *« c'est exactement ce dont la France a besoin »*. L'ancien dirigeant syndical est bien décidé à *« ressortir du bois »* pour convaincre les chefs d'entreprise de suivre son exemple.

Il va prochainement écrire à Jean Gandois, président du patronat français, pour que celui-ci adopte un point de vue plus positif sur la loi Robien. *« Bien des chefs d'entreprise hésitent à appliquer la loi Robien et manifestent un certain attentisme. Il serait très dommage que la morosité ambiante, ou le scepticisme érigé en principe, conduise nombre de responsables à manquer leur chance d'un nouveau départ. On n'affronte pas l'avenir en détournant la tête quand un tel atout est à votre portée »*, explique-t-il. Edmond Maire en est convaincu : si cette innovation se diffuse, de nouveaux besoins apparaîtront dans le domaine des loisirs, des sports, de la formation et de la culture. L'ancien syndicaliste pourrait voir le chômage baisser, et le président de VVF, ses centres encore davantage occupés.

Frédéric Lemaître

هكذا من الأصل

■ **LA BOURSE DE TOKYO** a, pour la quatrième séance consécutive, gagné du terrain. Vendredi, le Nikkei a terminé en hausse de 0,40 %, engrangeant 85,65 points, à 21 547,02 points.

■ **L'OR** a ouvert en baisse vendredi sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 381,00-381,30 dollars contre 382,10-382,40 dollars la veille en clôture.

■ **LES RÉSERVES DE CHANGES** de la Banque de France ont diminué de 190 millions de francs dans la semaine du 12 au 19 septembre, à 121,82 milliards de francs, selon le Crédit lyonnais.

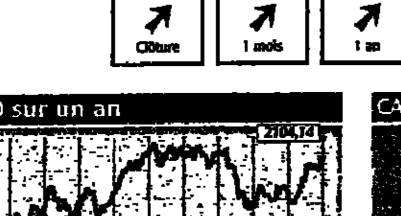
■ **LA CADES** (Caisse d'amortissement de la dette sociale) a lancé jeudi un emprunt obligataire de 12 milliards de francs, doté d'un coupon de 6 % à échéance du 25 juillet 2005.

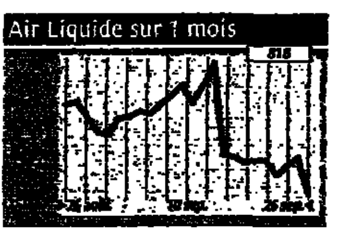
■ **LES LIQUIDITÉS NETTES** investies en août dans les fonds de placements américains en actions ont plus que triplé par rapport à juillet, à 17,93 milliards de dollars (contre 5,76 milliards).

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↗ Clôture | CAC 40 ↗ 1 mois | CAC 40 ↗ 1 an | MIDCAC ↗ 1 mois | NEW YORK ↗ DOW JONES | LONDRES → FT 100 | MILAN ↗ MIB 30 | FRANCFORT ↗ DAX 30

Bonne orientation à Paris





LA BOURSE DE PARIS restait bien orientée vendredi dans un marché actif en raison de l'opération financière portant sur Valeo, Cerus et la CGIP. En recul de 0,40 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure un quart plus tard un gain de 0,20 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises affichaient un gain moyen de 0,13 % à 2 106,95 points. Le volume des échanges s'élevait sur le marché à règlement mensuel à 1,8 milliard de francs. Selon le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, les perspectives économiques en Europe et au Japon se sont améliorées, même si la croissance reste très modérée. Un sentiment que partage le FMI, qui estime que l'inflation est vaincue dans les pays industrialisés.

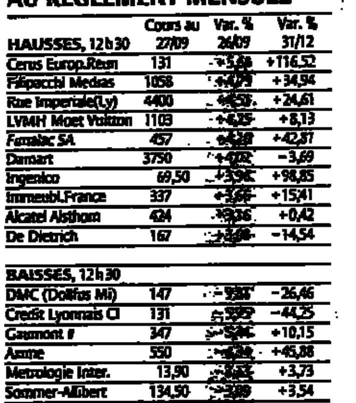
Le marché continue à réagir aux résultats semestriels des entreprises mais aussi aux restructurations industrielles. La CGIP a annoncé reprendre la participation détenue par Cerus dans Valeo. Le titre Cerus monte de 6,3 % à 131,80 francs et Damart de 3,5 %, malgré l'annonce d'une baisse de 28 % du résultat semestriel. Ce chiffre était anticipé, notent les gestionnaires.

Alcatel Alsthom montait de 3,2 %. Baisse de 8 % de DMC, qui a annoncé une perte de 145 millions de francs au premier semestre et ne s'attend pas à une amélioration au second. Recul de 6,5 % du Crédit lyonnais et de 3,3 % de Gaumont. Renault perd 2,5 %.

L'Air liquide, valeur du jour

DES RÉSULTATS semestriels jugés décevants ont pesé sur le cours de l'action L'Air liquide jeudi 26 septembre à la Bourse de Paris. Le titre a terminé la séance sur un recul de 3,2 %, à 818 francs. Les transactions ont porté sur 253 000 pièces.

Cela étant, les intervenants ne sont pas inquiets. Selon eux, le titre devrait vite se stabiliser, compte tenu de la qualité du groupe, les intermédiaires restant généralement à l'achat (Cholet Dupont, CDC Bourse) ou à neutre (SGE Delahaye, Paribas Capital Market). Depuis le début de l'année, la valeur a gagné 10,94 %.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 27/09	Var. % 26/09	Var. % 31/12
Cerus Europ.Reun	131	[illegible]	+116,52
Filipacchi Medias	1058	[illegible]	+34,94
Rue Imperiale(Ly)	4400	[illegible]	+24,61
LVMH Moet Vuitton	1103	+4,25	+8,13
Fornalac SA	457	[illegible]	+42,81
Damart	3750	[illegible]	−3,69
Ingenico	69,50	+3,96	+98,85
Immeubl.France	337	+3,66	+15,41
Alcatel Alsthom	424	[illegible]	+0,42
De Dietrich	167	[illegible]	−14,54
BAISSES, 12h30			
DMC (Dollfus Mi)	147	[illegible]	−26,46
Credit Lyonnais CI	131	[illegible]	−44,25
Gaumont #	347	[illegible]	+10,15
Axime	550	[illegible]	+45,88
Metrologie Inter.	13,90	[illegible]	+3,73
Sommer-Allibert	134,50	[illegible]	+3,54
Spir Communication	465	[illegible]	+3,56
OLIPAR	90,50	[illegible]	−71,89
Renault	124	[illegible]	−12,05
Degremont	390	[illegible]	−7,25

VALEURS LES PLUS ACTIVES

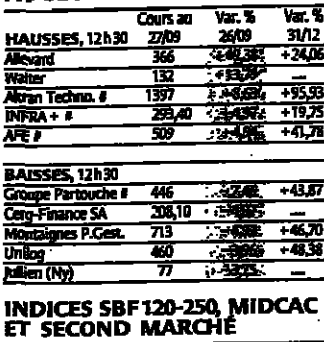
SÉANCE, 12h30	27/09 Titres échangés	Capitalisation en KF
Salomon (Ly)	40781	186329007
Alcatel Alsthom	380234	160558438
Eaux (Gle des)	230127	128616426
LVMH Moet Vuitton	96274	103509806
Air Liquide	117212	94412394
Christian Dior	157152	93557543
Axa	229398	69569573,30
Rhone Poulenc A	411058	59295044,40
Cerus Europ.Reun	431738	57203851,90
Paribas	172715	55966022

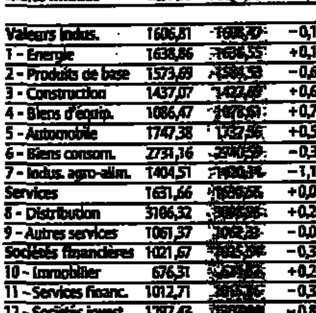
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

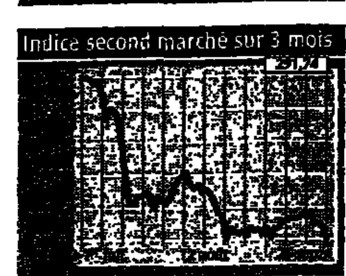
HAUSSES, 12h30	Cours au 27/09	Var. % 26/09	Var. % 31/12
Allevard	366	[illegible]	+24,06
Walter	132	[illegible]	—
Altran Techno. #	1397	[illegible]	+95,93
INFRA + #	293,40	[illegible]	+19,75
AFE #	509	[illegible]	+41,78
BAISSES, 12h30			
Groupe Partouche #	446	[illegible]	+43,87
Cerg-Finance SA	208,10	[illegible]	—
Montaignes P.Gest.	713	[illegible]	+46,70
Unilog	460	[illegible]	+48,38
Jullien (Ny)	77	[illegible]	—

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	26/09	25/09	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1472,29	[illegible]	−0,05
Ind. gén. SBF 250	1417,59	[illegible]	−0,13
Ind. Second Marché	291,74	[illegible]	−0,46
Indice MidCac	1237,99	[illegible]	−0,23
Valeurs indus.	1606,81	[illegible]	−0,10
1 - Energie	1638,86	[illegible]	+0,14
2 - Produits de base	1573,69	[illegible]	−0,68
3 - Construction	1437,07	[illegible]	+0,66
4 - Biens d'équip.	1086,47	[illegible]	+0,73
5 - Automobile	1747,38	[illegible]	+0,57
6 - Biens consom.	2731,16	[illegible]	−0,34
7 - Indus. agro-alim.	1404,51	[illegible]	−1,10
Services	1631,66	[illegible]	+0,07
8 - Distribution	3106,32	[illegible]	+0,24
9 - Autres services	1061,37	[illegible]	−0,09
Sociétés financières	1021,67	[illegible]	−0,38
10 - Immobilier	676,31	[illegible]	+0,21
11 - Services financ.	1012,71	[illegible]	−0,31
12 - Sociétés invest.	1297,43	[illegible]	−0,80







Nouvelle hausse à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a encore progressé vendredi, enregistrant sa quatrième séance de hausse consécutive. Cette avance, bien que limitée, confirme aux yeux des boursiers la fermeté de la tendance haussière du marché, qui a réussi à surmonter ses pertes initiales. L'indice Nikkei a gagné 85,65 points à 21 547,02 points, soit une avance de 0,40 %.

La veille, Wall Street a légèrement reculé jeudi, à l'issue d'une séance irrégulière, marquée par des opérations de mise à jour avant la fin du mois et le début de la publication des résultats financiers des sociétés au troisième trimestre. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 8,51 points, soit 0,14 %, à 5 868,85 points. Wall Street avait progressé à l'ouverture, grâce à la baisse des taux d'intérêt à long terme et d'un bond du titre Du Pont de Nemours.

La Bourse de Londres a terminé en légère baisse, tirée vers le bas par Wall Street après une journée dominée par les résultats des entreprises. L'indice Footsie a terminé en baisse de 2,5 points, soit 0,06 %, à 3 933,2 points. La Bourse de Francfort a battu un nouveau record, l'indice DAX terminant la séance officielle à 2 666,55 points (+ 0,29 %).

INDICES MONDIAUX

	Cours au 26/09	Cours au 25/09	Var. en %
Paris CAC 40	2104,14	[illegible]	+0,03
New-York/DJ indus.	5891,79	5877,36	+0,24
Tokyo/Nikkei	21461,40	[illegible]	+0,52
Londres/FT100	3907,50	3907,50	—
Francfort/Dax 30	2666,55	2658,97	+0,28
Frankfort/Commer.	932,52	927,28	+0,56
Bruxelles/Bel 20	2113,57	[illegible]	+0,54
Bruxelles/Général	1773,98	1764,43	+0,54
Milan/MIB 30	966	962	+0,41
Amsterdam/Ge. Cbs	388,40	387,70	+0,18
Madrid/Ibex 35	367,76	[illegible]	+0,74
Stockholm/Affarsal	1610,66	[illegible]	—
Londres FT30	2841,80	2840,50	+0,05
Hong Kong/Hang S.	11636,10	11608,50	+0,28
Singapour/Strait t	2172,48	2165,19	+0,34

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

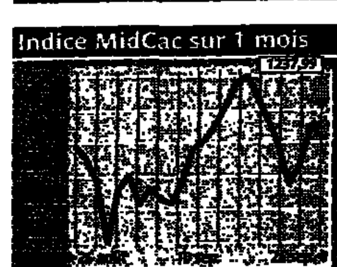
	26/09	25/09
Alcoa	59	59,25
American Express	45,87	45,87
Allied Signal	64,50	63
AT & T	52	51,75
Bethlehem	9,75	9,87
Boeing Co	95,37	94,75
Caterpillar Inc.	74,25	74,75
Chevron Corp.	61,62	62,25
Coca-Cola Co	51,50	51,12
Disney Corp.	62	62,62
Du Pont Nemours&Co	89	87,12
Eastman Kodak Co	77,75	77,25
Exxon Corp.	84	85,12
Gén. Motors Corp.H	47,62	47,50
Gén. Electric Co	90,37	91,50
Goodyear T & Rubbe	47,62	47,25
IBM	124,37	126,50
Intl Paper	41,87	42,12
J.P. Morgan Co	88	88,50
Mc Don Dougl	51,62	51,50
Merck & Co.Inc.	70,75	68,75
Minnesota Mng.&Mfg	69,75	69,62
Philip Moris	90,25	90,75
Procter & Gamble C	96,37	96
Sears Roebuck & Co	44,87	45,50
Texaco	92,37	94
Union Carb.	45,50	46
Utd Technol	120,12	120,62
Westingh. Electric	18,62	18,62
Woolworth	20,62	20,87

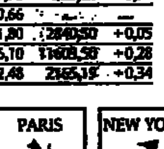
LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

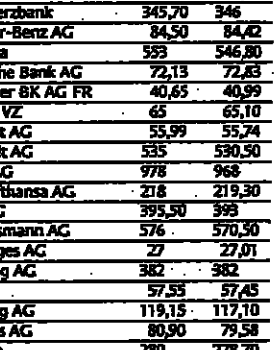
	26/09	25/09
Allied Lyons	4,50	4,54
Barclays Bank	9,28	9,34
B.A.T. industries	4,38	4,44
British Aerospace	10,52	10,51
British Airways	5,32	5,37
British Gas	2,01	2,03
British Petroleum	6,48	6,39
British Telecom	3,65	3,65
B.T.R.	2,71	2,71
Cadbury Schweppes	5,16	5,13
Eurotunnel	1,14	1,12
Glaxo	9,76	9,68
Grand Metropolitan	4,76	4,76
Guinness	4,48	4,57
Hanson Plc	1,54	1,50
Great Ic	6,46	6,37
H.S.B.C.	11,75	11,80
Impérial Chemical	8,26	8,18
Legal	7,90	7,93
Marks and Spencer	4,97	5,02
National Westminst	6,79	6,68
Peninsular Orienta	6,03	5,95
Reuters	7,42	7,54
Saatchi and Saatch	1,18	1,21
Shell Transport	9,72	9,81
Tate and Lyle	4,76	4,79
Univeler Ltd	13,83	13,78
Zeneca	15,47	15,50

FRANCFORT
Les valeurs du DAX 30

	26/09	25/09
Allianz Holding N	2715	2719
Basf AG	48,90	48,97
Bayer AG	56,77	56,58
Bay hyp&Wechselbk	44,63	43,89
Bayer Vereinsbank	53,80	53,65
BMW	876	877,50
Commerzbank	345,70	346
Daimler-Benz AG	84,50	84,42
Degussa	553	546,80
Deutsche Bank AG	72,13	72,83
Dresdner BK AG FR	40,65	40,99
Henkel VZ	65	65,10
Hoechst AG	55,99	55,74
Karstadt AG	535	530,50
Linde AG	978	968
DT. Lufthansa AG	218	219,30
Man AG	395,50	393
Mannesmann AG	576	570,50
Mettallges AG	27	27,01
Preussag AG	382	382
Rwe	57,55	57,45
Schering AG	119,15	117,10
Siemens AG	80,90	79,58
Thyssen	280	278,70
Veba AG	79,75	79,20
Viag	585	589,80







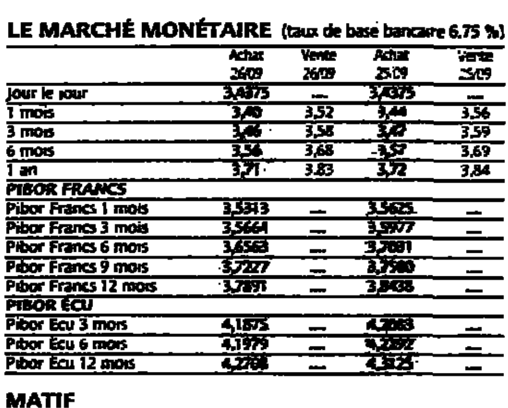
LES TAUX

PARIS ↗ Jour le jour | PARIS ↘ OAT 10 ans | NEW YORK ↗ Jour le jour | NEW YORK ↘ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↘ Jour le jour | FRANCFORT ↘ Bonds 10 ans

Stabilité du Matif

LE CONTRAT notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert sur une note stable, vendredi 27 septembre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance décembre s'inscrivait à 124,78 points, inchangée par rapport à son cours de clôture de la veille. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'établissait à 6,10 %, soit 0,04 % au-dessus du taux de l'emprunt d'Etat allemand de même échéance. Jeudi, le marché obligataire avait terminé la séance en hausse, soutenu par l'annonce d'une baisse plus forte que prévu (−3,1 %) des commandes de biens durables aux Etats-Unis au mois d'août. Le rendement du titre d'Etat à trente ans s'était replié à 6,89 %.

La Banque de France a laissé inchangé, vendredi matin, à 3,44 %, le taux de l'argent au jour le jour.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 26/09	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,37	5,37	6,92	2,30
Allemagne	2,94	6,09	6,89	1,60
Grande-Bretagne	5,69	7,80	8,12	2,70
Italie	8,12	9,01	9,46	4,30
Japon	0,47	2,86	—	−0,20
Etats-Unis	5,44	6,70	6,93	3

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 26/09	Taux au 25/09	Indice (base 100 fin 95)
Fonds d'État 3 à 5 ans	4,91	4,96	101,47
Fonds d'État 5 à 7 ans	5,58	5,61	102,99
Fonds d'État 7 à 10 ans	5,94	6	103,87
Fonds d'État 10 à 15 ans	6,24	6,28	103,96
Fonds d'État 20 à 30 ans	6,81	6,87	105,75
Obligations françaises	6,28	6,31	104
Fonds d'État à TME	−2,07	−2,04	101,45
Fonds d'État à TRE	−1,61	−1,63	101,19
Obligat. franç. à TME	−1,96	−1,81	100,25
Obligat. franç. à TRE	+0,10	+0,10	100,42

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6.75 %)

	Achat 26/09	Vente 26/09	Achat 25/09	Vente 25/09
Jour le jour	3,4375	—	3,4375	—
1 mois	3,40	3,52	3,44	3,56
3 mois	3,46	3,58	3,47	3,59
6 mois	3,56	3,68	3,57	3,69
1 an	3,71	3,83	3,72	3,84
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	3,5313	—	3,5625	—
Pibor Francs 3 mois	3,5664	—	3,5977	—
Pibor Francs 6 mois	3,6563	—	3,7081	—
Pibor Francs 9 mois	3,7227	—	3,7580	—
Pibor Francs 12 mois	3,7891	—	3,8438	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Ecu 3 mois	4,1875	—	4,2083	—
Pibor Ecu 6 mois	4,1979	—	4,2292	—
Pibor Ecu 12 mois	4,2708	—	4,3125	—

MATIF

Échéances 26/09	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Déc. 96	175105	124,60	124,98	124,58	124,78
Mars 97	2339	124,50	124,78	124,48	124,64
Juin 97	268	123,42	123,70	123,42	123,56
Sept. 97	—	—	—	—	—
PIBOR 3 MOIS					
Déc. 96	27208	96,27	96,31	96,26	96,29
Mars 97	7038	96,22	96,25	96,20	96,24
Juin 97	2519	—	96,16	96,15	96,15
Sept. 97	1219	95,95	96	95,95	95,97
ÉCU LONG TERME					
Déc. 96	2621	—	93,98	93,52	93,68
Mars 97	—	—	—	—	—

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 26/09	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Sept. 96	20617	2107	2113	2098	2105
Oct. 96	7729	2113	2116,50	2104	2110
Nov. 96	718	—	2120,50	2114,50	2115,50
Déc. 96	1320	2124	2129	2116	2121

LES MONNAIES

US/F ↗ 5,1525 | US/DM ↗ 1,5236 | US/¥ ↗ 110,7000 | DM/F ↘ 3,3832 | £/F ↗ 8,0420

Faiblesse du deutschemark

LE DOLLAR était en hausse, vendredi matin 27 septembre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,5223 mark, 5,1491 francs et 110,60 yens. Le billet vert restait soutenu par la bonne tenue des marchés obligataires américains à la suite de la décision, mardi, de la Réserve fédérale des Etats-Unis de ne pas relever ses taux directeurs. Sur le marché des devises européennes, le deutschemark continuait à s'affaiblir. Le franc cotait, vendredi matin, 3,3819 francs pour 1 deutschemark, malgré l'annonce d'une forte hausse du taux de chômage au mois d'août (+ 1,3 %). La lire s'inscrivait à 997,55 lires pour 1 mark, son cours le plus élevé depuis le début de l'année. Jeudi, la Banque nationale suisse a choisi de réduire d'un demi-point son taux d'escompte afin de freiner l'appréciation du franc suisse.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 26/09	% 25/09	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	338,3200	[illegible]	325	[illegible]
Ecu	6,4585	[illegible]	—	[illegible]
Etats-Unis (1 usd)	5,1525	[illegible]	4,8400	[illegible]
Belgique (100 F)	16,4300	[illegible]	15,8600	[illegible]
Pays-Bas (100 fl)	301,5500	−0,19	—	[illegible]
Italie (1000 lir.)	3,3885	+0,48	3,1400	[illegible]
Danemark (100 krd)	88,0200	−0,30	82,5000	[illegible]
Irlande (1 iep)	8,2445	[illegible]	7,8200	[illegible]
Gde-Bretagne (1 L)	8,0420	[illegible]	7,5300	[illegible]
Grèce (100 drach.)	2,1435	[illegible]	1,9000	[illegible]
Suède (100 krs)	77,4900	[illegible]	71	[illegible]
Suisse (100 F)	411,2200	[illegible]	400	[illegible]
Norvège (100 k)	79,2800	[illegible]	74	[illegible]
Autriche (100 sch)	48,0870	[illegible]	46,3500	[illegible]
Espagne (100 pes.)	4,0230	[illegible]	3,7400	[illegible]
Portugal (100 esc.	3,3250	[illegible]	2,9500	[illegible]
Canada 1 dollar ca	3,7662	+0,71	3,4600	[illegible]
Japon (100 yens)	4,6608	[illegible]	4,4400	[illegible]
Finlande (mark)	112,7500	[illegible]	106,5000	[illegible]

PARITÉS DU DOLLAR

PARITES DU DOLLAR	27/09	26/09	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,5236	[illegible]	+0,53
TOKYO : USD/Yens	110,7000	[illegible]	+0,29

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant:	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	5,1250	5,1249	5,1010	[illegible]
Yen (100)	4,6435	4,6405	4,6516	[illegible]
Deutschemark	3,3827	3,3828	3,3827	[illegible]
Franc Suisse	4,1287	4,1263	4,1454	[illegible]
Lire ital. (1000)	3,3865	3,3847	3,3661	[illegible]
Livre sterling	8,0030	7,9968	7,9711	[illegible]
Peseta (100)	4,0270	4,0250	4,0234	[illegible]
Franc Belge	16,429	16,420	16,442	[illegible]

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	3,47	3,53	3,56
Eurodollar	5,41	5,56	5,75
Eurolivre	5,75	5,75	5,81
Eurodeutschemark	3,03	3,03	3,09

L'OR

	cours 26/09	cours 25/09
Or fin (k. barre)	62600	63000
Or fin (en lingot)	62950	63300
Once d'Or Londres	382,40	380,45
Pièce française(20f)	360	365
Pièce suisse (20f)	361	362
Pièce Union lat(20f)	361	362
Pièce 20 dollars us	2360	2360
Pièce 10 dollars us	1322,50	1330
Pièce 50 pesos mex.	2330	2350

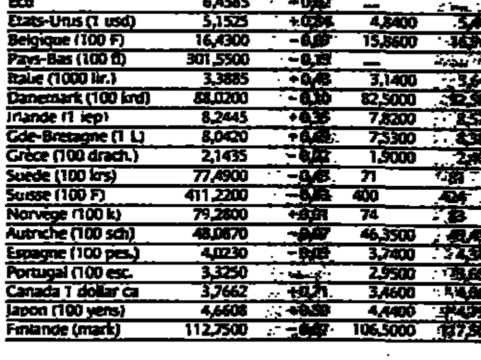
LE PÉTROLE

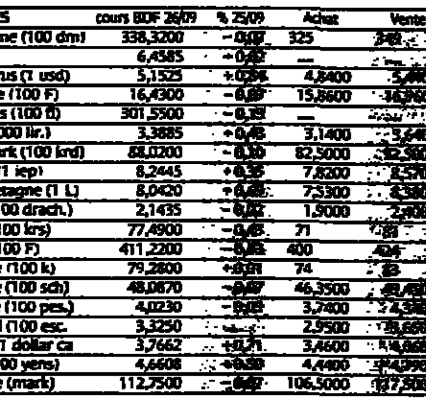
En dollars	cours 26/09	cours 25/09
Brent (Londres)	—	—
WTI (New York)	—	—
Crude Oil (New York)	—	—

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	26/09	25/09
Dow-Jones comptant	219,11	[illegible]
Dow-Jones à terme	367,08	[illegible]
CRB	247,12	[illegible]
MÉTAUX (Londres)		dollars/tonne
Cuivre comptant	1927	[illegible]
Cuivre à 3 mois	1929	[illegible]
Aluminium comptant	1366	[illegible]
Aluminium à 3 mois	1402	[illegible]
Plomb comptant	777	[illegible]
Plomb à 3 mois	780	[illegible]
Etain comptant	6010	[illegible]
Etain à 3 mois	6075	[illegible]
Zinc comptant	990,50	[illegible]
Zinc à 3 mois	1017	[illegible]
Nickel comptant	7150	[illegible]
Nickel à 3 mois	7255	[illegible]

MÉTAUX (New-York)		$/once
Argent à terme	4,89	[illegible]
Platine à terme	387,50	[illegible]
Palladium	119,50	[illegible]
GRAINES, DENREES (Chicago)		$/boisseau
Blé (Chicago)	4,32	[illegible]
Maïs (Chicago)	3,08	[illegible]
Grain. soja (Chicago)	—	[illegible]
Tourt. soja (Chicago)	258,30	[illegible]
GRAINES, DENREES (Londres)		£/tonne
P. de terre (Londres)	36	[illegible]
Orge (Londres)	101,50	[illegible]
SOFTS		$/tonne
Cacao (New-York)	1377	[illegible]
Café (Londres)	1570	[illegible]
Sucre blanc (Paris)	1427,64	[illegible]
OLEAGINEUX, AGRUMES		cents/tonne
Coton (New-York)	0,75	[illegible]
Jus d'orange (New-York)	1,10	[illegible]





RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 27 SEPTEMBRE

Liquidation : 24 octobre
Taux de report : 3,38
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↗ PARIS
+0,18 %
CAC 40 : 2108,01

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Nominal (1)
B.N.P. (T.P)	885	[illegible]	+ 0,11	[illegible]
Cr.Lyonnais(T.P.)	828	[illegible]	+ 2,65	[illegible]
Renault (T.P.)	1618	[illegible]	− 0,30	[illegible]
Rhone Poulenc(T.P)	1918	[illegible]	− 2,39	[illegible]
Saint Gobain(T.P.)	1188	[illegible]	+ 0,25	[illegible]
Thomson S.A (T.P)	985	[illegible]	− 1,01	[illegible]
Accor	636	[illegible]	+ 0,47	[illegible]
AGF-Ass.Gen.France	143,50	[illegible]	+ 0,34	[illegible]
Air Liquide	845	[illegible]	− 1,34	[illegible]
Alcatel Alsthom	401	[illegible]	+ 3,16	[illegible]
Axa	300,50	[illegible]	+ 1,13	[illegible]
Axime	605	[illegible]	− 4,34	[illegible]
Bail Investis.	750	[illegible]	+ 0,13	[illegible]
Bancaire (Cie)	527	[illegible]	+ 1,31	[illegible]
Bazar Hot. Ville	453	[illegible]	− 1,09	[illegible]
Bertrand Faure	184,30	[illegible]	+ 1,73	[illegible]
BIC	676	[illegible]	+ 1,62	[illegible]
BIS	511	[illegible]	—	[illegible]
B.N.P.	192,70	[illegible]	+ 0,46	[illegible]
Bollore Techno.	473,50	[illegible]	− 0,63	[illegible]
Bongrain	2353	[illegible]	− 0,12	[illegible]
Bouygues	452	[illegible]	− 0,02	[illegible]
Canal +	1255	[illegible]	+ 0,47	[illegible]
Cap Gemini	229	[illegible]	− 0,66	[illegible]
Carbone Lorraine	732	[illegible]	+ 1,63	[illegible]
Carrefour	2828	[illegible]	− 0,45	[illegible]
Casino Guichard	209,70	[illegible]	+ 0,09	[illegible]
Casino Guich.ADP	139	[illegible]	− 0,57	[illegible]
Castorama Dl (Li)	936	[illegible]	− 0,21	[illegible]
C.C.F.	233,90	[illegible]	+ 0,46	[illegible]
CCMX(ex.CCMC) Ly.	43,10	[illegible]	—	[illegible]
Cegid (Ly)	470	[illegible]	− 0,21	[illegible]
CEP Communication	386,30	[illegible]	+ 0,80	[illegible]
Cerus Europ.Reun	125,60	[illegible]	+ 5,64	[illegible]
Cetelem	1120	[illegible]	—	[illegible]
CGIP	1216	[illegible]	− 0,90	[illegible]
Chargeurs Intl	192,30	[illegible]	− 0,26	[illegible]
Christian Dior	635	[illegible]	+ 0,49	[illegible]
Ciments Fr.Priv.B.	166,30	[illegible]	+ 1,62	[illegible]
Cipe France Ly #	568	[illegible]	− 1,05	[illegible]
Clarins	704	[illegible]	− 0,14	[illegible]
Club Mediterranee	371	[illegible]	+ 0,41	[illegible]
Coflexip	214	[illegible]	+ 0,14	[illegible]
Colas	744	[illegible]	+ 0,80	[illegible]
Comptoir Entrep.1	11	[illegible]	+ 0,90	[illegible]
Comptoir Moder.	2438	[illegible]	− 0,41	[illegible]
CPR	408,90	[illegible]	+ 0,75	[illegible]
Cred.Fon.France	66,25	[illegible]	− 0,36	[illegible]
Credit Local Fce	445,30	[illegible]	− 0,89	[illegible]
Credit Lyonnais CI	139	[illegible]	− 3,75	[illegible]
Credit National	267,50	[illegible]	− 0,44	[illegible]
CS Signaux(CSEE)	211	[illegible]	—	[illegible]
Damart	3610	[illegible]	+ 4,02	[illegible]
Danone	745	[illegible]	− 0,66	[illegible]
Dassault-Aviation	901	[illegible]	+ 0,11	[illegible]
Dassault Electro	340	[illegible]	+ 0,73	[illegible]
Dassault Systemes	211,90	[illegible]	+ 1,93	[illegible]
De Dietrich	162	[illegible]	+ 3,08	[illegible]
Degremont	400	[illegible]	− 2,50	[illegible]
Dev.R.N-P.Cal Li #	37,95	[illegible]	− 0,13	[illegible]
DMC (Dollfus Mi)	163	[illegible]	− 9,81	[illegible]
Docks France	1265	[illegible]	− 1,81	[illegible]
Dynaction	126,50	[illegible]	− 1,10	[illegible]
Eaux (Gle des)	552	[illegible]	+ 1,63	[illegible]
Eiffage	290	[illegible]	− 0,69	[illegible]
Elf Aquitaine	401	[illegible]	− 0,39	[illegible]
Eramet	313,80	[illegible]	− 0,15	[illegible]
Eridania Beghin	784	[illegible]	− 0,25	[illegible]
Essilor Intl	1325	[illegible]	+ 0,75	[illegible]
Essilor Intl ADP	993	[illegible]	+ 0,70	[illegible]
Esso	535	[illegible]	− 2,42	[illegible]
Eurafrance	2085	[illegible]	− 0,28	[illegible]
Euro Disney	11,10	[illegible]	− 0,44	[illegible]
Europe 1	1056	[illegible]	− 2,46	[illegible]
Eurotunnel	9,25	[illegible]	—	[illegible]
Filipacchi Medias	1010	[illegible]	+ 4,75	[illegible]
Fimalac SA	439	[illegible]	+ 4,10	[illegible]
Finextel	76	[illegible]	—	[illegible]
Fives-Lille	454	[illegible]	+ 0,22	[illegible]
Fromageries Bel	4379	[illegible]	− 0,43	[illegible]
Galeries Lafayette	1490	[illegible]	+ 2,55	[illegible]
GAN	116,70	[illegible]	− 1,45	[illegible]
Gascogne (B)	430	[illegible]	− 0,99	[illegible]
Gaumont #	367	[illegible]	− 5,44	[illegible]
Gaz et Eaux	2019	[illegible]	+ 0,34	[illegible]
Geophysique	335	[illegible]	+ 0,89	[illegible]
G.F.C	405	[illegible]	− 0,24	[illegible]
Groupe Andre S.A.	374,90	[illegible]	− 1,22	[illegible]
Gr.Zannier (Ly) #	90	[illegible]	—	[illegible]
GTM-Entrepose	265,50	[illegible]	− 0,98	[illegible]
Guilbert	777	[illegible]	− 0,25	[illegible]
Guyenne Gascogne	1813	[illegible]	− 0,71	[illegible]
Havas	341,30	[illegible]	− 0,64	[illegible]
Havas Advertising	544	[illegible]	—	[illegible]
Imetal	730	[illegible]	+ 0,41	[illegible]
Immeubl.France	325,10	[illegible]	+ 3,66	[illegible]
Ingenico	66,85	[illegible]	+ 3,96	[illegible]
Interbail	201,50	[illegible]	+ 0,49	[illegible]
Intertechnique 1	629	[illegible]	+ 0,15	[illegible]
Jean Lefebvre	270	[illegible]	+ 0,37	[illegible]
Klepierre	635	[illegible]	− 0,62	[illegible]
Labinal	703	[illegible]	+ 0,99	[illegible]
Lafarge	295,30	[illegible]	+ 0,91	[illegible]
Lagardere	128	[illegible]	+ 0,78	[illegible]
Lapeyre	248	[illegible]	− 1,20	[illegible]
Lebon	170,10	[illegible]	—	[illegible]
Legrand	878	[illegible]	− 0,79	[illegible]
Legrand ADP	545	[illegible]	—	[illegible]
Legris Indust.	196,50	[illegible]	− 0,75	[illegible]
Locindus	695	[illegible]	—	[illegible]
L'Oreal	1715	[illegible]	− 0,29	[illegible]
LVMH Moet Vuitton	1101	[illegible]	+ 4,25	[illegible]
Lyonnaise Eaux	467	[illegible]	− 0,87	[illegible]
Marine Wendel	440	[illegible]	+ 0,02	[illegible]
Metaleurop	51	[illegible]	− 0,77	[illegible]
Metrologie Inter.	14,65	[illegible]	− 3,13	[illegible]
Michelin	263,20	[illegible]	—	[illegible]
Moulinex	92	[illegible]	− 2,17	[illegible]
Nord-Est	125,70	[illegible]	+ 0,23	[illegible]
Nordon (Ny)	331	[illegible]	+ 2,71	[illegible]
NRJ #	626	[illegible]	+ 2,33	[illegible]
OLIPAR	93	[illegible]	− 2,68	[illegible]
Paribas	325,50	[illegible]	− 0,39	[illegible]
Pathe	1310	[illegible]	+ 0,53	[illegible]
Pechiney	223,10	[illegible]	− 0,49	[illegible]
Pernod-Ricard	279	[illegible]	− 0,28	[illegible]
Peugeot	582	[illegible]	− 1,37	[illegible]
Pinault-Prin.Red.	1901	[illegible]	− 1,57	[illegible]
Plastic-Omn.(Ly)	434,50	[illegible]	+ 1,26	[illegible]
Primagaz	554	[illegible]	+ 0,18	[illegible]
Promodes	1387	[illegible]	− 0,93	[illegible]
Publicis	443	[illegible]	+ 1,12	[illegible]
Remy Cointreau	130	[illegible]	—	[illegible]
Renault	123,80	[illegible]	− 2,51	[illegible]
Rexel	1420	[illegible]	− 0,21	[illegible]
Rhone Poulenc A	141,40	[illegible]	− 0,20	[illegible]
Rochette (La)	24,10	[illegible]	+ 2,48	[illegible]
Roussel Uclaf	1236	[illegible]	+ 0,32	[illegible]
Rue Imperiale(Ly)	4210	[illegible]	+ 4,51	[illegible]
Sade (Ny)	181	[illegible]	+ 0,82	[illegible]
Sagem SA	3020	[illegible]	− 2,15	[illegible]
Saint-Gobain	670	[illegible]	+ 1,18	[illegible]
Saint-Louis	1227	[illegible]	+ 0,65	[illegible]
Salomon (Ly)	4579	[illegible]	− 0,52	[illegible]
Salvepar (Ny) ■	391,50	[illegible]	+ 0,38	[illegible]
Sanofi	425,90	[illegible]	− 1,14	[illegible]
Sat	1740	[illegible]	− 0,29	[illegible]
Saupiquet (Ns)	714	[illegible]	+ 1,40	[illegible]
Schneider SA	244,20	[illegible]	− 0,32	[illegible]
SCOR	197,80	[illegible]	+ 0,05	[illegible]
S.E.B.	898	[illegible]	+ 0,11	[illegible]
Sefimeg	367	[illegible]	− 0,92	[illegible]
SEITA	205	[illegible]	+ 0,53	[illegible]
Selectibanque	82,10	[illegible]	− 1,81	[illegible]
SFIM	1070	[illegible]	—	[illegible]
SGE	91,50	[illegible]	− 1,31	[illegible]
Sidel	308,80	[illegible]	+ 0,58	[illegible]
Simco	414	[illegible]	+ 0,48	[illegible]
S.I.T.A.	1050	[illegible]	+ 0,76	[illegible]
Skis Rossignol ■	1515	[illegible]	+ 1,25	[illegible]
Sligos	459,50	[illegible]	− 0,42	[illegible]
Societe Generale	590	[illegible]	+ 0,17	[illegible]
Sodexho	2385	[illegible]	+ 0,62	[illegible]
Sommer-Allibert	138,80	[illegible]	− 3,09	[illegible]
Sophia	174	[illegible]	+ 0,63	[illegible]
Spir Communication	478,90	[illegible]	− 2,90	[illegible]
Strafor Facom	409,90	[illegible]	− 2,17	[illegible]
Suez	203,50	[illegible]	+ 0,24	[illegible]
Synthelabo	452	[illegible]	− 1,26	[illegible]
Technip	464,50	[illegible]	+ 0,32	[illegible]
Thomson-CSF	151,90	[illegible]	+ 0,06	[illegible]
Total	402,90	[illegible]	− 0,69	[illegible]
UAP	103,70	[illegible]	+ 0,09	[illegible]
UFB Locabail	450	[illegible]	—	[illegible]
UGC DA (M)	237	[illegible]	+ 1,26	[illegible]
UIC	37	[illegible]	—	[illegible]
UIF	404	[illegible]	− 0,69	[illegible]
UIS	152	[illegible]	− 0,65	[illegible]
Unibail	508	[illegible]	—	[illegible]
Union Assur.Fdal	621	[illegible]	− 0,65	[illegible]
Usinor Sacilor	80,20	[illegible]	− 0,88	[illegible]
Valeo	278,90	[illegible]	+ 1,11	[illegible]
Vallourec	241	[illegible]	+ 0,41	[illegible]
Via Banque	141	[illegible]	—	[illegible]
Worms & Cie	253	[illegible]	− 1,10	[illegible]
Zodiac ex.dt divid	1315	[illegible]	+ 0,38	[illegible]
Elf Gabon	1135	[illegible]	—	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Nominal (1)
ABN Amro Hol.#	284,90	[illegible]	− 0,63	[illegible]
Adecco S.A.	1400	[illegible]	+ 0,63	[illegible]
Adidas AG #	461,60	[illegible]	+ 0,57	[illegible]
American Express	230	[illegible]	− 0,50	[illegible]
Anglo American #	313	[illegible]	+ 0,15	[illegible]
Amgold #	430	[illegible]	+ 4,41	[illegible]
Arjo Wiggins App.	14,15	[illegible]	—	[illegible]
A.T.T. #	264,60	[illegible]	+ 1,58	[illegible]
Banco Santander #	266,50	[illegible]	− 0,18	[illegible]
Barrick Gold #	131,90	[illegible]	− 0,98	[illegible]
B.A.S.F. #	165	[illegible]	− 1,51	[illegible]
Bayer #	190,70	[illegible]	− 1,45	[illegible]
Blenheim Group	33,65	[illegible]	—	[illegible]
Cordiant PLC	9,40	[illegible]	+ 1,59	[illegible]
Crown Cork ord.	231,30	[illegible]	+ 1,59	[illegible]
Crown Cork PF CV	225,10	[illegible]	− 0,82	[illegible]
Daimler Benz #	288	[illegible]	− 0,66	[illegible]
De Beers #	159	[illegible]	+ 0,31	[illegible]
Deutsche Bank #	242	[illegible]	+ 0,37	[illegible]
Dresdner Bank #	136,50	[illegible]	+ 0,36	[illegible]
Driefontein #	56,50	[illegible]	+ 2,12	[illegible]
Du Pont Nemours #	453,60	[illegible]	+ 0,77	[illegible]
Eastman Kodak #	394,50	[illegible]	+ 1,11	[illegible]
East Rand #	2,71	[illegible]	—	[illegible]
Echo Bay Mines #	47	[illegible]	+ 0,21	[illegible]
Electrolux #	295	[illegible]	− 1,01	[illegible]
Ericsson #	127	[illegible]	− 0,75	[illegible]
Exxon Corp. #	435,60	[illegible]	− 1,08	[illegible]
Ford Motor #	160	[illegible]	—	[illegible]
Freegold #	51	[illegible]	− 0,98	[illegible]
Gencor Limited # ■	18	[illegible]	+ 6,74	[illegible]
General Elect. #	475	[illegible]	− 1,68	[illegible]
General Motors #	245	[illegible]	—	[illegible]
Gle Belgique #	402,60	[illegible]	+ 3,05	[illegible]
Grd Metropolitan	37,60	[illegible]	+ 0,66	[illegible]
Guinness Plc #	35,50	[illegible]	+ 1,69	[illegible]
Hanson Plc	12,50	[illegible]	—	[illegible]
Harmony Gold #	44,40	[illegible]	+ 1,35	[illegible]
Hitachi #	49,30	[illegible]	+ 1,31	[illegible]
Hoechst #	188,30	[illegible]	− 0,52	[illegible]
I.B.M #	641	[illegible]	− 1,38	[illegible]
I.C.I #	68	[illegible]	+ 0,15	[illegible]
Ito Yokado #	285	[illegible]	+ 0,35	[illegible]
Matsushita #	86	[illegible]	+ 2,32	[illegible]
Mc Donald's #	243,60	[illegible]	+ 0,36	[illegible]
Merck and Co #	363,60	[illegible]	− 0,02	[illegible]
Mitsubishi Corp.#	65	[illegible]	+ 1,92	[illegible]
Mobil Corporat.#	600	[illegible]	—	[illegible]
Morgan J.P. #	458,90	[illegible]	—	[illegible]
Nestle SA Nom. #	5720	[illegible]	− 0,34	[illegible]
Nipp. MeatPacker #	72,30	[illegible]	− 1,79	[illegible]
Nokia A	223	[illegible]	—	[illegible]
Norsk Hydro #	247,50	[illegible]	− 0,24	[illegible]
Petrofina #	1591	[illegible]	+ 0,06	[illegible]
Philip Morris #	468,90	[illegible]	− 0,34	[illegible]
Philips N.V #	186,50	[illegible]	− 0,48	[illegible]
Placer Dome Inc #	123	[illegible]	− 0,32	[illegible]
Procter Gamble #	490,30	[illegible]	+ 0,89	[illegible]
Quilmes	285	[illegible]	—	[illegible]
Randfontein #	33,30	[illegible]	− 0,15	[illegible]
Rhone Poul.Rorer #	373,60	[illegible]	+ 1,98	[illegible]
Royal Dutch #	800	[illegible]	+ 0,12	[illegible]
R T Z #	76	[illegible]	+ 1,17	[illegible]
Sega Enterprises	223,60	[illegible]	+ 0,62	[illegible]
Saint-Helena #	33	[illegible]	+ 4,54	[illegible]
Schlumberger #	430	[illegible]	+ 0,57	[illegible]
SGS Thomson Micro.	256,50	[illegible]	− 1,56	[illegible]
Shell Transport #	79	[illegible]	+ 1,58	[illegible]
Siemens #	273,80	[illegible]	+ 0,40	[illegible]
Sony Corp. #	326,90	[illegible]	− 0,55	[illegible]
Sumitomo Bank #	93,30	[illegible]	+ 0,69	[illegible]
T.D.K #	313	[illegible]	+ 1,27	[illegible]
Telefonica #	96,35	[illegible]	+ 0,57	[illegible]
Toshiba #	34,45	[illegible]	− 0,69	[illegible]
Unilever #	817	[illegible]	—	[illegible]
United Technol. #	605	[illegible]	− 0,16	[illegible]
Vaal Reefs #	439	[illegible]	− 0,91	[illegible]
Volkswagen A.G #	1950	[illegible]	− 0,35	[illegible]
Volvo (act.B) #	113,40	[illegible]	− 0,35	[illegible]
Western Deep #	172	[illegible]	− 2,90	[illegible]
Yamanouchi #	109	[illegible]	+ 0,18	[illegible]
Zambia Copper	4,30	[illegible]	− 1,13	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ *coupon détaché;* ● *droit détaché.*

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 27 SEPTEMBRE

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	—	[illegible]
CEPME 8,5% 88-97CA	103,41	[illegible]
CEPME 9% 89-99 CA#	111,81	[illegible]
CEPME 9% 92-06 TSR	118,70	[illegible]
CFD 9,7% 90-03 CB	121,15	[illegible]
CFD 8,6% 92-05 CB	116,50	[illegible]
CFF 10% 88-98 CA#	110,59	[illegible]
CFF 9% 88-97 CA#	104,70	[illegible]
CFF 10,25%90-01CB#	118	[illegible]
CLF 8,9% 88-00 CA#	112,96	[illegible]
CLF 9%88-93/98CA#	106,34	[illegible]
CNA 9% 4/92-07	120,20	[illegible]
CRH 8,6% 92/94-03	115,25	[illegible]
CRH 8,5% 10/87-88#	109,34	[illegible]
EDF 8,6% 88-89 CA#	111,65	[illegible]
EDF 8,6% 92-04 #	116,17	[illegible]
Emp.Etat 6%93-97 #	101,77	[illegible]
Finansder 9%91-06#	119,50	[illegible]
Financ.8,6%92-02#	114,85	[illegible]
Flora9,75%90-99#	113,30	[illegible]
OAT 8,5% 87-97CA#	103,41	[illegible]
OAT 9,90%85-97 CA#	106,82	[illegible]
OAT 88-98 TME CA#	102,19	[illegible]
OAT 9/85-98 TRA	—	[illegible]
OAT 9,50%88-98 CA#	109,04	[illegible]
OAT TMB 87/99 CA#	99,80	[illegible]
OAT 8,125% 89-99 #	109,26	[illegible]
OAT 8,50%90/00 CA#	112	[illegible]
OAT 85/00 TRA CA#	106,24	[illegible]
OAT 10%5/85-00CA#	117,05	[illegible]
OAT 89-01 TME CA#	103,84	[illegible]
OAT 8,5% 87-02 CA#	115,71	[illegible]
OAT 8,50% 89-19 #	120,36	[illegible]
OAT.8,50%92-23CA#	121,15	[illegible]
SNCF 8,8% 87-94CA	109,30	[illegible]
Lyon.Eaux 6,5%90CV	943	[illegible]

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	147,40	[illegible]
Bains C.Monaco	507	[illegible]
B.N.P.Intercont.	437	[illegible]
Bidermann Intl ◆	110	[illegible]
B T P (la cie) ◆	7,60	[illegible]
Centenaire Blanzy	361	[illegible]
Champex (Ny) ◆	19,50	19,50
CIC Un.Euro.CIP	379	[illegible]
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	1801	1801
Concorde-Ass Risq	859	[illegible]
Darblay ◆	475	425
Didot Bottin	840	[illegible]
Eaux Bassin Vichy 3400	—	[illegible]
Ecia	630	597
Ent.Mag. Paris ◆	1110	1110
Fidei	29,05	[illegible]
Finalens	350	[illegible]
F.I.P.P. ◆	109,50	109,50
Fonciere (Cie)	510	505
Fonciere Euris	217	217
Foncina #	405,10	[illegible]
France I.A.R.D. ◆	1006	1006
France S.A.	1340	[illegible]
From. Paul-Renard ◆	2050	2050
Genefim 136	—	[illegible]
Gevelot ◆	925	925
G.T.I (Transport)	319,30	[illegible]
Immobail	99,05	[illegible]
Immobanque	546	554
Lucia ◆	58	58
Monoprix	159	160
Metal Deploye	365,20	[illegible]
Mors #	9,25	9,70
Navigation (Nle) ◆	70	[illegible]
Paluel-Marmont ◆	222	222
Exa.Clairefont(Ny) 1201	—	[illegible]
Parfinance	206	[illegible]
Paris Orleans	250	250
Piper Heidsieck 1720	—	[illegible]
Promodes (CI)	909	915
PSB Industries Ly	320	[illegible]
Rougier #	376	380
Saga ◆	90	90
Salins du Midi	427,10	430
Silic	690	690
S.I.P.H. 219,70	—	[illegible]
Sofal ◆	64	64
Sofragi	3900	[illegible]
Sovabail 329,60	—	[illegible]
Taittinger ◆	1565	1565
Tour Eiffel	270	270
Vicat	408	400

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 27 SEPTEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) # 49,25	—	[illegible]
AFE #	485	[illegible]
Aigle #	166	[illegible]
Albert S.A (Ns) ◆	132,30	[illegible]
Altran Techno. # ■	1286	[illegible]
Montaignes P.Gest.	750	[illegible]
Assystem #	485	[illegible]
Bque Picardie (Li) ◆	564	[illegible]
Bque Tarneaud(B)#	229,90	[illegible]
Bque Vernes ◆	330	[illegible]
Beneteau #	594	[illegible]
B I M P	60	[illegible]
Boiron (Ly) #	586	[illegible]
Boisset (Ly)#	253,90	[illegible]
But S.A.	346	[illegible]
Cardif SA	722	[illegible]
C.E.E #	212,10	[illegible]
CEGEP #	230	[illegible]
Cermex # (Ly)	337	[illegible]
CFPI #	216,80	[illegible]
Change Bourse (M)	256	[illegible]
Christ.Dalloz #	1550	[illegible]
CNIM CA#	152	[illegible]
Codetour	295	[illegible]
Comp.Euro.Tele-CET	401	[illegible]
Conflandey S.A.	260	[illegible]
C.A.Haute Normand.	350	[illegible]
C.A. Paris IDF	780	[illegible]
C.A.Ille & Vilaine	344,10	[illegible]
C.A. Oise CCI	266,90	[illegible]
Creeks 33,10	—	[illegible]
Devanlay	460	[illegible]
Devernois (Ly)	459,50	[illegible]
Ducros Serv.Rapide ◆	62	[illegible]
Eco Trav.Tempo Ly	459,90	[illegible]
Europ.Extinc.(Ly)#	262	[illegible]
Europ Propulsion	498	[illegible]
Expand s.a	318	[illegible]
Factorem	701	[illegible]
Faiveley #	316,50	[illegible]
Finacor	88	[illegible]
Fininfo	535	[illegible]
Fructivie	610	[illegible]
Gautier France #	271	[illegible]
Gel 2000	63,50	[illegible]
GFI Industries #	610	[illegible]
Girodet (Ly) #	38	[illegible]
GLM S.A.	298,90	[illegible]
Grandoptic.Photo #	685	[illegible]
Gpe Guillin # Ly	148,40	[illegible]
Kindy #	148	[illegible]
Guerbet	295	[illegible]
Hermes Internat.1#	1200	[illegible]
Hurel Dubois 475	—	[illegible]
ICBT Groupe #	203	[illegible]
I.C.C.	142,80	[illegible]
Idianova	75,20	[illegible]
Int. Computer	104	[illegible]
IPBM	74,50	[illegible]
M6-Metropole TV	532	[illegible]
Manitou #	540	[illegible]
Manutan	425	[illegible]
Marie Brizard	975	[illegible]
Maxi-Livres/Profr.	181,50	[illegible]
Mecelec (Ly)	79	[illegible]
MGI Coutier	242,80	[illegible]
Monneret Jouet Ly#	70,60	[illegible]
Naf-Naf #	49	[illegible]
NSC Schlum. Ny	670	[illegible]
Onet #	867	[illegible]
Paul Predault #	165	[illegible]
P.C.W. ◆	19	[illegible]
Petit Boy # 91,50	—	[illegible]
Pochet ◆	840	[illegible]
Poujoulat Ets (Ns) ◆	230	[illegible]
Radiall #	485	[illegible]
Rallye(Cathiard)Ly	188	[illegible]
Reydel Indust.Li ◆	1001	[illegible]
Robertet #	1165	[illegible]
Rouleau-Guichard ◆	326	[illegible]
Securidev #	76,80	[illegible]
Smoby (Ly)#	485	[illegible]
Sofco (Ly)	89,05	[illegible]
Sofibus 358	—	[illegible]
Sogepag # ◆	132,20	[illegible]
Sogeparc (Fin)	680	[illegible]
Sopra	300	[illegible]
Steph.Kelian #	76	[illegible]
Sylea	558	[illegible]
Teisseire-France	180	[illegible]
TF1-1	580	[illegible]
Thermador Hold(Ly)	285,10	[illegible]
Trouvay Cauvin #	70	[illegible]
Unilog	479	[illegible]
Union Fin.France	561	[illegible]
Viel et Cie #	115	[illegible]
Vilmorin et Cie #	470	[illegible]
Virbac	580	[illegible]

NOUVEAU MARCHÉ

Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 27 SEPTEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor	112	112
Coil	230	[illegible]
Electronique D2	465	465
FDM Pharma n.	209	209
Genset	265,90	[illegible]
High Co.	210	[illegible]
Infonie	197	[illegible]
Jolliez-Regol	100	[illegible]
Mille Amis	108,40	[illegible]
Picogiga ◆	146	[illegible]
Proxidis	58	58
Stelax	4,40	[illegible]

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 27 SEPTEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin Cl. ◆	700	700
Crédit Gén.Ind. 29	—	
Générale Occidentale ◆	56	56
Mumm ◆	1440	1296
Nobel 155	—	
Sté lecteurs du Monde 180	—	

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; *d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite;* # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 26 septembre

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI		
Agipi Ambition (Axa)	121,40	[illegible]
BANQUES POPULAIRES		
Valorg	2451,27	[illegible]
BANQUE TRANSATLANTIQUE		
Arbitr. Court Terme	9532,69	[illegible]
Arbitr. Première	9352,98	[illegible]
Arbitr. Sécurité	17483,82	[illegible]
BNP		
Antigone Trésorerie	863863	[illegible]
Natio Court Terme	13877	[illegible]
Natio Court Terme2	376885	[illegible]
Natio Epargne	2213,55	[illegible]
Natio Ep. Capital C/D	16066,42	[illegible]
Natio Ep. Croissance	2369,27	[illegible]
Natio Ep. Obligations	220,23	[illegible]
Natio Epargne Retraite	137,41	[illegible]
Natio Epargne Trésor	10836,81	[illegible]
Natio Epargne Valeur	559,79	[illegible]
Natio France Index	1137,49	[illegible]
Natio Immobilier	1191,50	[illegible]
Natio Inter	1889,71	[illegible]
Natio Monétaire C/D	5382,26	[illegible]
Natio Opportunités	157,89	[illegible]
Natio Patrimoine	1514,86	[illegible]
Natio Perspectives	1257,61	[illegible]
Natio Placements C/D	77153,75	[illegible]
Natio Revenus	1102,83	[illegible]
Natio Sécurité	11692,89	[illegible]
Natio Valeurs	1061,21	[illegible]
BRED BANQUE POPULAIRE		
Moneden	90235,52	[illegible]
Oblig. tres caté. ◆	240,80	[illegible]
CDC GESTION		
Livret Bourse Inv. D	654,77	[illegible]
Le Livret Portefeuille D	879,57	[illegible]
SICAV MULTI-PROMOTEURS		
Nord Sud Dévelop. C/D ◆	2212,48	[illegible]
Patrimoine Retraite C	302,59	[illegible]
Sicav Associations C	2381,15	[illegible]
CDC TRESOR		
Fonsicav C	19193,56	[illegible]
Mutual. dépôts Sicav C	18628,41	[illegible]
CAISSE D'EPARGNE		
Ecur. Actions Futur D	215,05	[illegible]
Ecur. Capicourt C	224,77	[illegible]
Ecur. Capitalisation C	232,06	[illegible]
Ecur. Distrimonétaire D	10371,36	[illegible]
Ecur. Expansion C	80925,19	[illegible]
Ecur. Géovaleurs C	2906,06	[illegible]
Ecur. Investis. D	175,96	[illegible]
Ecur. Monépremière	11069,69	[illegible]
Ecur. Monétaire C/D	12794,24	[illegible]
Ecur. Trésorerie C/D	314,69	[illegible]
Ecur. Trimestriel D	1986,57	[illegible]
Eparcourt-Sicav D	194,62	[illegible]
Géoptim C	11999,37	[illegible]
Géoptim D	11677,74	[illegible]
Horizon C	1729,65	[illegible]
Prévoyance Ecur. D	100,56	[illegible]
Fonds communs de placements		
Ecur. Capipremière C	11540,95	[illegible]
Ecur. Sécuripremière C	11655,52	[illegible]
Ecur. Sensipremière C	12316,88	[illegible]
CNCA (CRÉDIT AGRICOLE)		
Amplia ◇	117046,56	[illegible]
Atout Amérique	139,76	[illegible]
Atout Asie	99,93	[illegible]
Atout Futur C	605,85	[illegible]
Atout Futur D	577,93	[illegible]
Coeds	1866,77	[illegible]
Dieze	1898,10	[illegible]
Elicash ◇	928313,19	[illegible]
Epargne-Unie	169,07	[illegible]
Eurodyn	1872,32	[illegible]
Indicia ◆	1272,64	[illegible]
Moné.JC ◇	11705,94	[illegible]
Moné.JD ◇	11705,94	[illegible]
Oblifutur	511,54	[illegible]
Oraction	1723,78	[illegible]
Revenu-Vert	1214,45	[illegible]
Sévéa ◆	107,07	[illegible]
Synthésis	16649,35	[illegible]
Uni Foncier	1210,14	[illegible]
Uni France	672,44	[illegible]
Uni Garantie C	1760,01	[illegible]
Uni Garantie D	1438,33	[illegible]
Uni-Régions	1564,04	[illegible]
Univar C ◇	303,39	[illegible]
Univar D ◇	297,63	[illegible]
Univers Actions	189,54	[illegible]
Univers-Obligations	222,91	[illegible]
CIC BANQUES		
Francic	565,68	[illegible]
Francic Pierre	115,10	[illegible]
Francic Régions	1612,25	[illegible]
CIC PARIS		
Cicamonde	1303,82	[illegible]
Converticic	355,79	[illegible]
Ecocic	1448,52	[illegible]
Oblicic Mondial	3399,61	[illegible]
Oblicic Régions	1161,51	[illegible]
Rentacic	166,76	[illegible]
CREDIT LYONNAIS		
Eurco Solidarité	1344,06	[illegible]
Lion 20000	16852,50	[illegible]
Lion Association	11394,96	[illegible]
Lion Plus	1456,78	[illegible]
Lion Trésor	2408,18	[illegible]
Oblilion	1864,35	[illegible]
Sicav 5000	582,57	[illegible]
Slivafrance	978,31	[illegible]
Slivam	485,27	[illegible]
Slivarente	232,20	[illegible]
Slivinter	600,95	[illegible]
Trilion	5236,36	[illegible]
CRÉDIT MUTUEL FINANCE		
Avenir Alizes	2117,04	[illegible]
Créd.Mut.Act.France	126,28	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Cour.T	881,37	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Ind.C	106,10	[illegible]
Créd.Mut.Ep.J	22524,49	[illegible]
Créd.Mut.Ep.long.T	238,60	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Monde	1241,05	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Oblig	1767,71	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Quatre	1102,15	[illegible]
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE		
Asie 2000	704,85	[illegible]
Sainte-Honoré Capital	18541,78	[illegible]
St-Honoré March. Emer.	643,11	[illegible]
St-Honoré Pacifique	764,54	[illegible]
LEGAL & GENERAL BANK		
Sécuritaux	1802	1802
Stratégie Actions	967,56	[illegible]
Stratégie Rendement	1833,73	[illegible]
[illegible]		
Amplitude Monde C	807,21	[illegible]
Amplitude Monde D	786,36	[illegible]
Amplitude Europe C/D	115,33	[illegible]
Elanciel D	133,79	[illegible]
Emergence Poste D	112,89	[illegible]
Géobilys C	627,47	[illegible]
Géobilys D	598,88	[illegible]
Intensys C	115,15	[illegible]
Intensys D	110,26	[illegible]
Latitude C	145,67	[illegible]
Latitude D	137,06	[illegible]
Oblitys D	596,33	[illegible]
Plénitude D	159,87	[illegible]
Poste Gestion C	43591,47	[illegible]
Revenus Trimestr. D	5302,36	[illegible]
Solstice D	2348,32	[illegible]
Thésora C	936,20	[illegible]
Thésora D	852,16	[illegible]
SOCIETE GENERALE		
Actimonétaire C	37254,57	37258,57
Actimonétaire D	31708,08	31708,08
Cadence 1 D	1077,14	1066,48
Cadence 2 D	1065,28	1054,73
Cadence 3 D	1052,47	1042,05
Capimonétaire C	403,26	402,86
Capimonétaire D	374,68	374,31
Caploblig C	8680,80	[illegible]
Interoblig C	6586,73	6521,51
Intersélection France D	585,08	[illegible]
S.G. France opport. C	1667,56	[illegible]
S.G. France opport. D	1608,09	1576,56
Sogenfrance C	1503,13	1473,66
Sogenfrance D	1387,22	1360,02
Sogépargne D	318,39	315,24
Soginter C	1797	1761,76
Fonds communs de placements		
Favor D	1175,25	1152,21
Sogéliance D	1646,97	1630,66
Sogenfrance Tempo D	145,36	145,36

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

هكذا من الأصل

AUJOURD'HUI

SPORTS

COUPE DES COUPES Le club de Nîmes olympique a poursuivi, jeudi 26 septembre, son parcours en *Coupe des coupes. Les joueurs de* Pierre Mosca se sont imposés sur le terrain des Hongrois du Kispest Honved de Budapest (2-1), après leur victoire (3-1) du match aller. De *nombreux supporteurs de la cité du* Gard ont fêté l'événement dans la nuit. ● LE PARIS SG a rejoint les Nîmois en huitièmes de finale, dont les matches seront tirés au sort vendredi 27 septembre. Les joueurs du tandem d'entraîneurs Ricardo-Bats ont facilement battu (3-0, après le 4-0 du match aller) les amateurs de Vaduz, le club du Liechtenstein. ● DANS LES AUTRES rencontres de la Coupe des coupes, la logique a été généralement respectée : le FC Barcelone, *la Fiorentina*, le FC Liverpool, le Benfica de Lisbonne, le PSV Eindhoven et Galatasaray Istanbul se sont qualifiés.

La véritable campagne européenne du Paris-SG peut commencer

De nouveau vainqueurs (3-0) des amateurs du FC Vaduz, du Liechtenstein, les protégés du nouveau tandem formé par Ricardo et Joël Bats vont tenter de préserver leur trophée en Coupe des coupes

ILS ÉTAIENT VENUS au Parc des Princes animés par un objectif bien modeste : marquer un but, un seul, *sans en déplorer plus de* quatre, comme ce fut le cas au match aller. La mission des amateurs du FC Vaduz n'a été qu'à moitié honorée. Battus (3-0) par le Paris Saint-Germain,

FOOTBALL

l'équipe phare du Liechtenstein a quitté, jeudi 26 septembre, la Coupe des coupes au stade des seizièmes de finale.

Cette année, sa qualification pour le second tour, après une victoire contre Riga, *a pris des allures* de miracle. Il ne restait plus qu'à rester de corrects « sparring-partners » pour les tenants du titre.

Mais, situation paradoxale à ce niveau de compétition, les retombées de cette défaite ont pour seules limites celles du terrain. Avec sept équipes, le Liechtenstein ne dispose pas de son propre championnat. Les adversaires des Parisiens évoluent chaque dimanche en troisième division du championnat suisse, devant une centaine de spectateurs. La coupe de ce pays confetti, remportée *vingt-six fois par le FC Vaduz*, ne peut s'organiser qu'en autorisant les équipes-réserves des clubs en *lice à compléter la liste des engagés.*

Dès lors, même une participation en Coupe d'Europe ne peut se traduire par une manne synonyme d'horizons plus ambitieux. La somme récoltée en Coupe des coupes par le FC Vaduz sera redistribuée entre tous les clubs par la fédération locale. Le club devra toujours se contenter de 300 000 francs de budget pour faire vivre une quinzaine d'équipes, depuis les minimes jusqu'aux *locataires d'un soir du Parc* des Princes. Une disproportion abyssale avec le budget du Paris *Saint-Germain – 300 millions* de francs – et pourtant banalement logique dans un pays peuplé comme un arrondissement de la capitale.

Jeudi, les hommes de Hans Rudi Fide Fassler n'ont pourtant pas été ridicules face à l'ogre bleu et rouge. Repliés coude à coude aux abords de la surface de réparation, ils n'ont pu empêcher Bernard Allou (23e), Alain Roche (40e) et Patrick Mboma (49e) d'offrir quel*ques récompenses* aux 16 000 passionnés présents au Parc, rassurés au point de réserver leur plus *belle clameur lorsque Fulvio Cimi*no glissa maladroitement la balle sur la gauche des buts de Vincent Fernandez, une *fois* et une seule réellement mis en danger.

> Faire mieux que le FC Barcelone, la Fiorentina, le PSV Eindhoven ou le FC Liverpool

La véritable campagne européenne du Paris Saint-Germain peut désormais commencer. Moins relevée que la Coupe de l'UEFA ou la Ligue des champions, la compétition remportée, le 8 mai 1996, par les Parisiens propose malgré tout quelques adversaires de choix. Pour rééditer leur performance, les protégés de Ricardo devront surtout faire mieux que le FC Barcelone, la Fiorentina, le PSV Eindhoven ou le FC Liverpool.

Joël Bats va de nouveau sillonner l'Europe de long en large. *Promu bras droit de Ricardo*, l'ancien portier de l'équipe de France a notamment pris en charge l'espionnite des équipes adverses. *L'œil du* PSG, ses carnets sous le bras, dissèque les types de jeu de chacun des grands pays de football. En dépit des faibles probabilités du club d'être victime d'une mauvaise surprise, Joël Bats avait supervisé les joueurs de Vaduz, *« par acquit de conscience »*.

Face à des équipes plus menaçantes, Joël Bats dresse un rapport *pour chaque secteur de jeu*, avant de compléter son étude devant une série de cassettes vidéo. Une *fois le schéma tactique cerné*, l'ensemble des notes est transmis à Ricardo, puis aux joueurs.

Peu bavard sur ses constatations tactiques, Joël Bats semble pourtant communiquer facilement avec Ricardo. Depuis le début de saison, ce couple, assez inattendu, se révèle surprenant d'efficacité. Avec vingt points, le PSG caracole en tête du championnat, et a maintenu sa cage vierge. Mais surtout, après les régulières sautes d'humeur de Luis Fernandez, l'an passé, et les relations tumultueuses entretenues avec Michel *Denisot, le calme semble régner* sur le Camp des Loges.

Cette sérénité est savamment entretenue par l'ancien stoppeur du PSG. Peu bavard, servi par le handicap de la langue, Ricardo maintient un voile épais sur ses intentions et la vie de son équipe. Joueur à Benfica la saison dernière, Ricardo n'avait pas préparé son arrivée à un poste d'entraîneur. Contacté au début de l'été par Michel Denisot, ce Brésilien de trente et un ans a peu hésité, certain de convaincre que *« le football peut devenir d'une extrême simplicité »*.

Face à un groupe marqué par les caractères sans nuances, parfois autoritaires, d'Artur Jorge puis de Luis Fernandez, Ricardo impose sa fermeté discrète auprès de ses troupes. Joueur, il n'a « disjoncté » qu'à une seule occasion, lors d'un match contre la Juventus de Turin. Dans son nouveau costume, Ricardo conserve une sérénité qu'Alain Roche estime *« à toute épreuve »*. Avant chaque match, l'entraîneur reste longtemps assis sur un banc, les jambes croisés, comme il le faisait avant de rentrer sur le terrain. Puis il prononce quelques rares mots, convaincu de l'inutilité de répéter ce qu'il a conseillé tout au long de la semaine. Pendant la rencontre, Ricardo *demeure stoïque*, pour ne pas laisser les joueurs imaginer ou percevoir un flottement dans ses choix. *« On écoute et on applique »*, résume Alain Roche.

Jeudi, Ricardo fut plus discret que jamais, jugeant le match de ses hommes *« sérieux »* et la prestation du FC Vaduz *« plus intéressante qu'au match aller »*. Sobre, Ricardo l'est aussi en évoquant son avenir.

« Ce genre d'aventure, dans un club comme le Paris-Saint-Germain, peut durer six mois ou deux ans. Mais il y a d'autres clubs », raconte-t-il en se souvenant que sa première place de titulaire, dans l'équipe brésilienne du Fluminense, ne fut obtenue qu'après le voyage de noces prolongé du joueur qu'il remplaçait.

Fabrice Tassel

Nîmes se qualifie avec panache pour les huitièmes de finale

L'équipe gardoise de National 1 a battu en Hongrie le Kispest Honved de Budapest (2-1)

« JE SUIS HEUREUX. La formule est banale mais elle exprime parfaitement ce que je ressens. » Pierre Mosca, l'entraîneur de Nîmes, est contraint à la sobriété. Depuis le début de l'aventure nîmoise en coupe de France, la saison passée, *tous les superlatifs ont été un peu* trop vite éclusés.

Alors, ce jeudi 26 septembre, ne reste que le bonheur à décrire, sans afféterie. L'équipe gardoise s'est qualifiée pour les huitièmes de finale de la Coupe des coupes aux dépens du Kispest Honved, un club de la banlieue de Budapest. Elle a battu une équipe réputée beaucoup plus forte, une fois de plus. Elle l'a emporté sans contestation, sans l'aide de la chance, une fois de plus. La victoire sur le *terrain des Hongrois (2-1) est ve*nue confirmer le succès du match aller, au stade des Costières (3-1).

Décidé à donner au match une allure enlevée, Kispest a fait illusion pendant six minutes. Le temps nécessaire à Nîmes pour ouvrir le score sur une tête de Johnny Ecker (6e). Ce but tôt venu a eu pour effet d'assommer des Hongrois incapables de produire un mouvement d'envergure. Bien en place, plein d'abnégation et de culot, Nîmes a assuré sa qualification sur un but d'Eric Sabin, servi dans des conditions idéales par Antoine Di Fraya (38e). Sermonnés au repos, les joueurs de Kispest ont proposé un football plus consistant, traduit par un but d'Attila Piroska (62e).

Ce baroud s'avérait insuffisant. Nîmes pouvait s'offrir un tour d'honneur *inattendu en terre hon*groise. *« Dans cette équipe, j'ai l'impression d'avoir vingt ans. J'aimerais bien franchir un tour supplémentaire »*, expliquait Mehmed Bazdarevic qui, à trente-six ans, goûte avec une délectation particulière cette troisième campagne européenne qui s'offre à lui, sur le tard.

CRÉDIBILITÉ SPORTIVE

L'équipe retrouvera dimanche la routine de son championnat, en *accueillant Grenoble. Les « Croco*diles » ne sont que 12es du groupe B de National 1. La saison passée, *la formation s'est maintenue in extremis* à ce niveau. Mais elle a déjà épinglé quatre clubs de divisions supérieures dans son parcours en Coupe de France et en Coupe des coupes. Personne ne parvient à comprendre les raisons de ces performances à deux vitesses.

L'équipe de la finale du Parc des Princes, en mai, réputée ne se motiver que dans les grandes occa*sions, avait pourtant été profon*dément remaniée à l'intersaison. L'entraîneur, Pierre Barlaguet, avait été remplacé, soupçonné de ne pas savoir motiver ses joueurs à l'année longue. A l'évidence, rien n'y a fait. Nîmes continue donc sa vie de triste routine où viennent *s'intercaler d'immenses tranches* de bonheur.

Les Gardois espèrent pourtant avoir enfin *assis leur crédibilité* sportive. La répétition des excellentes prestations en Coupe de France n'avaient pourtant pas empêché certains de se gausser de la présence d'une équipe réputée faible, dans une compétition continentale.

Guy Roux, l'entraineur d'Auxerre, entre autres, avait émis des réserves sans nuance sur la *question. La télévision avait mégo*té sur les droits de retransmission. De douteux intermédiaires auraient même proposé, à l'intersaison, de racheter aux Nîmois leur qualification européenne pour la revendre à Marseille !

Dans les autres matches de la *Coupe des Coupes, la logique a été* généralement respectée. Le FC Barcelone, la Fiorentina, le *FC Liverpool, le Benfica de Lis*bonne, le PSV Eindhoven et le Galatasaray Istanbul se sont qualifiés sans difficulté. Tout comme le FC Sion, grâce notamment à un doublé de Philippe Vercruysse, l'AEK Athènes et l'AIK Stockholm. Une seule surprise lors de ce premier tour : l'élimination du Cercle de Bruges à Bergen (Norvège).

B. H. (avec AFP)

Cris de joie dans les rues de Nîmes

NÎMES
de notre correspondant

« C'est fantastique ! », s'égosille un jeune Nîmois. *« Il y a quinze jours, c'était à nouveau le mépris. Personne ne voulait nous prendre au sérieux, et aujourd'hui, on est toujours là ! »*, poursuit l'amateur de ballon rond du Bar de l'Industrie.

Dans cet établissement du chef-lieu du Gard, siège des supporteurs du Nîmes-Olympique, règne une véritable folie douce. Le club vient encore de réaliser un nouvel exploit en battant sur leur terrain, jeudi 26 septembre, les Hongrois du Kispest Honved de Budapest (2-1). Au coup de sifflet final, les consommateurs montent sur les tables.

Un peu plus loin dans une rue, trois jeunes filles dansent avec un crocodile géant en peluche. *« Ce qu'ont fait les petits, c'est immense ! »*, pleure un ancien, alors que les principaux boulevards de la ville, où régnait cinq minutes plus tôt un silence de mort, s'anime avec l'arrivée de dizaines de voitures, klaxons hurlant.

Les Nîmois ont épuisé tous les qualificatifs, depuis *leur victoire au printemps dernier* en demi-finale de la Coupe de France face au Montpellier-Hérault, le grand rival régional, solidement installé quant à lui en première division.

« ON TREMBLE POUR EUX »

« La prochaine fois, on va gagner, c'est sûr. On a tout, les joueurs, le mental. On tremble pour eux, mais on va gagner ! », lâche un automobiliste.

Les petits Poucets ont beau jouer les gros bras, à chaque étape de leur stupéfiant parcours, ils ne peuvent s'empêcher de penser que la logique du sport finira bien un jour par les rattraper. Avant chaque rencontre importante, les « rouge et blanc » ont peur, mais ils ne le montrent surtout pas.

Jeudi 26 septembre au soir, quelques *instants* avant le début du match, résonnait au Bar de l'Industrie un air espagnol, musique prémoni*toire. Le même air qui, dans les arènes toutes* proches, précède l'estocade à chaque corrida.

Richard Benguigui

Une nouvelle défaillance pour Laurent Jalabert

LAURENT JALABERT a vécu une journée de calvaire, jeudi 26 septembre, dans le Tour d'Espagne. Le Français a terminé l'étape de montagne entre Getafe et Avila (217 km) avec environ 25 minutes de retard. Le numéro un mondial a été victime, comme pratiquement toute son équipe, à l'exception du leader, Alex Zülle, d'une épidémie de gastro-entérite. Après sa blessure au genou en début de saison, sa défaillance dans le Critérium du *Dauphiné libéré*, son abandon sur maladie dans le *Tour de France*, le *Mazamétain connaît un nouvel ennui de santé sur* la Vuelta. Il perd ainsi la deuxième place du classement général, au profit du Suisse Laurent Dufaux (Lotus-Festina) qui a remporté l'étape au terme d'une échappée effectuée en compagnie des Italiens Daniele Nardello et Andrea Peron et de l'Espagnol José Maria Jimenez.

■ **L'équipe Agrigel - La Creuse** arrêtera à la fin de la saison, après un an seulement d'existence. Après le retrait du conseil général du département, le fabricant de surgelés a, à son tour, décidé de se retirer. Cet arrêt prématuré s'explique en large partie par des résultats décevants et par l'inflation sur les salaires depuis la création de deux nouvelles équipes françaises.
■ **Miguel Indurain** ne fait pas partie de la *présélection espagnole* en vue des championnats du monde qui se dérouleront à partir du 10 octobre, à Lugano (Suisse). Le coureur soigne toujours une bronchite et s'est déclaré hors de forme.

RÉSULTATS

BASKET

Euroligue
Deuxième journée

● Groupe A

Limoges CSP (Fra.) - Milan (Ita.)	74-85
Maccabi Tel-Aviv (Isr.) - CSKA Moscou (Rus.)	77-78
Ü. Istanbul (Tur.) - Panionios (Grè.)	87-69

Classement : 1. Milan, 4 pts ; 2. Ülker Istanbul, Tel-Aviv, Moscou, Panionios Athènes, 3 ; 6. Limoges, 2.

● Groupe B

Charleroi (Bel.) - Cibona Zagreb (Cro.)	73-77
Olympiakos (Grè.) - Teamsystem Bologne (Ita.)	98-80
Alba Berlin (All.) - Estudiantes Madrid (Esp.)	78-79

Classement : 1. Zagreb, 4 pts ; 2. Olympiakos, Berlin, Teamsystem Bologne, Estudiantes Madrid, 3 ; 6. Charleroi, 2.

● Groupe C

Ljubljana (Slové.) - Leverkusen (All.)	86-70
FC Barcelone (Esp.) - Panathinaïkos (Grè.)	77-58
Split (Cro.) - Asvel (Fra.)	73-61

Classement : 1. FC Barcelone, 4 pts ; 2. Ljubljana, Split, Asvel Lyon-Villeurbanne, Panathinaïkos Athènes, 3 ; 6. Leverkusen, 2.

● Groupe D

Part. Belgrade (You.) - Efes Istanbul (Tur.)	76-72
Dinamo Moscou (Rus.) - Virtus Bologne (Ita.)	64-78
Pau-Orthez (Fra.) - Séville	85-79

Classement : 1. Efes Pilsen Istanbul, Pau-Orthez, Séville, Partizan Belgrade, Virtus Bologne, Dynamo Moscou, 3 pts.

CYCLISME

Tour d'Espagne
19e étape : Getafe-Avila, 217 km
1. L. Dufaux (Sui., Festina), 4 h 58 min 9 s ; 2. D. Nardello (Ita.), à 7 s ; 3. A. Peron (Ita.), m. t. ; ... 54. L. Jalabert (Fra.), à 25 min 6 s.
Classement général : 1. A. Zülle (Sui.) ; 2. L. Dufaux (Sui.), à 4 min 22 s ; 3. R. Pistore (Ita.), à 7 min 10 s ; 4. G. Totschnig (Aut.), à 8 min 34 s ; 5. T. Rominger (Sui.), à 8 min 51 s.

FOOTBALL

Coupe des coupes
Seizièmes de finale retour
Paris-SG (Fra.) - Vaduz (Liech.), 3-0 (4-0) ; Kispest Honved Budapest (Hon.) - **Nîmes** (Fra.), 1-2 (1-3) ; Sparta Prague (Rép. tch.) - Sturm Graz (Aut.), 1-1 (2-2) ; **Galatasaray Istanbul** (Tur.) - Constructorul Chisinau (Mol.), 4-0 (1-0) ; Etoile rouge Belgrade (You.) - **Kaiserslautern** (All.), 4-0, a. p. (0-1) ; **Liverpool FC** (Ang.) - My Pa 47 Anjalankoski (Fin.), 3-1 (1-0) ; Niva Vinnitsa (Ukr.) - **FC Sion** (Sui.), 0-4 (0-2) ; Olimpija Ljubljana (Slové.) - **Aarhus** (Dan.), 0-0 (1-1) ; **Brann Bergen** (Nor.) - Cercle Bruges (Bel.), 4-0 (2-3) ; Varteks Varazdin (Cro.) - **Lokomotiv Moscou** (Rus.), 2-1 (0-1) ; **AIK Stockholm** (Suè.) - FC Reykjavik (Isl.), 1-1 (1-0) ; Larnaca (Chy.) - **FC Barcelone** (Esp.), 0-0 (0-2) ; Ruch Chorzow (Pol.) - **Benfica Lisbonne** (Por.), 0-0 (1-5) ; Chemlon Humenne (Slova.) - **AEK Athènes** (Grè.), 1-2 (0-1) ; **Fiorentina** (Ita.) - Bistrita (Rou.), 1-0 (1-1) ; **PSV Eindhoven** (PB) - Dinamo Batoumi (Rou.), 3-0 (1-1).
Les clubs qualifiés sont en gras ; entre parenthèses, le résultat de l'aller.

Les fabricants d'ord... multiplient les modèles ...

Ariane-5 ne volera ...

Les fabricants d'ordinateurs domestiques multiplient les modèles équipés de touches simplifiées

De banals boutons permettent d'accéder directement à diverses fonctions

Les derniers modèles d'ordinateurs destinés à l'usage familial réservent quelques surprises. Les fabricants ont en effet choisi de réhabiliter les bons vieux boutons des débuts de la magie électrique. Fini, les ouvertures successives de fenêtres et les appels au logiciel. Afin de faciliter le maniement des appareils, les constructeurs proposent tout simplement d'appuyer sur une touche pour revenir au menu principal.

SERAIT-CE le signe révélateur de l'adolescence ? Voilà l'ordinateur familial qui se couvre de boutons. Lui qui semblait largement pourvu, avec les dizaines de touches de son clavier et les deux clics de sa souris, se laisse maintenant envahir par le plus banal des systèmes de commande. L'informatique se voit ainsi ravalée au niveau de la chaîne hi-fi, de la télévision, voire du simple interrupteur électrique ou de la plus vulgaire porte...

Mais c'est justement ce que cherchent les fabricants. Désespérément. Faire enfin oublier l'ordinateur. Le fondre dans le décor familial. Qu'il ne se fasse pas plus remarquer qu'une machine à laver, un grille-pain ou un four à micro-ondes. Et lui ouvrir, du même coup, la porte de tous les foyers. Le calcul est habile, même si le stratagème peut sembler grossier.

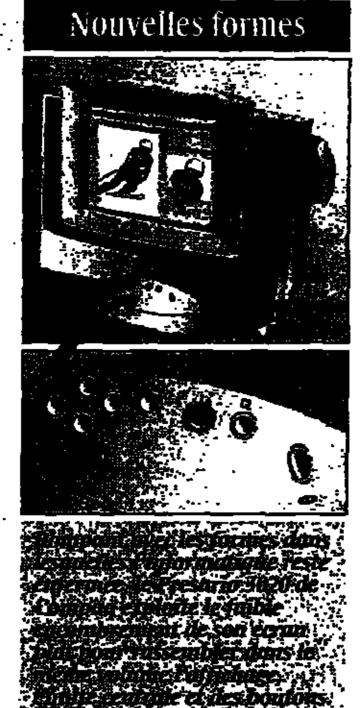
Alors que l'on attendait, qu'on le rêvasse ou le craignasse, l'avènement de la synthèse de la parole et de la reconnaissance vocale, alors que l'on imaginait déjà un ordinateur invisible mais omniprésent obéissant au doigt et à l'œil, voilà que ce sont les boutons qui font leur apparition. Des commandes à l'ancienne, des indications simples pour une machine intelligente.

La nouvelle gamme multimédia Presario que lance, fin septembre, le numéro un mondial de la micro-informatique, l'américain Compaq répond à un seul mot d'ordre : *« La simplicité d'utilisation. »* Pour téléphoner, il suffit d'appuyer sur le bouton « téléphone ». Même manœuvre pour actionner le lecteur de disque compact, envoyer une télécopie, ou pour mettre l'ordinateur en veille. Le réglage du volume sonore, lui, bénéficie du *nec plus ultra* : un gros bouton rond que l'on tourne exactement comme celui d'un amplificateur de hi-fi.

CONVAINCRE LES RÉTICENTS

Jusqu'à présent, l'accès à toutes ces fonctions imposait un plongeon dans les méandres des logiciels multimédias de l'ordinateur. Cela revenait souvent à ouvrir quatre ou cinq « fenêtres » pour effectuer une application, même la plus simple. En introduisant ce qu'il nomme modestement des *« touches de génie »* sur la face avant de l'ordinateur, Compaq simplifie effectivement le maniement de ses appareils. La touche SmartQ, qui permet de revenir d'un coup au menu principal, sera appréciée par ceux qui avaient tendance à s'égarer.

Nouvelles formes



[illegible]

Aux huit boutons de Compaq, Packard Bell répond avec les quatorze touches du boîtier Media Select intégré au socle de l'écran de ses modèles. Outre les fonctions simples, une opération plus élaborée comme l'envoi d'un document entre le numériseur et la télécopie répond également à la simple pression sur un bouton.

Une telle éclosion suffira-t-elle à convaincre les ménages encore *réticents à l'informatique ?* Compaq ne semble pas convaincu, puisqu'il se penche également sur le design d'ensemble de ses ordinateurs. Le Presario 3 020 innove avec son écran plat, jusqu'alors réservé aux modèles portables, et la position de l'unité centrale. En position verticale, elle sert de support à l'écran plat et accueille les haut-parleurs. Soit, selon Compaq, une réduction de 40 % de la surface de bureau occupée. Le prix semble, lui, suivre l'évolution inverse. A 24 990 francs, le Presario 3 020 reste un produit de luxe.

Même s'il est doté d'une poignée pour transporter son poids plume de 10 kg d'une pièce à l'autre.

Michel Alberganti

Ariane-5 ne volera pas avant le printemps 1997

MI-AVRIL 1997. Juste un peu plus de six mois pour tout régler. Les ingénieurs et les promoteurs du lanceur lourd européen Ariane-5, dont le premier exemplaire avait explosé le 4 juin dans le ciel de Kourou (Guyane), n'auront pas trop de temps pour préparer le prochain tir et remédier aux erreurs qui avaient conduit à la destruction de la fusée.

« Cette date de la mi-avril n'est qu'un objectif, pas une nécessité », a d'ailleurs rappelé, jeudi 26 septembre, Jean-Marie Luton, directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA) qui a précisé que *« si tout allait bien »*, le début de la campagne de ce « vol 502 » commencerait *« au mois de février »* ce qui conduirait à *un tir au mois d'avril.*

En cas de succès, une autre Ariane-5, la troisième, serait tirée à la mi-septembre. Contrairement à ce qui avait été prévu avant l'échec de juin, – le vol 503 devait à l'origine assurer une mission commerciale pour le compte de la société Arianespace – les deux vols d'avril et de septembre seront *« totalement consacrés à la qualification du* [nouveau] *lanceur »*.

Ces petits problèmes d'intendance ne sont pas de nature à distraire tous ceux qui, de près ou de loin, ont à voir avec ce programme de 38 milliards de francs qui mobilise en Europe 6 000 personnes appartenant à 250 firmes industrielles. Le temps n'est plus à la recherche des causes du mauvais fonctionnement du logiciel des centrales inertielles à l'origine de l'échec, mais plus prosaïquement à la reprise en main des équipes pour que pareille bévue – car c'en était une – ne se reproduise pas (*Le Monde* du 25 juillet).

Jeudi 26 septembre, sous les propos courtois de Jean-Marie Luton et d'Alain Bensoussan, président du Centre national d'études spatiales (CNES), pointait une fermeté dont les Etats-membres de l'ESA, soucieux de leurs deniers – l'affaire va coûter quelque 288 millions d'Ecus (1,860 milliard de francs) –, n'auraient pas compris qu'elle ne se manifestât pas. La mise en place d'un directoire de trois personnes chargées de garantir la *« bonne fin de qualification »* du lanceur, le renforcement des équipes du CNES et de celles de l'Aerospatiale architecte industriel du lanceur mais aussi maintenant de tous les logiciels de l'engin, la création d'un comité de suivi de plan et l'installation de groupes d'experts spécialisés en témoignent.

LES LEÇONS DE L'ÉCHEC

Sur le seul dossier des modifications à apporter au lanceur pour remédier aux causes de l'accident, 14 recommandations ont été faites et 40 actions entreprises. Mais cela ne suffit pas. Les responsables d'Ariane-5 ont décidé d'aller plus loin encore pour vérifier les marges de sécurité du lanceur, les renforcer dans certains cas, tirer des enseignements du vol trop court (40 secondes) du premier Ariane-5 et réexaminer dans sa totalité la procédure de qualification de cette nouvelle fusée, y compris dans des situations aux paramètres de vol fortement dégradés.

La réussite du futur fer de lance de l'Europe spatiale est à ce prix. Charles Bigot, PDG de la société Arianespace chargée de promouvoir le nouveau lanceur européen, n'a pas manqué de le souligner. S'il s'est déclaré confiant sur les capacités des équipes européennes à redresser la barre et rassuré par les propos du directeur des lanceurs au CNES, Daniel Mugnier, affirmant qu'*« aucune anomalie autre que celle ayant conduit à l'accident »* n'avait été *« découverte »* depuis le mois de juin, il a aussi rappelé, qu'en bon bon commerçant, il réfléchissait à la manière d'assurer les arrières de sa société.

Aujourd'hui, Ariane-4 est le seul lanceur que l'Europe est en mesure de proposer aux opérateurs de satellites. Le premier vol commercial d'Ariane-5 (vol 504) n'aura pas lieu au mieux avant le début de 1998. Dans ces conditions, même si Charles Bigot annonce qu'il commandera quand même, *« à des prix plus compétitifs »*, une nouvelle série d'Ariane-5 à la fin de 1997, il réfléchit aussi à la possibilité d'acquérir bientôt cinq à six exemplaires de la bonne vieille Ariane-4. De quoi se prémunir contre les conséquences d'un nouveau retard toujours possible d'Ariane-5 qui bouleverserait alors le calendrier de lancement déjà très serré de la société en 1999.

Jean-François Augereau

Shannon Lucid recordwoman involontaire du plus long séjour dans l'espace

CENT VINGT millions de kilomètres ; l'équivalent de 157 aller-retour de la Terre à la Lune. C'est la distance que Shannon Lucid avait parcouru dans l'espace quand, après 188 jours passés en orbite, elle a atterri, jeudi 26 septembre à 14 h 13 (heure de Paris) avec les six membres d'équipage de la navette Atlantis, sur la piste du centre spatial Kennedy à cap Canaveral (Floride).

L'Américaine, que la même navette Atlantis avait déposée à bord de la station russe Mir en mars, restera dans l'Histoire comme la détentrice involontaire du record féminin de séjour dans l'espace. Des problèmes techniques sur la navette, puis le passage de cyclones au large de la Floride ont retardé le départ d'Atlantis d'un mois et demi, ce qui l'a conduit à détrôner la Russe Elena Kondakova, restée 169 jours à bord de Mir en 1995. Pourtant, l'astronaute américaine *« n'a jamais flanché »*, a tenu à préciser Daniel Goldin, le patron de la NASA, qui l'attendait à cap Canaveral.

Elle aurait eu, pourtant, toutes les raisons de le faire. Passer six mois en orbite, à quelque 400 kilomètres d'altitude, n'a rien d'une sinécure. L'inconfort est d'abord physique. Dans l'espace, l'absence de pesanteur dérègle sérieusement de nombreuses fonctions vitales du corps humain qui, sur Terre, est habitué, à être attiré « vers le bas ». Les désordres neuro-sensoriels (mal de l'espace) et les déséquilibres posturaux des premiers jours disparaissent généralement assez vite, mais il n'en est pas de même d'autres effets physiologiques, beaucoup plus gênants.

Le système cardio-vasculaire est profondément perturbé et le sang afflue vers le haut du corps. Les os – notamment ceux des jambes et les vertèbres lombaires – se décalcifient. La masse musculaire fond, surtout au niveau des membres inférieurs.

Tous ces phénomènes s'aggravent avec la durée du séjour, mais semblent se stabiliser au bout de six mois en orbite. L'expérience aidant, les Russes ont appris à les combattre de manière assez efficace. Un régime alimentaire et, surtout, deux à quatre heures d'exercice physique quotidien suffisent pour supprimer presque complètement la décalcification et pour combattre la fonte musculaire. Les perturbations cardio-vasculaires sont contrecarrées par des séjours réguliers dans un appareil qui enferme la partie inférieure du corps pour y attirer le sang.

Mais des inconnues subsistent. Comme ses prédécesseurs, Shannon Lucid subira des examens pour tenter de les lever. Comme eux, elle aura sans doute quelques difficultés à réapprendre à vivre avec la pesanteur. Mais plus encore que ces inconvénients physiques, les problèmes psychologiques sont difficiles à gérer. Le travail scientifique, les exercices et l'entretien de la station ne parviennent pas à occuper suffisamment les astronautes pour leur éviter l'ennui et le « mal du pays ». Norman Thagard – premier Américain à séjourner plusieurs mois dans l'espace – et Shannon Lucid, qui l'a remplacé à bord de Mir, n'ont pas caché le « blues » qu'ils ressentaient parfois. Les commentaires de John Blaha, affirmant que la station russe était très spacieuse et ne sentait pas le renfermé, montrent bien l'appréhension qui était la sienne quand il a relevé sa collègue.

Après Blaha, Jerry Linenger (en janvier 1997), puis trois autres astronautes américains séjourneront plusieurs mois à bord de Mir. La NASA entend ainsi préparer au mieux les longs séjours à bord de la station internationale Alpha dont la construction doit commencer en décembre 1997. Le manque de crédits ayant diminué ou retardé l'installation de nombreux équipements scientifiques, les futurs occupants d'Alpha risquent, eux aussi, de trouver le temps long en orbite.

Jean-Paul Dufour

Au Groenland, un radar européen doit faciliter l'étude des aurores boréales

L'antenne saisira l'impact du vent solaire

UN CONQUÉRANT viking s'apprête à explorer des territoires encore vierges. Son nom : Eiscat Svalbard Radar (ESR). Son domaine d'exploration : les confins de la haute atmosphère et, plus précisément, les couches de l'ionosphère dans les régions polaires. En sondant ces couches d'air peu denses situées à environ 70 kilomètres d'altitude, le nouveau radar de l'association scientifique internationale Eiscat, inauguré le 22 août, permettra peut-être aux spécialistes de l'atmosphère de répondre à deux grandes questions : quelles sont la composition et la structure des couches supérieures de l'atmosphère ? de quelle manière le vent solaire interagit-il avec le champ magnétique de notre planète ?

Construit sur l'île du Spitzberg, dans l'archipel de Svalbard, au nord-est du Groenland, l'ESR consiste en une antenne parabolique de 32 mètres de diamètre associée à un émetteur-récepteur. Ce dernier envoie des ondes de haute fréquence (500 mégahertz) dans les hautes couches de l'atmosphère, qui les réfléchissent, porteuses d'informations. Les géophysiciens espèrent ainsi *« découper l'ionosphère en tranches »* entre 70 et 2 000 kilomètres d'altitude dans la région qui s'étend du pôle Nord à l'Islande.

Ils observeront essentiellement les protagonistes de ces spectaculaires phénomènes visuels et magnétiques que sont les aurores boréales. Ces halos de lumière verte, rougeâtre ou bleutée, appelés aurores australes au sud, trahissent les collisions entre les particules terrestres – essentiellement de l'azote et de l'oxygène – et celles émises et « soufflées » par le Soleil. Lorsque les particules du vent solaire, qui traversent l'espace à la vitesse de 400 kilomètres par seconde, sont accélérées dans la magnétosphère par un mécanisme encore mal connu, elles viennent heurter le bouclier magnétique qui enserre la Terre.

Il en résulte la formation d'une sorte d'onde de choc située côté jour à une quinzaine de rayons terrestres (96 000 kilomètres) de notre planète. Une partie des particules du vent solaire sont alors repoussées et contournent la Terre, allant former, côté nuit, une queue magnétique longue de plusieurs millions de kilomètres. Parfois, après avoir été déviées, certaines de ces particules parviennent quand même à s'engouffrer dans une zone, située près des pôles, où les lignes de force du champ magnétique terrestre sont « ouvertes ». Le radar Eiscat sera aux premières loges pour mesurer l'énergie, la vitesse, et déterminer la composition des atomes et des ions bousculés par le passage du vent solaire dans l'ionosphère.

TÉLÉCOMMUNICATIONS PERTURBÉES

Etant donné que ces phénomènes magnétiques perturbent les télécommunications, les chercheurs envisagent de les modéliser pour anticiper leurs fâcheux effets. Par ailleurs, le système sophistiqué de mesure qui, selon Wlodek Kofman, directeur de recherche au CNRS, *« fait du radar Eiscat l'équipement le plus perfectionné de sa catégorie »*, devrait aussi permettre de recueillir des connaissances inédites sur la manière dont les champs magnétiques terrestre et interplanétaire interfèrent.

Alimentée par un budget annuel de fonctionnement d'environ 25 millions de francs (dont 6 millions de francs apportés par la France), cette installation devrait recevoir durant une dizaine d'années une centaine de chercheurs de six pays (l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, la Finlande, la Norvège et la Suède). Normalement, leurs travaux auraient dû s'enrichir des résultats obtenus par les quatre satellites Cluster, que l'Agence spatiale européenne (ESA) avait prévu de faire mettre en orbite par Ariane-5. Malheureusement, l'explosion le 4 juin de la fusée européenne a détruit sa charge utile.

Tout n'est peut-être pas perdu, car l'ESA envisage de récupérer certains éléments du programme Cluster pour refaire un satellite. En attendant, les responsables du programme Eiscat se réjouissent de l'arrivée dans leur club de chercheurs japonais, ce qui laisse espérer la mise en place, à une date encore inconnue, d'une antenne supplémentaire. De quoi grossir l'arsenal impressionnant des pays scandinaves, déjà riche de cinq antennes.



JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

SOS, Jeux de mots : 3615 LE MONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

MOTS CROISÉS

N° 935

HORIZONTALEMENT

I. On note celles des grenouilles, des cloportes, et de Kafka. – II. Donne la pièce. Sort poétique du bibelot. – III. On fait ce qu'il dit. *Flambeau, selon lui-même.* – IV. Enchante le jardin. Assimilé. – V. Amoureuse jusqu'à sa fin. Toujours sur nos têtes. – VI. Pronom. *Douce, dit-on. Esquive.* – *VII. Le* lot moderne de la course au trésor. Il sait vous parler. Coule de source. – VIII. Plus vulgaire aujourd'hui que sous *Roosevelt. Sautent aux yeux.* – IX. On n'y a rien retranché. S'allonge pour un cornet de glace. – X. Ajournements.

VERTICALEMENT

1. La dernière mode en communication. – 2. Direction. Travaillent pour l'avenir. – 3. Trois étages pour Jean-Paul. Il ne faut pas en abuser, même si elle est bonne. – 4. Les bois nous indiquent son âge. – 5. Dirige. Au Club Med. – 6. C'est un goinfre. Indispensable à l'idole. – 7. Note. *Ne coule pas dans ce sens-là.* Pinceau lumineux. – 8. Rassembla les factieux. Donne l'envergure. – 9. Se posera. – 10. Pratique. – 11. *Fend le sol. Voyelles. Possessif.* – 12. Nos truchements. En Angleterre. – 13. Les confitures, soit, mais les musiques !

SOLUTION DU N° 934

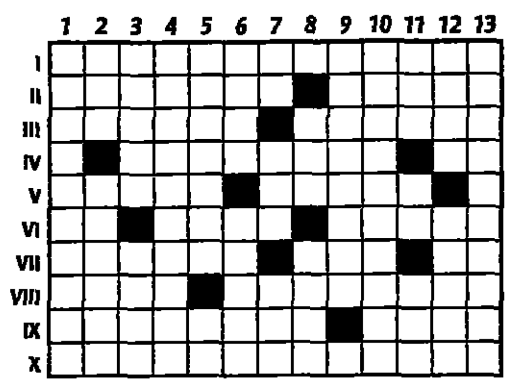
Horizontalement

I. Guillaume Tell. – II. Annuaire. *Etai.* – *III. Gît. Méandre.* – *IV.* Naevi. Narguât. – V. Etrenne. Aillé. – VI. Pépiai. Saveur. – VII. Englua. Es. – VIII. Tôlée. Lier. Fl. – IX. Iule. Dé-sossée. – X. *Thésauriseurs.*

Verticalement

1. Gagne-petit. – 2. Uniate. Ouh. – 3. Interpelle. – 4. Lu. Veinées. – 5. Laminage. – 6. Aïe. Nil. Dû. – 7. Urane. Uler. – 8. Mena. Saisi. – 9. Draa. EOS. – 10. Tergiverse. – 11. Eteules. Su. – 12. La. Alu. Fer. – 13. Littérales.

François Dorlet



ANACROISÉS (R)

N° 936

HORIZONTALEMENT

1. ABEORRUU. – 2. AIJNOSS. – 3. AEMORUX (+ 1). – 4. CDEEELLO. – 5. BCEEORT. – 6. AADEISST. – 7. AACEENR. – 8. EILMTU (+ 1). – 9. EFGISTU. – 10. EEIRSS (+ 1). – 11. IIOSTTU. – 12. *EFIINNST.* – 13. IILMNOST (+ 1). – 14. BEFFIOR. – 15. EEEMNSU (+ 1). – 16. EILNORS (+ 6). – 17. AAEMORT. – 18. EMNOTY. – 19. *AELMMSU.* – 20. EIRSSSU (+ 4). – 21. EEIORRST.

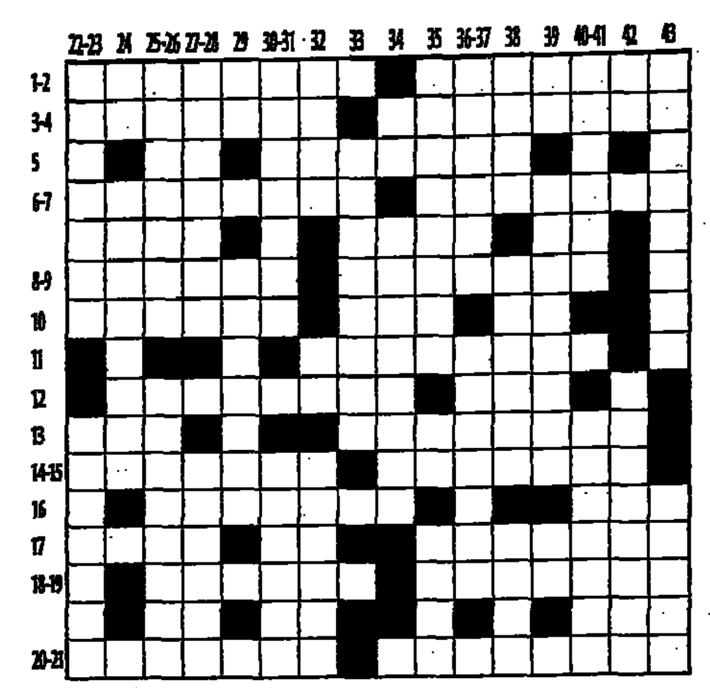
VERTICALEMENT

22. *BDEORUU.* – 23. *ABEERRS* (+ 2). – 24. EIIILLMT. – 25. ALMSTUU. – 26. EEFILNRS (+ 2). – 27. EEIRSSU (+ 2). – 28. AEFIST (+ 3). – 29. *EEEMORT.* – 30. ABEEGSU (+ 2). – 31. EMORSU (+ 4). – 32. EINNOO. – 33. CEEFILRU (+ 1). – 34. AEFIIRSU (+ 1). – 35. *AEEJSSST.* – 36. AACERT (+ 3). – 37. AEIMRRT (+ 1). – 38. DEIIOT. – 39. AEGINNOT. – 40. AEELOT. – 41. *AEELMNS* (+ 1). – 42. *AEORSSTU* (+ 5). – 43. AEEEGLMS.

SOLUTION DU N° 935

1. *CHIPEUSE.* – 2. *FIBROME.* – 3. HALECRET. – 4. AREAGES (AERAGES). – 5. OURAGANS. – 6. SIPHONNE. – 7. AFFINOIR. – 8. *QUELQUE.* – 9. *STYLEES.* – 10. BUTTEURS. – 11. TURBEHS. – 12. BATAILLE. – 13. ETAGEAIT. – 14. ATTRIBUT (BITTURAT). – 15. LISIÈRE (RESILIE). – 16. SINUSIEN (INSINUES). – 17. AGREGAT (TAGGERA). – 18. DOCILE. – 19. EVINCES (CENSIVE). – 20. *URANATE.* – 21. GRESEES. – 22. CHAMANS. – 23. TUILEAU. – 24. HANAFITE. – 25. YTTRIAS. – 26. PERSIFLE. – 27. *ECHINEES.* – 28. *UROPODE.* – 29. CHERRAIT, exagérait (TRICHERA). – 30. ESPIEGLE. – 31. BULBEUSE. – 32. FAUNIQUE. – 33. ATTIGER (TITRAGE). – 34. IRREFUTE. – 35. AGOUTIS (GOUTAIS). – 36. LEVRIERS. – 37. OGAMIQUE. – 38. URSULINE. – *39. ESSUYES.* – 40. *TETANOS* (NOTATES).

Michel Charlemagne et Michel Duguet



SCRABBLE (R)

N° 507

CAHIER ROSE OU CAHIER BLEU ?

La traditionnelle sortie du Petit *Larousse illustré de l'année* (suivante) a eu une résonance particulière à cause de la publication concomitante d'un nouveau rival, *le Maxidico,* vendu 100 francs au lieu de 250 pour son aîné. Larousse ayant l'intention de poursuivre son concurrent pour plagiat, nous avons comparé un échantillon des deux ouvrages, à savoir les entrées commençant par NA-, en nous limitant aux quelque 150 mots, de huit lettres au plus, jouables au Scrabble. Le PLI en comporte 114, et le « Maxi » 103. Voici les onze entrées manquantes. NABATÉEN, *d'un peuple du nord de l'Arabie* – NAHUA, *(Amérindien) émigré vers le Mexique* – NARSE, *marécage du Massif central* – NASTIE, *réaction rapide d'un végétal* – NATICE, *mollusque* – NATRÉMIE, *taux de sodium dans le sang* – NAZCA, *(culture) précolombienne* – NAMIBIEN – NANCÉIEN – NANTAIS – NAURUAN, *de l'Etat de Nauru* (Océanie). Les quatre derniers adjectifs figurent néanmoins dans les « pages bleues » du Maxi, qui recensent les gentilés ; donc, le déficit de ce dernier peut être ramené de onze mots à sept. Notons par ailleurs une étrange erreur de catégorisation : le participe passé NANTI, dans l'exemple forgé « nanti d'un billet », est recensé comme adjectif. Il apparaît que le *Maxi se contente de marquer le PLI* à la culotte, car il n'inclut, dans notre échantillonnage tout au moins, aucune entrée ignorée du PLI, excepté « nazarde », *variante de NASARDE, coup sur le nez.* En revanche, il prend l'avantage sur le listing du Petit Robert grâce à NAHAÏKA ou NAGAÏKA, *fouet du cosaque* – NAHUATL, *dialecte aztèque* – NAIRA, *unité monétaire du Nigeria* – NAPHTA, *distillat du pétrole,* et enfin NAVAJA, *long couteau espagnol,* dont l'absence au PR surprendra les lecteurs de Théophile Gautier. Le PR, de son côté, ne rentre qu'un mot absent du PLI et du Maxi : NABLA, *opérateur différentiel (math).*

Les définitions du Maxi sont originales et encyclopédiques. A l'instar du PR, mais à la différence du PLI, elles incluent, pour toutes les entrées, étymologie, datation du mot et prononciation : se voulant à la fois dictionnaire encyclopédique et dictionnaire de langue, le Maxi ratisse large. L'accusation de plagiat n'est pourtant pas infondée. Ce n'est pas par hasard que le Maxi est constitué d'une première partie « noms communs » et d'une deuxième « *noms propres* », séparées par des pages bleues. Y figurent non pas des « locutions latines, grecques et étrangères », mais des *gentilés, des tableaux de conjugaison,* les préfixes et suffixes, les abréviations et acronymes. Quoi qu'il en soit, le PLI prend l'avantage sur le *plan de la lisibilité,* des *illustrations* et des photos.

Michel Charlemagne

Club de Besançon, 38, rue de l'Observatoire, 10 juin 1996.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est *L'Officiel du Scrabble* (Larousse).

N°	TIRAGE	MOT RETENU	RÉF.	PTS
1	MNEEULS			
2	EENNUIT	MENSUEL	H 4	70
3	DGNINE?	ENNUIENT	6 F	62
4	AILOVSQ	IND(I)GNÉE (a)	5 A	72
5	Q+EAUMOT	VIOLAIS	A 4	42
6	AEECUSZ	ATOMIQUE (b)	D 1	84
7	EUS+RVTT	ACTEZ	2 B	72
8	R+RAYECO	VETUSTE	K 5	40
9	BDEFNGO	CARROYE	C 8	92
10	DGO+AEKO	BENEF	14 B	36
11	DGEO+AIP	KOLA	10 F	33
12	DGOA+RAU	PIE	15 A	38
13	DO+JPEER	AUGURA	8 J	27
14	DE+ALIXM	PROJET	M 1	30
15	DLM+EIOT	EXPIA	1 K	78
16	ABEFRSS	DOLOMITE (c)	12 B	72
17	STURIW?	BAFRASSE	O 4	66
18	RW+HILLD	PIEUT(A)IS	15 A	39
19	WILD+H	HALER	I 9	22
		HI	L 11	15
				990

(a) IND(I)GÈNE, K1, 68 ; DINGUEN(T), 8 D, 61. (b) Ou MOQUETTA en M1. (c) MODALITE ou MODELAIT, sur la rangée Sud, 61.
1. Denise De Moro, 897 ; 2. Frédéric Bartier, 890 ; 3. Guillaume Henrion, 867.

ÉCHECS

N° 1708

MÉMORIAL DONNER
(Amsterdam, 1996)
Blancs : J. Hodgson.
Noirs : J. Granda Zuniga.
Attaque Trompovsky.

1. d4	Cf6	18. Fh5+	Rg8 (j)
2. Fg5	é6 (a)	19. 0-0	Th7
3. é4	h6 (b)	20. Tf3	Tg7 (k)
4. Fxf6 (c)	Dxf6	21. Ta-f1	Cd7 (l)
5. Cç3 (d)	Fb4 (e)	22. Tg3	d3+
6. Dd2	d6	23. Rh1	Df5 (m)
7. a3	Fa5	24. Fg6!	Df8 (n)
8. f4! (f)	ç5 (g)	25. Dxd3 (o)	Cxé5
9. Cf3	gxf4	26. Fh7+	Rh8
10. Cxf4	ç6	27. Cg6+!	Cxg6 (p)
11. Fç4	d5	28. Fxg6! (q)	Dg8
12. é5	Dg5	29. Tf6	Fd8
13. Fé2	ç5	30. Dé3!	Fxf6
14. b4!! (h)	çxd4	31. Dxh6+	Th7
15. Cb5	Fb6	32. Fxh7	Fg7
16. Cd6+	Ré7	33. Dh5!	Df8 (r)
17. Cxf7!! (i)	Rxf7	34. Fd3+! (s)	abandon (t)

NOTES

a) Face à l'attaque Trompovsky, les Noirs disposent de plusieurs réponses : 2..., Cé4 ; 3. Ff4! (*cf.* n° 1698, J. Hodgson - M. Tseitlin, Ischia, juin 1996) ; ou 2..., Cé4 ; 3. h4, ç5 ou d5 ; ou bien 2..., ç5 ; 3. Fxf6, gxf6 ; 4. d5, Db6 ; 5. Dç1 ; ou 2..., d5 ; 3. d5.

b) Testant l'adversaire. 3..., d6 est un peu passif mais solide : 4. Cç3, Fé7 ; 5. Cf3, 0-0 ; 6. Dd2, *Cç6!* ; 7. Fb5, Fd7 ; *8. 0-0, a6* ; 9. Fxç6, Fxç6 ; 10. Th-é1, h6! ; 11. Fxf6, Fxf6 ; 12. d5, éxd5 ; 13. Cxd5, Té8 ; 14. g4, a5 (Piket-Oll, *Wijk aan Zee,* 1993).

c) Et non 4. Fh4?, g5 qui coûte le pion a aux Blancs.

d) Ou 5. Cf3, d5 (comme 5..., g6 ; *5..., b6 ; 5..., d6)* ; 6. é5, *Dd8* ; 7. Fd3, ç5 ; 8. ç3, Cç6 ; 9. dxç5, Fxç5 ; 10. 0-0, 0-0 ; 11. Cb-d2, f6.

e) Après 5..., d6 ; 6. Dd2, g5 (forcé sinon *7. f4)* ; *7. 0-0-0, Fg7* ; *8. g3, g4* ; 9. h3, h5 ; 10. hxg4, hxg4 ; 11. Txh8+, Fxh8 ; 12. é5, dxé5 ; 13. dxé5, Dé7 ; 14. f4!, gxf3 ; 15. Cxf3, Fd7 ; 16. Cé4, *Fg7* ; *17. Cf6+!, Fxf6* ; *18. Dh6, Fg7* ; 19. Dxg7, Df8 ; 20. Df6, Cç6 ; 21. Fb5, a6 ; 22. Th1, Cé7 ; 23. Th8, Cg8 : 24. Dg5, les Noirs abandonnèrent (*Greenfield-Stull, Moscou, 1994*).

f) La conquête de la case é5 est un des nombreux atouts des Blancs dans cette configuration.

g) Une réaction assez connue, à double tranchant et douteuse lorsque le F-R est déjà développé sur l'aile-D. Par exemple, 5. Cç3, d6 ; 6. *Dd2, g6* ; *7. f4, g5* ; *8. Ch3, gxf4* ; 9. Cxf4, h5 ; 10. 0-0-0, Fh6 ; 11. g3, Cç6 (et non 11..., é5 ; 12. Cç-d5) ; 12. Fb5, Fd7 ; 13. é5!, dxé5 ; 14. dxé5, Dé7 ; 15. Fxç6, Fxç6 ; 16. Th-f1, Dç5 ; 17. Dé2, h4 ; 18. Rb1, hxg3 ; 19. hxg3, Td8 ; 20. Cxé6!, Txd1+ ; 21. Txd1, fxé6 ; 22. Dh5+, Ré7 ; 23. Dh4+, Rf7 ; 24. Df6+, et les Blancs gagnent (Benjamin-Kreiman, 1994).

h) On trouve cette idée dans la partie française : 1. é4, é6 ; 2. d4, d5 ; 3. Cç3, Fb4 ; 4. é5, ç5 ; 5. a3, Fa5 ; 6. b4!

i) Une position complexe. Les Blancs peuvent-ils profiter de leur net avantage de développement ? 17. Cd3 défend le pion é5 et leur laisse, après l'échange des D, une *bonne fin de partie. Les* Blancs peuvent également spéculer sur la précarité du R noir qui, déroqué, est privé de son abri habituel. En ce *cas,* l'échange *des D* va à l'encontre de leur projet d'attaque. D'où cette combinaison à longue portée qui débute par le sacrifice du Cd6 et qui va soumettre les Noirs à une défense difficile.

j) 18..., Rg7 ne change rien au plan des Blancs : 0-0 suivi de Tf3-Tg3.

k) Les Noirs ont paré la première menace sur la colonne g.

l) A noter l'inactivité des forces noires sur l'aile-D.

m) Si 23..., Dxé5 ; 24. Té1!, Df5 ; 25. Fg6, Df6 ; 26. Txé6, Df8 ; 27. Cxd5 avec une attaque irrésistible.

n) Si 24..., Dxé5 ; 25. Té1!

o) Et non 25. Cxé6?, Dxf1 mat.

p) Si 27..., Txg6 ; 28. Txf8+.

q) La menace 29. Dd2 est bien plus forte que le gain de la D.

r) Si 33..., Dxh7 ; 34. Dé8+, Dg8 ; 35. Th3+.

s) Défendant la case f1.

t) Si 34..., Fh6 ; 35. Tg6. Et si 34..., Rg8 ; 35. Dh7+, Rf7 ; 36. Tf3+, Ré7 ; 37. Txf8, Rxf8 ; 38. h4!

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1707
D. GURGENIDZE (1988)

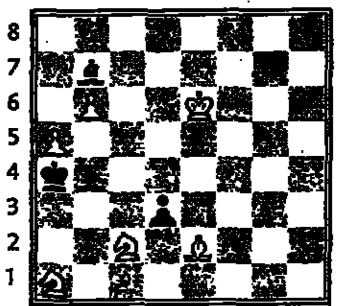
(Blancs : Rf7, Pa2, ç6, d2. Noirs : Ra1, Té2.)

1. ç7, Tf2+ ; 2. Rg7, Tg2+ ; 3. Rf6, Tf2+ ; 4. Ré5, Té2+ ; 5. Rd4, Txd2+ ; 6. Rç3, Td1 ; 7. Rç2, Td4! (la position-clé de Saavedra) ; 8. Rb3! (et non 8. ç8=D?, Tç4+ ; 9. Dxç4, pat), Td3+ ; 9. Rb4, Td4+ ; 10. Rb5, Tb5+ ; 11. Rb6, Td6+ ; 12. Rb7, Td7 ; 18. a4, et les Blancs gagnent.

Une belle variation de l'étude de F. Saavedra (1847-1922).

(Blancs : Rb6, Pç6. Noirs : Ra1, Td5.) 1. ç7, Td6+ ; 2. Rb5, Td5+ ; 3. Rb4, Td4+ ; 4. Rb3, Td3+ ; 5. Rç2, Td4! ; 6. ç8=T!!, Ta4 ; 7. Rb3! avec gain.

ÉTUDE N° 1708
V. A. BRON (1957)



Blancs (6) : Ré6, Fé2, Ca1 et ç2, Pa5 et b6.

Noirs (4) : Ra4, Fb4 et b7, Pd3.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

BRIDGE

N° 1704

PASSION ET AGONIE

Appelé « passion coup » en anglais et « coup de l'agonie » en français, voici un coup rare qui a permis à un jeune universitaire américain de réussir un chelem contré et qui aurait chuté sur une autre entame que Trèfle.

	Nord	
	♠ R D V ♡ A ◊ 9 8 2 ♣ R V 9 6 5 3	
Ouest ♠ 9 7 6 4 3 ♡ V 7 5 3 2 ◊ – ♣ 10 7 4	N / O E / S	**Est** ♠ A 10 8 2 ♡ 10 9 8 ◊ A V 5 3 ♣ D 8
	♠ 5 ♡ R D 6 4 ◊ R D 10 7 6 4 ♣ A 2 **Sud**	

Ann. : S. don. Pers. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ◊	passe	2 ♣	passe
2 ♡	passe	2 ♠	passe
3 ◊	passe	4 SA	passe
5 ♠	passe	6 ◊	contre...

Ouest a entamé le 10 de Trèfle couvert par le Valet et la Dame de Trèfle. *Comment Toby Strite a-t-il gagné* le PETIT CHELEM À CARREAU contre toute défense ?

Réponse

Après l'As de Trèfle, le déclarant joue deux Trèfles maîtres (9 et Roi). *Si Est* ne coupe pas, *Sud défausse* son singleton à Pique, puis il joue le 9 de Carreau, fait l'impasse au Valet et finit par ne perdre que l'As de Carreau. Est avait donc intérêt à couper avec le 3 de Carreau. *Le déclarant a surcoupé,* puis il est remonté au mort par l'As de Cœur et a continué Trèfle, qu'Est a encore intérêt à couper (avec le 5 de Carreau). *Sud surcoupe* et retourne en Nord en coupant le 6 de Cœur afin de continuer Trèfle coupé par le Valet de Carreau et *surcoupé par la Dame.* Mais l'As d'atout est maintenant sec, et quand Toby Strite, après avoir coupé la Dame de Cœur, joue encore Trèfle, l'agonie s'achève puisque Est ne peut plus empêcher la défausse du 5 de Pique qu'*en coupant avec l'As d'atout,* la seule levée de la défense !

Le chelem pouvait-il être battu après l'entame du 10 de Trèfle ? Non, car, si Est ne couvre pas le Valet de Trèfle, Sud prendra quand même avec *l'As* de Trèfle pour jouer le Roi de Trèfle...

LA VALEUR N'ATTEND PAS...

Y a-t-il un âge minimum pour participer aux Olympiades ? Une telle mesure serait illogique. Aux précédentes Olympiades, à Salso Maggiore, les Hongrois avaient dans leur équipe un joueur de seize ans, Gabor Winkler, dont la valeur n'a pas attendu le nombre des années.

Voici un contrat qu'il a bien réussi. Mettez-vous à sa place en Sud en cachant les mains d'Est-Ouest.

	Nord	
	♠ A 4 ♡ A 8 5 4 ◊ 4 ♣ R D 9 7 4 3	
Ouest ♠ 10 7 6 2 ♡ R 10 9 ◊ A R 8 ♣ V 8 2	N / O E / S	**Est** ♠ R V 9 5 ♡ – ◊ V 10 9 7 6 5 3 ♣ 6 5
	♠ D 8 3 ♡ D V 7 6 3 2 ◊ D 2 ♣ A 10 **Sud**	

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
passe	passe	1 ♣	3 ◊
3 ♡	passe	4 ♠	contre
surc.	passe	5 ♡	passe...

(4 ♠ : BW romain spécial).

Ouest a entamé le Roi de Carreau pour le 3 d'Est, et il a contre-attaqué le 6 de Pique (son troisième Pique). *Comment Winkler, en Sud, a-t-il gagné* CINQ CŒURS contre toute défense ?

Note sur les enchères

Curieusement, « 4 Piques » n'était pas un *splinter mais un* Blackwood spécial, et l'enchère de « 5 Cœurs » sur le surcontre de « 4 Piques » était sans doute un arrêt.

Philippe Brugnon

Un temps assez bien ensoleillé

SAMEDI MATIN, les nuages seront nombreux sur les côtes de la Manche. Le vent de sud-ouest soufflera à 60 km/h en rafales. Des Ardennes au Nord-Est jusqu'à la Franche-Comté et aux Alpes du Nord, les nuages et les éclaircies alterneront. Dans les Pyrénées, les nuages bas persisteront dans les vallées, *mais le soleil sera plus* présent en altitude. Sur le pourtour méditerranéen, ce sera le grand soleil avec un vent de nord-ouest *soufflant à 60 km/h en* rafales.

Dans le reste du pays, les *brumes ou brouillards matinaux* seront fréquents, et ne se dissiperont qu'en cours de matinée, laissant place peu à peu au soleil. L'après-midi, dans l'ensemble des régions au nord de la Loire jusqu'au Nord-Est, nuages et belles éclaircies alterneront. Dans le sud de la France, il fera beau. Quelques nuages se développeront dans les Pyrénées, laissant une impression agréable.

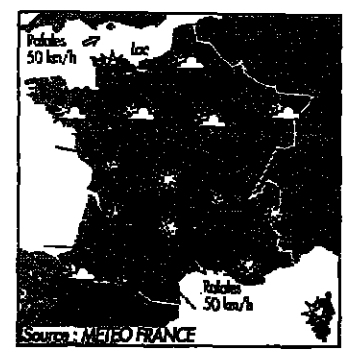
Les températures minimales iront de 6 à 10 degrés au Nord et de 10 à 15 degrés au Sud. L'après-midi, le thermomètre marquera 17 à 20 degrés au Nord et 21 à 25 degrés au Sud.

Dimanche matin, de la Bretagne à la Normandie jusqu'au Nord-Pas-de- Calais, il pleuvra faiblement. Le vent de sud-ouest sera modéré en Manche.

Des *Pays de Loire au Centre* jusqu'à l'Ile-de-France et aux Ardennes, les nuages seront nombreux. *Dans le* reste du pays, après dissipation des brouillards matinaux, le soleil sera au rendez-vous. L'après-midi, il pleuvra faiblement au nord de la Loire. Le ciel deviendra très nuageux du Poitou à la Bourgogne jusqu'au Nord-Est. Plus au sud, le soleil sera prédominant.

Les températures minimales avoisineront 6 à 8 degrés sur l'est du pays, 9 à 12 degrés à l'Ouest et sur l'extrême Sud. L'après-midi il fera doux, avec 18 à 21 degrés au Nord et 22 à 26 *degrés au Sud.*

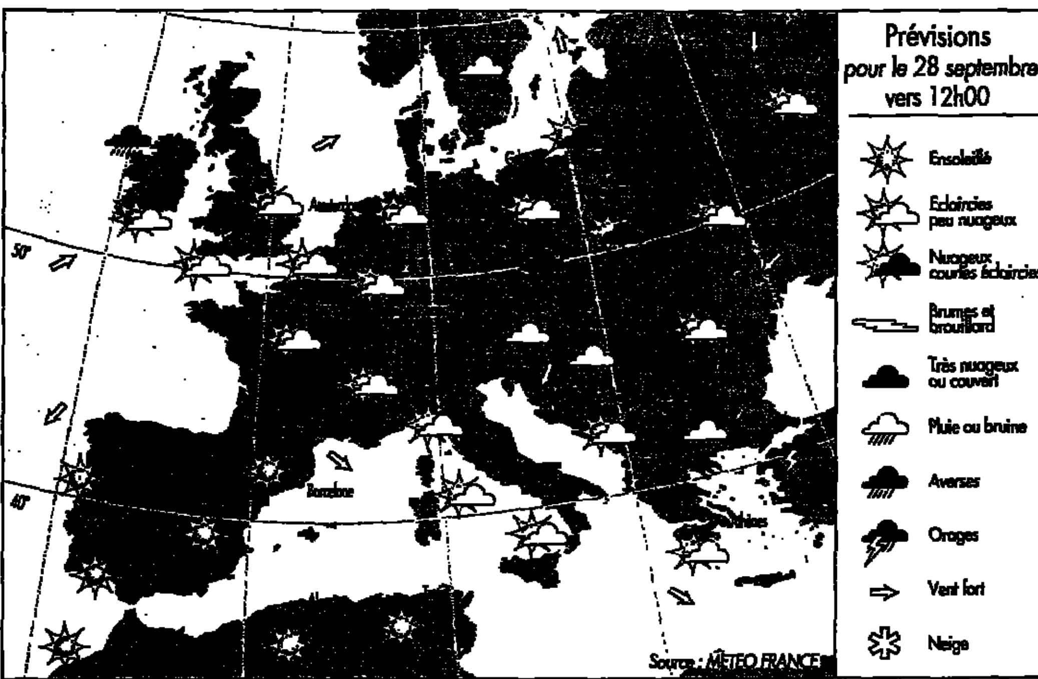
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



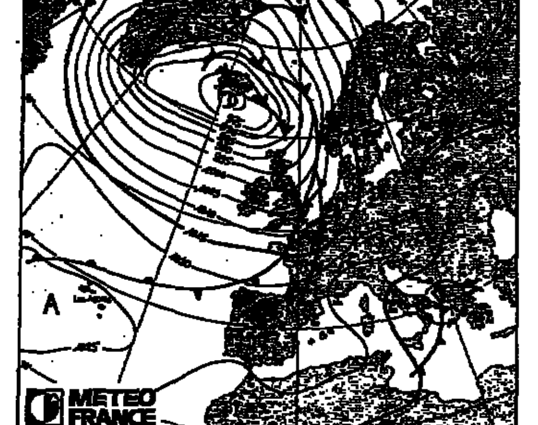
Prévisions pour le 28 septembre vers 12h00

La qualité de l'air

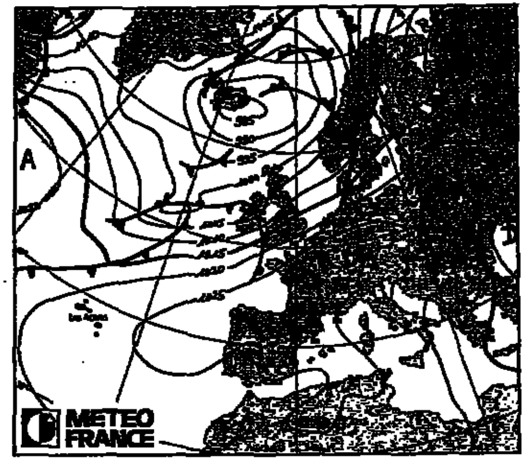




TEMPÉRATURES		GRENOBLE	21/8	TOURS	19/13	CHICAGO	16/14	LISBONNE	26/19	PRETORIA	28/11
		LILLE	19/13	ÉTRANGER		COPENHAGUE	15/8	LONDRES	18/12	RABAT	26/14
du 26 septembre		LIMOGES	18/13			DAKAR	31/26	LOS ANGELES	21/17	RIO DE JAN.	25/19
maxima/minima		LYON	20/10	ALGER	25/11	DJAKARTA	34/22	LUXEMBOURG	18/9	ROME	22/11
		MARSEILLE	22/12	AMSTERDAM	18/13	DUBAI	35/27	MADRID	25/12	SAN FRANC.	14/11
		NANCY	20/9	ATHÈNES	27/18	DUBLIN	20/8	MARRAKECH	33/18	SANTIAGO	18/5
FRANCE		NANTES	20/14	BANGKOK	34/25	FRANCFORT	19/7	MEXICO	26/14	SÉVILLE	30/15
AJACCIO	21/11	NICE	21/15	BARCELONE	24/14	GENÈVE	17/6	MILAN	20/6	ST-PÉTERS.	14/3
BIARRITZ	22/15	PARIS	20/13	BELGRADE	16/7	HANOÏ	32/26	MONTRÉAL	14/5	STOCKHOLM	14/0
BORDEAUX	22/14	PAU	22/15	BERLIN	13/6	HELSINKI	6/2	MOSCOU	13/6	SYDNEY	25/13
BOURGES	17/13	PERPIGNAN	23/14	BOMBAY	32/26	HONGKONG	30/25	MUNICH	16/1	TENERIFE	25/21
BREST	16/14	POINTE-À-PIT.	32/23	BRASILIA	28/19	ISTANBUL	25/18	NAIROBI	25/14	TOKYO	22/18
CAEN	17/14	RENNES	18/13	BRUXELLES	20/13	JÉRUSALEM	—/—	NEW DELHI	37/23	TUNIS	25/18
CHERBOURG	15/14	ST-DENIS-RÉUNION	26/18	BUCAREST	22/13	KIEV	13/9	NEW YORK	19/13	VARSOVIE	9/6
CLERMONT-F.	19/12	ST-ÉTIENNE	19/9	BUDAPEST	15/6	KINSHASA	—/—	PALMA DE M.	25/11	VENISE	21/10
DIJON	19/9	STRASBOURG	19/6	BUENOS AIRES	18/12	LE CAIRE	31/19	PÉKIN	25/17	VIENNE	14/6
FORT-DE-FR.	31/24	TOULOUSE	20/14	CARACAS	30/21	LIMA	19/15	PRAGUE	11/2		



Situation le 27 septembre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 29 septembre, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS *Le Monde*

Pilotes de guerre et pilotes de ligne

AU MOMENT de la Libération, la *situation de nos liaisons aériennes* commerciales était difficile : alors que, en 1938, nous disposions de 125 avions ou hydravions, nous n'avions plus en 1944 que 32 appareils de transport moyen et 40 bimoteurs légers. Cependant, le nombre de kilomètres parcourus mensuellement, de 880 000 en 1938, s'élevait à 1 500 000 à la fin de 1945. Ce rapide développement a posé, en même temps que la question du matériel, un problème du personnel. Lorsque la société nationale Air France, il y a un an, assuma le contrôle des lignes aériennes françaises, elle ne put disposer que d'environ 80 équipages entraînés. Il en faudrait actuellement au moins 300.

Où trouver rapidement les 220 équipages nécessaires ? Une seule source de recrutement, mais pleine de promesses : les pilotes de guerre, anciens de Normandie-Niemen, des escadrilles d'Angleterre et d'Afrique du Nord, spécialistes des *missions aériennes clandestines en* France occupée. Encore faut-il adapter à un travail entièrement nouveau ces hommes qui ont fait la preuve de leur courage et de leur compétence : c'est le but du centre préparatoire du personnel navigant qui fonctionne depuis un an au Bourget.

Ce centre doit transformer des as de notre aviation militaire en pilotes éprouvés de « paquebots aériens » qui savent que la protection de chacune des vies qui leur sont confiées vaut mieux que le plus spectaculaire des exploits. Mais il faut songer à l'avenir. L'aviation militaire ne fournira pas toujours des pilotes entraînés par cinq années de guerre. La nécessité d'une école nationale aéronautique, dont le centre de préparation du personnel navigant peut être l'embryon, apparaîtra bientôt.

Jean Planchais
(28 septembre 1946.)

PHILATÉLIE

Héros de romans policiers

UNE SÉRIE de six timbres à 3 F + 0,60 F – la surtaxe étant destinée à la Croix-Rouge –, consacrée à six héros français de romans policiers, sera mise en vente générale lundi 7 octobre.

Rocambole, Arsène Lupin, Rouletabille, Fantômas, Maigret et Nestor Burma prennent le pas sur leurs créateurs, Ponson du Terrail (1829-1871), Maurice Leblanc (1864-1941), Gaston Leroux (1868-1927), Pierre Souvestre (1874-1914) et *Marcel Allain (1885-1969)*, Georges Simenon (1903-1989) et Léo Malet (1909-1996). Manquent notamment à l'appel le père Tabaret, alias Tirauclair, de *L'Affaire Lerouge* (1864), créé par Emile Gaboriau, et San-Antonio, de Frédéric Dard. Seul Simenon a déjà été le sujet d'une émission commune à la France, à la Belgique et à la Suisse, en 1994, et auparavant de timbres du Nicaragua (1973) et de Saint-Marin (1979).

Les timbres, au format vertical 22 × 36 mm, dessinés par Marc Taraskoff, sont imprimés en héliogravure en feuilles de cinquante, et en carnets réunissant les six personnages, plus deux vignettes sans valeur (prix de vente : 21,60 F).

P. J.

★ **Ventes anticipées :**

– A Paris, les 5 et 6 octobre, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à la Bibliothèque des littératures policières (Bilipo), - 48-50, rue du Cardinal-Lemoine, 5e. Marc Taraskoff sera présent pour une séance de ***dédicaces*** **le 5 octobre, de 10 heures à 12 heures à la Bilipo et, de 15 heures à 17 heures, au** ***Monde*****, 21** ***bis*****, rue Claude-Bernard, 5e.**

– A Saint-Nazaire, les 5 et 6 octobre, au bureau de poste temporaire doté d'un timbre à date sans mention « premier jour », au Centre culturel, 33, boulevard Victor-Hugo.

EN FILIGRANE

■ **Combattants français en** ***Afrique du Nord.*** *Oublié dans le* programme publié par *Le Monde* du 7 septembre, le timbre en hommage aux combattants français en Afrique du Nord (1952-1962) « *ne commémorera ni le cessez-le-feu en Algérie ni la date du 19 mars 1962* », souligne François Fillon, le ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace.

■ **Ventes.** *Vente à prix nets Behr* (tél. : (1) 42-97-42-62 et EMail : BehrPhilatelie@msn. com) : plus de 3 000 lots ; sélection de « vermillons » (65 000 à 135 000 F) ; colonies, dont un bel ensemble de plus de 200 lots sur la Guadeloupe ayant servi à la rédaction d'une étude de Pascal Behr publiée dans le catalogue *Yvert et Tellier* 1996. – *Ventes sur offres Roumet* (tél. : (1) 47-70-00-56) clôturées les 1er et 15 octobre : près de 4 000 lots dont « vervelle » (départ 80 000 F) ; guerre de 1870 et affranchissements composés de septembre 1871 ; nombreux lots « à fortes cotes à petits prix ».

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ESPAGNE.** La compagnie espagnole *Iberia* vient de recevoir son troisième Airbus A-340. L'arrivée de cet avion baptisé *Rosa Chacel* permettra à la compagnie de desservir quotidiennement la ligne Madrid-Mexico avec ce type d'appareil à partir du 30 septembre.

■ **FRANCE.** La compagnie aérienne TAT, filiale de British Airways, va assurer, à raison de deux rotations quotidiennes, la liaison Paris-Toulon, qu'Air France Europe a décidé d'abandonner. – *(AFP.)*

■ **ITALIE.** Dès dimanche 29 septembre, des trains à grande vitesse français et italiens desserviront les lignes Paris-Turin-Milan et Lyon-Turin-Milan. Ce nouveau service mettra Paris à 5 h 20 de Turin (6 h 45 actuellement) et à 6 h 40 de Milan (au lieu de 7 h 40). La ville de Lyon ne se trouvera plus qu'à 3 h 50 de Turin (au lieu de 4 h 15) et à 5 heures de Milan (au lieu de 5 h 55). – *(AFP.)*

■ **BELGIQUE.** Air France et la compagnie belge Sabena ont renoncé à effectuer des vols conjoints sur la ligne Paris-Bruxelles. Les deux compagnies opéreront séparément dès cet hiver. – *(AP.)*

■ **MAROC.** 918 496 touristes étrangers ont séjourné au Maroc au cours des sept premiers mois de l'année, ce qui représente une augmentation de 10 % par rapport à la même période de 1995. Ils venaient principalement de France (303 401), d'Allemagne (120 353), d'Espagne (107 977) et de Grande-Bretagne (56 970).

PARIS EN VISITE

Dimanche 29 septembre

■ *L'ÎLE DE LA CITÉ (50 F), 10 h 30*, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).

■ **MARAIS :** le quartier juif (50 F), 10 h 30 et 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul côté escalier roulant (Psalmodi).

■ **MONTMARTRE** (50 F), 10 h 30 et 15 heures, sortie du métro Anvers (Paris passé, présent).

■ **MARAIS :** le quartier Saint-Paul (50 F), 11 heures, place de l'Hôtel-de-Ville face à la poste (Claude Marti).

■ **LE QUARTIER SUFFREN-GARIBALDI** (50 F), 11 heures, sortie du métro Ségur (La Parisienne).

■ **D'ODÉON** à Saint-André-des-Arts, dans les pas de Danton, Marat, Desmoulins (50 F), 14 h 30, sortie du métro Odéon devant la statue de Danton (Découvrir Paris).

■ **L'ÎLE DE LA CITÉ** et l'île Saint-Louis (50 F), 14 h 30, Pont Neuf devant la statue d'Henri IV (Connaissance de Paris).

■ **MONTMARTRE**, 14 h 30 (60 F), sortie du métro Abbesses (Isabelle Hauller) ; 15 h 30 (50 F), en haut du funiculaire sortie côté gauche (Claude Marti).

■ **LES PONTS DE PARIS**, de la Cité au pont des Arts (45 F), 14 h 30, sortie du métro Cité (Paris capitale historique).

■ **LE QUARTIER CHINOIS**, 14 h 30 (55 F), sortie du métro Porte d'Ivry (Art et Histoire) ; 14 h 30 (55 F), sortie du métro Maison-Blanche côté impair (Europ explo).

■ **L'HÔTEL-DIEU** (50 F), 15 heures, devant l'entrée côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 15 heures, sortie du métro Pont-Marie (Institut culturel de Paris).

■ **MUSÉE MAILLOL** (45 F + prix d'entrée), 15 heures, 61, rue de Grenelle *(Monuments historiques)*.

■ **LE PARC ANDRÉ-CITROËN :** exposition sur les épices (35 F), 15 heures, entrée angle des rues Balard et Saint-Charles (Ville de Paris).

■ **LE QUARTIER DE LA MOUZAÏA** (45 F), 15 heures, sortie du métro Botzaris (Monuments historiques).

■ **LE VIEUX VILLAGE DE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS** (50 F), 15 heures, sortie du métro Louvre-Rivoli (Résurrection du passé).

■ **LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS** (50 F + prix d'entrée), 15 h 30, place du Puits de l'Ermite (Tourisme culturel).

Lundi 30 septembre

■ **PASSAGES COUVERTS** (50 F), 10 h 30 et 15 heures, sortie du métro Palais-Royal devant les grilles du Conseil d'Etat (Paris passé, présent).

■ **DU JARDIN DU LUXEMBOURG** à Montparnasse (50 F), 11 heures, sortie du métro Luxembourg (La Parisienne).

■ **MONTMARTRE** (60 F), 11 heures, sortie du métro Abbesses (Vincent de Langlade).

■ **MUSÉE JACQUEMART-ANDRÉ** (50 F + prix d'entrée), 11 heures, 58, boulevard Haussmann (Tourisme culturel).

■ **DES THERMES AUX ARÈNES** (40 F + prix d'entrée), 14 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Sauvegarde du Paris historique).

■ **L'HÔPITAL DE LA SALPÊTRIÈRE** (50 F), 14 h 30, 47, boulevard de l'Hôpital (Institut culturel de Paris).

■ **L'ÎLE DE LA CITÉ** (50 F), 14 h 30, sortie du métro Cité (La Parisienne).

■ **MARAIS :** synagogues et quartier juif *(55 F), 14 h 30, sortie du* métro Saint-Paul (Christine Merle).

■ **LE SENTIER** et la cour des Miracles *(50 F), 14 h 30*, 3, place des Victoires (Frédérique Jannel).

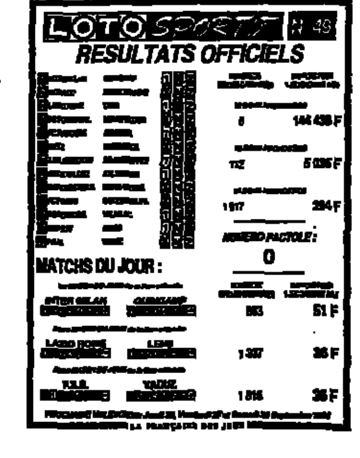
■ **LE VILLAGE DE PASSY** (45 F), 14 h 30, sortie du métro Passy (Paris capitale historique).

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 15 heures, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).

■ **MUSÉE DU GRAND-ORIENT DE FRANCE :** histoire de la franc-maçonnerie (55 F), 15 heures, 16, rue Cadet (Pierre-Yves Jaslet).

■ **MARAIS :** le quartier de la place des Vosges (50 F), 15 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Claude Marti).

JEUX

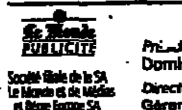


LES SERVICES DU *Monde*

Le Monde	42-17-20-00
Télématique	3615 code LE MONDE
CompuServe :	GO LEMONDE
Adresse Internet : http:// www.lemonde.fr	
Documentation sur minitel	3617 LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 44-08-78-30
Index et microfilms :	(1) 42-17-29-33
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)	

Le Monde est édité par la SA *Le Monde*, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

Commission paritaire des journaux et publications nº 57 437. ISSN : 0395-2037

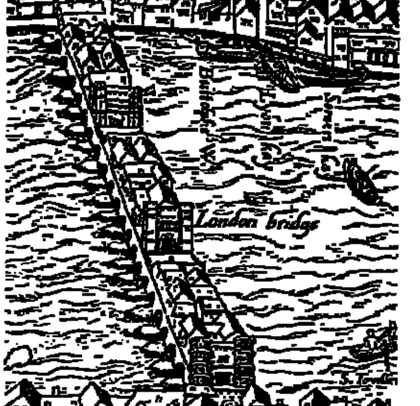


Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-Cedex.
PRINTED IN FRANCE.

Le Monde PUBLICITÉ
Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Gérard Morax

133, avenue des Champs-Elysées
75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

هكذا من الأصل



D.R.

ARCHITECTURE Les « ponts habités » sont le thème de la nouvelle exposition de la Royal Academy, à Londres, inaugurée le 24 septembre. Conçue à l'origine pour le Centre Georges-Pompidou, elle est devenue une manifestation franco-anglaise marquée, côté français, par la personnalité de Jean Dethier, « architecte d'exposition ». ● L'EXPOSITION londonienne est couplée avec un concours. Sept architectes ont été conviés à proposer un nouveau pont pour la capitale anglaise. ● JOHN GUMMER, secrétaire d'Etat à l'environnement, a annoncé les résultats du concours. Restent en lice Zaha Hadid, une Irakienne installée à Londres, et le Français Antoine Grumbach.

Londres renoue avec la saga des ponts habités

La Royal Academy of Arts, en collaboration avec le Centre Georges-Pompidou, présente une exposition et les résultats d'un concours qui illustrent les avatars d'un archétype riche de ses réalisations et de ses utopies

LIVING BRIDGES – Le pont habité, passé, présent et futur. Royal Academy of Arts, Piccadilly, Londres W1. Tél. : (19-44-171) 494-56-125. Tous les jours de 10 heures à 16 heures. 5 livres (40 F). Jusqu'au 18 décembre. Catalogue en anglais, éd. Prestel, 160 p., 175 F.

LONDRES
de notre envoyé spécial

Dans les très respectables salles de la Royal Academy of Arts s'étire le long ruban d'un fleuve aux eaux grises, de la couleur des fleuves qui traversent les villes, lourdes de pollution et de promesses non tenues, à Londres comme à Paris. Ces fleuves malmenés ont pourtant été à la source même des cités et de leur prospérité, points de passage obligés parce que s'y trouvaient un gué, un passeur et son bac, ou mieux encore un pont. On a oublié comment l'eau fractionnait le territoire. Comment, par exemple, l'Ardèche et la Drôme s'ignoraient de part et d'autre du Rhône. Comment, dans les villes, chacune des deux rives pouvait ignorer l'autre dès lors qu'on s'éloignait des ponts. Passages stratégiques, commerciaux, religieux et festifs, aujourd'hui réduits à une double fonction, porteurs de trafics et balcons d'amoureux, ils restent cependant dans la mémoire collective comme des lieux symboliquement forts, quelquefois essentiels.

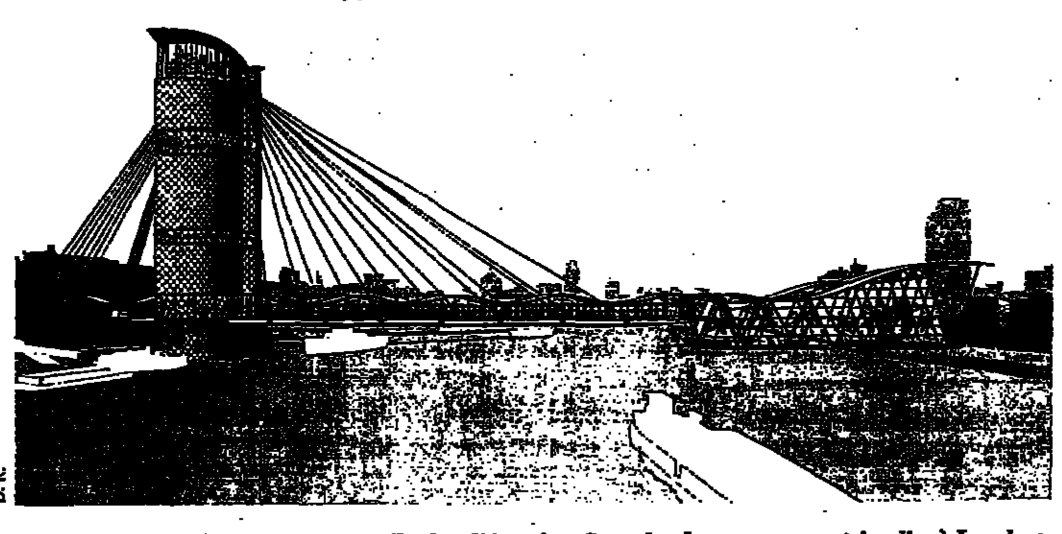
Dans les villes, il fallait faire des détours pour atteindre le pont. A la Royal Academy aussi. Un fleuve factice imaginé par Branson Coates porte les maquettes d'une bonne trentaine de ponts. L'exposition parle d'elle-même et fait partie de ces rares réussites de la muséographie lorsqu'elle s'attache à vouloir montrer l'architecture. Car ce n'est pas un pont banal *qu'on s'efforce de faire revivre ici.* Cela aurait été du reste surprenant dès lors que Jean Dethier, « architecte d'exposition » et serviteur ordinaire du Centre Pompidou, se révèle être le premier inspirateur de cette manifestation londonienne. Dethier a associé son nom à des expositions comme « Le Temps des gares », « Architectures de terre » ou « Châteaux-Bordeaux ».

L'idée des ponts habités lui est très banalement venue de voyages à Venise et à Florence. Restait à convertir cette idée, croisement hybride d'architecture pure et de réflexion urbaine, en propos exposable. Le Centre Pompidou affichant complet d'ici à la fin, en l'an 2000, de sa prochaine rénovation, Dethier a été encouragé à se tourner vers nos partenaires européens d'Outre-Manche. Il a apporté son projet à Londres, avec l'aide de l'historienne Ruth Eaton, mais a passé naturellement la main à ses homologues anglais, Peter Murray et Mary Anne Stevens. Mais qu'est qu'un pont habité, selon Dethier et ses coreligionnaires ? C'est un pont habité parfois pour des raisons militaires, comme celui de Valentré à Cahors, parfois par un édifice religieux, comme le pont Bénezet à Avignon, ou d'autres raisons encore, que fait découvrir le catalogue. Ce n'est pourtant pas là l'aventure principale de l'exposition : le propos en est surtout celui du pont urbain, *véritable rue qui va jusqu'à* faire disparaître le fleuve de l'horizon du passant. Là où l'eau est davantage respectée, voire honorée, à Venise ou à Florence, au Rialto et au Ponte Vecchio, devenus l'un *et l'autre de véritables lieux de pèlerinage* pour touristes, sont ménagées des places et des arches pour rêver, pour souffler, pour taquiner les dieux des rivières et canaux, pour assister aux joutes des mariniers.

Jusqu'au XVIII[e] siècle, ces ponts habités vont jouer un rôle majeur dans les cités. Ce qui a survécu à Florence et Venise, on le trouvait aussi à Paris : le Pont-au-Change (démoli en 1786), successeur du Grand-Pont (1298-1621), le pont Notre-Dame (1414-1786), le Pont-Marie (mis en œuvre seulement en 1614, et démoli lui aussi en 1786), seront de véritables rues posées sur l'eau, à l'architecture ordonnancée, même si viennent s'y greffer les ajouts naturels du temps.

L'histoire de Paris est l'occasion de faire une première halte sur l'un des thèmes les plus passionnants de l'exposition, celui des projets imaginés mais non réalisés. Ainsi découvre-t-on, dans une réalité à échelle réduite, l'étrange Pont-Neuf dessiné par Androuet du Cerceau en 1578, *qui* restera finalement vierge de construction (excepté la Samaritaine, édifice abritant alors une pompe à eau). Les amoureux de Paris doivent se rendre à Londres, ne serait-ce que pour voir ces maquettes. Elles viendront sans doute en France, mais on ne sait quand, faute de lieu.

La capitale britannique est bien servie dans cette section historique. Il faut dire que la Tamise se révèle plus large, près de trois cents mètres, plus musclée que la Seine. Dès lors, l'histoire de l'Old London Bridge, segment de ville longtemps solitaire et donc plus essentiel pour Londres que les ponts de Paris, devient une vaste fresque qui va de 1209 à 1758, un véritable roman architectonique, avec ses différentes phases de construction, ses incendies, ses drames, ses quartiers, ses péripéties saisonnières.


D.R.

Projet d'Antoine Grumbach pour un pont-jardin à Londres, co-lauréat du concours présenté à l'Academy of Arts. Dessin en haut, à gauche : représentation ancienne du Old London Bridge, démoli en 1823.

On retient les visions de la Tamise glacée, où le vieux London Bridge perd son utilité sans pour autant rapprocher les villages des deux rives. Les arches en étaient singulièrement resserrées, formant comme une sorte de grille, comme s'il fallait non seulement franchir, mais aussi organiser le trafic du grand fleuve. Le problème trouvera une autre solution avec la construction, au tournant du siècle (1894), du Tower Bridge, dont le dessin pseudo-médiéval laisse loin derrière lui tous nos Viollet-le-Duc.

On a oublié comment l'eau fractionnait le territoire

C'est un dessin de Palladio (1554) qui va devenir, au XVIII[e] siècle, le modèle et la référence des projets architecturaux, alors même que presque partout les anciens ponts sont *débarrassés* de leurs habitations. Cette inspiration n'est pas directe, dans le seul ouvrage construit de quelque envergure, le Pulteney Bridge (1770), à Bath. Mais le néoclassicisme palladien est bien à l'œuvre dans cet édifice symétrique à trois arches de Robert Adam, et si les constructions réelles cèdent désormais la place à l'utopie, c'est pour faire jaillir de l'eau d'admirables batteries d'arches, surmontées de forêts de colonnes et, troisième élément obligé de ces rêves architecturaux, de coupoles ou de temples à vocation triomphale.

Le temps des ponts modernes est par essence celui d'une mégalomanie, ou tout au moins d'une vision grandiose, en accord parfait avec l'efficacité des ingénieurs. On ne s'étonne pas alors de rencontrer un Baltard aux atours encore classiques à Lyon (1828) ou encore un Eiffel aussi métallique *qu'il se doit, pour le projet de pont* d'Iéna (1878). Les années 20, telles que les font émerger les maquettes de la Royal Academy, sont elles aussi fertiles et bien en accord avec les visions futuristes d'alors, à Chicago, New York, San Francisco, ou même Londres et Paris. A Paris, le pont habité prend d'ailleurs un sens curieux sous la plume du Russe Constantin Menikov. Son « Pont sur la Seine » abrite un immense garage dont le dessin n'a rien à envier aux « déconstructivistes » d'aujourd'hui. L'idée d'en avoir fait réaliser un modèle montre comment on peut encore flirter avec la réalité durant l'entre-deux-guerres, à l'inverse des années 60, où l'on croit s'envoler pour mieux sombrer dans un univers déconnecté de l'homme, des fleuves et des ponts...

Le bel aujourd'hui est quasi intégralement dévolu aux seuls projets londoniens, réalistes ou non. Remarquable mise en scène des tendances récentes ou contemporaines, de leur sérieux et de leurs névroses, cette exposition fleuve aboutit au rituel concours qu'aime à organiser Jean Dethier pour ne pas laisser ses expositions vouées aux seuls dieux de l'abstraction et de la spéculation historique. Le concours, limité à sept architectes, dont quatre Anglais et un Français, proposait un nouveau pont habité sur la Tamise, entre ceux de Waterloo et de Blackfriars. En sont sortis sept projets radicalement hétérogènes et diversement *constructibles.*

Dans sa grande sagesse, le jury a élu deux finalistes. L'un français, Antoine Grumbach, l'autre irakienne établie à Londres, Zaha Hadid, le projet du premier restant du domaine du réalisable, le second appartenant à la rhétorique imaginative d'un futur passablement sismique. Comme on voit mal ce dernier échapper aux foudres du prince Charles et de l'opinion londonienne, et tout aussi mal un Français construire sur le sol britannique, ce qui constituerait une première, les suites du concours ne manqueront pas de passionner les foules.

Frédéric Edelmann

Une histoire européenne

● **1177** : à Florence, le prédécesseur du Ponte Vecchio, en bois, est emporté par une inondation. Il portera ce nom à partir de 1218 mais l'actuel date de 1345, construit en pierre avec quarante-sept boutiques, dédiées depuis 1593 aux orfèvres et aux changeurs.

● **1201** : sur le premier Old London Bridge en pierre – qui restera seul à traverser la Tamise jusqu'en 1739 – on construit des maisons, ainsi qu'une chapelle. Un incendie en 1212, des piles arrachées par les glaces en 1282, le feu ravageant une quarantaine de maisons en 1632, puis le Grand Incendie en 1666, avant un nouveau sinistre en 1725, aboutiront à son remplacement, en 1823, par un pont moderne à cinq arches de pierre. Sans maisons.

● **1414** : première édification du pont Notre-Dame avec une succession de façades identiques. Effondrement accidentel de plusieurs maisons en 1499. Reconstruction avec deux rangées de trente-quatre maisons avec magasins. Entrée royale de l'épouse de François I[er] puis de Louis XIV et de Marie-Thérèse. Démolition des bâtiments à partir de 1786.

● **1643** : à Paris, le Pont-Marie est bordé de maisons, mais sur un seul côté, comme condition au lotissement de l'île Saint-Louis.

● **1639** : le Pont-au-Change remplace en 1639 le Grand Pont, entre la rive droite et l'île de la Cité. Bordé de maisons de trois étages et de boutiques, il sera démoli en 1786.

Zaha Hadid et Antoine Grumbach, deux lauréats sur les rives opposées de la création

LONDRES
de notre envoyée spéciale

Le Jean Nouvel des Anglais est une femme. Zaha Hadid, âgée de quarante-six ans, architecte et symbole de l'avant-garde britannique, est l'auteur de plus de projets controversés que de bâtiments construits. Son énergie artistique habite une silhouette puissante, drapée dans les plissés noirs et mats d'Issey Miyaké. Autorité et dynamique créative, c'est une Junon qui aurait volé la *foudre à Jupiter.*

PORTRAITS

Irakienne née à Bagdad dans une famille où l'on considérait l'éducation des filles autant que des garçons comme une condition de la liberté, elle a d'abord fréquenté une institution de religieuses françaises où se côtoyaient toutes les confessions. Attirée par les mathématiques et par l'architecture, elle choisira à Londres la fameuse école de l'Architectural Association. Diplômée en 1977, elle travaille dans l'équipe de Rem Koolhaas mais devient rapidement autonome et enseigne à son tour. A trente-deux ans, en 1982, elle projette une météorite sur la scène internationale en remportant le premier prix d'un concours à Hongkong. Un centre de loisirs sur le « Peak », qui ne sera pas construit mais dont le dessin stupéfiant, anamorphose aiguë de lignes brisées et de perspectives sidérales, devient immédiatement un projet-phare de la tendance « *déconstructiviste* ».

Quand le patron de Vitra, fabricant suisse de sièges de bureau, lui fait réaliser une caserne de pompiers près de son usine à Bâle, là où interviendront d'autres vedettes comme Frank Gehry et Tadao Ando, elle donne une démons*tration magistrale, oblique* et désaxée, de sa vision de la géométrie dans l'espace.

La position de Zaha Hadid dans son pays d'adoption est évidemment moins confortable : lauréate acclamée du concours pour l'Opéra de Cardiff, elle est en butte à l'hostilité des autorités locales et à des cabales contre le « collier de verre » qu'elle proposait de nouer autour de la baie et *qui lui* est refusé. En la déclarant colauréate du concours pour le nouveau pont, le jury londonien, où siégeait le secrétaire d'Etat à l'environnement, a sans doute voulu exprimer plus un hommage à *l'artiste qu'un désir* sincère de lancer un jour à travers la Tamise ce faisceau de poutres et de tubes en porte-à-faux, reliés par une passerelle que seul le Plexiglas de la maquette permet de croire un *instant transparente.*

MÉMOIRE DES LIEUX

Présenté par le Centre Georges-Pompidou comme seul architecte français de la compétition, Antoine Grumbach *vient d'être célébré par* la même institution avec une exposition et un catalogue, à l'occasion de la donation qu'il a faite au musée de cent cinquante dessins et documents. Ce Grand Prix national *d'urbanisme* en 1992 est un architecte soucieux de l'urbanité, de la mémoire des lieux, des réseaux et des échanges émotionnels, et des relations qu'il convient de « *tisser* » pour « *bâtir la ville sur la ville* ».

De propos généreux, ce philosophe de l'urbanité issu de la « révolution » de 1968 aux Beaux-Arts a d'abord traduit sa pensée en message d'enseignant, tout en lui donnant dans les villes *nouvelles* de la région parisienne un début d'application. Ouvert aux cultures autres que celle de l'architecture, il est, à l'âge de ciqnuante-quatre ans, de ceux qui ont rétabli un « *sens de l'histoire* » *dans* un enseignement qui avait perdu toute référence au passé et beaucoup de ses repères. Loin de briser, il cherche à réconcilier : les monuments et la cité (direction de l'équipement et hôtel de région à Poitiers), les artistes et l'architecture (maison Suger à Paris), l'ancien et le nouveau (réhabilitation d'un quartier à Ménilmontant), la mémoire et la création (université *de Versailles* à *Saint-Quentin-en-Yvelines*).

Tandis que ses confrères et concurrents alimentaient avec leurs projets la chronique des utopies architecturales, Antoine Grumbach a donné pour Londres un projet raisonnable et raisonné. La consigne de réserver une portée libre de 160 mètres de long pour d'hypothétiques convois fluviaux l'a conduit à reporter dans une tour de 100 mètres les logements et les bureaux du programme, et le pont est devenu une promenade suspendue avec boutiques et passages couverts, conduisant, sur la rive sud, à une *serre tropicale, et* justifiant l'appellation générale de « *pont-jardin* ».

Michèle Champenois

Umbo, le photographe bohème des années 20

Rétrospective à Paris de cet artiste allemand proche des surréalistes

UMBO. Centre national de la photographie, Hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Berryer, Paris 8e. Jusqu'au 21 octobre. Tél. : 53-76-12-32. Photo Poche, 61 photos, 54 F.

Un artiste, un grand, qui se retrouve un an avant sa mort caissier d'un musée prestigieux dans lequel ses photographies sont exposées à côté de Man Ray, est un personnage dont le parcours fut à l'évidence tumultueux. Le photographe en question s'appelle Umbo : né en 1902 à Düsseldorf ; célèbre dans les années 20 pour ses images modernistes imprégnées de ses études à l'école du Bauhaus ; complètement oublié dans les années allant de 1940 à 1970 ; mort à Hanovre en 1980 au moment où les musées le redécouvrent.

Sa vie est extravagante, une vie de bohème – avant guerre, on lui écrivait au Romanischen Café de Berlin –, rebelle à toute compromission, vivant retiré dans un appartement *« indescriptible »* à Hanovre, survivant grâce à quelques amis qui l'invitaient à dîner, accumulant les petits boulots : employé de bureau, préposé à l'emballage, manutentionnaire chez un grossiste d'appareils photos...

Une exposition montée à Düsseldorf, et reprise actuellement au Centre national de la photographie, vient rappeler l'oeuvre d'Umbo, de son vrai nom Otto Umbehr. On la doit à l'Allemand Herbert Molderings, qui a passé dix ans à renouer les fils de l'œuvre. Ce dernier se souvient d'un petit monsieur souriant qui s'est présenté à lui, lors d'un vernissage en 1974 : *« Bonsoir, je m'appelle Umbo ! »*. A l'époque, le photographe ne possédait plus un seul négatif et pas la moindre épreuve, ses archives ayant disparu dans le bombardement de son atelier, à Berlin en 1943.

Comment prouver que Umbo était grand ? En interrogeant la mémoire du photographe, en repérant et retrouvant des épreuves, une à une, dans le monde entier, que des amis, collectionneurs, assistants, musées, avaient conservées avant la guerre et dont la seule trace restait les multiples publications dans la presse de l'époque. Ce sera le travail, minutieux et exemplaire, de Molderings : 450 épreuves originales réalisées avant la guerre, souvent uniques, ont ainsi été identifiées. Cent cinquante sont réunies à l'hôtel de Rothschild.

Les deux premières salles de l'exposition témoignent d'une créativité époustouflante dans les années 1926-1930. Moins ensuite. Il faut aller savourer ces originaux, rarement accessibles. D'abord sa douzaine de portraits, d'amis ou de rencontres, comme l'actrice Ruth Landshoff, *« star des salons mondains berlinois »* et qui apparaît glamour ou insolente, distante ou fragile. Mais aussi le *« visage guerrier »* de son ami Paul Citroën, ou le sien, dans trois autoportraits formidables.

Umbo a inventé le portrait en gros plan, réalisé à cinquante centimètres, centré sur le regard et la bouche. *« Je défie quiconque d'affirmer le contraire »*, dit Molderings qui montre combien Umbo a digéré une double influence : celle de la Nouvelle Vision enseignée au Bauhaus et celle de l'expressionnisme avec ombres et lumière, qui rappellent les plans cinématographiques d'un Eisenstein. Il en résulte des visages non pas distants et stéréotypés mais qui s'offrent, rient parfois, vivent.



PHOTO POCHE/COLLECTION THOMAS WALTER, NEW YORK

Mystère de la rue, 1928.

Une double influence : celle de la Nouvelle Vision enseignée au Bauhaus et celle de l'expressionnisme

La seconde salle contient ses études étranges de mannequins de bois – les deux jambes coupées dans des chaussons douillets – et ces chefs-d'œuvre que sont ses vues d'au-dessus, notamment sa célèbre *Rue inquiétante* (1928) qui devient vertigineuse en étant accrochée verticalement au mur au point de se transformer en mur abstrait maculé de graffiti, ou sa moins connue *Cour de récréation d'une école maternelle* (1928) dans laquelle une religieuse s'apparente à une apparition merveilleuse au milieu d'enfants.

Umbo propose une alternative sensible à l'œuvre plus formaliste de Moholy-Nagy, gourou du Bauhaus et théoricien de la Nouvelle Vision et du constructivisme, mouvements-clés qui, à coups d'images déconstruites, de plongées et de contre-plongées, ont inventé une autre façon de regarder le monde. *« Umbo était tout le contraire, au sens où les partis pris esthétiques de la Nouvelle Vision ne l'intéressaient pas en soi, mais devaient être en prise avec le monde dans lequel il était plongé, celui de l'émotion et du rêve »*, explique Herbert Molderings.

Umbo est plus proche des surréalistes. Il avait vu des peintures de Chirico. Cette façon de vouloir toujours *« plonger dans la vie »* l'a poussé vers le reportage photographique. Ce qu'il fit en créant l'Agence Dephot avec Simon Guttmann, en 1928. Là encore, il n'a jamais su se plier aux exigences des magazines, refusant neuf commandes sur dix, balayant, après-guerre, alors que son attitude antinazie lui ouvrait toutes les portes, les propositions de la presse. *« Je suis là pour vivre, pas pour travailler »*, disait-il.

Michel Guerrin

La collection Photo Poche cédée à Nathan

Le conseil d'administration du Centre national de la photographie (CNP) a décidé, le 19 septembre, de céder les collections Photo Poche et Photo Notes aux Editions Nathan. Robert Delpire, à l'origine de ces deux collections, continue d'en assurer leur direction. Photo Poche est le plus gros succès de l'édition photographique en France avec soixante-six numéros à ce jour : des petits volumes bon marché, à la couverture noire et souple, qui présentent l'œuvre des grands maîtres. Cette décision s'inscrit dans la réorganisation du CNP avec le départ de son directeur, Robert Delpire, et son remplacement par Régis Durand. Par ailleurs, Jean Maheu succède à Alfred Pacquement à la présidence du CNP.

Perspectives optimistes pour le cinéma français

L'ASSOCIATION Auteurs-réalisateurs-producteurs (ARP) a commandé au Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE) une étude sur l'avenir du cinéma français à l'horizon 2005, dont les résultats devaient être rendus publics, vendredi 27 septembre.

Partant de la situation de 1995, où l'équilibre du secteur repose sur l'apport des chaînes de télévision hertziennes et de Canal Plus (la moitié des 2,8 milliards de francs de recettes des producteurs, quand les salles génèrent 317 millions de francs), le BIPE a procédé à des projections liées à l'évolution de la chaîne à péage, à la part de marché du film français, au paysage audiovisuel, à l'organisation de la production, des multiplexes, à l'impact des nouvelles technologies et aux possibilités à l'exportation. Sur cette base, quatre scénarios, soumis à l'appréciation d'un groupe d'experts, ont été élaborés. Surprise, ce sont les deux modèles les plus optimistes qui sont considérés comme les plus probables, dans un secteur où il est d'usage de décrier le présent et de maudire l'avenir. Le premier modèle parie sur le développement d'une politique européenne dans le domaine des images. Il devrait permettre une croissance de plus de 30 % en dix ans. Le deuxième scénario, par ordre de probabilité, table sur un cumul des facteurs positifs en France même : il aboutit à un essor de 55 %. Considérée comme peu probable, une libéralisation totale du secteur le livrant aux lois du marché mondial donne une croissance de 25 %.

LE RÔLE MINORITAIRE DES SALLES

Alors que seul le scénario catastrophe (abandon des politiques publiques...), écarté par les experts, produit une chute sensible. Au-delà des apports particuliers des chiffrages paramètre par paramètre, cette étude est riche de plusieurs enseignements. D'abord, quel que soit le scénario retenu, le maintien des salles à un rôle économiquement minoritaire (compris entre 10,5 % et 8,1 %, alors qu'il est aujourd'hui de 11 %). Ensuite, la pérennité du rôle crucial des chaînes généralistes et de Canal Plus (qui pèseraient, selon les hypothèses, de 38,8 % à 47,1 % du financement total de la production). Enfin, et surtout, de la place prépondérante accordée aux choix politiques concernant le cinéma, ou plus généralement le domaine culturel et audiovisuel.

Les choix de l'ultralibéralisme ou de l'économie mixte, le protectionisme ou l'ouverture, le rythme de la construction européenne sont les facteurs les plus déterminants. Plus que les logiques financières et techniques, ce sont les grandes orientations (à l'Elysée, à Matignon, rue de Valois et à Bruxelles) qui semblent conditionner le futur du cinéma. Autant qu'une étude économique, ce rapport traduit la « psychologie » d'un secteur moins pessimiste qu'on aurait cru, mais qui se considère comme plus dépendant que jamais du pouvoir.

Jean-Michel Frodon

DANS LES THÉÂTRES

TITE ET BÉRÉNICE

de Pierre Corneille. Mise en scène : Patrick Guinand. Avec Claude Mathieu, Michel Favory, Eric Génovèse, Coralie Zahonero... *THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER, 21, rue du Vieux-Colombier,* Paris-6e. Mº Saint-Sulpice et Sèvres-Babylone. Tél. : 44-39-87-00. Mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30. Jeudi à 19 heures. Dimanche à 16 heures. 160 F et 110 F. Jusqu'au 3 novembre.

■ Evénement : la Comédie-Française reprend une pièce de Pierre Corneille qui n'a pas été jouée depuis 1683, quoiqu'elle soit très souvent citée, parce que cette *Tite et Bérénice* avait été créée exactement sept jours après la *Bérénice* de Racine. Les deux protagonistes, et le propos essentiel – la séparation des amants – sont les mêmes chez les deux auteurs. Corneille, qui veut que l'on *« regarde l'amour comme un lâche attentat/Dès qu'il veut prévaloir sur la raison d'Etat »*, compose une pièce qui est, en grande part, « politique » : les lois, les votes du Sénat, les calculs de l'opposition, sont partie intégrante de l'œuvre. Racine cernait avant tout la conscience des amants. Mais, à l'écoute des deux pièces, la différence est aussi que ces passions, la poésie de Racine nous donne à les entendre, les toucher, les partager, alors que Corneille nous surprend, nous suspend, par son art de les écrire.

Il est étrange que la Comédie-Française ait relégué cette reprise dans la « seconde salle » qu'est le Vieux-Colombier. L'espace de la scène, déjà bien petit pour ce grand poème dramatique, est réduit encore par une sorte de cône tronqué noir. Ni le décor (un parterre de roses vertical) ni les costumes ne sont marquants. La Bérénice de Claude Mathieu est une idole d'or avec un côté Mimi Pinson, inattendu. L'empereur Tite de Michel Favory est comme un Christ paisible, quand le Tite de l'Histoire avait détruit Jérusalem, massacré quantité de juifs, et était tenu pour un nouveau Néron. La mise en scène de Patrick Guinand est doucement attentive à son petit monde. ***Michel Cournot***

LE CHANTEUR D'OPÉRA

de Frank Wedekind. Mise en scène : Louis-Do de Lencquesaing. Avec Thibault de Montalembert, Cécile Garcia-Fogel, Jean-Pierre Dougnac, Emilie Lafarge, Pascal Willmen, Benoît Nguyen-Tat... THÉÂTRE DE LA BASTILLE, 76, rue de la Roquette, Paris-11e. Mº Bastille et Voltaire. Tél. : 43-57-42-14. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 17 heures. 100 F. Jusqu'au 20 octobre.

■ Une pièce inédite de Frank Wedekind – précédée d'une interview fictive de Don Juan par Wedekind –, cela augure, sur le papier, d'une soirée goûteuse. Sur la scène, il en va autrement. Louis-Do de Lencquesaing, qui a monté avec finesse *Anatole*, de Schnitzler, enlise Wedekind dans la grisaille. *Le Chanteur d'opéra* est un wagnérien imbu de son importance, dérangé dans son travail par un vieux compositeur, une jeune admiratrice, une maîtresse. Trois personnages, trois âges, trois miroirs du désir : on comprend que Louis-Do de Lencquesaing ait voulu offrir, en prologue de ces variations sur la séduction, un rendez-vous jouissif avec Don Juan. On s'interroge, en revanche, sur le parti pris de la mise en scène. Le chanteur de Wedekind est un monstre, que Thibault de Montalembert joue comme s'il s'agissait d'un être frêle – une ombre sur le plateau. Cette façon pourrait être déstabilisatrice. Elle ne l'est pas, parce que Wedekind a tendu un piège terrible à qui s'approche de son *Chanteur d'opéra* : une forme de perfection contre laquelle il est vain de lutter. ***Brigitte Salino***

GUSTAVE ET EUGÈNE

d'après la correspondance de Gustave Flaubert. Adaptation et *mise en scène : Arnaud Bédouet. Avec Jacques Weber.* THÉÂTRE HÉBERTOT, 78 *bis*, boulevard des Batignolles, Paris-17e. Mº Rome et Villiers. Tél. : 43-87-23-23. Du mardi au vendredi à 21 heures. Samedi à 18 heures et 21 heures. Dimanche à 15 heures. 90 F à 200 F.

■ Le monologue établi par Arnaud Bédouet en scotchant des miettes des lettres de Flaubert aligne bêtises, rodomontades, vantardises, provocations, gros mots, que Flaubert, dans le courant d'une *Correspondance* superbe, se permettait devant ses intimes, de loin en loin, histoire de faire le jacques pour aérer les choses. Le public qui entend cela écoute plastronner un balourd, obscène, sans cœur. Or Flaubert était réservé, délicat et généreux au point d'empoisonner les dernières années de sa vie à seule fin de secourir une parente. Grand acteur, metteur en scène captivant, Jacques Weber s'est laissé surprendre dans cette méprise, semble-t-il par amitié pour Arnaud Bédouet, qui sait être, *Gustave et Eugène* mis à part, un excellent acteur et un auteur d'avenir (sa prochaine pièce, *Kinkali*, va être mise en scène par Philippe Adrien au Théâtre de la Colline en janvier 1997). Jacques Weber donne d'ailleurs très bien, avec sa stature, sa classe et son côté faux beau ténébreux habituels, cette caricature de Flaubert que les règles du jeu, ici, lui imposent. ***M. C.***

QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ?

d'Edward Albee. Mise en scène : John Berry. Avec Myriam Boyer, Niels Arestrup, Nathalie Hugon, Hugues Boucher. *THÉÂTRE DE* LA GAÎTÉ-MONTPARNASSE. 26, rue de la Gaîté, Paris-14e. Mº Gaîté et Edgar-Quinet. Tél. : 43-22-16-18. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 h 30. 110 F à 220 F.

■ *Qui a peur de Virginia Woolf ?* fut créée, il y a trente-quatre ans, à New York, par Liz Taylor et Richard Burton. Cette longue scène de ménage, sordide, sans plus, de deux alcooliques, fut un triomphe : qui ne brûlait de voir de si près, physiquement, les deux monstres sacrés ? Pour cette seule raison que le couple Taylor-Burton l'avait créée, car cela suffisait à appâter le monde, La pièce fut reprise plusieurs fois en France. Aujourd'hui, ce revenez-y fait vieux jeu. L'alcoolisme n'amuse plus – il ne peut être attachant que s'il est traité avec intelligence et soin, comme dans la série américaine sur la chaîne câblée Canal Jimmy : *New York Police Blues*. Les insultes sordides d'un couple ne nous touchent pas davantage. Mais, interprétée par les deux as que sont Myriam Boyer et Niels Arestrup, la méchante chose d'Edward Albee fait de nouveau recettes, au pluriel. ***M. C.***

La Réunion des musées nationaux est confrontée à une crise financière

L'IMMEUBLE de la Réunion des musées nationaux (RMN), rue Etienne-Marcel, est en ébullition. On sait que 1996 se soldera pour la deuxième année consécutive par un lourd déficit. Les plus pessimistes parlent de plan social, voire de démantèlement. Au ministère de la culture, on est moins alarmiste : *« On fait une analyse des causes de la crise traversée par la RMN*, indique Alain Seban, chargé de ce dossier au cabinet de Philippe Douste-Blazy. *On cherche des remèdes. Mais il n'est pas question de démanteler un établissement qui assure la solidité du système des musées français. On espère pouvoir éviter un plan social. »* Mais, en attendant une décision du ministère, il devrait y avoir des changements importants dans la direction éditoriale et commerciale de la RMN.

L'établissement a partagé la récente euphorie des musées français. Mais, depuis trois ans, la fréquentation des musées diminue, et la RMN déprime. En juin 1996, le comité d'entreprise a déclenché une procédure d'alerte. Les comptes bénéficiaires en 1993 (+ 10 millions de francs), équilibrés en 1994, sont dans le rouge en 1995 (– 39 millions de francs). La perte d'exploitation de 1996 devrait être de 10 millions de francs. Les réserves accumulées pendant les années d'opulence ont totalement fondu fin 1995.

Créée en 1931 pour centraliser les droits d'entrée des musées, la RMN accumule des fonds qui servent à acquérir des oeuvres d'art et à assurer l'organisation matérielle des expositions de la direction des musées de France (DMF), dont le directeur préside le conseil d'administration de la RMN. Sa seule ambition commerciale s'est longtemps bornée aux cartes postales. A partir des années 70, avec l'arrivée d'Hubert Landais à la tête de la DMF, la RMN édite ses premières copies de bijoux anciens. Elle reste néanmoins une petite entreprise. Tout change avec l'ouverture du Musée d'Orsay, en 1986. Le chiffre d'affaires de la RMN atteint, en 1985, 85 millions de francs. Onze ans plus tard, il est de 400 millions de francs.

LA PONCTION DE L'ÉTAT

Entre-temps, elle est devenue (en 1991) un établissement public industriel et commercial (EPIC) qui emploie 860 permanents et environ 300 personnes à temps partiel. Elle a développé une politique commerciale « musclée » à l'exemple des grands établissements américains. Elle multiplie donc l'édition de ses produits dérivés, commercialise ses catalogues, véritables livres d'art, en librairie, à la grande fureur des éditeurs privés. Multiplie boutiques et points de vente, en France et à l'étranger. Vend par correspondance sur catalogue. S'implique lourdement dans l'édition de CD-ROM.

En même temps, cet établissement, qui n'a pas de capital, n'échappe pas à ses missions de service public. Il assure l'édition (déficitaire) des publications scientifiques des musées et la tenue d'expositions qui ne sont pas toutes des succès publics. Il gère des ateliers comme ceux des moulages ou de la chalcographie (tirage des gravures). Si son agence de photos réalise un chiffre d'affaires de 10 millions de francs, elle accuse un déficit de 5 millions de francs, car les clichés tirés sont aussi des outils de travail pour les conservateurs.

Enfin, l'Etat ponctionne lourdement la RMN en lui « empruntant » 47 millions de francs pour la construction et la mise en œuvre du Grand Louvre. Il ne faut pas oublier que la RMN existe aussi pour subventionner les achats de la DMF (70 millions de francs en 1995, 50 millions de francs en 1996) et que l'établissement draine des fonds venus du mécénat (cette année, 8 millions de francs). Ces sommes sont directement perçues par les musées soit pour acheter des œuvres, soit pour subventionner des travaux. Coincée entre son appétit commercial et ses missions de service public, la RMN fait le grand écart. Sa situation est d'autant plus inconfortable qu'une partie de ses ressources viennent à manquer à partir de 1993, l'année de tous les triomphes.

A cette date, le Louvre devient un établissement public (Versailles le deviendra en 1995). Le musée, dont la gestion est désormais autonome, ne reverse plus à la RMN l'essentiel de ses droits d'entrée. C'est, pour l'EPIC, un manque à gagner de 60 millions de francs entre 1993 et 1995. De plus, la fréquentation des musées chute de 20 % en 1995 par rapport à 1994. A la fin du mois d'août 1996, la baisse est de 12 % par rapport à 1995, année noire pourtant avec les attentats, le plan Vigipirate et les grèves de décembre.

Aujourd'hui, on ne manque pas de reprocher à la RMN des erreurs stratégiques et un certain flou dans ses choix : en particulier, la ligne de ses produits dérivés qui hésitent entre le luxe, le demi-luxe et le bas de gamme ou la multiplication de ses coûteuses filières étrangères. En dépit de la conjoncture, la direction de la RMN ne change pas de stratégie. Seule note optimiste, la Réunion des musées n'a aucun endettement bancaire et possède des avoirs immobiliers.

Emmanuel de Roux

هكذا من الأصل

Jean-Louis Murat, entre Belzébuth et Cupidon

« Dolorès », un laboratoire dont l'avenir dira s'il a réussi à faire sortir le chanteur de sa chrysalide

« *QU'IL EST DUR de défaire/J'en suis K.O.* » : un album qui commence par une caricature de soi ne laisse présager d'aucun signe d'imagination créatrice. Ce bouquet de poncifs *made in* Jean-Louis Murat, c'est *Fort Alamo*, titre numéro un de *Dolorès*, album « *de transition* » (la définition est de l'artiste), qu'il est dur d'écouter une première fois sans friser la lassitude, et qu'il est réjouissant d'entendre pour la dixième fois, tant *il rattrape le monde enfantin en chacun contenu.*

Il y a là une sidérante absence de peur du ridicule, une perversité de bon aloi poussée à son paroxysme. Jean-Louis Murat, enfonçant le clou avec des airs de crucifié libéré des contingences matérielles, en arrive à nous faire fredonner comme des préadolescents, sans trop comprendre, mais en aboyant comme le chanteur – délicatement, avec des pincettes, en plongée sous-marine dans les graves – ce dernier vers de la chanson : « *Je vis dans la crasse je suis dégueulasse/Et alors/Le chien de l'espace dans la glace/N'aboiera plus/Whoo whoo whoo.* »

Murat des champs, Murat des villes, le seul auteur français à glisser des perce-neige, des vaches, des vignes, de l'argile et des renards (peureux), le timon et l'araire dans ses chansons. Trois ans après *Vénus*, exercice en forme de montagnes russes – des twists et des tunnels de mélancolie –, *Dolorès* adopte l'esthétique automobile en vogue : lignes rondes, confort de route, freinage automatique, air-bag et air conditionné. La brisure est évitée, contournée.

DES MOTS PARFOIS ARDENTS

Un trop de percussions en tapis, façon rap (ou *trip-hop*, son cousin anglo-mélancolique) corrigé de sons de clochettes et triangles, gâche le plaisir de la promenade, oriente vers de longs rubans d'asphalte des mots parfois ardents. Ce tic de production fait verser *Reversibilités* dans une brume indécise, quand il aurait pu atteindre une rare luminosité : la voix, traînante, large, avait assez de caractère et de brillance pour éclairer le texte, superbe (de Baudelaire), et la musique insignifiante (de Murat), mais impeccablement collée à cette supplique à la jeunesse, à la beauté, à la bonté. Mais il y a ces malheureux « *cling-cling* » à répétition...

Avec sa fausse naïveté, ses confidences de *border line* (la santé bucolique et la folie suicidaire, la rupture et l'amour fou) et sa sincérité masochiste, Jean-Louis Murat se transforme aisément en tête à claque. Faut-il céder à l'agacement, à l'envie de brûler après avoir adoré ? Jean-Louis Murat est sans aucun doute un terrain fertile pour la chanson (pas seulement française). S'il fait des compromis avec le goût du jour, c'est en les dénonçant. S'il travaille le filon de la lassitude avec une facilité déconcertante à taper sur les nerfs, c'est pour les mettre à vif. Car Murat est un amoureux, un chantre du plaisir, percé des flèches de Cupidon à la moindre occasion, et qui produit de belles chansons-manifestes (ici, *Le Môme éternel, Aimer, Dieu n'a pas trouvé mieux*). Il est aussi un éternel mortifié, que Belzébuth, niché dans ses reins, oblige à la séduction sans fard, à de brûlants contacts humains.

Ainsi écouterons-nous *Dolorès*, entre glace et braise, entre bourbier et laves endurcies. Bercés par le travail en finesse de la guitare de Jean-Louis Murat dans *Le Môme éternel*, perdus dans les mots troubles d'*Aimer* et finalement irrémédiablement séduits par la profession de foi de Murat, général de l'armée des désarmés chroniques : « *Mieux que ta bouche/Mieux que tes lèvres/Tes omoplates, tes yeux/Mieux que ton coude à ma fenêtre/Non, Dieu n'a pas trouvé mieux.* »

Véronique Mortaigne

★ 1 CD Virgin 8021692-2.



JOHANNES BRAHMS

Symphonies no 3 et 4 – Sérénade no 1
Orchestres philharmonique de Vienne et de Londres, Istvan Kertesz (direction)

Les symphonies ont été enregistrées en 1973, à Vienne, la *Première Sérénade* en 1967, à Londres. Les *Troisième* et *Quatrième Symphonies* font partie d'une intégrale qui marqua son époque et dont cette réédition prouve qu'elle n'a rien perdu de ses attraits musicaux et techniques. La prise de son est d'une qualité que l'on aimerait apprécier plus souvent ; l'interprétation est à citer en exemple pour le naturel avec lequel elle dénoue les tensions du texte, la mise en place est parfaite. Ce que la pochette ne dit pas, c'est que Kertesz est mort avant d'avoir enregistré le dernier mouvement de la *Quatrième Symphonie* que les musiciens autrichiens ont enregistré seuls par fidélité à sa mémoire. Splendide, historique et bon marché. Ces deux disques valent le prix d'un seul. **Al. Lo.**

★ Un album de 2 CD Decca 448 200-2.

ANTON BRUCKNER

Troisième symphonie
Quatrième symphonie
Orchestre philharmonique de Vienne, Karl Böhm (direction)

Même si Karl Böhm a choisi la *Troisième Symphonie* dans la version trop corrigée par Nowak éditée en 1889 et non celle de 1878, son interprétation est une leçon prodigieuse. Le vieux chef réussissait à faire sonner ce grandiose hommage à Wagner comme une lumineuse musique de chambre, phrasant avec une liberté d'allure vraiment impressionnante. Retrouver cette interprétation regroupée à un prix défiant toute concurrence avec celle de la *Quatrième Symphonie*, couronnée par tous les prix imaginables, est une aubaine qu'on ne laissera d'autant pas passer que la prise de son est un modèle. **Al. Lo.**

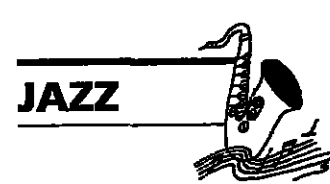
★ Un album de 2 CD Decca 448 098-2.

FRITZ WUNDERLICH

Récital de lieder
enregistrés au Festival de Salzbourg en 1965
Lieder de Beethoven, Schubert et Schumann
Hubert Giesen (piano)

La pièce de choix de ce récital historique (excellemment enregistré en monophonie) est évidemment *Les Amours du poète* de Robert Schumann. Si ce CD était un microsillon, la première moitié de sa seconde face serait vite usée, comme l'on a fatigué les *Kindertotenlieder* de Mahler et la *Rhapsodie pour contralto* de Brahms par Kathleen Ferrier, mais pour des raisons exactement inverses. Chanté par le ténor, un an avant sa mort accidentelle survenue à l'âge de trente-six ans, le cycle de Schumann irradie de la joie conquérante, de la virilité charmeuse et tendre des jeunes héros qui ne craignent pas de montrer leurs émotions. **Al. Lo.**

★ 1 CD Orfeo C 432 961 B. Distribué par Harmonia Mundi.



ALBERT AYLER

My Name is Albert Ayler

« *Je m'appelle Albert Ayler ; je suis saxophoniste ; comme j'étais pauvre, j'ai fait l'armée ; j'ai rencontré des musiciens ; je suis là maintenant ; je me sens libre ; un jour les choses seront ce qu'elles doivent être.* » La courte vie d'Albert Ayler est résumée ainsi. La voix est douce, séduisante, elle ouvre ce qui est généralement considéré comme le premier enregistrement d'Albert Ayler, un programme pour la Radio danoise le 14 janvier 1963 – il a en fait aussi enregistré en trio en 1962. Le répertoire est constitué de standards, *Bye Bye Blackbird*, *Billie's Bounce*, *Summertime* – déchirant –, *On Green Dolphin Street* et d'une composition, *C. T.*

La rythmique est classiquement accompagnatrice, Niels-Henning Orsted Pedersen tient la contrebasse. Ayler ébauche les thèmes, avance parfois en avance, parfois en retard sur la rythmique parce qu'il pense la musique différemment. Albert Ayler mêle la lamentation – spirituelle – et un cri pour la vie qui contraste avec toutes les haines qui lui seront renvoyées ; on entend cette manière de se montrer sur-expressif, ce mélange de puissance et de tendresse qui sont sa force et sa beauté. Il s'appelle Albert Ayler, entier, magnifique déjà. **S. Si.**

★ 1 CD Black Lion BLCD760211. Distribué par Harmonia Mundi.

JERRY GONZALEZ

Fire Dance

Trompettiste et percussionniste résidant dans le Bronx, quartier de New York où se côtoient les sons venus d'Afrique et du monde hispanique, Jerry Gonzalez a fondé, à *la fin des années 80*, ce Fort Apache Band, dont le personnel n'a quasiment pas varié. Une rythmique, deux saxophones et la trompette auxquelles s'ajoutent les percussions qui jouent les rythmes secrets de la *santeria*, ceux de la culture *yoruba*... La forme générale est celle du jazz, hard bop – Art Blakey, Horace Silver –, dynamisé par cet apport qu'il ne faudra pas confondre avec tant de banalités « exotiques » du latin jazz. On est dans un autre monde, magique, d'une complexité souterraine. Il y a là des accélérations très fines, des décalages infimes de tempo, des changements harmoniques que l'on perçoit à peine mais qui sont toute la différence. **S. Si.**

★ 1 CD Milestone MCD 9258-2. Distribué par WEA.

CHANSON

MARIANNE FAITHFULL

20th Century Blues

Avec sa voix grave et brisée, ses élans de cœur et ses compréhensions intimes de la misère humaine, Marianne Faithfull vient d'enregistrer un magnifique album de chansons de Kurt Weill. Accompagnée par un pianiste attentif et doué, au jeu énergique, Paul Trueblood, l'ancienne égérie des *Rolling Stones*, auteur d'une poignée d'albums merveilleux d'inspiration – dont *A Secret Life*, le précédent –, aborde ici son aspect le plus européen.

Sous les effets conjugués de la poésie et d'un art consommé de la cassure, de la renaissance, Faithfull souligne les bleus à l'âme de Weill l'Américain et les velléités voyageuses du cabaret allemand inventés par le musicien aux côtés de Brecht. L'album, enregistré à Paris et en public (au New Morning, une des salles les plus chargées en émotions de la capitale française) débute par un *Alabama Song* magistral, fait un détour par Noël Coward (*20th Century Blues*), retombe sur la version anglaise de *Sarabaya Johnny*. Marianne Faithfull est unique. **V. Mo.**

★ 1 CD BMG/RCA 74321386562-2.

GIANMARIA TESTA

Extra-Muros

Chef de gare vissé à sa gare, voyageur par l'esprit et la *musique*, Gianmaria Testa l'Italien commence une carrière professionnelle en France, tout comme Paolo Conte qui fut connu ici avant d'obtenir ses titres de *gloire en Italie*. Souhaitons à Gianmaria Testa, qui a hérité du poète-avocat d'Asti la même irrémédiable nostalgie des amours qui passent, mais qui restent *néanmoins inscrits* dans les corps, comme autant de secrets intimes. Influencé par le jazz, ce tendre d'apparence bougonne n'a pourtant pas sombré dans le désabusé, le dandysme écrasé par le poids des ans. S'il a la voix éraillée, parfois basse et murmurée, il tend pourtant vers des luminosités amoureuses inconnues de Paolo Conte. *Extra-Muros* qui fait suite à des concerts prometteurs donnés au printemps affiche ses tendances : le jazz-cool (David Lewis, trompettiste d'Arthur H., en cosigne la direction artistique), le tango léger (Juan Jose Mosalini Jr. vient y tailler un brin de route au bandonéon), chanson populaire italienne, douceurs de bossa-nova. Les textes sont de jolies pièces de cristal transparent et sonore. **V. Mo.**

★ 1 CD Tôt ou Tard/WEA 063015956-2

ROCK

PET SHOP BOYS

Bilingual

Comme pour chasser la mélancolie qui tenaille sa voix d'Anglais pâle, Neil Tennant, accompagné de son compère Chris Lowe, s'est entiché des rythmes clinquants de la *dance music*. Les Pet Shop Boys n'ont pourtant jamais réussi à fuir complètement la bruine et le brouillard natals. Au point de faire leur fonds de commerce de cette rencontre entre spleen et boîtes de nuit. Des arrangements trop pompiers avaient abîmé *Very*, leur précédent album. Avec *Bilingual*, ils retrouvent ce juste équilibre entre racolage et existentialisme, disco et finesse mélodique, qui avait fait de *Behaviour* un des grands albums pop de 1990. Le duo réchauffe ici son artillerie électronique à la sensualité de rythmes latinos. Mais *même en goguette sur la Costa del* Sol, Neil Tennant n'oublie pas d'être triste. Conscient que les plus belles fêtes cachent un cafard insondable. Touchants et efficaces, les Pet Shop Boys mêlent vulgarité aguicheuse, séduction et déprime. Et quand, s'essayant à l'espagnol, Neil demande à un éphèbe s'« *il y a une discothèque près d'ici ?* », son apparente légèreté résonne d'une gravité métaphysique. **S. D.**

★ 1 CD Parlophone 7243 8 53102. Distribué par EMI.

KULA SHAKER

K

Difficile de décrypter la part de cynisme, d'humour ou de naïveté qui pousse Kula Shaker à nous refourguer un psychédélisme hindouisant qu'on croyait disparu depuis la dernière descente de LSD d'un ancien des Beatles George Harrison. Dans les vapeurs d'encens et sur fond de lampe à huile, ces jeunes Londoniens, équipés de guitares pur cachemire et d'orgue millésimé 1969, convoquent Cream, le Pink Floyd de Syd Barrett, Vanilla Fudge et les New Yardbirds au chevet de la Britpop. Sitar, tabla et mysticisme toc sont de rigueur. Mais au-delà de la parodie plus ou moins volontaire – l'évocation de Grateful Dead avec *When You're Dead/Jerry Was There* –, on peut apprécier le charme d'une arrogance typiquement britannique, quelques chansons incisives (le mantra entêtant de *Tattva*, les refrains bien troussés de *Hey Dude* et *Knight On The Town*) et une efficacité qui laisse entrevoir un percutant groupe de scène. **S. D.**

★ 1 CD Columbia 01-484180-13. Distribué par Sony.

MUSIQUE DU MONDE

SERGIO MENDES

Oceano

Après un retour en force de la veine brésilienne, avec détours par la samba-reggae de Salvador de Bahia, lors du précédent album, Sergio Mendes renoue avec des recettes plus habituelles, chœurs, synthétiseurs, basses poussées. Mais l'expérience fut profitable, les rythmes ne sont plus aseptisés. les invités (les Brésiliens Gilberto Gil, Lenine, Simone et Caetano Veloso, l'Américain Brock Walsh, la Belge Claude Maurane, l'Italien Zucchero) parviennent à y briller sans que le maître ne les écrase. Sergio Mendes le Californien a choisi méticuleusement son répertoire, entre les compositions de Caetano Veloso (*Trilhos Urbanos*), des tubes de Gilberto Gil (*Madalena*), des compositions instrumentales de Hermeto Pascoal. Attentif aux nouvelles vagues, il s'est aussi inspiré du torride maracatu de Fernambouc, qu'il transforme en rap swahili avec une déconcertante virtuosité. **V. Mo.**

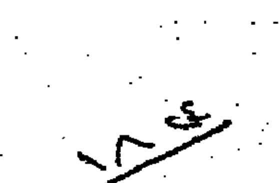
★ 1 CD PolyGram Brésil 532 802-2. *Distribué par DAM.*

HIGH-LIFE

La musique du gold-coast des années 60

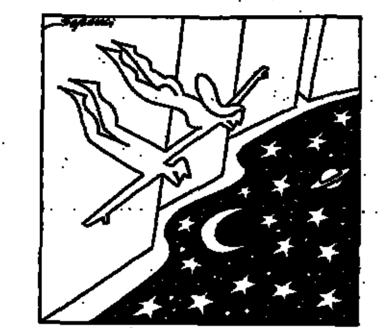
Le label américain Original Music avait été pionnier en la matière : en publiant des enregistrements historiques piochés au Ghana, en Sierra Leone, il soulevait un pan entier de la musique africaine moderne, où le jazz prend toute son importance. Son distributeur français a demandé à un DJ africain vivant en France, Ibrahima Cissé, de creuser, avec les spécialistes d'Original Music, ce riche filon, d'où est sorti la *Juju Music* du Nigérian King Sunny Adé ou le *High-Life* provocateur de Fela. Il faut écouter le soyeux du saxophone des Builders Brigade ou le swing « à la cubaine » de la Police Band pour mesurer la fraîcheur et la vivacité de la musique de cette West Coast africaine. **V. Mo.**

★ 1 coffret de 2 CD Night & Day NDCD 025.



Les artistes reçoivent

Trois jours pour visiter une centaine d'ateliers du 13e arrondissement de Paris



À LA BUTTE-AUX-CAILLES, à Maison-Blanche, au Château-des-Rentiers, rue Pascal et rue d'Arcueil, d'innombrables peintres, sculpteurs, photographes ou graveurs ont leurs ateliers. Le 13e arrondissement est devenu ce que Montparnasse a cessé d'être, le quartier des artistes, là où les loyers ne sont pas encore inaccessibles, là où se trouvent encore d'anciennes usines, d'anciens garages où travailler au large. Une centaine *de ces lieux de la* création s'ouvrent le temps d'un week-end à l'initiative de l'association 13e Art, belle occasion de partir à l'aventure et à la découverte. Douze galeries parmi les plus jeunes en profitent pour envahir la grande verrière de la gare d'Austerlitz et y présenter quelques-uns des artistes qu'ils défendent, le tout dans un séduisant désordre de *tendances et d'esthétique*.

★ Point de rencontre : Chrysler, 205-213, boulevard Vincent-Auriol. Organisation : 13e Art, 71-73 rue Clisson. Tél. : 45-86-17-67. Et gare d'Austerlitz, quai d'Austerlitz. Tous les jours, de 13 à 20 heures, week-end de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 13 octobre.

UNE SOIRÉE À PARIS

Café Ephémère
Le Forum des Halles inaugure son premier Café Ephémère, qui disparaîtra au bout d'une courte durée. Du 27 septembre au 5 octobre, ce bar hétéroclite accueillera, entre autres, une série de concerts parmi lesquels seront représentés la jeune chanson-rock à la parisienne (Lily Margot et Castafiore Bazooka, le 27, Les Portugaises ensablées et les Voleurs de poules, le 30, Edgar de l'Est et La Grande Sophie, le 5), les symboles du mélange culturel (Sapho et Gnawa Diffusion, le 28), la communauté francophone (le Belge Marka et Red Cardell, le 1er octobre) et bon nombres d'originaux de la musique (Frogmouth, Marcel Kanche et Jasmine Bannd, le 2, Boochon et Barons du délire, le 3, Big Mama et Happy Seals, le 4). Des lectures de romans policiers et des défilés de mode sont prévus.
Café Ephémère, Forum des Halles, 25 balcon Saint-Eustache, terrasse niveau – 2, accès porte Lescot. De 10 heures à minuit, du 27 septembre au 5 octobre. Concerts à 17 heures et 20 heures. Relâche dimanche. Tél. : 43-48-03-44. Entrée libre.

Les Etoiles
Les Etoiles sont l'un des plus anciens groupes de musique brésilienne de Paris, un duo extravagant et sympathique, qui n'a jamais cessé de donner des spectacles depuis bientôt deux décennies, sans négliger le répertoire de la bonne chanson brésilienne, ni l'imagerie, parfois audacieuse, attachée au pays.
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 28. Tél. : 42-00-14-14. 100 F.

The Composer's Workshop
Inventé par les saxophonistes Lionel Belmondo et François Théberge, le Composer's Workshop est fondé sur l'idée d'urgence. Chaque répertoire est écrit pour une formation donnée, et une fois joué, il s'agit de passer à de nouveaux thèmes, pour un autre concert, un autre festival. Jazz très large, du bop au free.
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 heures, les 27 et 28. Tél.: 40-26-46-60. 78 F.
Et au Parc floral de Paris (bois de Vincennes), Paris 12e. Mo Château-de-Vincennes. 16 heures, le 28. Tél.: 43-43-92-95. Entrée libre.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

A TOUTE VITESSE
Film français de Gaël Morel, avec Elodie Bouchez, Pascal Cervo, Stéphane Rideau, Meziane Bardadi (1 h 26).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Odéon, dolby, 6e ; George-V, dolby, 8e ; UGC Lyon Bastille, 12e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (47-07-55-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (43-27-84-50 ; réservation : 40-30-20-10) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (39-17-10-00 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 40-30-20-10) ; 14 Juillet sur Seine, dolby, 19e (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; réservation : 40-30-20-10).

CINQ JOURS, CINQ NUITS
Film portugais de José Fonseca e Costa, avec Victor Norte, Paulo Pires, Ana Padrao, Cento e Castro, Teresa Roby, Miguel Guilherme (1 h 40).
VO : Latina, 4e (42-78-47-86).

DARKLY NOON
Film britannique de Philip Ridley, avec *Brendan Fraser, Ashley Judd, Viggo* Mortensen, Loren Dean, Grace Zabriskie, Lou Myers (1 h 36).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er.

ENCORE
Film français de Pascal Bonitzer, avec Jackie Berroyer, Valéria Bruni Tedeschi, Natacha Régnier, Laurence Côte, Hélène Fillières, Michel Massé (1 h 36).
UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Montparnasse, 6e ; UGC Odéon, 6e ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; UGC Opéra, dolby, 9e ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14e (39-17-10-00 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79); Pathé Wepler, 18e (réservation : 40-30-20-10) ; 14 Juillet sur Seine, 19e (réservation : 40-30-20-10).

PONETTE
Film français de Jacques Doillon, avec Victoire Thivisol, Matiaz Bureau Caton, Delphine Schiltz, Leopoldine Serre, Luckie Royer, Carla Ibled (1 h 37).
Gaumont les Halles, dolby, 1er (40-39-99-40 ; réservation : 40-30-20-10) ; Rex, dolby, 2e (39-17-10-00) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; L'Arlequin, dolby, 6e (45-44-28-80 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (47-00-02-48 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; *UGC Gobelins, dolby*, 13e ; Miramar, 14e (39-17-10-00 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14e (39-17-10-00 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27 ; réservation : 40-30-20-10) ; *Majestic Passy, dolby, 16e* (42-24-46-24 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 40-30-20-10) ; 14 Juillet sur Seine, 19e (réservation : 40-30-20-10).

LES SABLES MOUVANTS
Film français de Paul Carpita, avec Beppé Clerici, Daniel San Pedro, Guy Belaidi, Ludivine Vaillat, Philippe Dormoy, Laurence Ragon (1 h 45).
Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

RÉGION

Une sélection musique, danse, théâtre et art en régions

MUSIQUE CLASSIQUE

FESTIVAL D'AMBRONAY
Laure Colladant (pianoforte)
Benda : *Sonate pour piano*. Haydn : *Sonate pour piano nº 49*. Dussek : *Sonate pour piano op. 39 nº 1*. Woelfl : *Sonate pour piano op. 33*.
Tour Dauphine, 01 Ambronay. 11 heures, le 29. Tél. : 74-35-08-70. 130 F.
Al Ayre Espanol
Œuvres de Duron, Navas et Torres. Eduardo Lopez-Banzo (clavecin, direction).
Abbaye, 01 Ambronay. 20 heures, le 29. Tél. : 74-35-08-70. De 80 F à 190 F.
Fiori Musicali
Bach : *Suites pour orchestre*. Thomas Albert (direction).
Abbaye, 01 Ambronay. 20 h 30, le 4 octobre. Tél. : 74-35-08-70. De 80 F à 190 F.
BORDEAUX
Orchestre national Bordeaux-Aquitaine
Schubert : *Ouverture dans le style italien*. Mozart : *Symphonie concertante pour hautbois, clarinette, basson cor et orchestre*. Moussorgski-Ravel : *Les Tableaux d'une exposition*. Dominique Descamps (hautbois), Richard Rimbert (clarinette), Jean-Marc Dalmasso (cor), Jean-Marie Lamothe (basson), Armin Jordan (direction).
Palais des sports, place Ferme-de-Richemont, 33 Bordeaux. 20 h 30, les 2 et 3 octobre. Tél. : 56-48-58-54. De 40 F à 110 F.
Armide
de Gluck. Mireille Delunsch (Armide), Ewa Podles (la haine), Nicole Heaston (Sidonie), Charles Workman (Renaud), Les Musiciens du Louvree, Marc Minkowski (direction).
Grand-Théâtre, 46, avenue du Parc-de-Lescure, 33 Bordeaux. 20 heures, le 4 octobre. Tél. : 56-48-58-54. De 50 F à 250 F.
COLMAR
Owen Wingrave
de Britten. Philippe Le Chevalier, Jacques-François Loiseleur des Longchamps (Owen Wingrave), Christian Tréguier (Spencer Coyle), Jean-Francis Monvoisin (Lechmere), Dominique Gless (Miss Wingrave), Raphaëlle Farman, Caroline Fèvre (Mrs Coyle), Orchestre symphonique de Mulhouse, Scott Sandmeier (direction), Pierre Barrat (mise en scène).
Théâtre municipal, 3, rue Unterlinden, 68 Colmar. 20 heures, les 3, 5 et 8 octobre; 15 heures, le 6 octobre. Tél. : 88-21-02-02. 110 F.
ROUEN
Pierre-Laurent Aimard (piano)
Œuvres de Berg, Webern, Schoenberg, Debussy, Takemitsu, Messiaen et Ligeti.
Hôtel du département, 76 Rouen. 11 heures, le 29. Tél. : 35-70-04-07. 70 F.
Ensemble InterContemporain
Varèse : *Intégrales*. Boulez : *Dérives 2 & 1*. Messiaen : *Oiseaux exotiques*. Takemitsu : *Tree Line*. Schoenberg : *Suite op. 29*. Florent Boffard (piano), Pierre Boulez (piano).
Chapelle du lycée Corneille, rue Bourg-l'Abbé, 76 Rouen. 17 h 30; le 29. Tél. : 35-63-30-30. De 90 F à 160 F.
Orchestre de l'Opéra de Paris
Takemitsu : *Ceremonial, an Autumn Ode*. Prokofiev : *Roméo et Juliette, suites*. Janacek : *Sinfonietta*. Mayumi Miyata (shô), James Conlon (direction).
Chapelle du lycée Corneille, rue Bourg-l'Abbé, 76 Rouen. 20 heures, le 4 octobre. Tél. : 35-70-04-07. De 90 F à 160 F.
STRASBOURG
Irvine Arditti (violon)
Dalbavie : *Interludes, extraits*. Pauset : *La Nef des fous*. Giraud : *Envoûtements, création*. Estrada : *Yuunohui'se*. Boulez : *Anthèmes*. Sciarrino : *Capricci*.
Grande Salle de l'Aubette, place Kléber, 67 Strasbourg. 11 heures, le 29. Tél. : 88-21-02-02. 90 F.
Orchestre national de Lyon
Dallapiccola : *Canti di Liberazione*. Fedele : *Coram Requiem, création*. Anna Nogara, Paolo Bessegato (récitants), *Gail Gilmore (soprano)*, Giorgio Surian (basse), Chœur Antifonia de Cluj, Frédéric Chaslin (direction).
Palais des fêtes, rue Sellenick, 67 Strasbourg. 16 heures, le 29. Tél. : 88-21-02-02. 110 F.
Tristes Tropiques
d'Aperghis. Rodolfo Mertens, René Schirrer, Jean-Marc Salzmann, Jean Nirouet, Antoine Garcin, Thomas Morris, Christophe Fel, Chœur de l'Opéra du Rhin, Ensemble Atrium, Orchestre philharmonique de Strasbourg, Bernhard Kontarsky (direction), Yannis Kokkos *(mise en scène), Richild Springer* (chorégraphie).
Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 19, place Broglie, 67 Strasbourg. 20 heures, le 29 septembre et les 1er, 5 et 8 octobre. Tél. : 88-75-48-23. De 70 F à 230 F.
Orchestre du conservatoire de Strasbourg
Vivaldi : *Concerto pour deux orchestres, Concerto pour trois violons et cordes*. Fedele : *Profilo in eco, Duo en résonance*. Olivier Dejours (direction).
Palais des fêtes, rue Sellenick, 67 Strasbourg. 20 heures, le 30. Tél. : 88-21-02-02. 90 F.
Quatuor Arditti
Dusapin : *Quatuors à cordes nº 1 et 3, Time Zones*. Harvey : *Quatuor à cordes nº 3, création*.
Palais des fêtes, rue Sellenick, 67 Strasbourg. 20 heures, le 1er octobre. Tél. : 88-21-02-02. 90 F.
Ensemble Recherche
Ravel : *Trio pour piano, violon et violoncelle*. Murail : *La Barque mystique*. Guézec : *Trio à cordes*. Grisey : *Vortex Temporum I, II et III*. Kwamé Ryan (direction).
Auditorium France 3 Alsace, 3, place de Bordeaux, 67 Strasbourg. 20 heures, le 2 octobre. Tél. : 88-21-02-02. 90 F.
Orchestre symphonique du SWF Baden-Baden
Lachemmann : *Schwankungen am Rand*. Spahlinger : *Und als wir*. Globokar : *Masse, macht und Individuum*. Michaël Schröder (guitare), Teodoro Anzelotti (accordéon), Stefano Scodanibbio (contrebasse), Jean-Pierre Drouet (percussions), Lothar Zagrosek (direction).
Le Wacken (parc des expositions), Hall 20, 67 Strasbourg. 20 heures, le 3 octobre. Tél. : 88-21-02-02. 110 F.

DANSE

ANGERS
Compagnie Bouvier-Obadia
Les Chiens
Nouveau Théâtre, place du Ralliement, 49 Angers. 19 h 30, le 3 octobre; 20 h 30, le 4 octobre. Tél. : 41-87-80-80. De 75 F à 130 F.
BORDEAUX
Christian Trouillas
Interpellation... Hello Mister.
Théâtre le Molière, 33, rue du Temple, 33 Bordeaux. 20 h 30, le 28. Tél. : 56-01-45-67. 858 F.
CHAMBÉRY
Käfig
Pièce chorégraphique pour sept danseurs et deux rappeurs.
Espace André-Malraux, Carré Curial, 73 Chambéry. 20 h 30, le 3 octobre. Tél. : 79-85-55-43. 90 F.
FEYZIN
Compagnie Castafiore
Marcia Barcellos et Karl Biscuit : *Almanach Bruitax.*
Centre Léonard-de-Vinci, 4, chemin Beauregard, 69 Feyzin. 20 h 30, le 28. Tél. : 72-41-00-00.
GRENOBLE
Panorama Carioca
Joao Viotti Saldanha : *Dança de III*. Marçia Milhazes : *Santa Cruz.*
Le Cargo, 9, avenue Paul-Claudel, 38 Grenoble. 19 h 30, le 28. Tél. : 76-25-91-91. De 60 F à 115 F.
BIENNALE DE LYON
Ballet Stagium, Opéra de Lyon, 20 h 30 le 28 ; 17 h heures le 29. Tango x 2, Maison de la danse, 15 heures et 20 h 30 le 28 ; 17 heures le 29. Cia Fernando Lee, Amphithéâtre de l'Opéra, 18 h 30 le 28. Cia Atores Bailarinos do Rio de Janeiro, Théâtre de la Croix-Rousse, 20 h 30 le 28. Castafiore, Centre Leonard-de-Vinci, 20 h 30, le 28. Grand Bal Spectacle Milonga Tango, Transbordeur, 22 h 30 le 28.
Renseignements à la Maison de la danse, tél. : 78-75-88-88.
ROUEN
Carlotta Ideka
Ariadone.
Hangar 23, boulevard Emile-Duchemin, 76 Rouen. 20 heures, le 29. Tél. : 35-70-04-07. 100 F.
STRASBOURG
Compagnie Josef Nadj
Le Cri du caméléon.
Théâtre national, place de la République, 67 Strasbourg. 20 heures, du 1er au 12 octobre ; 15 heures, le dimanche 6. Relâche lundi. Tél. : 88-35-44-52. 125 F.

THÉÂTRE

ALÈS et CAVAILLON
La Cerisaie
d'Anton Tchekhov, mise en scène de Margarita Mladenova et Ivan Dobtchev.
– Le Cratère, square Pablo-Neruda, 30 Alès. 20 h 30, les 2, 4, 5 octobre; 19 heures, le 3. Tél. : 66-52-52-64. Durée: 1 h 45. De 60 F à 90 F.
– Théâtre, rue du Languedoc, 84 Cavaillon. 20 h 30, le 28. Tél. : 90-78-64-64. Durée: 1 h 45. De 60 F à 120 F.
FESTIVAL INTERNATIONAL DES FRANCOPHONIES
EN LIMOUSIN
Durant onze jours, Limoges sera la porte d'entrée en France des parlers français du monde entier. Sur les treize spectacles programmés, quatre sont des créations et cinq des premières en France. Particulièrement attendus : *Arrêt fixe* de Mohamed Benguettaf par le théâtre de la Citadelle (Algérie), *L'Enfant-Rat* d'Armand Gatti, mis en scène par Hélène Chatelain (France), *La Minute anacoustique* de Paul Pourveur (Belgique), joué par une troupe belgo-suisso-québécoise, *Elseneur*, de et par Robert Lepage, où le comédien canadien joue seul tous les personnages de Hamlet, et les marionnettes géantes (*Le Grand Oiseau*) ou à fils (*Les Mésaventures de Berne le phacochère*), créations collectives du groupe N'Soleh (Côte-d'Ivoire). Outre les concerts, rencontres et débats, le festival a aussi un volet pictural, l'occasion de mesurer combien est réussie l'association des *botchios* (sculptures) du Bénin et des toiles du peintre Rebeyrolle, à Eymoutiers.
Du 26 septembre au 6 octobre. Tél. : 55-79-40-58. De 70 F 125 F.
Tél. : 55-79-40-58. 70 F et 95 F.
CHAMBÉRY
La Princesse de Clèves
d'après Mme de La Fayette, mise en scène de Marcel Bozonnet, avec Marcel Bozonnet.
Théâtre Charles-Dullin, place du Théâtre, 73 Chambéry. 20 h 30, le 3; 19 h 30, les 4 et 5. Tél. : 79-33-25-19. Durée: 1 h 20. 110 F.
DUNKERQUE
Le Voyageur Immobile
de Philippe Genty, mise en scène de l'auteur, avec Bérengère Altieri-Leca, Damien Bouvet, Martin Chaput, Jorge Pico Puchades, Catherine Salvini, Ayse Tashkiran et Trond Erik Vassdal.
Le Bateau de feu, place du Général-de-Gaulle, 59 Dunkerque. 20 h 45, le 4. Tél. : 28-51-40-40. Durée: 1 h 30. De 65 F à 105 F.
GRENOBLE
Le Bourgeois gentilhomme
de Molière, mise en scène de Jean-Vincent Brisa, avec Emmanuelle Amiell, Véronique Bernard-Maugiron, Denis Bernet-Rollande, Mourad Bouziane, Jean-Marc Galera, Valère Bertrand, Léo Ferber, Ali Djilali-Bouzina, Abdou Elaïdi, Michel Ferber, Bernard Garnier, Dominique Laidet et Nicole Vautier.
Théâtre, 4, rue Hector-Berlioz, 38 Grenoble. 20 h 30, du 1 au 5. Tél. : 76-44-03-44. Durée: 2 h 15. De 50 F à 100 F.
LE HAVRE
Péplum, par Royal de Luxe
de Jean-Luc Courcoult et Pierre Oréfice, mise en scène de Jean-Luc Courcoult.
Stade Léo-Lagrange, rue des Martyrs, 76 Le Havre. 16 heures, les 28 et 29; 15 heures, le 30. Tél. : 35-19-10-10. Durée: 1 h 10. Entrée libre.
LYON
L'Amante anglaise
de Marguerite Duras, mise en scène de Michel Raskine, avec Marief Guittier, Guy Naigeon et Michel Raskine.
Théâtre le Point-du-Jour, 7, rue des Aqueducs, 69 Lyon. 20 h 30, les 30 et 1er ; 19 h 30, les 2 et 3. Tél. : 78-36-67-67. Durée : 1 h 25. 80 F et 100 F. Jusqu'au 30 octobre.
MARTIGUES
XXe siècle, bonjour, bonsoir
(en russe sous-titré en français)
d'après Tchekhov, Goumilev et des souvenirs personnels des élèves de l'Ecole du Théâtre d'art de Moscou, mise en scène de Roman Kozak.
Théâtre des Salins, 19, quai Paul-Doumer, 13 Martigues. 20 h 45, les 4 et 5. Tél. : 42-44-36-00. Durée : 1 h 30. 100 F et 130 F.
ORLÉANS
Un cœur français
de Jean-Marie Besset, mise en scène de Patrice Kerbrat, avec Samuel Labarthe, Maïa Simon, Marie Bunel, Judith Magre, Cécile Magnet, Philippe Etesse, Joël Demarty, Jean-François Gulliiet, François Dunoyer et Jacques Connort.
Le Carré Saint-Vincent, boulevard Aristide-Briand, 45 Orléans. 20 h 30, les 28 septembre, 1er, 3, 4, 5, 8 octobre; 15 heures et 19 heures, les 29 et 6 ; 19 heures, le 2. Tél. : 38-62-75-30. De 80 F à 130 F. Jusqu'au 13 octobre.
LA ROCHELLE
Les Trompettes de la mort
de Tilly, mise en scène de l'auteur, avec Maryline Even, Josiane Stoleru, Eric Guérin et la voix de Jenny Clève.
La Coursive, 4, rue Saint-Jean-du-Pérot, 17 La Rochelle. 20 h 30, du 3 au 5. Tél. : 46-51-54-02. Durée: 1 h 15. 125 F.

ART

CALAIS
Del Marle, la polychromie dans l'espace. 1945-1952
Musée des Beaux-Arts et de la Dentelle, 25, rue de Richelieu, 62 Calais. Tél. : 21-46-48-40. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Fermé mardi. Jusqu'au 1er décembre. 14 F.
CAMBRAI
Suzanne Valadon (1865-1938)
Musée municipal, 15, rue de l'Epée, 59 Cambrai. Tél. : 27-82-27-90. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi, mardi. Jusqu'au 1er décembre. 20 F.
CHANTILLY
Jean-Antoine Watteau, 1684-1721, et son cercle
Musée Condé, château , 60 Chantilly. Tél. : 44-57-08-00. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Du 3 octobre au 6 janvier. 39 F (accès au musée et au parc).
CHÂTEAUROUX
Claude Viallat
Couvent des Cordeliers, rue Alain-Fournier, 36 Châteauroux. Tél. : 54-08-33-00. De 14 heures à 18 heures; samedi et dimanche jusqu'à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 17 novembre. Entrée libre.
COLMAR
Otto Dix et les maîtres anciens
Musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68 Colmar. Tél. : 89-20-15-50. De 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 1er décembre. 30 F.
DIJON
Ages et visages de l'Asie
Musée des Beaux-Arts, palais des Etats-de-Bourgogne, 21 Dijon. Tél. : 80-74-52-70. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 28 octobre. 20 F.
Morceaux choisis 1 :
Michel Aubry, Patrice Carré, Hubert Duprat
Espace FRAC, 49, rue de Longvic, 21 Dijon. Tél. : 80-67-18-18. De 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 octobre. Entrée libre.
EYMOUTIERS
Botchio : sculptures du Bénin, Afrique
Espace Paul-Rebeyrolle, route de Nedde, 87 Eymoutiers. Tél. : 55-69-58-88. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 novembre. 20 F.
GRAVELINES
Félix Del Marle, dessins et gravures, 1911-1952
Musée du dessin et de l'estampe originale, Arsenal, place C.-Valentin, 59 Gravelines. Tél. : 28-65-50-60. De 14 heures à 17 heures; samedi de 15 heures à 18 heures; dimanche de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 1er décembre. 10 F.
LOCMINE
Eugène Leroy : peintures 1964-1996
Centre d'art contemporain, domaine de Kerguéhennec, Bignan, 56 Locminé. Tél. : 97-60-44-44. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 24 novembre. 25 F.
MARSEILLE
L'Art au corps
Musée d'Art contemporain, galeries contemporaines, 69, avenue d'Haïfa, 13 Marseille. Tél. : 91-25-01-07. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 octobre. 15 F.
METZ
Viallat
La Cour d'or, Musée de Metz, 2, rue du Haut-Poirier, 57 Metz. Tél. : 87-75-10-18. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 27 octobre. 30 F.
MONTBÉLIARD
Alain Clément
Centre d'art et de plaisanterie, hôtel de Sponeck, 54, rue Clemenceau, 25 Montbéliard. Tél. : 81-91-37-11. De 10 heures à 19 heures; dimanche et jours fériés de 15 heures à 19 heures; lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 novembre. Entrée libre.
MORLAIX
Panoramas, 1981-1996, la collection du FRAC Bretagne
Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29 Morlaix. Tél. : 98-88-68-88. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 11 novembre. 25 F.
MULHOUSE
Isabel Munoz : rythmes
La Filature, la médiathèque, 20, allée Nathan-Katz, 68 Mulhouse. Tél. : 89-36-28-28. De 11 heures à 18 h 30; dimanche de 14 heures à 18 heures; les soirs de spectacle jusqu'à 20 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 8 décembre. Entrée libre.
NICE
Tom Wesselmann : rétrospective 1959-1993
Musée d'art moderne et d'art contemporain, 1er étage, promenade des Arts, 06 Nice. Tél. : 93-62-61-62. De 11 heures à 18 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Du 28 septembre au 27 janvier. 25 F.
ORNANS
Courbet, l'amour
Musée Gustave-Courbet, place Robert-Fernier, 25 Ornans. Tél. : 81-62-23-30. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 27 octobre. 40 F.
RENNES
Eugène Leroy : *les quatre saisons, 1993-1994*
La Criée, Centre d'art contemporain, place Honoré-Commeurec, 35 Rennes. Tél. : 99-78-18-20. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 23 novembre. Entrée libre.
Eugène Leroy, peintures 1953-1964 et dessins
Musée des Beaux-Arts, 20, quai Emile-Zola, 35 Rennes. Tél. : 99-28-55-85. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 25 novembre. 20 F.
RODEZ
Antonin Artaud
Centre culturel départemental, 25, avenue Victor-Hugo, 12 Rodez. Tél. : 65-73-80-57. De 9 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 31 octobre. Entrée libre.
ROUEN
Modigliani, dessins de la collection Paul Alexandre
Musée des beaux-arts, square Verdrel, 76 Rouen. Tél. : 35-71-28-40. De 10 heures à 18 heures. Visites commentées samedi à 15 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 14 octobre. 35 F.
SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE
Antony Gormley
Arts 04, 4, avenue Frédéric-Mistral, 13 Saint-Rémy-de-Provence. Tél. : 90-92-59-81. De 15 heures à 19 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 13 octobre. Entrée libre.
SAINT-SAVIN
Création de Georges Rousse
Centre international d'art mural - abbaye, 86 Saint-Savin. Tél. : 49-48-66-22. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 11 novembre. 30 F.
TANLAY
Hommage à Denise Colomb, de Montparnasse à Saint-Germain-des-Prés
Centre d'art contemporain, château, 89 Tanlay. Tél. : 86-75-76-33. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 octobre. 20 F.
VILLENEUVE-D'ASCQ
Alighiero Boetti, rétrospective
Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59 Villeneuve-d'Ascq. Tél. : 20-05-42-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Du 29 septembre au 12 janvier. 25 F.

هكذا من الأصل

Le secrétaire général de la CGT soutient les salariés de la Société française de production

C'EST DANS LES DÉCORS extérieurs des studios de Bry-sur-Marne, dans un coin de village reconstitué, dans un bistrot à l'ancienne appelé Chez Louis, que le secrétaire général de la CGT, Louis Viannet, est venu tenir, jeudi 26 septembre, une mini-conférence de presse pour apporter son soutien aux salariés de la Société française de production (SFP). Après avoir visité le site de Bry-sur-Marne, il s'est entretenu avec les élus du comité d'entreprise et a brièvement rencontré le PDG de la SFP, Jacques Bayle.

Selon Louis Viannet, il s'agit d'*« un dossier qui va prendre de l'ampleur dans les jours et les semaines qui viennent »*. *« Dans l'esprit de ceux qui poussent à la privatisation de la SFP, les échéances approchent »*, a-t-il déclaré, tandis que ceux qui s'y opposent vont *« monter de plusieurs tons dans l'expression de leur volonté »*. Cette matinée passée à Bry est pour Louis Viannet *« symbolique de la volonté de la CGT de soutenir le personnel »*.

La privatisation de la SFP a été engagée depuis le milieu du mois de juillet. Pour le gouvernement, il n'y a pas d'autres solutions. La Commission de Bruxelles a demandé à l'Etat, sous la pression des producteurs privés, d'arrêter les versements à la SFP. Régulièrement, l'Etat comblait les trous de la SFP. En 1995, le déficit de la SFP s'est élevé à 270 millions de francs.

Louis Viannet a réaffirmé l'opposition de la CGT à la privatisation de la société publique, en estimant que la SFP a sa *« place dans un pôle audiovisuel public »*. Le secrétaire général de la CGT a fait remarquer que la BBC ou la RAI avaient gardé dans leur giron des activités de production. Il a également souligné : *« le Parlement européen a voté une résolution incitant le gouvernement à renforcer les moyens publics de l'audiovisuel. »* (*Le Monde* du 25 septembre.)

> « On est en présence d'une braderie, pas d'une privatisation »

Comme les autres syndicats, la CGT proteste contre *« les conditions dans lesquelles le gouvernement prétend faire progresser le dossier de privatisation »*. Depuis cet été, les salariés sont vent debout contre la seule offre de reprise présentée, celle du financier Walter Butler, qui propose un plan de 50 millions de francs, prévoit plus de 600 suppressions d'emplois et demande à l'Etat une restructuration préalable de 1,2 milliard de francs.

« On est en présence d'une braderie, pas d'une privatisation, a commenté Louis Viannet. *Le dossier est lié à la question de l'audiovisuel public. Il est difficile de parler de la SFP sans aborder le scandale des producteurs-animateurs, qui a abouti à la démission de Jean-Pierre Elkabbach. »*

A. S.

M. Desgrées du Loû dirigera « Presse-Océan »

Le successeur d'Yves de Chaisemartin devra préparer le rapprochement entre les trois quotidiens que possède la Socpresse dans l'Ouest

NANTES
de notre correspondant

Jean-Marie Desgrées du Loû, PDG du *Courrier de l'Ouest* (Angers), a succédé lors du conseil d'administration extraordinaire du jeudi 26 septembre à Yves de Chaisemartin, PDG de la Socpresse (groupe Hersant) à la présidence de *Presse-Océan* (Nantes). Simultanément, Christian Renet a été écarté de ses fonctions de directeur général du quotidien nantais, et remplacé par Jean-Claude Pierre. Ce dernier dirigeait *Centre-Presse* (Poitiers) jusqu'à sa vente récente par le groupe Hersant, auquel appartiennent toujours *Presse-Océan* et *Le Courrier de l'Ouest* (*Le Monde* du 3 mai).

Moins d'une semaine après avoir reçu la motion de défiance de la rédaction et du nouveau rédacteur en chef, Hervé Louboutin, à l'égard de Christian Renet, ainsi que le préavis de grève déposé par les syndicats CFDT, SNJ et CGT (*Le Monde* du 23 septembre), Yves de Chaisemartin a donc réagi par une double décision.

RAPPROCHEMENT ACCÉLÉRÉ

Tout en lui rendant hommage, il a désavoué *de facto* l'ex-directeur général de *Presse-Océan*. La réorganisation de la rédaction en chef qu'il avait décidée est suspendue et laissée à l'appréciation des nouveaux dirigeants. *Idem* pour l'embauche définitive de deux journalistes travaillant sous contrat à durée déterminée, que refusait Christian Renet. Le préavis de grève a été suspendu dans l'attente d'une rencontre avec Jean-Marie Desgrées du Loû, en début de semaine prochaine.

Yves de Chaisemartin accélère ainsi le rapprochement engagé entre *Presse-Océan* et *Le Courrier de l'Ouest*. Jean-Marie Desgrées du Loû aura tout pouvoir pour constituer un ensemble cohérent, comme il l'a déjà fait avec *Le Maine libre* (Le Mans) dont la société d'exploitation est une filiale du *Courrier de l'Ouest*.

Imprimé à Angers depuis deux ans, *Le Maine libre* a des pages communes avec *Le Courrier de l'Ouest* qui s'apprête à faire de même avec *Presse-Océan*. La tâche de M. Desgrées du Loû sera toutefois délicate.

Pour mettre en œuvre les synergies indispensables à la survie de *Presse-Océan*, lourdement déficitaire, il devra restructurer les services qui doublonnent et décider de maintenir ou non l'imprimerie nantaise du titre. Il devra aussi préserver les identités et susceptibilités locales. Un jeu plus délicat à jouer à Nantes, capitale régionale, qu'au Mans.

Yves de Chaisemartin a aussi fait part aux représentants des salariés de *Presse-Océan* de son souhait de conserver ce quotidien au sein de la Socpresse. Il a aussi indiqué qu'il n'avait pas l'intention de le revendre à *Ouest-France*. Le quotidien de Rennes a en effet témoigné de son intérêt pour les trois journaux que le groupe Hersant contrôle dans les Pays de la Loire.

Adrien Favreau

Restructuration en Limousin

L'édition de Haute-Vienne du quotidien régional *La Montagne* disparaît. Le dernier numéro de la formule inaugurée en janvier 1995 doit être daté du samedi 28 septembre. Sa rédaction – douze journalistes et trois secrétaires – sera ensuite dispersée entre les autres agences de la zone de diffusion et le siège de Clermont-Ferrand (*Le Monde* du 9 juillet). Le titre restera présent en Haute-Vienne sous forme d'une jaquette d'informations générales, dans laquelle les rubriques régionales et locales seront le fac-similé des pages équivalentes du principal quotidien limousin, *Le Populaire du Centre*, qui appartient au même groupe, Centre-France. Cette « hybridation » pourrait être une transition de quelques mois avant un retrait pur et simple du titre.

Le Limousin était jusqu'à présent une région où le pluralisme de la presse écrite était particulièrement affirmé. Or, ce retrait intervient à un moment où le troisième quotidien régional, *L'Echo du Centre* (communiste), aborde une nouvelle zone de turbulences. Une dizaine de suppressions d'emplois devraient y être annoncées et un dépôt de bilan est probable. – *(Corresp.)*

■ **SATELLITE :** ***« Nous continuons à regarder d'un œil critique** l'entrée de BSkyB, et partant* [du groupe de communication] *de Rupert Murdoch, dans la chaîne cryptée Première »*, a déclaré, jeudi 26 septembre, Elke Zeise, porte-parole de l'Office allemand des cartels. *« Si BSkyB entre en ligne de compte, c'est comme concurrent potentiel sur le marché allemand, du fait de son implantation en Grande-Bretagne et de son savoir-faire »*, a-t-elle ajouté. Au cours de l'été, Bertelsmann et Kirch, actionnaires de Première aux côtés de Canal Plus, s'étaient entendus pour ouvrir 25 % du capital de la chaîne à BSkyB (*Le Monde* du 27 septembre).

■ **TÉLÉVISION : la proposition de résolution** du député Jean-Pierre Pont (UDF, Pas-de-Calais) tendant à constituer une commission d'enquête sur France 2 et France 3 et l'affaire des animateurs-producteurs qui avait débouché sur le départ de Jean-Pierre Elkabbach, au mois de juin, *doivent* être examinées mercredi 2 octobre par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale.

■ **PRESSE : la parution du** *Monde* daté 27 septembre a été retardée jeudi 26, à la suite d'un conflit entre deux catégories du Syndicat général du livre-CGT, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la situation sociale de l'entreprise. La sortie de *France-Soir* et de *Paris-Turf* a été également perturbée. Jeudi matin, les rotativistes, qui veulent créer leur propre centre de formation, avaient occupé les locaux d'un *centre de formation du syndicat*, l'Afppi. Pour protester contre l'attitude des rotativistes dans ce conflit purement interne, les photograveurs ont déclenché un arrêt dans les ateliers et les imprimeries du *Monde* et du groupe Hersant.

VENDREDI 27 SEPTEMBRE

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour. Feuilleton.
14.35 Dallas. Feuilleton. Amour, amour.
15.30 Hôtel. Kaléidoscope. Série.
16.25 Une famille en or. Jeu.
16.55 Club Dorothée.
17.40 Jamais 2 sans toi...t. Orages mais des espoirs. Série.
18.05 Le Rebelle. Série. [2/2] Le contrat.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.55 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.

20.50

SACRÉE BRIGITTE !
Divertissement présenté par Jean-Pierre Foucault. Invités : Sylvie Vartan, Pierre Groscolas, Chico et les Gypsies, les Années Twist, Gilbert Montagné, Dany Brillant, Jorge Ben, Henri Salvador, World Apart (125 min). 44908185

22.55

BRIGITTE BARDOT, UNE, PREMIÈRE !
Documentaire d'Allain Bougrain-Dubourg. Avec les témoignages de Mijanou Bardot, Roger Vadim, Olga Horstig, Christine Gouze-Rénal, Odette Berroyer, Günter Sachs, Claude Bolling (75 min). 6889447
Soirée spéciale à l'occasion du 62e anniversaire de B.B.
0.10 Unis pour vaincre. Le point sur « les animaux aident les hommes à vivre ».
1.10 Journal, Météo.
1.20 et 3.25, 4.30, 5.05 Histoires naturelles. 2.15 et 3.15, 4.20 TF1 nuit. 2.25 Les Aventures du jeune Patrick Pacard. 5.00 Musique.

France 2

12.45 Spot sécurité routière.
12.55 et à 13.40 Météo.
12.59 Journal, Point route.
13.30 Secret de chef.
13.50 Derrick. Série. Une famille unie.
14.55 Le Renard. Série. Boomerang.
16.00 et 4.55 La Chance aux chansons. Les rois du bal.
17.10 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.45 Sauvés par le gong. Série.
18.10 Code Lisa. Série.
18.40 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit, les petits. Un départ heureux.
19.20 et 2.05 Studio Gabriel. Invités : Daniel Prévost.
19.59 Journal, A cheval, Météo, Point route.

20.55

MAIGRET
Série. Maigret en Finlande, de Pekka Parikka (95 min). 3747391
« Un crime en Hollande », excellent roman, devient, pour les besoins des coproductions, une plate affaire finlandaise.
22.30 Flash info, Bourse, Météo.

22.45

BOUILLON DE CULTURE
Pourquoi les intellectuels se trompent-ils autant ? Invité : Alain Finkielkraut (*L'Humanité perdue*) ; Jacques Julliard et Michel Winock (*Dictionnaire des intellectuels français*) ; Christophe Bourseiller (*Les Maoïstes*) (65 min). 153824
23.50 The Misfits ■ ■ Film de John Huston avec Marilyn Monroe (1960, N., v.o., 125 min). 22008224
Un film, où l'on retrouve bien la marque de John Huston, qui distille une angoisse profonde.
2.40 Envoyé spécial (rediff.). 4.40 Cupido. Dessin animé.

France 3

12.32 Journal, Keno.
13.40 La croisière s'amuse. Série. Les amis.
14.30 Meurtres à San Francisco. Téléfilm de Walter Grauman, (95 min). 3271244
16.05 Secrets de famille.
16.35 Les Minikeums.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.48 Un livre, un jour. *Les Trois Grandes Egyptiennes*, d'Alain D'Hooghe et Marie-Cécile Bruwier.
18.55 Le 19-20 de l'information, 19.08, Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consomag.

20.50

THALASSA
Présenté par Georges Pernoud. Haïti, à la grâce de Dieu (60 min). 9237089
Pour leurs déplacements, les paysans haïtiens utilisent des bateaux hors d'âge. A chaque traversée, ils risquent leur vie.

21.50

FAUT PAS RÊVER
Magazine présenté par Sylvain Augier. Invité : Jérôme Deschamps. Grèce : le printemps des bergers ; Inde : Yoga le petit guerrier ; Venezuela : Chuao, le village cacao (60 min). 5237843
22.50 Journal, Météo.
23.15 Comment ça va ? Visages de la dépression. Invité : le professeur Loo.
0.10 When the Lion Roars. Documentaire [3/8] de Franck Martin (v.o., 50 min). 6784916
1.00 Capitaine Furillo. Série. Requiem. 1.45 Musique Graffiti. *Le Ballet, La Tempête, Les Cormorans*, Ballet de Sibelius, chorégraphie de Solvi Edvardsen, par l'Orchestre philharmonique d'Oslo (15 min).

La Cinquième

12.30 Détours de France. 12.55 Attention santé. 13.00 La Côte d'Ivoire. 13.30 Demain les métiers. 14.00 Nomades. Gardiens de rennes en Sibérie. 15.00 La Résistance au Danemark. 16.00 Le Français, histoire d'un combat. Présenté par Claude Hagège. 16.30 Les Grands Châteaux d'Europe. Warwick. 17.00 Le Tour du monde en 80 jours (rediff.). 17.30 Alf. 18.00 Histoire de l'alimentation. 18.30 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 Le Miracle de la vie. Documentaire. [3/3] Sur les traces du miracle, de Mikael Agaton et Lars Rengfelt. (55 min). 61282
19.55 Gagarin.
20.00 Reportage. Hillary Clinton, une « First Lady » controversée, de Sabine Reifenberg (30 min). 5350
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

ESPOIR EN DANGER
Téléfilm de Lih Janowitz, avec Claudia Michelsen, Andreas Herder (95 min). 854783
Une jeune Berlinoise rêve de devenir biologiste. Mais, de désamours en combines douteuses, elle plonge dans la drogue et la prostitution.

22.20

GRAND FORMAT : LE COMPLEXE VOLKSWAGEN
Documentaire de Hartmut Bitomsky (90 min). 2310534
Au Salon de l'automobile de 1935, Hitler promet de créer une voiture à la portée de chaque citoyen. Aujourd'hui Volkswagen est l'un des premiers constructeurs automobiles du monde.
23.50 Le Dessous des cartes. Magazine (rediff.).
0.00 Hans Scharoun. Documentaire. Une architecture imaginaire, de Hartmut Bitomsky (60 min). 83190
Portrait de l'architecte Hans Scharoun (1893-1972), le principal artisan de la reconstruction de Berlin et de la RFA.
1.00 Music Planet. Magazine. Pop Galerie. Bon Jovi, de Rudi Dolezal et Hannes Rossacher (rediff.). 1.55 Court-circuit. Comment font les gens ?, court métrage français de Pascale Bailly (1992, rediff., 48 min).

M 6

12.25 Les Routes du paradis. Qu'on est bien chez soi.
13.25 Méthode antigang. Téléfilm de Sam Weisman, avec George Clooney (93 min). 1319973
15.10 Drôles de dames. Les mauvaises herbes. Série.
16.30 Rock express. Spécial Oasis.
17.05 Hit Machine.
18.00 Sliders. Un monde au féminin. Série.
18.55 Highlander. Le samouraï. Série.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Une nounou d'enfer. Série.
20.35 Capital 6. Magazine.

20.50

DOUBLE RISQUE
Téléfilm de Roger Young, avec Dennis Hopper (105 min). 882640
Un pilote travaillant pour des narcotrafiquants accepte, après son arrestation par la police, de coopérer avec les autorités. D'après une histoire vraie...

22.50

MISSION IMPOSSIBLE, VINGT ANS APRÈS
Série. Belle, fanatique et terroriste, avec Peter Graves (60 min). 8021758
Le dictateur d'une petite ville d'Amérique centrale a réussi à se procurer l'arme nucléaire.
23.50 Jeu d'amour, jeu de mort. Téléfilm de Piero Schivazappa, avec Philippe Leroy, Dagmar Lassander (85 min). 7278485
1.30 Best of Groove. Musique. 3.30 Jazz 6. Magazine. 4.25 Fréquenstar. Magazine. Loïck Peyron (50 min).

Canal +

▶ En clair jusqu'à 13.35
12.30 La Grande Famille.
13.35 The Crow ■ ■ Film d'Alex Proyas (1994, 98 min). 8207447
15.10 100 ans de bulles (55 min). 8407242
16.05 Le Journal du cinéma.
16.10 Astérix et le coup du menhir ■ ■ Film d'animation de Philippe Grimond (1989, 77 min). 3238758
17.30 L'Album télé. Documentaire.
17.55 Billy the Cat... Dessin animé.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.35 Nulle part ailleurs. Invité : Hanif Kureishi.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

FAUSSE PISTE
Téléfilm de Jim McBride, avec Kevin Anderson, Rosanna Arquette (105 min). 362350
22.20 Le Crépuscule des tigres. Documentaire (35 min). 541911
22.55 Flash d'information.

23.00

MAVERICK ■
Film de Richard Donner avec Mel Gibson, Jodie Foster (1994, 122 min). 9270185
1.05 Le Voyage fantastique de Sinbad ■ Film de Gordon Hessler avec Joh Philip Law (1973, v.o., 101 min). 1052312
2.50 Les Evadés ■ ■ Film de Frank Darabont avec Tim Robbins (1995, 137 min). 32834461
5.05 Plein Soleil ■ ■ ■ Film de René Clément avec Alain Delon (1959, 113 min). 5428488

Radio

France-Culture

20.30 Le Banquet. Conversations philosophiques. La consolation.
21.32 Black and Blue. Musique : Critiques croisées. A propos de onze pièces inédites de Miles Davis.
22.40 Nuits magnétiques. Ar mor-ar-men... La mer, la pierre (4).
0.05 Du jour au lendemain. Philippe Dagen (La Guerre). 0.50 Coda. Coup de chapeau à Hat Hut Records (5). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Ernst Lubitsch ; 1.46, Recomposer une famille, des rôles et des sentiments ; 2.02, Le Bon Plaisir de Sophie Calle ; 3.02, Les philhellènes, voix de nulle part.

France-Musique

20.00 Concert. Donné en direct de la salle Pleyel, à Paris, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Eliahu Inbal : Symphonie nº 10, reconstitution de Deryck Cooke, de Mahler.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Bortoli, Chaynes, Hall.
23.07 Miroir du siècle. Œuvres de Schmitt, Jolivet, Sauguet.
0.00 Jazz-club. En direct du Petit Opportun : Glenn Ferris, trombone, Alain Jean-Marie, piano. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Stefan Zweig. Liebeslieder-Walzer op. 52, de Brahms, Bonney, soprano, Otter, mezzo-soprano, Streit, ténor, Bär, baryton, Deutsch et Forsberg, piano ; Symphonie nº 10, de Mahler, par l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie, dir. Svetlanov ; *Transcription de la Chaconne de Bach, de Busoni*, Rösel, piano ; Apollon Musagète, de Stravinsky, par l'Orchestre symphonique de Detroit, dir. Dorati ; La Femme silencieuse, le duo entre Morosus et Aminta, de R. Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Böhm, Hotter (Sir Morosus), Güden (Aminta), Prey (Le barbier) ; Œuvres de Gluck.
22.40 Les Soirées... (Suite). Œuvres de R. Strauss, Haydn, Krasa, Villa-Lobos. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

21.30 Le Carnet du bourlingueur.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Taratata
23.50 Ça cartonne. Invitée : Anémone.
0.30 Soir 3 (France 3).
23.15 Baffin.
23.45 La Java des volcans.
0.35 Tout beau pour le boulot.
1.20 Portraits d'Alain Cavalier. La gaveuse (15 min).

Planète

20.35 Radioactivité. [1/2] Pour le meilleur et pour le pire.
21.25 Trésors des îles Cocos.
22.20 Mengele, le rapport final.

Paris Première

21.00 Miles. De Philippe Koechlin.
21.55 Concert : Miles Davis. Enregistré au festival international de jazz de Montréal, en 1985 (60 min). 1854485
22.55 Ascenseur pour l'échafaud ■ ■ Film de Louis Malle (1957, N., 95 min) 6980060

France Supervision

20.30 Taratata.
22.00 et 22.50 Voile.
23.20 Le Miroir sur l'autre rive.
0.10 Cassiopée.
1.10 Escalade (90 min).

Ciné Cinéfil

20.30 Le Tueur à la voix douce ■ Film de Gordon Douglas (1958, N., v.o., 100 min) 7522379
22.10 Love Story ■ Film de Leslie Arliss (1944, N., v.o., 110 min) 57078176
0.00 Trois jours de bringue à Paris. Film d'Emile Couzinet (1953, N., 90 min) 9755954

Ciné Cinémas

20.30 Hollywood 26.
21.00 L'Homme sans visage ■ Film de Mel Gibson (1994, 110 min) 29532718
22.50 Lawrence d'Arabie ■ ■ Film de David Lean (1962, v.o., 210 min) 90848909

Série Club

20.45 Commando Garrison. Faits d'armes.
21.40 et 0.40 Médecins de nuit. Hélène.
22.30 Colonel March. Le crime voilé.
23.00 Les Anges de la ville. Rédemption.
23.50 Quincy. Détournement.

Canal Jimmy

20.30 Star Trek. L'équipage en folie.
21.20 The New Statesman. Les amis de Saint-James.
21.45 Sessions. Dog is the night.
22.10 Chronique du front.
22.15 Dream On. Partie de poker retourné.
22.45 Seinfeld. La vierge.
23.15 Top Bab.
23.55 La Semaine sur Jimmy.

Eurosport

19.55 Football. En direct de Sochaux. Championnat de D2 (11e journée) : Sochaux - Toulouse (125 min). 2871640
22.00 Kick-boxing.
23.00 Tennis (60 min).

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

21.15 La Partie d'échecs. Film d'Yves Hanchar (1991, 115 min). Avec Pierre Richard. *Drame.*

RTL 9

22.30 Lady Chatterley. Film d'Alan Roberts (1986, 95 min). Avec Sybil Danning. *Erotique.* 0.50 La Beauté du diable. Film de René Clair (1949, N., 95 min). Avec Michel Simon. *Fantastique.*

TSR

20.05 *Pas de vacances pour les Blues.* Film de Herbert Ross (1993, 95 min). Avec Kathleen Turner. *Comédie.* 21.40 Obsession fatale. Film de Jonathan Kaplan (1992, 110 min). Avec Kurt Russell. *Suspense.* 23.40 Riaba, ma poule. Film d'Andreï Kontchalovsky (1994, v.o., 110 min). Avec Inna Tchourikova. *Comédie.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

1944-1946, quand « tout était à refaire »

« Les Dossiers de l'Histoire » présentent « France, années zéro, le grand chantier » ou les difficultés de la remise en marche du pays, entre la Libération et la reconstruction

« C'EST UNE PLUIE de deuils terribles et désolés », chante Yves Montand. Et c'est vrai qu'en cet hiver 1944-1945, les difficultés submergent le pays. Il y eut l'Occupation, la Libération. Désormais, il y a l'immense chantier d'une France blessée. Les prisonniers de guerre revenus, les survivants des camps rapatriés, chacun doit pelleter, déblayer, nettoyer...

Il faut revoir les images des villes dévastées comme Dunkerque ou Saint-Dié pour mesurer l'intensité des ravages. Pour découvrir ou se remémorer ces cités devenues cloaques. La France est debout, mais en haillons. Le quart de ses immeubles sont en ruine, un million de personnes sans abri. Les usines sont par terre, les ponts effondrés, les voies ferrées en charpie.

On imagine ce qu'on peut faire d'un tel sujet : le général de Gaulle marchant tel un géant parmi les décombres, de longs plans sur des sidérurgistes ruisselants au plus près de leur forge, des extraits de discours enfiévrés devant l'Assemblée constituante, etc. Dans son documentaire, Jean A. Chérasse évite précisément ces généralisations. En campant ses caméras à Saint-Lô, dans la Manche, à Saint-Dié, dans les Vosges, à Waziers, dans le Nord, il retrouve avec simplicité la mémoire de ces années zéro – ce titre fait référence au film de Roberto Rossellini, *Allemagne année zéro* –, les souvenirs de ceux qui en furent les acteurs humbles ou glorieux.

Sous les traits d'une femme mûre transparaît ainsi une jeune fille qui a subtilisé dans un wagon un rideau de gros drap obturant la vitre pour s'en faire une jupe. *« C'était marqué SNCF dessus, mais on n'avait pas grand-chose ! »* Telle autre évoque ses escapades en Belgique, d'où l'on ramenait en vrac café, chocolat et bas nylon : les cargos américains déversaient leurs trésors à Anvers.



RATIONNEMENT

Dans cette famille de Waziers, on a conservé comme des reliques les carnets de points pour acheter le charbon, les alcools, le textile. Vestiges d'un rationnement sévère dont on n'a plus idée. On vivait entre système D et marché noir, spéculation et débrouille. On manquait de tout, de lait et de vêtements, de savon et de maisons. Il fallait redessiner des villes et tracer des routes. Saint-Dié, exsangue et nue, fit venir des baraques en kit pour revivre. Des quartiers en bois poussèrent alors autour de la ville en cendres, en plein champ. Des *« rats gros et gras »* prospéraient. Comment faisaient-ils ?

De temps en temps, Jean Chérasse délaisse ce reportage « sur le terrain ». Ses caméras filment alors François Bloch-Lainé, grand commis de l'Etat, Raymond Aubrac, commissaire de la République à Marseille, puis conseiller au ministère de la reconstruction. Ils offrent une vision plus globale. *« Tout était à refaire »*, résume François Bloch-Lainé. *« Heureusement, les Alliés nous ont aidés pour le ravitaillement »*, se rappelle Raymond Aubrac.

Les côtes et des zones entières étaient lestées de mines meurtrières. *« C'était comme si le pays était frappé par la peste »*, raconte Raymond Aubrac. Des démineurs français volontaires et des prisonniers allemands partirent vaillamment sur le front. Tel un général, Aubrac dirigea les opérations de déminage jusqu'en 1949.

D'autres grandes figures se détachent, grâce aux archives filmées : notamment Maurice Thorez, secrétaire général du Parti communiste français et ministre d'Etat. N'avait-on pas oublié à quel point le Parti communiste, à sa manière, sut remettre la France au travail ? *« Je suis sûr que nous gagnerons la bataille de la production, comme nous avons gagné la bataille de la Libération »*, lançait alors Thorez à l'adresse d'ouvriers acquis à l'idée de retrousser leurs manches. C'était un moment de grâce. Les mouvements sociaux, avec leurs revendications, ne vinrent qu'après. En 1946 et 1947. Mais c'est une tout autre histoire.

Laurent Greilsamer

★ « France années zéro, le grand chantier », France 3, samedi 28 septembre à 22 h 20.

Swing *par Agathe Logeart*

A L'HEURE du café-tartines, quand l'électeur n'a pas encore réussi à chasser les vapeurs du sommeil, Pierre Mazeaud, le bouillonnant président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, c'est mieux qu'une douche. Il réveille, cet homme-là, il décoiffe, il décrasse et les idées et les mots usés des unanimités de façade ! Invité matutinal, sur France 2, de l'émission « Les quatre vérités », il est allé droit au but. A-t-on vraiment bien entendu ? Est-ce bien un cacique du RPR qui s'exprime ainsi ? Après la macarena, cette danse des canards, mécanique et ridicule à souhait, que les vieux du RPR en pleine crise de jeunisme aigu s'étaient sentis obligés d'exécuter pour complaire à leurs militants, voici venu le temps du swing.

Le projet de réforme du mode de scrutin ? *« Aberrant »*. Le projet de loi Toubon sur le racisme ? *« Complètement absurde »* : on ne bâtit pas ainsi à la va-vite une loi de circonstance, qui plus est, *ad hominem*. Les 4 milliards concédés au Crédit lyonnais pour renflouer des caisses qui prennent l'eau ? Allez expliquer ça aux parents d'élèves pour qui ce gouvernement n'a pas été fichu de trouver le milliard manquant pour l'allocation de rentrée scolaire, ou aux éleveurs sinistrés par la crise de la « vache folle » ! Il tonne, il tempête, Pierre Mazeaud, ne s'embarrasse pas de précautions oratoires – ce n'est pas son genre – et, s'il choisit de s'exprimer ainsi par voie de presse, c'est parce que parler *mezzo voce* ne sert à rien quand le gouvernement a décidé de n'en faire qu'à sa tête en comptant bien que la majorité marchera au pas. Que le gouvernement fasse – enfin ! – de la politique au lieu de dégainer à tout bout de champ des projets irréfléchis qui ne mènent nulle part, sinon droit dans le mur : la leçon est rude. Pierre Mazeaud tire les oreilles d'Alain Juppé. Il lui enfonce le bonnet d'âne jusqu'au menton.

Evidemment, ces propos, le ton sur lequel ils sont assénés, ne peuvent faire plaisir à tout le monde. Elles étaient donc cocasses, ces embrassades pour la galerie sous l'œil des caméras, des parlementaires RPR réunis au Havre quelques heures plus tard, pour tenir conclave. Le chahut avait gagné les rangs. Il y avait du poignard dans les manches et de petites épingles prêtes à s'enfoncer dans la poupée de cire moulée à l'effigie du premier ministre. Grand chambellan de la cérémonie, Michel Péricard, le président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, sortait son gros bâton pour cogner les têtes qui s'obstinaient à dépasser. Il faisait part de la colère (censée pourtant rester confidentielle, nous dit-on) du chef de l'Etat devant tant d'indiscipline. Les coupables seraient châtiés. Un peu ahuri, le téléspectateur assistait à ce grand déballage et à cette tentative de reprise en main publics, quand arriva le premier ministre, qui demanda : *« Si la majorité ne croit pas au succès de la majorité, qui fera gagner cette majorité ? »* S'il ne trouve pas toujours les bonnes réponses, il arrive parfois qu'Alain Juppé pose les bonnes questions.

SAMEDI 28 SEPTEMBRE

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
12.52 Journal, Météo.
13.30 Reportages. Voyage au bout *de la mine.*
14.05 L'homme qui tombe à pic. Série.
15.00 Mac Gyver. Série.
16.00 Melrose Place. Série. Vin et vodka.
16.50 Hercule. Série. Le pouvoir.
17.45 Trente millions d'amis.
18.25 Vidéo gag.
19.00 Berverly Hills. Un monde irréel. Série.
19.55 Comme une intuition.
20.00 Journal, Tiercé, Météo.

20.45

LE JUSTE
Série. Les enfants de l'amour, de Franck Apprédéris (105 min). 588670
Le deuxième volet des aventures du « Juste » (Claude Brasseur) est plutot décevant. Beaucoup de bons sentiments, mais pas mal de mauvais acteurs.

22.30

COLUMBO
Série. Exercice fatal, de Bernie Kowalski avec Peter Falk, Robert Conrad (90 min). 57374
0.00 Formule foot. 9e journée du Championnat de D1.
0.35 Journal, Météo.
0.45 *Les Rendez-vous de l'entreprise* (rediff.). 1.05 et 3.10, 4.10, 4.50 Histoires naturelles. 2.00 et 3.00, 4.00 TF1 nuit. 2.10 Les Aventures du jeune Patrick Pacard. 4.40 Musique.

France 2

12.59 Journal.
13.35 INC. Magazine.
13.45 Savoir plus santé. Médecine, vingt-cinq ans de *succès. Invité : docteur* Jacques Mugica, cardiologue à Saint-Cloud.
14.40 La Vie à tout prix. Série.
15.30 Au cœur de l'Afrique sauvage.
16.30 Samedi sport. Magazine. Tiercé, en direct de Maisons-Laffitte ; Cyclisme (95 min). 8997683
18.05 Un privé sous les tropiques. Série.
19.00 JAG. Série.
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.59 Journal, A cheval, Météo.

20.50

FORT BOYARD
Divertissement présenté par Patrice *Laffont et Cendrine Dominguez.* Avec Didier Derlich, Marlène, Cécile Jeanson, Emile Ntamack, Thomas Castaignèdes, Christian Califano. Au profit de l'association SAFE (105 min). 258567

22.35

BOXE
Championnat d'Europe super welters en direct de Londres : Faouzi Hattab (France)-Ahmed Deottuev (Russie) (75 min). 2143935
23.50 Journal, Météo.
0.00 La 25e Heure. Magazine. La navette spatiale, de Scott Hicks (65 min). 7817146
1.05 Bouillon de culture (rediff.). 2.10 Garibaldi. Feuilleton [6/6]. 3.45 Robin des Bois junior. La dette du prince. Le prince espagnol. Dessin animé. 4.30 Cupido. La maison rouge bleu. Dessin animé. 4.45 Taratata (rediff.).

France 3

12.32 Journal.
13.00 Keno.
14.10 Les Quatre Dromadaires. *Tuer pour vivre [4/5].*
17.45 Montagne. Et tout en haut, pousse la vigne.
18.15 Expression directe. CGPME.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.48 Un livre, un jour. *Déjeuners de soleil,* de Léon-Paul Fargue.
18.55 Le 19-20 de l'information, 19.08, Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

DOCTEUR SYLVESTRE
Série. D'origine inconnue, de Dominique Tabuteau, avec Jérôme Anger, Maria Pacôme (90 min). 208770
Un secret sépare deux familles, mettant en péril l'équilibre d'une jeune adolescente. Un scénario incohérent.

22.20

LES DOSSIERS DE L'HISTOIRE
Magazine. France, années zéro, le grand chantier, de Jean A. Chérasse (65 min). 8413409
● Lire ci-dessus.
23.25 Journal, Météo.
23.55 Musique et compagnie. Emmanuel Krivine, vingt ans après. Avec l'Orchestre national de Lyon, dir. Emmanuel Krivine. Œuvres de Glinka, Ravel, Bizet enregistrées lors de sa tournée à Tokyo (60 min). 2458119
0.55 Le Théâtre de José Artur. *Invité :* Didier Sandre. *Le Mari idéal* d'Oscar Wilde. 1.15 Capitaine Furillo. Série. Quelle chance ! 2.05 Musique Graffiti. (15 mn).

La Cinquième

13.00 Mag 5. 13.30 Va savoir. 14.00 Fête des bébés. 14.30 Les Lions avec Anthony Hopkins.
15.30 Ozone, cancer du ciel. Documentaire.
16.30 Fenêtre sur court. 17.00 Le Portugal. 18.00 Droit d'auteurs. Présenté par Frédéric Ferney. Invités : Eduardo Manet, *Rhapsodie cubaine* ; Dominique Sigaud, *L'Hypothèse du désert.*

Arte

19.00 French & Saunders. Série [4/7] de John Birkin, avec Dawn French, Jennifer Saunders (v.o., 30 min). 8799
19.30 Histoire parallèle. Semaine du 28 septembre 1946 : le procès de Nuremberg, suite et fin ? Invité : Klaus Wenger (45 min). 43409
20.15 Le Dessous des cartes. *Chronique géopolitique. Chine : l'empire éclaté ?*
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LES CONFESSIONS DU CHEVALIER D'INDUSTRIE FELIX KRULL
Série [4/5] de Bernhard Sinkel, d'après le roman de Thomas Mann (60 min). 4735567
21.45 Métropolis. Magazine. Michel-Ange à New York ; Edouard Glissant ; musiques sacrées à Fès ; l'abécédaire de Gilles Deleuze : P comme professeur (suite) (60 min). 2840645

22.45

▶ MUSIC PLANET
Magazine. World Collection. Cesaria Evora, Morna blues, d'Anaïs Prosaïc et Eric Mulet (55 min). 7107190
Cesaria Evora, « la diva aux pieds nus », se laisse cerner au quotidien dans sa maison de Mindelo avec sa famille et ses amis. Elle raconte sa jeunesse et ses amours, l'ambiance nocturne des bars. On la suit également en Amérique, avec Arto Lindsay, à New York, et avec des vétérans cap-verdiens, à New Bedford, Massachusetts.
23.40 Un voyage d'anniversaire. Téléfilm de Lone Scherfig, avec Dorota Pomykala, Steen Svare (v.o., 90 min). 7300596
1.10 Masculin-féminin ■■ Film franco-suédois de Jean-*Luc Godard avec Jean-Pierre Léaud, Chantal Goya* (1966, N., rediff., 100 min). 4494504

M 6

12.55 Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI. Série.
13.50 University Hospital. Série.
15.35 Flash. Alpha. Série.
16.30 L'Aventurier. Le Rembrandt. Série.
17.05 Chapeau melon et bottes de cuir. Série.
18.05 Le Saint. Le diamant. Série.
19.00 Turbo. Magazine.
19.40 Warning. Magazine.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Hot Forme. Magazine.
20.35 Plus vite que la musique. La tournée de Jane Birkin.

20.50

▶ AUX FRONTIÈRES DU RÉEL
Série, avec Gillian Anderson. Autosuggestion (60 min). 1480490
Mulder et Scully se lance sur la piste d'un évadé, le Pousseur, capable de pénétrer dans l'esprit des gens et d'en prendre le contrôle.
Corps astral (55 min). 4589848
Du sable et de l'eau prennent forme humaine pour perpétrer des assassinats.
Meurtres sur Internet (55 min). 7105732
Une jeune femme est retrouvée morte, le corps enveloppé d'une sécrétion visqueuse. Une analyse chimique de la peau de l'assassin, trouvée sous les ongles de la victime, indique une absence d'acides gras.
23.40 Le Calice de jade. Téléfilm de Fahrad Mann, avec Rick Springfield *(87 min).* 8515645
1.15 Rock express.
1.45 La Nuit des clips.

Canal +

▶ En clair jusqu'à 14.00
12.20 Flash d'information.
12.30 L'Hebdo de Michel Field.
13.30 Cyberculture.
14.00 Basket-ball. En direct. Montpellier - ASVEL.
16.10 Le Journal du cinéma.
16.40 Les Superstars du catch.
▶ En clair jusqu'à 20.30
17.25 Décode pas Bunny.
18.25 Alien, l'univers des insectes. [4/6] A la conquête de la planète Terre (20 min). 1801480
18.45 Flash d'information.
19.00 TV plus.
20.00 Les Muppets.
20.25 ▶ Pas si vite ! Magazine.

20.30

LA FERME DU MAUVAIS SORT
Téléfilm de John Schlesinger, avec Kate Beckinsale (99 min). 489916
22.10 Flash d'information.
22.15 Jour de foot. Magazine. Neuvième journée de D 1 (45 min). 8633022

23.00

LA NUIT DES MASQUES ■■
Film de John Carpenter avec Jamie Lee Curtis (1978, 90 min). 8025022
0.35 Jusqu'au bout de la nuit ■■ Film de Gérard Blain avec Anicée Alvina (1995, 74 min). 2439436
1.50 Clerks ■■ Film de Kevin Smith (1994, N., 87 min). 9947542
3.20 The Thing ■ *Film de John Carpenter* avec Kurt Russel (1982, 103 min). 4430423

Radio

France-Culture

20.00 Le Temps de la danse. Reprise de Notre Dame de Paris au palais Garnier ; le Festival de Biarritz.
20.30 Photo-portrait. Jean Clair, historien d'art et conservateur du Musée Picasso.
20.45 Fiction : Nouveau répertoire dramatique. Œuvres de Klaus Pohl.
22.35 Musique : L'Air du temps. Rentrée musicale : état des lieux. Avec Catherine Portevin, Alain Lompech, Mme François-Poncet.
0.05 Fiction : Tard dans la nuit. Nouvelle, de Goethe. 0.55 Chronique du bout des heures. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Vladimir Velikovic ; 2.39, Le violoncelle au féminin ; 2.59, Chants yiddish ; 3.49, L'équilibre du moi ; 4.05, Entretiens avec Marguerite Duras ; 6.03, Marie Rose Guarnieri.

France-Musique

19.30 Opéra. Saison de l'UER. Donné en direct du palais Garnier, à Paris, par l'ensemble vocal et instrumental Les Arts Florissants, dir. William Christie : Œuvres de Rameau, Mark Padmore (Hippolyte), Anna-Maria Panzarella (Aricie), Laurent Naouri (Thésée), Lorraine Hunt (Phèdre), Eirian James (Diane), Mireille Delunsch (La Grande Prêtresse - une chasseresse), Nathan Berg (Pluton - Jupiter - Neptune), Patricia Petitbon (L'Amour - une bergère), Gaëlle Mechaly (une matelote - une prêtresse), Christopher Josey (un suivant - 1re Parque), Yann Beuron (Arcas - Mercure), Katalin Karolyi (Œnone), Matthieu Lecroart (2e Parque), Bertrand Bontoux (3e Parque), David Le Monnier (un chasseur).
22.45 Entracte.
23.05 Le Bel Aujourd'hui. Concert donné le 20 septembre, au Palais de la musique et des congrès, par l'Orchestre de l'Opéra de Francfort, dir. Sylvain Cambreling : œuvres de Webern, Grisey.
1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Carl Maria von Weber. Symphonie no 2, de Weber, par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Sawallisch ; *œuvres de* Mozart, Haydn, Weber, Hoffmann, Wagner.
22.40 Da Capo. Œuvres de Mahler.
0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

19.30 Journal (RTBF).
20.00 Julie Lescaut : Rumeurs.
21.30 Télécinéma.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Faites la fête.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Y'a un os.
21.15 ▶ Dans la lumière *de Jean Zay.*
21.45 15 jours sur Planète.
22.10 Menace sur les éléphants d'Afrique.
22.55 Radioactivité. [1/2] Pour le meilleur et pour le pire.
23.45 Trésors des îles Cocos.

Paris Première

20.00 Golf en capitale.
20.30 Théâtre : Une cloche en or. Pièce de Sim. Mise en scène *de Sim.* Enregistré à Monte-Carlo, en 1995. Avec Sim, Henri Guybet, Florence Brunold (115 min). 3135954
22.25 Concert : Iggy Pop. Enregistré au festival de *Phoenix, en Angleterre, en* 1994 (55 min). 30903393
23.20 Le court en dit long. Invité : Jean-Claude Dreyfus.

France Supervision

19.50 L'Hiver des grands créateurs.
20.30 La Petite Renarde rusée. Opéra de Leos Janacek Enregistré au théâtre du Châtelet, en juin 1995 (100 min). 11486138
22.10 Cap'tain Café.
23.05 World Musica. Noa.
23.55 Concert : Confederate Railroad (55 min). 31098225

Ciné Cinéfil

20.45 Le Club. Invité : Etienne Chatiliez.
22.05 Chaplin inconnu. De Kevin Brownlow et David Gill. [3/3] Trésors cachés.
23.00 Bombes sur Hong-Kong ■ Film de Robert Florey (1945, N., v.o., 90 min) *9731374*
0.30 Le Kid ■■■ Film muet de Charlie Chaplin (1921, N., 55 min) 11458788

Ciné Cinémas

20.30 A l'œil nu. Téléfilm de John Llewellyn Moxey (1983, 95 min) 7581022
22.05 Ciné Cinécourts spécial. Invité : Bertrand Tavernier.
23.05 Oublier Palerme ■■ Film de Francesco Rosi (1989, 105 min) 73450683

Série Club

20.45 Collection aventures.
22.10 Jake Cutter.
23.00 Code Quantum.
23.50 Panique aux Caraïbes.

Canal Jimmy

21.00 Earth Two.
21.50 Friends.
22.10 Chronique californienne.
22.15 Nonante.
23.20 Le Fugitif.

Eurosport

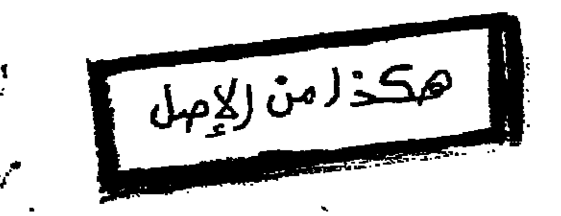
14.30 Tennis. En direct. Tournoi messieurs de Bâle : demi-finales (210 min). 28344190
18.00 et 0.00 Cyclisme.
19.00 Course de camions.
19.55 Basket-ball. En direct de Paris. Championnat Pro-A (4e journée) : PSG - Antibes.
22.00 Football.
1.00 Boxe (60 min).

Les films sur les chaînes européennes

TSR

23.30 Phantasm. Film de Don Coscarelli (1978, 90 min). *Fantastique.*

▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



Le Monde
SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1996

Le respect

par Pierre Georges

IL FAISAIT TOUT. Et je faisais le reste. Saine répartition du travail, fameuse équipe ! Il répondait à l'aimable surnom de « Pit Bull ». C'est dire l'aménité de son caractère et les redoutables colères dont il était capable. Certains jours, certaines heures, il en arrivait à bégayer de fureur, à entrer dans des rages insensées, excessives, presque homériques. Pour un rien, une virgule de trop, un mot de guingois. Ou pour un tout, un papier mal bâti, une approche désinvolte, une information non vérifiée.

Alors, comme dans un jeu, une règle d'amitié, venait inévitablement le moment où je lui lançais pour calmer l'orage un convenu *« sage, Pit Bull ! »*. Il en restait un instant sans voix. Puis il éclatait de rire, d'un grand rire qui disait à la fois la fin de la tempête et le début d'une plus sereine discussion.

Yves Heller éclatait de tout. De fureur, de rire, de vie. Il éclatait de journalisme. Et dans un dernier éclat, de coeur celui-là, il est mort, devant son écran, hier matin, devant son micro-ordinateur, le fameux Coyote. Cela l'aurait sans doute fait éclater de rire ou mis dans une belle rage, cette situation ridicule, la mort de Pit Bull devant son Coyote.

Cela ne nous fait pas rire du tout. Pardonnez à cette chronique son tour trop personnel. Ou ne le pardonnez pas. On s'en moque. N'ayant pas d'autres mots pour dire le vide, le désarroi et la peine, dans cette loi du cirque et de la presse réunies qui veut que le spectacle et la vie continuent, on le dit ainsi.

Yves nous a lâché. Trop tôt, trop vite, trop brutalement. La nouvelle, car malheureusement c'en était une, m'est tombée dessus alors que je participais à un jury d'oral dans une école de journalisme. Et me reviennent, à l'instant, ces envies maintes fois exprimées, dès lors qu'on les autorisait à faire un rêve, par les candidats : *« Mon rêve, le vrai rêve, serait d'être un jour grand reporter. »* L'un d'eux s'aventura même dans le cliché absolu : *« Mon rêve, ce serait d'être Tintin. »* Que ne rêvent-ils d'être simplement Yves Heller !

Il fut grand reporter. Longtemps. Vingt ans. A sa manière rigoureuse, intègre, sans emphase, ne se satisfaisant jamais d'une impression ou d'une explication simpliste. Yves Heller prenait tous les risques et d'abord celui d'aller tout voir pour tout vérifier. Cela, Alain Frachon le rapporte mieux qu'on ne saurait le faire. Il dit le grand reporter et, par pudeur partagée, ne dit pas ce qu'il fut aussi : l'homme capable d'aller récupérer, au risque de sa vie, le confrère en danger.

Et puis Yves Heller avait posé sac à terre. Pour faire autre chose. Aussi bien. Le journalisme a ainsi ses facettes, mais toutes relèvent au fond du même art, du même artisanat : l'amour du travail bien fait, ce polissage inlassable à l'établi, le fameux « bâton de chaise » d'Hubert Beuve-Méry. Il n'a cessé d'oeuvrer à l'oeuvre collective, exigeant pour les autres puisqu'il l'était pour lui-même.

Il est assez probable que l'ami disparu aurait encore hurlé à voir ainsi parler de lui, trop de lui. Cela lui apprendra à nous abandonner, à nous laisser. Et si ces propos ont quelque utilité, au-delà de la peine, c'est pour dire aux siens, à ses proches, combien Yves méritait le respect. Ce n'est pas donné à tout le monde, dans la presse.

La mort de notre confrère Yves Heller

De l'AFP au « Monde », qu'il avait rejoint en 1987, il y a peu de guerres de ces dernières années que ce seigneur du grand reportage n'ait couvertes

RESPONSABLE, au côté de Pierre Georges, de la page « Enquête » de la séquence « Horizons » du Monde, Yves Heller, est mort, jeudi 26 septembre, victime d'une défaillance cardio-vasculaire. Il était âgé de cinquante ans. A ce dernier poste, il avait inspiré, souvent choisi, édité, parfois réécrit, les portraits, enquêtes, reportages qui ont fait le succès d'une page née en janvier 1995, avec la nouvelle formule du journal.

Il y avait dispensé tout son talent, sa générosité au travail, mettant au service de la rubrique une expérience acquise durant plus de vingt années de grands reportages. D'abord pour l'Agence France-Presse, où il fut journaliste puis chef adjoint au service diplomatique, ensuite pour *Le Monde*, où il entra en 1987. Il y a peu de conflits, guerres, révoltes ou révolutions de ces dernières années qu'Yves n'aura pas « couverts ».

De la Corne de l'Afrique au Tchad, de l'Iran aux guerres du Liban, de l'Afghanistan aux territoires palestiniens de Cisjordanie et Gaza, en passant par l'Algérie, avant de se consacrer, longuement, aux Balkans, il aura été partout, et surtout là où il était le plus difficile, et le plus dangereux, d'exercer son métier. Il était un de ces journalistes – pas si nombreux que cela – toujours prêts à *« y aller »*, comme on dit à Paris, à la rédaction. Ses collègues qui l'ont connu dans les bureaux de l'AFP puis envoyé spécial du *Monde* à Beyrouth ou à Téhéran, à Jérusalem ou à Sarajevo, en témoignent : Yves était presque toujours là les jours de grande tourmente.

Ce n'était pas seulement affaire de courage physique. Ces dernières années, qui l'ont vu absorbé par les fêlures de l'ex-Yougoslavie, auront donné la mesure de la richesse de son talent. Habitué des conflits ethnico-religieux, de ces situations héritées d'une histoire faite de massacres et de haines irréductibles, familier des peuples ou nations qui paraissent avoir, pour toujours, la mémoire du sang versé, il avait, l'un des tout premiers, perçu ce que le démembrement de la Fédération yougoslave recelait de drames en puissance.

Dès février 1990, il s'était rendu au Kosovo, pour relater la *« terreur policière »* exercée par les autorités serbes contre la majorité d'origine albanaise. Il voit monter ce nationalisme serbe que fouette cyniquement un Slobodan Milosevic, aux seules fins d'établir son pouvoir, et qui va semer la guerre, les destructions et les pires violations des droits de l'homme que l'Europe ait connues depuis la fin du deuxième conflit mondial.

Il multiplie alors les séjours sur place, au fil de ces guerres locales qui vont mettre aux prises Bosniaques, Croates et Serbes. Des premiers combats serbo-croates à l'agression et au long calvaire de la Bosnie-Herzégovine, Yves Heller aura regardé, analysé et raconté. Observateur, écrit-il, *« de l'impuissance et du fatalisme des Occidentaux »*, chroniqueur des premières actions de *« purification ethnique »*, témoin direct des drames de Vukovar, Mostar, puis de l'interminable siège de Sarajevo et de Srebrenica.

SANS EMPHASE

Yves avait vécu à Beyrouth certaines des pires journées de bombardement ; il sera dans la capitale bosniaque – qu'il disait *« mangée par les cimetières »* – ce jour de février 1994 où un obus, venu s'écraser sur le marché de la ville, fit soixante-six morts et plus de deux cents blessés. De ces moments-là, il savait dire toute la poignance, avec distance, sobriété, mais aussi avec toute l'émotion, la méticulosité, la vérité d'un homme qui est allé *« voir »* au plus près. Etrangère à tout effet de style, sans emphase, toujours précise, la qualité et l'élégance de l'écriture servaient alors chez lui une formidable capacité d'analyse. Les lecteurs du *Monde* le savent : Yves Heller ne s'est, hélas, guère trompé sur la Yougoslavie.

DANS TOUS LES CAMPS

Il n'aura entretenu aucune illusion. Ce pessimiste anxieux, à la conscience professionnelle aiguë, vivait dans la hantise de tomber dans l'explication simpliste ou le reportage partisan. Quand il « couvrait » « ses » guerres, Yves voulait toujours gratter plus avant, chercher plus loin, n'omettre aucun détail prétendument indifférent ; il entrait dans toute la complexité d'une situation pour en relater ensuite toute sa singularité. Il n'était pas un formidable homme de terrain pour le seul art du reportage ; il était homme de terrain d'abord pour les besoins de l'analyse.

Yves était un voyageur documenté, parce qu'il se méfiait de l'impressionnisme, et un reporter qui prenait des risques parce qu'il ne se satisfaisait jamais des premières explications. Décortiqueur de réalités complexes, il en restituait toutes les facettes. C'est cela, ce travail patient, minutieux, de mise à jour d'une situation qu'il enseigna à ses étudiants du Centre de formation des journalistes.

Un de ses compagnons de tournées proche-orientales puis balkaniques parlait de sa *« rectitude professionnelle »* et d'une *« intégrité intellectuelle »* qui lui faisaient rapporter avec autant d'attention et de passion les situations les plus diverses. Yves Heller allait dans tous les camps, pour comprendre *« l'autre »*. S'il passa des nuits de couvre-feu avec des Palestiniens d'un village de Cisjordanie durant l'Intifada, il en vécut d'autres dans une famille israélienne du quartier de Tel Aviv le plus visé par les missiles Scud de Saddam Hussein. S'il relata les bombardements serbes sur Dubrovnik, il raconta l'épuration ethnique pratiquée par les Croates.

Pour autant, nulle trace de cynisme chez un homme qui en avait *« beaucoup vu »*. Yves ne jouait pas les grands reporters ; ni fier-à-bras de la profession ni beau parleur, il n'allait voir et ne relatait la misère des autres qu'avec beaucoup de pudeur. Une de ses consœurs libanaises, qui couvrit tous les malheurs de Beyrouth, disait : *« Yves était avec nous dans les abris, tout de courtoisie et de chaleur à notre égard, parce qu'il savait que nous étions, nous, condamnés à rester là et qu'il repartirait, lui, pour Paris. »* L'élégant bon vivant qu'il était essuyait des *« coups de bourdon »*, il avait ses moments noirs – sans doute parce qu'on ne ressort pas indemne de tant de reportages de guerre. Mais c'est justement pour cela aussi, précisément parce qu'il ne trichait pas dans son métier, qu'Yves Heller a été un grand seigneur dans le grand reportage.

Alain Frachon

[D'Yves Heller, dont Alain Frachon, responsable de la séquence « International » et compagnon de plus d'une guerre, a retracé les qualités professionnelles, il nous reste une leçon : celle d'un homme habité *par la passion d'un métier qu'il exerçait* sans peur et sans reproche, sans jamais donner prise aux flatteries diverses qu'un journaliste rencontre toujours, comme autant de barrages dressés contre sa quête de vérités. Le souvenir qu'il laisse nous accompagnera, riche de l'attachement qu'il avait suscité autour de lui, à la mesure des passions qui l'animaient. Il est mort foudroyé. Comme il avait vécu : à son poste.

Que sa femme, Dominique, et ses enfants, Mélanie et Paul-Arthur, reçoivent ici l'expression de nos condoléances les plus vives et les plus attristées. – J.-M. C.]

Commerce extérieur : 11 milliards de francs d'excédent en juillet

POUR LA TROISIÈME FOIS depuis le début de l'année, le commerce extérieur a dégagé un solde mensuel positif supérieur à 10 milliards de francs. En juillet, il s'établit à 11,104 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières (CVS), selon les statistiques publiées vendredi 27 septembre par les douanes, contre 9,781 milliards en juin. Il avait atteint 11,384 milliards en mars et 11,307 milliards en mai. Au mois de juillet, les exportations se sont élevées à 120,299 milliards de francs, contre 118,355 milliards en juin, et les importations à 109,195 milliards de francs contre 108,574 milliards en juin.

Si les exportations conservent une bonne tenue, les importations, en revanche, marquent une stagnation, en raison d'un ralentissement des échanges intracommunautaires dû à la faiblesse de la croissance économique des pays de l'Union européenne. Depuis le début de l'année, l'excédent du commerce extérieur de la France se chiffre à 64,448 milliards de francs. Sur les sept premiers mois de l'année précédente, ce solde avait atteint 57,629 milliards, ce qui laisse apparaître, en 1996, une augmentation de 11,8 % par rapport à la période correspondante de 1995.

Piste sud-africaine pour l'assassinat d'Olof Palme

STOCKHOLM. Les autorités suédoises prennent *« au sérieux »* les déclarations de l'ancien chef d'une unité de la police secrète sud-africaine, Eugene De Kock, qui a affirmé, jeudi 26 septembre, qu'un agent du régime de l'apartheid, Craig Williamson, était impliqué dans un projet d'attentat contre le premier ministre suédois, Olof Palme, assassiné le 28 février 1986. Le vice-ministre suédois des affaires étrangères, Pierre Schori, a déclaré : *« Les renseignements ne viennent pas de n'importe qui, et nous avons demandé à notre ambassade de rassembler un maximum d'informations sur cette affaire. »*

L'enquête sur l'assassinat n'a pas abouti, mais Craig Williamson figurait sur la liste des suspects établie par les enquêteurs suédois. Olof Palme, très hostile à l'apartheid, était, parmi les dirigeants occidentaux, celui qui voulait mener le plus loin les sanctions contre l'Afrique du Sud. Eugene De Kock, actuellement jugé à Pretoria pour de nombreux crimes, a lancé récemment de multiples accusations et, jeudi, il n'a pas fourni de précisions sur l'attentat contre Olof Palme. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **CROATIE :** les deux journalistes croates de l'hebdomadaire satirique *Feral Tribune*, poursuivis pour diffamation du président Franjo Tudjman, ont été acquittés, jeudi 26 septembre, à l'issue du premier procès pour délit de presse en Croatie. – *(AFP.)*

■ **PRIX LITTÉRAIRES :** la commission du Grand Prix du roman de *l'Académie française* a sélectionné, en vue de l'attribution du Grand Prix du roman qui sera décerné le jeudi 24 octobre, sept titres : *Les Honneurs perdus*, de Calixthe Beyala (Albin Michel) ; *Le Coin du voile*, de Laurence Cossé (Gallimard) ; *Les Derniers jours*, de Stéphane Denis (Fayard) ; *La Perspective amoureuse*, de Claude Mourthé (Rocher) ; *Péplum*, d'Amélie Nothomb (Albin Michel) ; *Bartoldi, le comédien*, de Bernard Pingaud (Seuil) ; *Rastenberg*, de Christiane Singer (Albin Michel).

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 27 septembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	21461,40	+0,52	+8,44
Honk Kong index	11636,10	+0,28	+16,38

Tokyo. Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 26/09	Var. en % 25/09	Var. en % fin 95
Paris CAC 40	2104,14	+0,04	+12,40
Londres FT 100	—	—	+5,91
Zurich	1759,23	+1,03	+14,99
Milan MIB 30	1032	+1,47	+10,84
Francfort Dax 30	2670,06	+0,42	+18,46
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse SBS	1428,07	+0,95	−2,02
Madrid Ibex 35	365,04	+0,90	+14,05
Amsterdam CBS	387,70	+1,02	+20,59

Tirage du *Monde* daté vendredi 27 septembre 1996 : 515 036 exemplaires

